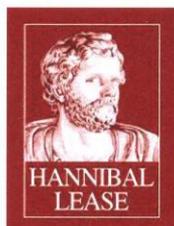


HANNIBAL LEASE



Société anonyme au capital de 40 180 000 dinars divisé en 8 036 000 actions de valeur nominale 5 dinars entièrement libérées.

Registre de Commerce : B138962001

Siège Social : Rue du Lac Malaren, Immeuble Triki – Les Berges du Lac- 1053 Tunis

Tél : 71 139 400 Fax : 71 139 460

E-mail : commercial@hannibalease.com.tn

Hannibal Lease est notée BB (tun) à long terme avec perspective stable et B (tun) à court terme par l'agence de notation Fitch Ratings le 14 Novembre 2018

DOCUMENT DE REFERENCE « HL 2018 »

Ce document de référence a été enregistré par le Conseil du Marché Financier le **11 DEC 2019** sous le **N° 18/008** donné en application de l'article 14 du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne. Il devra être actualisé régulièrement par les informations périodiques, permanentes et occasionnelles. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est accompagné par une note d'opération visée par le Conseil du Marché Financier. Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité des ses signataires. Cet enregistrement effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société n'implique par l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Responsable de l'Information

Monsieur Foued BOUAZRA

Directeur Adjoint Responsable de l'Audit Interne

Tél. : 71 139 400

Fax : 71 139 460

Intermédiaire en Bourse chargé de l'élaboration du document de référence



Green Center- Bloc C 2^{ème} étage,

Rue du Lac Constance – Les Berges du Lac

Tél : 71 137 600 – Fax : 71 960 903

E-mail : macsa@macsa.com.tn

Site web: www.macsa.com.tn

Le présent document de référence est mis à la disposition du public sans frais auprès de la société Hannibal Lease, Rue du Lac Malaren, Immeuble Triki, Les Berges du Lac, de MAC SA – Rue du Lac Constance, Les Berges du Lac, sur le site internet du CMF : www.cmf.tn et sur le site de MAC SA : www.macsa.com.tn.



Décembre 2018

Table des matières

Présentation résumée de la société.....	07
Chapitre 1 - Responsable du document de référence et responsables du contrôle des comptes	10
1-1 Responsable du document de référence.....	10
1-2 Attestation du responsable du document de référence	10
1-3 Responsables du contrôle des comptes	10
1-4 Attestation des commissaires aux comptes	16
1-5 Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé de l'élaboration du document de référence	17
1-6 Responsable de l'information.....	17
Chapitre 2 - Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital	18
2.1. Renseignements de caractère général concernant Hannibal Lease	18
2.1.1. Dénomination et siège social.....	18
2.1.2. Forme juridique et législation particulière	18
2.1.3. Date de constitution et durée.....	18
2.1.8. Régime fiscal	18
2.1.9. Matricule fiscal.....	18
2.1.10. Capital social	19
2.1.11. Lieu où peuvent être consultés les documents de la société	19
2.1.12. Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, les obligataires, le CMF, la BVMT et Tunisie Clearing	19
2.1.13. Clauses statutaires particulières	19
2.2. Renseignements de caractère général concernant le capital de la société.....	23
2.3. Evolution du capital social	24
2.4. Répartition du capital social et des droits de vote au 31/08/2018	25
2.4.1. Structure du capital au 31/08/2018.....	25
2.5. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 31/08/2018	25
2.6. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 31/08/2018	25
2.7. Présentation générale du Groupe Hannibal Lease au 31/12/2017	26
2.8. Schéma financier du Groupe Hannibal Lease au 31/12/2017	27
2.9. Tableau de participation entre les sociétés du Groupe Hannibal Lease au 31/12/2017.....	27
2.10. Evènements récents modifiant le schéma financier du Groupe Hannibal Lease entre le 31/12/2017 et la date de l'élaboration du document de référence	27
2.11. Chiffres clés des sociétés du Groupe Hannibal Lease au 31/12/2017	28
2.12. Les engagements financiers des sociétés du Groupe Hannibal Lease au 31/12/2017	28
2.13. Politique actuelle et future de financement inter-sociétés du Groupe Hannibal Lease	28
2.14. Relation de Hannibal Lease avec les sociétés du Groupe au 31/12/2017	28
2.15. Relations commerciales entre Hannibal Lease et les sociétés du Groupe durant l'exercice 2017 :....	30
2.16. Relations de Hannibal Lease avec les autres parties liées au 31/12/2017 autres que les sociétés du Groupe(*)	31
2.17. Dividendes	37

2.18.	Marché des titres de l'émetteur.....	37
2.19.	Notation de la société.....	37
Chapitre 3- Renseignements concernant l'activité de l'émetteur et son évolution		41
3.1.	Présentation de la société	41
3.2.	Activité de la société au 31/12/2017.....	41
3.2.1.	Evolution des approbations	41
3.2.2.	Evolution des mises en forces.....	42
3.2.3.	Evolution de l'encours financier	43
3.3.	Activité de la société au 30/06/2018.....	45
3.3.1.	Evolution des approbations	45
3.3.2.	Evolution des mises en forces.....	46
3.3.3.	Evolution de l'encours financier	47
3.4.	Activité de la société au 30/09/2018.....	48
3.4.1.	Evolution des approbations	48
3.4.2.	Evolution des mises en forces.....	49
3.4.3.	Evolution de l'encours financier	50
3.4.4.	Indicateurs d'activité au 30/09/2018.....	51
3.5.	Organisation de la société	52
3.5.1.	L'organigramme de Hannibal Lease.....	52
3.6.	Système d'information	55
3.7.	Facteurs de risque et nature spéculative de l'activité.....	56
3.8.	Dépendance de l'émetteur.....	58
3.9.	Litige ou arbitrage.....	59
3.10.	Politique sociale et effectif	59
3.11.	Analyse SWOT.....	60
3.12.	Politique d'investissement	61
Chapitre 4- Patrimoine, Situation financière, Résultat		62
4.1	Patrimoine de la société au 31 décembre 2017	62
4.1.1	Créances sur la clientèle, opération de leasing	62
4.1.2	Portefeuille titres de placement	64
4.1.3	Portefeuille d'investissement	65
4.1.4	Immobilisation corporelles et incorporelles au 31 décembre 2017	66
4.2	Etats financiers individuels comparés arrêtés au 31 décembre	67
4.2.1	Bilans individuels comparés au 31 décembre	68
4.2.2	Etat des engagements hors bilan au 31 décembre 2017.....	69
4.2.3	Etats de résultat comparés au 31 décembre	70
4.2.4	Etats de flux de trésorerie comparés au 31 décembre	71
4.2.5	Schéma des Soldes Intermédiaires de Gestion comparés au 31 décembre	72
4.2.6	Notes aux états financiers arrêtés au 31 décembre 2017	73
4.2.7	Rapport Général des Co-commissaires aux comptes sur les états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2017.....	117

4.2.8	Rapport Spécial des Co-commissaires aux comptes sur les états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2017.....	121
4.2.9	Engagements financiers au 31 décembre 2017.....	125
4.2.10	Encours des emprunts émis par Hannibal Lease au 31 décembre 2017.....	126
4.2.11	Structure des souscripteurs à l’Emprunt Obligataire subordonné « HL Subordonné 2018-1 »	131
4.2.12	Soldes intermédiaires de gestion comparés au 31 décembre.....	132
4.2.13	Tableau de mouvement des capitaux propres.....	133
4.2.14	Affectation des résultats des trois derniers exercices.....	134
4.2.15	Evolution du revenu de leasing et du résultat d’exploitation.....	134
4.2.16	Evolution du résultat net.....	134
4.2.17	Evolution de la marge brute d’autofinancement.....	134
4.2.18	Evolution des dividendes.....	135
4.2.19	Indicateurs et ratios de gestion.....	135
4.3	Etats financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017.....	137
4.3.1	Bilan consolidé au 31 décembre 2017 (exprimé en Dinar Tunisien).....	138
4.3.2	Etat des engagements hors bilan consolidé au 31 décembre 2017 (exprimé en Dinar Tunisien)	139
4.3.3	Etat de résultat consolidé au 31 décembre 2017 (exprimé en Dinar Tunisien).....	140
4.3.4	Etat de flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2017 (exprimé en Dinar Tunisien).....	141
4.3.5	Schéma des Soldes Intermédiaires de Gestion consolidé au 31 décembre 2017 (exprimé en Dinar Tunisien)	142
4.3.6	Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2017.....	143
4.3.7	Rapport des Co-commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017.....	180
4.4	Patrimoine de la société au 30/06/2018.....	184
4.4.1	Créances sur la clientèle, opération de leasing.....	184
4.4.2	Portefeuille titres de placement.....	185
4.4.3	Portefeuille d’investissement.....	185
	L’analyse du portefeuille d’investissement au 30/06/2018 se présente comme suit :.....	185
4.4.4	Principales acquisitions et cessions d’Immobilisation corporelles et incorporelles au 30/06/2018	187
4.4.5	Les principales acquisitions et cessions d’immobilisations corporelles et incorporelles postérieures au 30 Juin 2018.....	188
4.5.	Etats financiers arrêtés au 30 Juin 2018.....	189
4.5.1.	Bilan au 30 Juin 2018 (exprimé en Dinar Tunisien).....	190
4.5.2.	Etat des engagements hors bilan au 30 Juin 2018 (exprimé en Dinar Tunisien).....	191
4.5.3.	Etat de résultat au 30 Juin 2018 (exprimé en Dinar Tunisien).....	192
4.5.4.	Etat de flux de trésorerie au 30 Juin 2018 (exprimé en Dinar Tunisien).....	193
4.5.5.	Schéma des Soldes Intermédiaires de Gestion au 30 Juin 2018 (exprimé en Dinar Tunisien) .	194
4.5.6.	Notes aux états financiers aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30 Juin 2018.....	195
4.5.7.	Rapport de l’Examen limité des Co-commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 Juin 2018.....	233
4.5.8.	Engagements financiers au 30/06/2018.....	235

4.5.9.	Encours des emprunts émis par Hannibal Lease au 30/06/2018	236
4.5.10.	Soldes intermédiaires de gestion comparés au 30 juin 2018	240
4.5.11.	Tableau de mouvement des capitaux propres au 30/06/2018.....	241
4.5.12.	Evolution du revenu de leasing et du résultat d'exploitation	242
4.5.13.	Evolution du résultat net	242
4.5.14.	Evolution de la marge brute d'autofinancement.....	242
4.5.15.	Indicateurs et ratios de gestion	243
4.6.	Comportement boursier de l'action Hannibal Lease du 02/01/2018 au 22/09/2018	245
Chapitre 5 : Organes d'Administration, de Direction et de Contrôle des Comptes		246
5.1	Conseil d'Administration	246
5.1.1	Membres des organes d'administration	246
5.1.2	Fonctions des membres et des organes d'administration et de direction dans la société	246
5.1.3	Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années par les membres des organes d'administration et de direction	247
5.1.4	Mandats des membres des organes d'administration et de direction les plus significatifs dans d'autres sociétés.....	247
5.1.5	Fonctions des représentants permanents des personnes morales administrateurs dans la société qu'ils représentent	248
5.2	Intérêts des dirigeants dans la société pour l'exercice 2017	248
5.2.1	Rémunérations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice 2017	248
5.2.2	Prêts et garanties accordées en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2017	248
5.3.	Contrôle.....	249
5.4.	Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres des organes d'administration et de direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du Conseil d'Administration ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital.....	249
5.4. 1.	Prêts octroyés et crédits reçus	249
5.4.2.	Apport en capital	249
5.4.3.	Dividendes et autres rémunérations distribuées par Hannibal Lease et encaissés par les autres parties liées en DT	250
Chapitre 6 – Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir		251
6.1	Evolution récente et orientation stratégique	251
6.1.2	Orientation stratégique	252
6.2	Perspectives d'avenir.....	253
6.2.1	Analyse des écarts enregistrés et des modifications effectuées par rapport aux prévisions relatives à l'exercice 2017	253
6.2.1.1	Mesure et analyse des performances réalisées au 30/09/2018 par rapport aux prévisions relatives à l'exercice 2018.....	254
6.2.1.2	Analyse des modifications	254

6.2.2	Les prévisions sur la période (2018-2022).....	256
6.2.2.1	Hypothèses du compte de résultat prévisionnel.....	256
6.2.2.2	Hypothèses du bilan prévisionnel	261
6.2.3	Les états financiers prévisionnels	263
6.2.4	Ratios prévisionnels	266
6.2.5	Marge brute d'autofinancement prévisionnel.....	267
6.2.6	Encours émis par Hannibal Lease	267
6.2.7	Avis des Commissaires Aux Comptes sur les états financiers prévisionnels pour la période (2018-2022)	268

Présentation résumée de la société

Hannibal Lease est une société anonyme au capital de 40 180 000 Dinars créée en 2001.

Elle a pour objet le financement des opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers à usage industriel ou professionnel dans les différents secteurs économiques. Toutefois, son activité est orientée principalement vers les véhicules de tourisme, les véhicules utilitaires et les poids lourds.

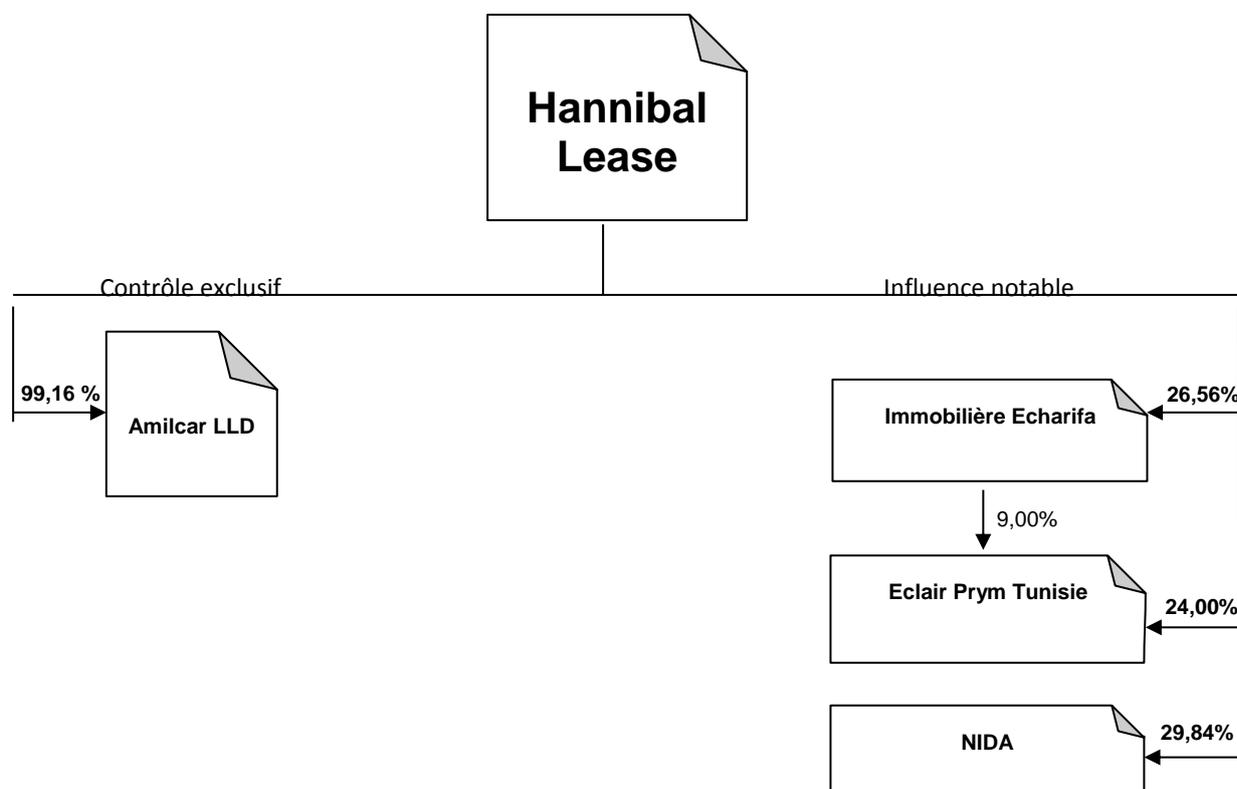
La société Hannibal Lease est détenue à hauteur de 41,18% par le Groupe DJILANI. Les sociétés du Groupe qui détiennent une part du capital de HL sont : PATERSON DISTRIBUTION S.A (0,034%), CONFECTION RAS JEBEL S.A (0,014%), LA GENERALE DISTRIBUTION (0,00068%), FINANCIERE TUNISIENNE (14,00%) ET INVESTMENT TRUST TUNISIA (27,39%).

L'actionnaire de référence est suivi par United Gulf Bank et la Caisse Tunisienne d'Assurances Mutuelles Agricoles (CTAMA) qui détiennent respectivement 11,15% et 7,86% du capital. D'autres institutionnels détiennent environ 16,28%, à savoir la Mutuelle Assurance de l'Enseignement détenant 5,51%, MOKHTAR GROUP HOLDING MGH détenant 3,63%, Tunisian International Bank (TIB) détenant 2,79%, Al Mal Investment Company détenant 2.51%, et l'Amen Bank qui détient 1.84% du capital. Ces actionnaires détiennent au total 76,74% du capital de « Hannibal Lease » et peuvent être considérés comme le noyau dur constituant le capital de la société.

Hannibal Lease était à la tête d'un Groupe composé au 31/12/2017 de :

- La société Amilcar LLD détenue à hauteur de (99,16%) : ayant pour activité la location longue durée de voitures ;
- La société Immobilière ECHARIFA détenue à hauteur de (26,56%) : ayant pour activité la promotion immobilière ;
- La société Eclair PRYM détenue à hauteur de (24%) : ayant pour activité la fabrication de fermetures à glissières ; et
- La société NIDA détenue à hauteur de (29,84%) : ayant pour activité la location de bureaux et d'open spaces, infrastructures Télécom, services d'infrastructure, d'assistance et d'accompagnement à l'entreprise, aux entreprises Off Shore).

L'organigramme du groupe au 31/12/2017 se présente comme suit :



Depuis l'exercice 2013, Hannibal Lease a commencé à établir des états financiers consolidés.

Activité de Hannibal Lease au 31/12/2017 :

- Le montant des approbations au 31/12/2017 s'est élevé à 697,4 MDT contre 524,2 MDT au 31/12/2016, soit une hausse de 33,02%.
- Les mises en force se sont élevées à 550,9 MDT au 31/12/2017 contre 388,2 MDT au 31/12/2016, soit une hausse de 41,9%.
- Les encours financiers se sont élevés à 805,0 MDT au 31/12/2017 contre 574,5 MDT au 31/12/2016, soit une augmentation de 40,1%.
- Le total des engagements nets de provisions et produits réservés se sont élevés à 853,9 MDT au 31/12/2017 contre 629,2 MDT au 31/12/2016, soit une hausse de 35,7%.
- Le ratio de créances classées à 3,86% au 31/12/2017 contre 4,68% au 31/12/2016.
- Le ratio de couverture de créances classées est passé de 71,37% au 31/12/2016 à 72,23% au 31/12/2017.
- Le total des engagements courants (Bilan et Hors Bilan) a atteint 878,4MDT au 31/12/2017.
- Le produit net de leasing a atteint 25,7 MDT au 31/12/2017 contre 21,9 MDT au 31/12/2016 soit une hausse de 17,1%.
- Au 31/12/2017, Hannibal Lease a dégagé un bénéfice net de 8,2 MDT contre 7,1 MDT à la même période en 2016, soit une hausse de 16,1%.

Activité de Hannibal Lease au 30/06/2018

- Le montant des approbations au 30/06/2018 s'est élevé à 344,7 MDT contre 361,7 mDT au 30/06/2017, soit une baisse de 4,7%.
- Les mises en force se sont élevées à 239,1 MDT au 30/06/2018 contre 263,3 MDT au 30/06/2017, soit une baisse de 9,2%.
- Les encours financiers se sont élevés à 858,7 MDT au 30/06/2018 contre 686,1 MDT au 30/06/2017, soit une augmentation de 25,2%.
- Le total des engagements nets de provisions et produits réservés se sont élevés à 916,5 MDT au 30/06/2018 contre 740,9 MDT au 30/06/2017, soit une hausse de 23,70%.
- Le ratio de créances classées est passé à 4,46% au 30/06/2018 contre 4,83% au 30/06/2017.
- Le ratio de couverture de créances classées est passé de 63,42% au 30/06/2017 à 61,30% au 30/06/2018.
- Le total des engagements courants (Bilan et Hors Bilan) a atteint 942,3 MDT au 30/06/2018.
- Le produit net de leasing a affiché une hausse de 0,60 MDT (4,3%) passant de 12,6 MDT au 30/06/2017 à 13,1MDT au 30/06/2018.
- Au 30/06/2018, Hannibal Lease a dégagé un bénéfice net de 3,9 MDT contre 4,1 MDT à la même période en 2017, en repli de 4,68%

Activité de Hannibal Lease au 30/09/2018

Hannibal Lease affiche Au 30/09/2018, une régression de 20,21% des approbations par rapport à la même période de 2017 atteignant un montant de 402,62 MDT contre 504,57 MDT au 30/09/2017.

De même, les mises en forces ont enregistré une diminution de 19,12% comparés à la même période de 2017, passant ainsi de 375,13 MDT à 303,40 MDT 30/09/2018.

De plus, les produits nets de leasing ont diminué de 16,99% par rapport au 30/09/2017, passant de 18,13 MDT au 30/09/2017 à 15,05 MDT au 30/09/2018.

Quant au encours financiers, ils ont enregistré une progression de 15,24%, passant ainsi de 717,32 MDT au 30/09/2017 à 826,65 MDT au 30/09/2018.

En 2017, le capital d'Hannibal Lease a évolué de 28,700 MDT à 40,180 MDT, par incorporation de réserves à hauteur de 2,870 MDT et par augmentation en numéraire d'un montant de 8,610 MDT.

Le 14 Novembre 2018, l'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note de « Hannibal Lease », à savoir BB (tun) à long terme avec perspective stable, et B (tun) à court terme.

BB+, BB, BB- (long terme) : Créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. L'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts reste sensible à l'évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières. Les signes « + » et « - » peuvent être utilisés pour marquer des nuances de qualité.

B (court terme) : Créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts par rapport aux autres entités émettrices dans le pays. Cette aptitude au paiement en temps et en heure est très sensible aux évolutions défavorables des conditions économiques et financières.

MISE EN CONFORMITE DE LA SOCIETE HANNIBAL LEASE PAR RAPPORT A LA NOUVELLE LOI BANCAIRE N°2016-48 DU 11 JUILLET 2016

L'analyse des nouvelles dispositions de la nouvelle loi bancaire et le degré de conformité de la société Hannibal Lease par rapport à cette dernière a permis de relever les irrégularités suivantes :

- **En matière de Gouvernance :**

Les dispositions de l'article 58 de ladite loi ne sont pas encore respectées, à savoir l'impossibilité pour le DG et pour le DGA d'un établissement financier d'exercer la fonction de dirigeant d'une entreprise économique.

- **En matière de prise de participation :**

Aux termes de l'article 75 de la loi 2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux établissement de crédit « La banque ou l'établissement financier ne peut détenir directement ou indirectement plus de 20 % des droits de vote ou du capital d'une même entreprise. Toutefois, la banque ou l'établissement financier peut, à titre temporaire, dépasser ce pourcentage lorsque la participation est faite en vue de permettre le recouvrement de ses créances.

Or il a été révélé que la société Hannibal Lease détient 99,16% du capital de la société AMILCAR LLD, 26,56% dans la société Echarifa SA et 24% dans la société Eclair Prym SA.

En réaction, à cette irrégularité, et conformément aux dispositions de l'article 195 de la loi « 2016-48 » sus-mentionnée, un plan d'action a été envoyé à la Banque Centrale de Tunisie en vue de respecter les exigences légales en terme de prise de participation. Une dérogation de la BCT a été, également, demandée pour les participations dans la STE AMILCAR LLD et la STE NIDA SA. En cas de refus de la BCT, Hannibal Lease se conformera aux dispositions de la Loi dans un délai n'excédant pas Juillet 2019.

Chapitre 1 - Responsable du document de référence et responsables du contrôle des comptes

1-1 Responsable du document de référence

Monsieur Mohamed-Hechmi DJILANI
Directeur Général de Hannibal Lease

1-2 Attestation du responsable du document de référence

« A notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée. »

Monsieur Mohamed-Hechmi DJILANI
Directeur Général de Hannibal Lease


HANNIBAL LEASE
Rue du Lac MALAREN
LES BERGES DU LAC
Tél: 71.139.400 - Fax: 71.965.222

1-3 Responsables du contrôle des comptes

- **Etats financiers individuels relatifs à l'exercice 2015, 2016 et 2017 :**
 - Cabinet M.S. LOUZIR, membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Monsieur Mohamed LOUZIR, Adresse : Immeuble SOLARIS, 4^{ème} étage – App 1 & 2, Rue du Lac d'Annecy 1053, Les berges du Lac – Tunis.
 - FINOR, société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Mr. Mustapha MEDHIOUB, Adresse : Immeuble International City Center – Tour des bureaux Centre Urbain Nord – 1082 – Tunis.
- **Etats financiers consolidés relatifs à l'exercice 2016 et 2017 :**
 - Cabinet M.S. LOUZIR, membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Monsieur Mohamed LOUZIR, Adresse : Immeuble SOLARIS, 4^{ème} étage – App 1 & 2, Rue du Lac d'Annecy 1053, Les berges du Lac – Tunis.
 - FINOR, société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Mr. Mustapha MEDHIOUB, Adresse : Immeuble International City Center – Tour des bureaux Centre Urbain Nord – 1082 – Tunis.



- **États financiers intermédiaires individuels de Hannibal Lease au 30/06/2018**

- Cabinet F.M.B.Z KPMG TUNISIE, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Monsieur Moncef BOUSSANOUGA ZAMMOURI,
Adresse : Les Jardins du Lac, B.P. n°317 Publiposte rue lac Echkel, Les berges du Lac –1053- Tunis.
- FINOR, société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Mr. Mustapha MEDHIOUB,
Adresse : Immeuble International City Center – Tour des bureaux Centre Urbain Nord – 1082 – Tunis.

Extrait de l'opinion sur les états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2015

Les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2015 ont fait l'objet d'un audit effectué par le Cabinet FINOR représenté par M. Mustapha MEDHIOUB et le Cabinet MS LOUZIR représenté par Monsieur Mohamed LOUZIR selon les normes professionnelles applicables en Tunisie.

I-Opinion :

« A notre avis, les états financiers de la société « HANNIBAL LEASE » sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2015, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. »

II-Vérifications et informations spécifiques :

« Nous avons procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles. Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et n'avons pas d'observations à formuler sur la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société eu égard à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs et au cours de l'accomplissement de notre mission, nous avons pris connaissance des infractions commises par le coursier de l'agence de Sfax. La société « HANNIBAL LEASE » a déposé une plainte auprès du procureur de la République du tribunal de première instance de Tunis, le 8 janvier 2016 sous le numéro 7000959/2016.

En application des dispositions de l'article 270 du code des sociétés commerciales et du paragraphe 36 de la norme 10 de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, nous avons révélé ces faits délictueux au procureur de la République du tribunal de première instance de Tunis, par lettre en date du 25 avril 2016.

L'incidence desdites infractions s'élevant à 143 KDT et a été constatée en charges durant les exercices 2013-2015. »

Extrait de l'avis sur les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2015

Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2015 ont fait l'objet d'un audit effectué par le Cabinet M.S. LOUZIR représenté par Monsieur Mohamed LOUZIR et le Cabinet FINOR représenté par Monsieur Mustapha MEDHIOUB selon les normes de la profession applicables en Tunisie.

Les commissaires aux comptes ont émis l'avis suivant :

I-Opinion :

« A notre avis, les états financiers consolidés de la société « HANNIBAL LEASE » sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière du groupe au 31 décembre 2015, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. »

II-Vérifications et informations spécifiques :

« Nous avons procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion du groupe au titre de l'exercice 2015. »

Extrait de l'opinion sur les états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2016

Les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2016 ont fait l'objet d'un audit effectué par le Cabinet FINOR représenté par M. Mustapha MEDHIOUB et le Cabinet MS LOUZIR représenté par Monsieur Mohamed LOUZIR selon les normes professionnelles applicables en Tunisie.

Les commissaires aux comptes ont émis l'opinion suivante :

I-Opinion :

« A notre avis, les états financiers de la société « HANNIBAL LEASE » sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2016, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. »

II-Paragraphe d'observation :

« Nous attirons votre attention sur la note aux états financiers n° 3-4 dont le contenu indique que la société a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre des différents impôts et taxes auxquels elle est soumise et couvrant la période allant du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2015.

Une première notification des résultats de la vérification fiscale a été adressée à la société en décembre 2016 et la société a formulé, en janvier 2017, son opposition quant aux résultats de la vérification fiscale et a présenté ses observations et arguments justifiant la régularité de sa situation fiscale et la sincérité de ses déclarations, néanmoins l'administration n'a pas retenu toutes les observations et arguments présentés par la société.

La société a reformulé son opposition quant à la réponse de l'administration fiscale, en mars 2017.

A ce titre, et compte tenu de l'effet des corrections symétriques qui en découlent, la société a constitué les provisions requises permettant de couvrir les risques rattachés à ces redressements et ce, pour un montant de 415.000 DT.

Notre opinion ne comporte pas une réserve concernant cette question.

III-Vérifications et informations spécifiques :

« Nous avons procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles. Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et n'avons pas d'observations à formuler sur la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société eu égard à la réglementation en vigueur. »

Extrait de l'opinion sur les états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2017

Les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2017 ont fait l'objet d'un audit effectué par le Cabinet FINOR représenté par M. Mustapha MEDHIOUB et le Cabinet MS LOUZIR représenté par Monsieur Mohamed LOUZIR selon les normes professionnelles applicables en Tunisie.

Les commissaires aux comptes ont émis l'opinion suivante :

I-Opinion :

« A notre avis, les états financiers de la société « HANNIBAL LEASE » sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2017, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises. »

II- Rapport relatif à d'autres obligations légales et règlementaires

« Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 Novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et son efficience, incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur. »

Extrait de l'avis sur les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2016

Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2016 ont fait l'objet d'un audit effectué par le Cabinet M.S. LOUZIR représenté par Monsieur Mohamed LOUZIR et le Cabinet FINOR représenté par Monsieur Mustapha MEDHIOUB selon les normes de la profession applicables en Tunisie. »

Les commissaires aux comptes ont émis l'avis suivant :

I-Opinion :

« A notre avis, les états financiers consolidés de la société « HANNIBAL LEASE » sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière du groupe au 31 décembre 2016, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. »

II-Paragraphe d'observation :

Nous attirons votre attention sur la note aux états financiers n° 4-4 dont le contenu indique que la société Hannibal Lease a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre des différents impôts et taxes auxquels elle est soumise et couvrant la période allant du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2015.

Une première notification des résultats de la vérification fiscale a été adressée à la société en décembre 2016 et la société a formulé, en janvier 2017, son opposition quant aux résultats de la vérification fiscale et a présenté ses observations et arguments justifiant la régularité de sa situation fiscale et la sincérité de ses déclarations, néanmoins l'administration n'a pas retenu toutes les observations et arguments présentés par la société.

La société a reformulé son opposition quant à la réponse de l'administration fiscale en mars 2017.

A ce titre, et compte tenu de l'effet des corrections symétriques qui en découlent, la société a constitué les provisions requises permettant de couvrir les risques rattachés à ces redressements et ce, pour un montant de 415.000 DT.

Notre opinion ne comporte pas une réserve concernant cette question.

III-Vérifications et informations spécifiques :

« Nous avons procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion du groupe au titre de l'exercice 2016. »

Extrait de l'avis sur les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017

Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2017 ont fait l'objet d'un audit effectué par le Cabinet M.S. LOUZIR représenté par Monsieur Mohamed LOUZIR et le Cabinet FINOR représenté par Monsieur Mustapha MEDHIOUB selon les normes de la profession applicables en Tunisie.

Les commissaires aux comptes ont émis l'avis suivant :

Opinion

« A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière du groupe au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises. »

Avis sur les Etats Financiers intermédiaires de Hannibal Lease arrêtés au 30/06/2018

Les états financiers intermédiaires au 30 juin 2018 ont fait l'objet d'un examen limité par le Cabinet FINOR représenté par M. Mustapha MEDHIOUB et le Cabinet .M.B.Z KPMG TUNISIE, représenté par Monsieur Moncef BOUSSANOUGA ZAMMOURI selon les normes professionnelles applicables en Tunisie, et ont été certifiés sans réserve. Toutefois, les commissaires aux comptes ont formulé l'observation suivante :

« En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale et en application des dispositions de l'article 21 bis de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une revue limitée des états financiers intermédiaires de la société Hannibal Lease couvrant la période allant du 1er janvier au 30 juin 2018 et faisant apparaître à cette date un total bilan de 926 337 KDT et un bénéfice net de 3 927 KDT ».

Nous avons effectué l'examen limité du bilan de la société Hannibal Lease, arrêté au 30 juin 2018, ainsi que de l'état de résultat et de l'état de flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

« Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession applicables en Tunisie et relatives aux missions d'examen limité. Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est substantiellement inférieure à celle d'un audit effectué selon les Normes ISA et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit. »

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les informations financières intermédiaires ci-jointes ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de la société Hannibal Lease au 30 juin 2018, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie ».

1-4 Attestation des commissaires aux comptes

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans le présent document de référence en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées. »

Attestation des commissaires aux comptes

Les Commissaires aux Comptes

Cabinet F.M.B.Z KPMG TUNISIE

FINOR

Monsieur Moncef BOUSSANOUGA ZAMMOURI

Monsieur Mustapha MEDHIOUB



1-5 Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé de l'élaboration du document de référence

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour s'assurer de la sincérité du document de référence ».

MAC SA

Le Directeur Général Adjoint

Monsieur Mourad BEN CHAABENE



1-6 Responsable de l'information

Monsieur Foued BOUAZRA

Directeur Adjoint Responsable de l'Audit Interne

Tél. : 71 139 400

Fax : 71 139 460



Chapitre 2 - Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital

2.1. Renseignements de caractère général concernant Hannibal Lease

2.1.1. Dénomination et siège social

Dénomination sociale	: Hannibal Lease S.A.
Siège social	: Rue du Lac Malaren, Immeuble Triki – Les Berges du Lac – 1053 Tunis
Téléphone	: 71 139 400
Fax	: 71 139 460
Email	: commercial@hannibalease.com.tn
Site Web	: www.hannibalease.com.tn

2.1.2. Forme juridique et législation particulière

Forme juridique : Société Anonyme

Législation particulière applicable : La société est régie par la loi 2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers. Elle est également régie par les dispositions de la loi de finance n°2007-70 du 27 décembre 2007 relative à l'année 2008 qui a abrogé et modifié les anciennes dispositions relatives au leasing telles qu'instituées par la loi n°94 – 89 et 94-90 du 26 juillet 1994 relatives au leasing.

2.1.3. Date de constitution et durée

Date de constitution : 11/07/2001
Durée : 99 ans

2.1.4. Objet social (Article 2 des statuts)

La société a pour objet d'effectuer des opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers à usage professionnel, industriel, agricole, commercial et de service. Elle peut également effectuer toutes opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus.

2.1.5. Registre de commerce : B138962001

2.1.6. Exercice social : Du 1er Janvier au 31 Décembre

2.1.7. Nationalité : Tunisienne

2.1.8. Régime fiscal

Droit commun régissant la fiscalité des sociétés de leasing et particulièrement les lois 94-89 et 94-90 du 26 Juillet 1994 portant dispositions fiscales relatives au leasing, la loi n°2000-98 du 25 Décembre 2000 portant loi de finances pour l'année 2001 et notifiant la déduction des amortissements financiers en remplacement des amortissements ordinaires par les sociétés de leasing, ainsi que la loi n°2007-70 du 27 Décembre 2007 portant loi de finances pour l'année 2008 et notifiant la suppression de la déduction des amortissements financiers pour les entreprises exerçant l'activité de leasing pour les contrats conclus à partir du premier Janvier 2008.

Depuis 1996, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi, les provisions au titre des créances douteuses sont déductibles en totalité.

Par ailleurs la société bénéficie, en vertu de la loi n ° 2010-29 du 07 Juillet 2010, relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la Bourse au taux réduit de 20% sur une durée de cinq ans à partir de l'année 2013.

2.1.9. Matricule fiscal

766 895 FAM 000

2.1.10. Capital social

Le capital social de Hannibal Lease s'élève à 40 180 000 de dinars divisés en 8 036 000 d'actions de nominal 5* dinars chacune entièrement libérées.

2.1.11. Lieu où peuvent être consultés les documents de la société

Siège de la société : Rue du Lac Malaren – Imm. Triki – Les Berges du Lac – 1053 Tunis.

2.1.12. Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, les obligataires, le CMF, la BVMT et Tunisie Clearing

M Foued BOUAZRA,
Directeur Adjoint Responsable de l'Audit Interne de Hannibal Lease
Tél. : 71 139 400
Fax : 71 139 460

2.1.13. Clauses statutaires particulières

Cession et transmission des actions (Article 10 des statuts)

Les actions sont librement négociables.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables dès la réalisation définitive de celle-ci. Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Individualité des actions –nue propriété –usufruit (Article 12 des statuts) – modifié par l'AGE du 1^{er} Juin 2016

- I. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

- II. Les usufruitiers et nus-propriétaires doivent également se faire représenter par l'un d'entre eux, à défaut de convention contraire, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire quel que soit la décision à prendre

Assemblées générales (Article 21 des statuts) – modifié par l'AGE du 1^{er} Juin 2016

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires mixtes ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées générales appelées à délibérer sur la vérification des apports, sur la nomination du premier conseil d'administration, sur la sincérité de la déclaration faite par le ou les fondateurs, sur les avantages particuliers, sont qualifiées d'assemblées générales constitutives.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent selon les conditions qui lui sont propres et qui sont prévues par l'article 354 et suivant du Code des Sociétés Commerciales

Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents.

* Réduction de la valeur nominale de 10 DT à 5 DT décidée par l'AGE du 16/07/2012.

Accès aux assemblées – Pouvoirs (Article 24 des statuts) – modifié par l'AGE du 1^{er} Juin 2016

- I. Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales ordinaires et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, tant qu'il possède au moins dix (10) actions.

Plusieurs actionnaires peuvent se réunir pour atteindre le minimum prévu par les statuts et se faire représenter par l'un d'eux.

Le droit de participer à l'assemblée est subordonné à l'inscription des actions dans les registres de la société huit (8) jours au moins avant l'assemblée.

- II. Tout actionnaire peut se faire représenter par une personne de son choix. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

- III. Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi. Le formulaire doit parvenir à la société un jour avant la date de la réunion de l'assemblée.

Feuille de présence – Bureau – Procès verbaux (Article 25 des statuts) – modifié par l'AGE du 1^{er} Juin 2016

- I. A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi. Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, sont certifiées exactes par le bureau de l'Assemblée.

- II. Les Assemblées sont présidées par le Président Directeur Général, ou en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à effet par le conseil.

Si l'Assemblée est convoquée par l'un ou les Commissaires aux Comptes, l'Assemblée est présidée par l'un d'eux. Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'Assemblée, celle-ci élit son président.

Le Président de l'Assemblée Générale est assisté de deux scrutateurs, et d'un secrétaire, désignés par les actionnaires présents. Ils forment le bureau de l'Assemblée.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, et d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

- III. Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrées et certifiées conformément à la loi.

Quorum – Vote – Nombre de voix (Article 26 des statuts)

- I. Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

- II. En cas de vote par correspondance, le quorum est calculé compte tenu des actions des actionnaires ayant adressé leur formulaire dans le délai prescrit, lorsque l'assemblée est appelée à voter sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour ou sur une proposition ayant pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante, en tout ou en partie, une résolution figurant à l'ordre du jour.

En revanche, ces actions ne sont pas prises en compte lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur une question soulevée en séance.

- III. II. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix au moins.
- IV. III. Au cas où des actions seraient nanties, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres. A cet effet, le créancier gagiste dépose, à la demande de son débiteur, les actions qu'il détient en gage, sous la forme et dans le délai indiqué dans la convocation.
- V. La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, ou acquises ou prises en gage ; il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.
- VI. VI. Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

Assemblée Générale Ordinaire (Article 27 des statuts)

I. L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an dans les six mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- discuter, approuver, redresser ou rejeter les états financiers ; toute délibération portant approbation des états financiers étant nulle si elle n'est pas précédée par la présentation des rapports du ou des commissaires aux comptes ;
- statuer sur la répartition et l'affectation du résultat en se conformant aux dispositions statutaires ;
- nommer et révoquer les administrateurs ;
- nommer le ou les commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;
- approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs faites à titre provisoire par le conseil d'administration ;
- fixer le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration ;
- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration ;
- autoriser les émissions d'obligations ordinaires ; ainsi que la constitution des sûretés réelles qui pourraient leur être conférées ;
- autoriser les émissions de titres participatifs.

II. L'assemblée générale ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance détiennent le tiers au moins des actions conférant à leur titulaire le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance, dans le délai prescrit sous réserve des limitations et précisions mentionnées à l'article 26 ci-dessus.

Assemblée Générale Extraordinaire (Article 28 des statuts)

I. L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, à cet effet, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

Toutefois, les statuts peuvent être modifiés par le Président Directeur Général lorsque cette modification est effectuée en application de dispositions légales ou réglementaires qui la prescrivent. Les statuts sont soumis, dans leur version modifiée, à l'approbation de la première assemblée générale suivante.

II. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le tiers du capital.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance, dans le délai prescrit sous réserve des limitations et précisions mentionnées à l'article 26.

III. Dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

IV. S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires, des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que l'assemblée générale extraordinaire sous réserve des dispositions particulières applicables aux assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Fixation - Affectation et répartition du résultat (Article 32 des statuts)

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices est déterminée proportionnellement à sa participation dans le capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué du résultat comptable net majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieurs et ce, après déduction de ce qui suit :

- Une fraction égale à 5% du bénéfice déterminé comme ci-dessus indiqué au titre de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social ;
- La réserve prévue par les textes législatifs spéciaux dans la limite des taux qui y sont fixés ;
- Les réserves et fonds que l'assemblée générale juge convenable leur constitution.

L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Mise en paiement des dividendes (Article 33 des statuts) – modifié par l'AGE du 1^{er} Juin 2016

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale.

La mise en paiement des dividendes décidée doit avoir lieu dans un délai maximum de trois mois à partir de la décision de l'Assemblée Générale.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales ou que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition des dividendes fictifs se prescrit par cinq années à partir de la date de la distribution. Elle se prescrit dans tous les cas par dix ans à partir de la date de décision de distribution.

Ce délai est relevé à quinze ans pour les actions en restitution intentées contre les dirigeants responsables de la décision de distribution des dividendes fictifs.

L'action en paiement des dividendes se prescrit par cinq ans à partir de la date de la tenue de l'Assemblée Générale qui a décidée la distribution.

2.2. Renseignements de caractère général concernant le capital de la société

Capital social	: 40 180 000 dinars
Nombre d'actions	: 8 036 000 actions
Nominal	: 5 dinars [†]
Forme des actions	: Nominative
Libération	: Intégrale
Catégorie	: Ordinaire
Jouissance	: 1 ^{er} Janvier 2018

[†]Réduction de la valeur nominale de 10 DT à 5 DT décidée par l'AGE du 16/07/2012.

2.3. Evolution du capital social

Organe de décision	Nature de l'Opération	Evolution du capital		Capital souscrit		Montant libéré		Capital libéré		Valeur nominale en dinars
		Montant en dinars	Nombre d'actions	Montant en dinars	Nombre d'actions	Montant en dinars	Nombre d'actions	Montant en dinars	Nombre d'actions	
AGC du 11/07/2001	Capital initial	5 000 000	500 000	5 000 000	500 000	3 125 000	312 500	3 125 000	312 500	10
		-	-	-	-	1 087 500 ⁽¹⁾	108 750	4 212 500	421 250	10
		-	-	-	-	93750 ⁽²⁾	9 375	4 306 250	430 625	10
		-	-	-	-	168750 ⁽³⁾	16 875	4 475 000	447 500	10
		-	-	-	-	356250 ⁽⁴⁾	35 625	4 831 250	483 125	10
AGE du 01/11/2005	Réduction du capital	-168 750 ⁽⁵⁾	-16 875					4 831 250	483 125	10
AGE du 01/11/2005	Augmentation du capital en numéraire	5 168 750	516 875	5 168750 ⁽⁶⁾	516 875	3 168 750	316 875	8 000 000	800 000	10
		-	-	-	-	2000000 ⁽⁷⁾	200 000	10 000 000	1 000 000	10
AGE du 24/06/2008	Augmentation du capital en numéraire	10 000 000	1 000 000	10 000 000	1 000 000	10 000 000	1 000 000	20 000 000	2 000 000	10
AGE du 16/07/2012	Réduction de la valeur nominale de 10 DT à 5 DT	-	-			-	-	20 000 000	4 000 000	5
AGE du 17/04/2013	Augmentation du capital en numéraire par appel public à l'épargne	8 700 000	1 740 000	-	-			28 700 000	5 740 000	5
AGE du 17/05/2017	Augmentation du capital par incorporation de réserves	2 870 000	574 000	2 870 000	574 000	2 870 000	574 000	31 570 000	6 314 000	5
AGE du 17/05/2017	Augmentation du capital en numéraire par appel public à l'épargne	8 610 000	1 722 000	8 610 000	1 722 000	8 610 000	1 722 000	40 180 000	8 036 000	5

(1) libéré en 2002

(2) libéré en 2003

(3) libéré en 2004

(7) libéré en juillet 2007

(4) libéré en 2005 (avant l'AGE du 01/11/2005)

(5) correspondant à la partie non libérée du capital initial

(6) libéré à concurrence de 61,3% au moment de la souscription

Réduction de la valeur nominale de 10 DT à 5 DT décidée par l'AGE du 16/07/2012.

2.4. Répartition du capital social et des droits de vote au 31/08/2018

2.4.1. Structure du capital au 31/08/2018

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en Dinars	% du capital et des droits de vote
Actionnaires Tunisiens	516	6 677 319	33 386 595	83,09%
Personnes Morales	44	5 693 468	28 467 340	70,85%
Ayant 3% et plus	5	4 697 545	23 487 725	58,46%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	8	729 742	3 648 710	9,08%
Public ayant au maximum 0,5%	31	266 181	1 330 905	3,31%
Personnes Physiques	472	983 851	4 919 255	12,24%
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	4	385 945	1 929 725	4,80%
Public ayant au maximum 0,5%	468	597 906	2 989 530	7,44%
Actionnaires Etrangers	3	1 321 465	6 607 325	16,44%
Personnes Morales	3	1 321 465	6 607 325	16,44%
Ayant 3% et plus	1	896 000	4 480 000	11,15%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	2	425 465	2 127 325	5,29%
Public ayant au maximum 0,5%			0	0,00%
Personnes Physiques	0	0	0	0,00%
Ayant 3% et plus			0	-
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%			0	-
Public ayant au maximum 0,5%			0	-
Total Actions en Circulation		7 998 784		99,54%
Actions Propres	1	37 216	186 080	0,46%
TOTAL GENERAL	520	8 036 000	40 180 000	100,00%

2.5. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 31/08/2018

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
Investment Trust Tunisia S.A.	2 200 789	11 003 945	27,39%
Financière Tunisienne S.A.	1 130 252	5 651 260	14,06%
United Gulf Bank	896 000	4 480 000	11,15%
CTAMA	631 381	3 156 905	7,86%
MAE	443 046	2 215 230	5,51%
MOKHTAR GROUP HOLDING MGH	292 077	1 460 385	3,63%
TOTAL	5 593 545	27 967 725	69,61%

2.6. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 31/08/2018

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
Investment Trust Tunisia S.A.	2 200 789	11 003 945	27,39%
Financière Tunisienne S.A.	1 130 252	5 651 260	14,06%
United Gulf Bank	896 000	4 480 000	11,15%
CTAMA	631 381	3 156 905	7,86%
MAE	443 046	2 215 230	5,51%
Tunis International Bank TIB	224 000	1 120 000	2,79%
M. Mohamed Hechmi Djilani	42 608	213 040	0,53%
M. Hedi Djilani	29 798	148 990	0,37%
M. Rafik Moalla	25 676	128 380	0,32%
M. Abderrazak Ben Ammar	20 000	100 000	0,25%
M. Zouheir Besbes	2 325	11 625	0,03%
M. Abdessatar KRIMI	0	0	0,00%
M Mohamed BERRAIES	0	0	0,00%
TOTAL	5 645 875	28 229 375	70,26%

2.6.1. Nombre d'actionnaires

Au 31/08/2018, le capital de Hannibal Lease est réparti entre 519 actionnaires dont :

- 47 actionnaires personnes morales ;
- 473 actionnaires personnes physiques.

2.7. Présentation générale du Groupe Hannibal Lease au 31/12/2017

➤ **Hannibal Lease**

La société Hannibal Lease a été créée en 2001 ayant pour objet principal le financement par le crédit-bail de biens mobiliers et immobiliers à usage professionnel, industriel, agricole, commercial et de service.

Le capital social actuel de Hannibal Lease s'élève à 40 180 000 dinars composé de 8 036 000 actions d'une valeur nominale de 5 dinars. Les titres de la société sont admis en Bourse depuis Juillet 2013.

En 2017, son Produit Net de Leasing a été de 25,74 MDT dégageant un bénéfice de 8,2 MDT.

➤ **Amilcar LLD**

La société Amilcar LLD est une société anonyme, créée en 2009 et ayant pour objet principal la location courte et longue durée de voitures.

Le capital social actuel de Amilcar LLD s'élève à 1 250 000 dinars et détenue à hauteur de 99,16% par Hannibal Lease.

En 2017, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 3,7 MDT dégageant un bénéfice de 0,455MDT.

➤ **Immobilière ECHARIFA**

La société Immobilière ECHARIFA est une société anonyme, créée en 1994 et ayant pour objet principal la promotion immobilière.

Le capital social actuel d'immobilière ECHARIFA s'élève à 8 700 000 dinars et détenue à hauteur de 26,56% par HL.

En 2017, la société a enregistré un chiffre d'affaires nul et a dégagé un résultat net de 0,379MDT.

➤ **Eclair PRYM**

La société Eclair PRYM est une société à responsabilité limitée (SARL), créée en 2001 et ayant pour objet principal la fabrication de fermetures à glissières de tout genres.

Le capital social actuel de Eclair PRYM s'élève à 2 500 000 Dinars et détenue à hauteur de 24% par HL.

En 2017, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 7,6 MDT dégageant un résultat après modification comptable de -0,605 MDT.

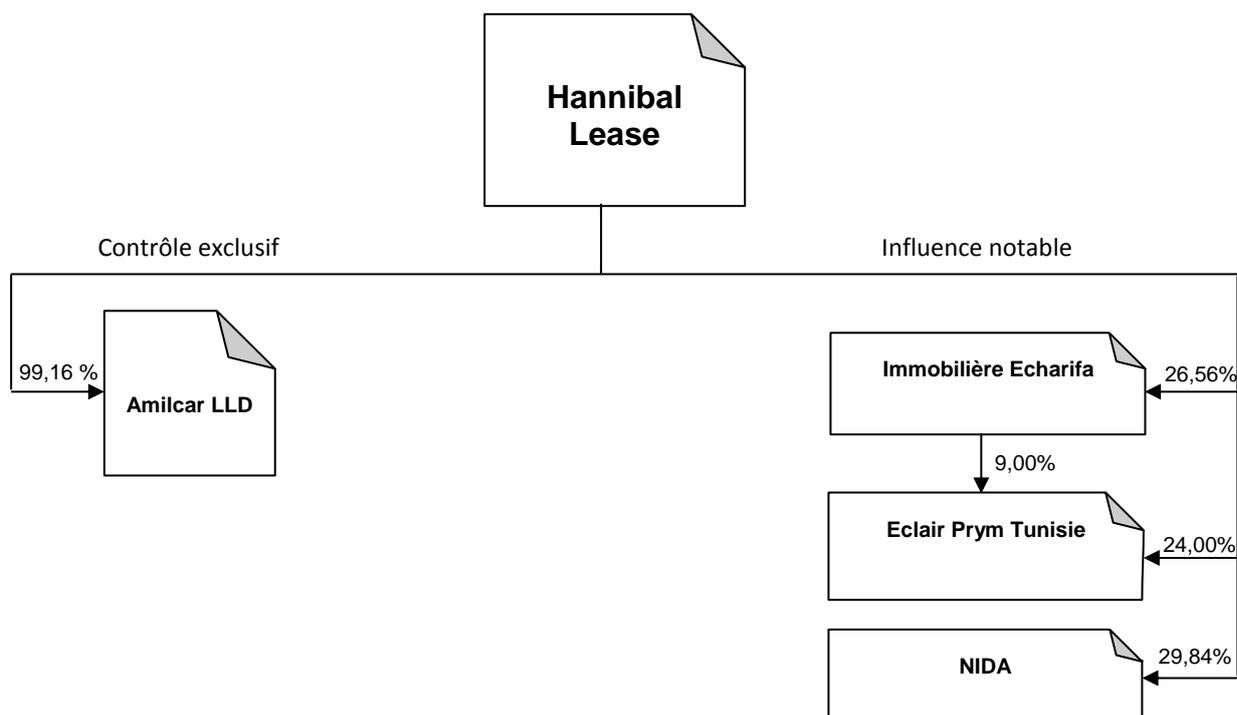
➤ **Société NIDA**

La société NIDA est une société à responsabilité limitée (SARL), créée en 2007 et ayant pour objet principal la location de bureaux et d'open spaces, infrastructures Télécom, services d'infrastructure, d'assistance et d'accompagnement à l'entreprise, aux entreprises Off Shore).

Le capital social actuel de NIDA s'élève à 13 200 000 Dinars et détenue à hauteur de 29,84% par HL.

En 2017, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 5,1 MDT dégageant un bénéfice de 0,851MDT.

2.8. Schéma financier du Groupe Hannibal Lease au 31/12/2017



2.9. Tableau de participation entre les sociétés du Groupe Hannibal Lease au 31/12/2017

	Hannibal Lease	Amilcar LLD (*)	Immobilière ECHARIFA (*)	Eclair PRYM (*)	Société NIDA
Hannibal Lease		99,16%	26,56%	24,00%	29,84%
Amilcar LLD					
Immobilière ECHARIFA				9,00%	
Eclair PRYM					
Société NIDA					

2.10. Evènements récents modifiant le schéma financier du Groupe Hannibal Lease entre le 31/12/2017 et la date de l'élaboration du document de référence

Néant.

(*) Les participations de la société Hannibal Lease dans le capital des sociétés AMILCAR LLD, Echarifa SA, Eclair Prym SA, ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 75 de la loi 2016-48 du 11 juillet 2016, relatives aux établissements de crédits qui stipule que : « l'établissement financier ne peut détenir directement ou indirectement plus de 20% des droits de vote ou du capital d'une même entreprise. Toutefois, la banque ou l'établissement financier peut, à titre temporaire, dépasser ce pourcentage lorsque la participation est faite en vue de permettre le recouvrement de ses créances. »

2.11. Chiffres clés des sociétés du Groupe Hannibal Lease au 31/12/2017

En dinars	Hannibal Lease	Amilcar LLD	Immobilière ECHARIFA	Eclair PRYM	Société NIDA
Capitaux propres	72 507 187	1 418 114	10 569 414	3 981 797	16 382 401
Produits d'exploitation	25 738 226	4 348 230	0	7 587 854	5 232 150
Résultat d'exploitation	11 510 996	1 196 697	(175 613)	22 170	1 628 023
Résultat net après modifications comptables	8 202 760	454 684	378 340	(605 456)	851 439
Total Passifs	780 223 563	7 517 149	378 986	2 497 055	12 428 589
Charges financières nettes	44 095 868	593 336	-4 747	58 436	475 705
Dividendes distribués 2017	4 018 000		452 400	0	0

2.12. Les engagements financiers des sociétés du Groupe Hannibal Lease au 31/12/2017

En dinars	Hannibal Lease	Amilcar LLD	Immobilière ECHARIFA	Eclair PRYM	Société NIDA	Total
Certificats de dépôt	58 500 000	-	-	-	-	58 500 000
Certificats de Leasing	76 000 000	-	-	-	-	76 000 000
Découvert	15 660 880	-	-	-	-	15 660 880
Emprunts obligataires	236 243 000	-	-	-	-	236 243 000
Crédits bancaires extérieurs	27 854 341	-	-	-	-	27 854 341
Crédits bancaires locaux	200 199 874	-	-	763 469	7 363 358	208 326 701
Crédits leasing	-	7 099 861	-	250 067	64 265	7 414 193
Comptes Courants Associés	-	100 000	-	600 000	250 000	950 000
Total	614 458 095	7 199 861	0	1 613 536	7 677 623	630 949 115

2.13. Politique actuelle et future de financement inter-sociétés du Groupe Hannibal Lease

En cas de besoin de liquidité, Hannibal Lease pourra faire appel aux entités du groupe pour des éventuelles émissions de certificats de dépôts.

2.14. Relation de Hannibal Lease avec les sociétés du Groupe au 31/12/2017

2.14.1. Prêts octroyés et crédits reçus des sociétés du Groupe

▪ Prêts octroyés

- 1) Le conseil d'administration, réuni le 29 juillet 2015, a autorisé une avance en compte courant, d'un montant de 100.000 DT, accordée à la société « Amilcar LLD », dans laquelle Hannibal Lease détient 99,16% du capital. Ladite avance est rémunérée au taux de 8 % l'an. Le produit constaté à ce titre, en 2017, s'élève à 8 000 dinars.
- 2) Le conseil d'administration, réuni le 15 décembre 2017, a autorisé une avance en compte courant, d'un montant de 250.000 DT, accordée à la société « Nida SA » dans laquelle Hannibal Lease détient 29,84% du capital. Ladite avance est rémunérée au taux de 8% l'an

Le produit constaté à ce titre, en 2017, s'élève à 876 DT.

▪ Crédits reçus

- 1) HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière ECHARIFA dans laquelle elle détient 26,56% du capital, pour un montant global de 6.000.000 DT, durant la période allant du 3 décembre 2016 au 22 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 21.820 DT.

- 2) HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière ECHARIFA dans laquelle elle détient 26,56% du capital, pour un montant global de 82.000.000 DT, durant la période allant du 2 janvier 2017 au 27 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 471.094 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 6.500.000 DT..

- 3) HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société « ECLAIR PRYM TUNISIE » dans laquelle elle détient 29,84% du capital, pour un montant global de 1.000.000 DT, durant la période allant du 22 novembre 2017 au 21 janvier 2018, au taux facial de 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 4.141 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.000.000 DT..

2.14.2. Les créances et les dettes commerciales avec les sociétés du groupe

AMILCA LLD

Au cours de l'exercice 2017, HL a mis en force 65 contrats au profit de la société « Amilcar LLD », dans laquelle elle détient directement 99,16 % du capital, pour une valeur totale de 5 189 102 dinars. A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus s'élève à 11 552 534 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 590 823 dinars. L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 7 099 861 dinars.

NIDA SA

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société «NIDA SA », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 290 141 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 5 959 dinars. L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 54 007 dinars.

ECLAIR PRYM TUNISIE

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société « ECLAIR PRYM TUNISIE », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 633 541 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 31 842 dinars. L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 250 070 dinars.

2.14.3. Les apports en capitaux avec les sociétés du groupe

Reçus :

Néant

Donnés :

Néant

2.14.4. Dividendes et autres rémunérations encaissés par Hannibal Lease en 2017 et distribués par les autres sociétés du Groupe au titre de l'exercice 2016

Néant.

2.14.5. Dividendes et autres rémunérations distribués par Hannibal Lease en 2017 au titre de l'exercice 2016

Néant.

2.14.6. Garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues des sociétés du groupe

1) Garanties, sûretés réelles

- **Données :** Néant
- **Reçues :** Néant

2) Les cautions

- **Données :** Néant
- **Reçues :** Néant

2.15. Relations commerciales entre Hannibal Lease et les sociétés du Groupe durant l'exercice 2017 :

2.15.1. Le chiffre d'affaires réalisé par Hannibal Lease avec les sociétés du groupe

1) Encaissé :

AMILCA LLD

Au cours de l'exercice 2017, HL a mis en force 65 contrats au profit de la société « Amilcar LLD », dans laquelle elle détient directement 99,16 % du capital, pour une valeur totale de 5 189 102 dinars. A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus s'élève à 11 552 534 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 590 823 dinars. L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 7 099 861 dinars.

NIDA SA

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société « NIDA SA », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 290 141 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 5 959 dinars. L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 54 007 dinars.

ECLAIR PRYM TUNISIE

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société « ECLAIR PRYM TUNISIE », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 633 541 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 31 842 dinars. L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 250 070 dinars.

2) Décaissé :

Néant.

2.15.2. Les achats ou ventes d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou autres éléments d'actifs avec les sociétés du groupe :

Néant

2.15.3. Les prestations de service reçues ou données avec les sociétés du groupe:

Néant

2.15.4. Les contrats de gestion

Néant

2.15.5. Les contrats de location

Amilcar LLD a conclu avec Hannibal Lease un contrat de location de voiture. Les voitures mises à la disposition de Hannibal Lease à fin 2017 sont au nombre de 11.

Les revenus réalisés au titre de l'année 2017 s'élèvent à 179 755 dinars.

Les fonds gérés

Néant

2.16. Relations de Hannibal Lease avec les autres parties liées au 31/12/2017 autres que les sociétés du Groupe(*)

2.16.1. Prêts octroyés et crédits reçus autres que les sociétés du groupe

Prêts octroyés

Néant.

Crédits reçus

Société Immobilière AL KADRIA

- 1) HL a réalisé, en 2016, une opération de financement sous forme de certificat de dépôt auprès de la Société Immobilière AL KADRIA dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 1.000.000 DT, émis le 15 décembre 2016 et échéant le 14 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 2.602 DT

- 2) HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière AL KADRIA dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 16.500.000 DT, durant la période allant du 14 janvier 2017 au 27 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 86.242 DT

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 4.000.000 DT.

Abdelkader ESSEGHAIER

- 1) HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Abdelkader ESSEGHAIER, administrateur de votre société, pour un montant global de 3.000.000 DT, durant la période allant du 13 décembre 2016 au 22 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 8.408 DT

- 2) HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Abdelkader ESSEGHAIER, administrateur de votre société, pour un montant global de 36.500.000 DT, durant la période allant du 12 janvier 2017 au 17 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 213.077 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 3.000.000 DT.

PRYM FASHION TUNISIE

- 1) HL a réalisé, en 2016, une opération de financement sous forme de certificat de dépôt auprès de la société PRYM FASHION TUNISIE dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 500.000 DT, émis le 14 décembre 2016 et échéant le 13 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 1.201 DT.

(*) : Telles que définies par l'article 62 de la loi n°2016-48 du 11 Juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers.

- 2) HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société PRYM FASHION TUNISIE dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 9.000.000 DT, durant la période allant du 13 janvier 2017 au 15 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 57.666 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.000.000 DT

EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT

- 1) HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 1.000.000 DT, durant la période allant du 14 décembre 2016 au 19 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 3.003 DT.

- 2) HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 15.500.000 DT, durant la période allant du 13 janvier 2017 au 14 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 90.902 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.500.000 DT

LES BATIMENTS MODERNES

- 1) HL a réalisé, en 2016, une opération de financement sous forme de certificat de dépôt auprès de la société LES BATIMENTS MODERNES dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 1.000.000 DT, émis le 23 décembre 2016 et échéant le 22 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 4.204 DT.

- 2) HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société LES BATIMENTS MODERNES dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 20.000.000 DT, durant la période allant du 22 janvier 2017 au 23 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 115.543 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.500.000 DT

CAPITALEASE SEED FUND 2

- 1) HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès du fonds « CAPITALEASE SEED FUND 2 » dans laquelle elle a des actionnaires communs, pour un montant global de 1.500.000 DT, durant la période allant du 24 mars 2017 au 19 décembre 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 26.703 DT.

IMMOBILIERE MUTUELLE ASSURANCE DE L'ENSEIGNEMENT

- 1) HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société « Immobilière Mutuelle Assurance de l'Enseignement » dans laquelle elle a des actionnaires communs, pour un montant global de 4.000.000 DT, durant la période allant du 11 novembre 2016 au 9 février 2017, à des taux variant entre 7,25% et 7,33 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 26.406 DT.

- 2) HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société « Immobilière Mutuelle Assurance de l'Enseignement » dans laquelle elle a des actionnaires communs, pour un montant global de 26.000.000 DT, durant la période allant du 28 janvier 2017 au 28 novembre 2017, à des taux variant entre 7,25% et 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 113.035 DT.

2.16.2. Créances et dettes commerciales autres que les sociétés du Groupe

SOCIETE FINANCIERE TUNISIENNE

Le contrat mis en force antérieurement au profit de la Société Financière Tunisienne, dans laquelle elle a des dirigeants en commun, porte sur un montant de 300 000 dinars. La marge brute réalisée en 2017 sur ce contrat s'élève à 17 876 dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ce contrat s'élève à 147 789 dinars

MANUFACTURING INTLE COMPAGNY « MIC »

Au cours de l'exercice 2017, HL a mis en force 2 contrats au profit de la société « MANUFACTURING INTLE COMPAGNY (MIC) », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, pour une valeur de 517 768 dinars. A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus s'élève à 610 689 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 15 422 dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ces contrats s'élève à 615 356 dinars

STE PRYM FASHION TUNISIE

Le contrat mis en force antérieurement au profit de la société PRYM FASHION TUNISIE, dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 29 008 dinars, racheté en 2017.

La marge brute réalisée en 2017 sur ce contrat s'élève à 357 dinars.

STE INVESTEMENT TRUST TUNISIA

Au cours de l'exercice 2017, HL a mis en force un contrat au profit de la société « INVESTMENT TRUST TUNISIA », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, pour une valeur de 148 464 dinars. La marge brute réalisée en 2017 sur ce contrat s'élève à 1 486 dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ce contrat s'élève à 105 374 dinars.

STE HERMES CONSEIL

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société « HERMES CONSEIL », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 102 681 dinars. La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats est nul. Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ces contrats s'élève à 2 dinars.

2.16.3. Les apports en capitaux en 2017 autres que les sociétés du groupe

Néant.

2.16.4. Les dividendes encaissés par Hannibal Lease en 2018 au titre de l'exercice 2017 des parties liées autres que les sociétés du Groupe

Néant.

2.16.5. Les dividendes décaissés par Hannibal Lease en 2018 au titre de l'exercice 2017 pour les parties liées autres que les les sociétés du Groupe

Actionnaires	Dividende par action 2017	Nombre d'actions	Dividendes 2017
Investment Trust Tunisia S.A.	0,5	2 200 789	1 100 394
Financière Tunisienne S.A.	0,5	1 130 152	565 076
United Gulf Bank	0,5	896 000	448 000
Tunis International Bank TIB	0,5	224 000	112 000
Caisse Tunisienne Assurances Mutuelles Agricoles	0,5	631 381	315 691
Mutuelle Assurance de l'Enseignement	0,5	443 046	221 523
M Hédi Djilani	0,5	29 798	14 899
M Abderrazak Ben Ammar	0,5	20 000	10 000
M Mohamed-Hechmi Djilani	0,5	42 608	21 304
M Zouhaier BESBES	0,5	2 325	1 162,5
M Rafik MOALLA	0,5	25 676	12 838
Total	0,5	5 645 775	2 822 887

2.16.6. Garanties et suretés

Reçues

Néant.

Données

Néant.

2.16.7. Transferts de ressources

Néant

2.16.8. Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 nouveau II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

– Le conseil d'administration réuni le 17 Mai 2017, a nommé Mr Hédi DJILANI en qualité de Président du Conseil d'Administration de la société. Il ne lui a été alloué à ce titre, aucune rémunération.

– Le conseil d'administration réuni le 17 Mai 2017, a nommé Mr Mohamed Hechmi DJILANI en qualité de Directeur Général de la société. Sa rémunération a été fixée par le comité de rémunération du 19 Mai 2017.

Cette rémunération est composée de salaires, de la prise en charge de la cotisation sociale, de l'assurance groupe et d'autres avantages sous forme d'une voiture de direction et la prise en charge des frais y afférents, ainsi que toutes les charges de représentation liées à sa fonction.

– Le conseil d'administration réuni le 17 Mai 2017 a nommé Mr Rafik MOALLA en qualité de Directeur Général Adjoint. Sa rémunération a été fixée par le comité de rémunération du 19 Mai 2017. Cette rémunération est composée de salaires et d'une prime de bilan s'il y a lieu ainsi que la prise en charge de la cotisation sociale et de l'assurance groupe. Il bénéficie en outre d'une voiture de fonction avec la prise

en charge des frais y afférents et d'une indemnité de départ à la retraite fixée à six salaires bruts à l'instar de tout le personnel ainsi que la prise en charge de toutes les charges de représentation liées à sa fonction.

- Les membres du conseil d'administration ainsi que les membres des comités issus du conseil sont rémunérés, au titre de 2017, par des jetons de présence et des rémunérations, approuvées par l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 mai 2017.

Les obligations et engagements de la société Hannibal Lease envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017, sont détaillés au niveau du tableau ci-après :

	PDG		DGA		Membres du CA, du CPAI et du comité des Risques	
	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017
Avantages à court terme	352 980	1 819	366 920	73 805	112 500	112 500
Rémunérations brutes	290 000		254 052	49 052		
Charges sociales	7 177	1 819	64 748	24 753		
Assurances	55 803		48 121			
Jetons de présence et autres	-	-	-	-	112 500	112 500
Avantages postérieurs à l'emploi (1)	-	-	10 255	-	-	-
	352 980	1 819	377 175	73 805	112 500	112 500

(1) Le directeur général adjoint bénéficie, en cas de départ à la retraite et à l'instar de tout le personnel, d'une indemnité équivalente à 6 mois de salaires conformément à la convention sectorielle. Cet engagement est couvert par une police d'assurance.

Par ailleurs, Monsieur Rafik MOALLA assure la fonction de Président Directeur Général de la filiale « Amilcar Location Longue Durée », qui lui sert à ce titre une rémunération brute annuelle de 30.000 DT..

Il est à signaler que l'examen du rapport de contrôle interne relatif à l'exercice 2017 a fait ressortir que :

- **Les dispositions de l'article 58 de La loi n°2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et établissements financiers ne sont pas encore respectées, concernant l'impossibilité pour le DG et pour le DGA d'un établissement financier d'exercer la fonction de dirigeant d'une entreprise économique.**
- **Les avantages en nature (Voitures de service dont l'utilisation aux besoins exclusifs du service ne peut être démontrée; Bons d'essence ;Prêt personnel non générateur d'intérêt) octroyés à certains membres du personnel ne sont pas soumis aux cotisations sociales et aux retenues fiscales, exposant ainsi la société à un redressement fiscal et social.**

Toutefois, la société s'engage à se conformer à régulariser ces situations.

2.16.9. Relations commerciales

2.16.8.1 Le chiffre d'affaires réalisé par Hannibal Lease avec les autres parties liées

1) Encaissé :

SOCIETE FINANCIERE TUNISIENNE

Le contrat mis en force antérieurement au profit de la Société Financière Tunisienne, dans laquelle elle a des dirigeants en commun, porte sur un montant de 300 000 dinars. La marge brute réalisée en 2017 sur ce contrat s'élève à 17 876 dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ce contrat s'élève à 147 789 dinars

MANUFACTURING INTLE COMPAGNY « MIC »

Au cours de l'exercice 2017, HL a mis en force 2 contrats au profit de la société « MANUFACTURING INTLE COMPAGNY (MIC) », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, pour une valeur de 517 768 dinars. A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus s'élève à 610 689 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 15 422 dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ces contrats s'élève à 615 356 dinars

STE PRYM FASHION TUNISIE

Le contrat mis en force antérieurement au profit de la société PRYM FASHION TUNISIE, dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 29 008 dinars, racheté en 2017.

La marge brute réalisée en 2017 sur ce contrat s'élève à 357 dinars.

STE INVESTEMENT TRUST TUNISIA

Au cours de l'exercice 2017, HL a mis en force un contrat au profit de la société « INVESTMENT TRUST TUNISIA », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, pour une valeur de 148 464 dinars. La marge brute réalisée en 2017 sur ce contrat s'élève à 1 486 dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ce contrat s'élève à 105 374 dinars.

STE HERMES CONSEIL

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société « HERMES CONSEIL », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 102 681 dinars. La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats est nul. Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ces contrats s'élève à 2 dinars..

2) Décaissé : Néant

2.16.8.2 Cessions et acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou autres éléments d'actifs avec les autres parties liées :

Néant.

2.16.10. Prestations de services reçus ou données

- **Données :** Néant
- **Reçues :**

Le conseil d'administration réuni le 8 mars 2017, a autorisé la convention d'assistance et de conseil conclue avec la société « HERMES CONSEIL » dirigée par Mr Abderrazak BEN AMMAR, administrateur de Hannibal Lease. Le niveau de rémunération annuelle rattachée à cette convention est plafonné à 50 000 dinars toutes taxes comprises.

La rémunération de cette société s'est élevée en 2017 à 31 944 dinars hors taxes, soit 35 779 dinars toutes taxes comprises.

2.16.11. Contrat de location

Néant.

2.17. Dividendes

Désignation	2017	2016	2015
Résultat Net	8 202 760	7 068 169	4 635 703
Montant global des dividendes	4 018 000	3 157 000	2 353 400
Capital social	40 180 000	28 700 000	28 700 000
Nombre d'actions	8 036 000	5 740 000	5 740 000
Dividende par action	0,50	0,55	0,41
Date de mise en paiement	15/06/2018	15/06/2017	24/06/2016

2.18. Marché des titres de l'émetteur

Les titres de capital de Hannibal Lease sont négociés au marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les titres de créance de Hannibal Lease sont négociés sur le marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Il existe à mi-Novembre 2018, onze (11) emprunts obligataires en cours émis par l'émetteur qui sont cotés sur le marché obligataire.

- HL 2013/2 : Catégorie A : pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,2% et/ou TMM+2,2%
Catégorie B : pour une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt annuel de 7,35% ;
- HL 2014/1 : Catégorie A : pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,65% et/ou TMM+2,3%
Catégorie B : pour une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt annuel de 7,8% ;
- HL 2015/1 : Catégorie A : pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,7% et/ou TMM+2,3%
Catégorie B : pour une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt annuel de 7,85% ;
- HL 2015/1 subordonné : Catégorie A : pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,72% et/ou TMM+2,4%
Catégorie B : pour une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt annuel de 7,92% ;
- HL 2015/2 : Catégorie A : pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,65% et/ou TMM+2,35%
Catégorie B : pour une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt annuel de 7,85% ;
- HL 2016/1 : Pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,65% et/ou TMM+2,45% ;
- HL 2016/2 : Catégorie A : pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,65% et/ou TMM+2,35%
Catégorie B : pour une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt annuel de 7,85% ;
- HL 2017/1 : Catégorie A : pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,65% et/ou TMM+2,35%
Catégorie B : pour une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt annuel de 7,85%.
- HL 2017/2 : Catégorie A : pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,65% et/ou TMM+2,35%
Catégorie B : pour une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt annuel de 7,85%.
- HL 2017/3 : Catégorie A : pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 8,00% et/ou TMM+2,40%
Catégorie B : pour une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt annuel de 8,25%.
- HL 2018/1 subordonné : Catégorie A : pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 8,3% et/ou TMM+2,1%
Catégorie B : pour une durée de 7 ans dont 2 années de grâce et un taux d'intérêt annuel de 8,5% ;

2.19. Notation de la société

Le 14 Novembre 2018, l'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note de « Hannibal Lease », à savoir BB (tun) à long terme avec perspective stable, et B (tun) à court terme.

BB+, BB, BB- (long terme) : Créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. L'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts reste sensible à l'évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières. Les signes « + » et « - » peuvent être utilisés pour marquer des nuances de qualité.

B (court terme) : Créances pour lesquelles il existe une incertitude quant à l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts par rapport aux autres entités émettrices dans le pays. Cette aptitude au paiement en temps et en heure est très sensible aux évolutions défavorables des conditions économiques et financières.

LETRE DE NOTATION

Paris, le 14 novembre 2018

Fitch ("Fitch") (voir définition ci-dessous) vérifie les notes suivantes :

Société	: Hannibal Lease S.A.
Note Nationale Long-Terme	: BB(tun)
Perspective	: Stable
Note Nationale Court-Terme	: B(tun)

Ces notes sont publiées et mises à jour sur le site web public de Fitch : www.fitchratings.com

Les notes attribuées par Fitch reposent sur les documents et informations fournis par l'émetteur et les tiers, sous réserve de la réception des documents définitifs de l'émission de titres. Pour établir et assurer le suivi de ses notes, Fitch s'appuie sur les informations factuelles qu'elle reçoit des émetteurs et des garants, ainsi que de toute autre source qu'elle juge crédible. Fitch procède à un examen raisonnable des informations factuelles qu'elle utilise, conformément à sa méthodologie de notation, et vérifie de manière raisonnable ces informations auprès de sources indépendantes, dans la mesure où de telles sources existent pour un titre donné ou une juridiction précise.

La nature de l'examen factuel de Fitch et l'ampleur des vérifications obtenues auprès de tiers varient en fonction du titre noté et de son émetteur, et d'un ensemble d'autres facteurs tels que les obligations et pratiques en vigueur dans la juridiction dans laquelle le titre noté est offert et vendu et/ou dans laquelle l'émetteur est domicilié, la disponibilité et la nature des informations publiques existantes, l'accès à l'équipe dirigeante de l'émetteur et ses conseillers, la disponibilité des vérifications déjà effectuées par des tiers, telles que rapports d'audit, lettres de procédures convenues, évaluations, rapports actuariels, rapports d'ingénierie, avis juridiques et autres rapports fournis par des tiers, et la disponibilité de sources de vérification par des tiers indépendantes et compétentes, pour le titre spécifique ou dans la juridiction spécifique de l'émetteur.

Les utilisateurs des notes de Fitch doivent comprendre que ni une enquête approfondie sur les points de fait, ni un contrôle effectué par des tiers ne peuvent garantir que toutes les informations sur lesquelles Fitch se fonde pour établir sa notation seront précises et complètes. En fin de compte, l'émetteur et ses conseillers assument la responsabilité de l'exactitude des informations qu'ils fournissent à Fitch et au marché en transmettant leurs documents et autres rapports. Pour émettre ses notes, Fitch doit s'appuyer sur le travail des experts, notamment des auditeurs indépendants pour les états financiers, et des avocats pour les aspects juridiques et fiscaux. Par ailleurs, les notes sont par nature prévisionnelles et intègrent des hypothèses et des pronostics sur des événements futurs, par nature

impossibles à vérifier en tant que faits. En conséquence, malgré les vérifications menées sur les faits existants, les notes peuvent être affectées par des événements futurs ou des conditions qui n'étaient pas attendus au moment de leur émission ou de leur confirmation.

Fitch s'emploie à continuellement améliorer ses critères et méthodologies de notation, des mises à jour périodiques sont ainsi effectuées sur son site web des descriptions des critères et méthodologies applicables aux différents types de titres. Les critères et méthodologies utilisées pour déterminer une action sur une note sont ceux en vigueur au moment où cette action sur la note est réalisée, soit à la date du commentaire de Fitch de cette action sur la note. Chaque commentaire d'action sur une note fournit des informations sur les critères et méthodologies utilisés pour aboutir à la note considérée, ces critères et méthodologies pouvant éventuellement différer des critères et méthodologies généraux applicables à ce type de titre tel qu'apparaissant sur le site web à ce moment. Pour cette raison, vous êtes invités à toujours consulter le commentaire de l'action sur une note pour être précisément informés des fondements de cette note.

Les notes sont fondées sur des méthodes et des critères établis, soumis par Fitch à des évaluations et des mises à jour permanentes. Dans ce contexte, les notes sont le fruit d'un travail collectif de Fitch et aucun individu ni groupe d'individus ne saurait en être tenu pour seul responsable. Tous les auteurs des rapports de Fitch sont collectifs. Les individus identifiés dans un rapport de Fitch ont contribué aux opinions qu'il contient, mais sans en être les seuls responsables. Ils ne sont nommés qu'à des fins de contact.

En aucune façon les notes ne peuvent être assimilées à une recommandation ou une suggestion directe ou indirecte d'acheter, de vendre, de réaliser ou de conserver tout investissement, prêt ou titre ; de même, elles ne recommandent pas, ni ne suggèrent, la mise en place d'une stratégie d'investissement à l'égard de tout investissement, prêt, titre, ou tout émetteur. Les notes n'expriment aucun avis sur l'adéquation du prix du marché, la pertinence de tout investissement, prêt ou titre pour un investisseur particulier (incluant, sans limitation, tout traitement comptable et/ou réglementaire) ou la fiscalité (exonération ou imposition) des paiements réalisés au titre de tout investissement, prêt ou titre. Fitch n'est pas votre conseiller et ne vous fournit, ni ne fournit à aucun tiers, aucun conseil financier ni services juridiques, d'audit, comptables, d'expertise, d'évaluation ou actuariels. En aucun cas une confirmation de note ne saurait se substituer à de tels conseils ou services.

Fitch ne consent pas à ce que ses notations figurent dans tout document d'offre dès lors que son consentement pour ce faire serait requis par les lois applicables, que ce soit aux États-Unis, au Royaume-Uni ou dans tout autre pays. Pour lever toute ambiguïté, en l'absence de toute loi ou réglementation exigeant le consentement de Fitch pour faire figurer les notations de Fitch dans un document d'offre donné dans un pays donné, Fitch ne s'oppose pas à ce que ses notations figurent dans ledit document d'offre dans ledit pays. Fitch fait observer qu'il vous incombe d'établir quelles sont les exigences légales et réglementaires de tout pays donné. Fitch ne consent pas à ce qu'un quelconque document écrit communiquant sa notation figure dans un document d'offre, à moins que cela ne soit requis par une loi ou réglementation applicable dans la juridiction où la notation a eu lieu. Vous reconnaissez que Fitch n'a pas consenti ni ne consentira à être désignée « expert » dans le cadre de toute déclaration d'enregistrement (registration statement) ou autre document déposé au titre

des lois sur les valeurs mobilières aux États-Unis, au Royaume-Uni ou autres lois applicables sur les valeurs mobilières, y compris, sans que cela ne soit limitatif, l'article 7 de la loi américaine de 1933 sur les valeurs mobilières (Securities Act), telle qu'amendée. Fitch n'a pas la qualité de « souscripteur » (underwriter) ou « vendeur » (seller), tels que ces termes sont définis par les lois applicables sur les valeurs mobilières ou autres directives, règles ou recommandations réglementaires, y compris, sans que cela ne soit limitatif, les articles 11 et 12(a)(2) de la loi américaine de 1933 sur les valeurs mobilières (Securities Act), telle qu'amendée, et Fitch n'a pas non plus rempli les fonctions ou effectué les tâches associées à un « souscripteur » ou un « vendeur ».

Rien dans la présente lettre ne vise à créer une relation fiduciaire entre Fitch et vous, ou entre Fitch et tout utilisateur de ses notes, et elle ne saurait être interprétée dans ce sens.

Fitch demande à l'émetteur et aux autres parties de lui communiquer rapidement toute information susceptible d'affecter les notes, afin que ces dernières demeurent appropriées. Les notes peuvent être relevées, abaissées, supprimées ou placées sous surveillance suite à une modification des informations, la survenue de nouvelles informations, un changement dans leur exactitude ou leur inadéquation, ou pour toute autre raison jugée suffisante par Fitch.

Dans cette lettre, « Fitch » désigne Fitch Ratings, Inc. et Fitch Ratings Ltd et toute filiale de celles-ci, ainsi que leurs ayants droit.

Sincères salutations,



Eric Dupont
Senior Director

Chapitre 3- Renseignements concernant l'activité de l'émetteur et son évolution

3.1. Présentation de la société

Hannibal Lease est une société anonyme au capital de 40 180 000 Dinars créée en 2001.

Elle a pour objet le financement des opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers à usage industriel ou professionnel dans les différents secteurs économiques. Toutefois, son activité est orientée principalement vers les véhicules de tourisme, les véhicules utilitaires et les poids lourds.

L'année 2013 a été marquée par l'introduction de la société HL sur le marché principal de la Bourse de Tunis à travers une augmentation de capital en numéraire de 1 740 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de cinq dinars chacune, représentant 30,31% du capital après la réalisation de ladite augmentation et ce faisant passer le capital de la société de 20 000 000 dinars à 28 700 000 dinars.

En 2017, le capital d'Hannibal Lease a évolué de 28,700 MDT à 40,180 MDT, par incorporation de réserves à hauteur de 2,87 MDT et par augmentation en numéraire d'un montant de 8,610 MDT.

3.2. Activité de la société au 31/12/2017

Durant l'exercice 2017, la part de marché de Hannibal Lease dans le total des approbations du secteur a progressé à 22,9% contre 21,7% par rapport à la même période en 2016. En effet, Hannibal Lease affiche au 31/12/2017 une progression de 33,04% des approbations par rapport à la même période de 2016 atteignant un montant de 697,4 MDT contre 524,2 MDT au 31/12/2016.

Les mises en force ont suivi l'évolution globale du marché avec une amélioration de la part de marché de Hannibal Lease aux alentours de 22,6% (contre 20,8% au 31/12/2016). La progression des Mises en Force sont passés de 388,2 MDT au 31/12/2016 à 551 MDT au 31/12/2017, soit une progression de 41,9%.

L'encours financier de Hannibal Lease au 31/12/2017 représente 19,7% de l'encours du secteur alors qu'il représentait 17,2% à la même date en 2016.

Les encours sont passés de 574,5 MDT au 31/12/2016 à 805 MDT au 31/12/2017, soit une progression de 40,1%.

Situation de « Hannibal Lease » par rapport au secteur du Leasing au 31/12/2017

	Secteur en MDT**			HL en MDT *			Part de Hannibal Lease (%)		
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Approbations	3 048,7	2 417,8	2 162,3	697,4	524,2	373,9	22,9%	21,7%	17,3%
Mises en Forces	2 433,4	1 862,3	1 729,4	550,9	388,2	273,3	22,6%	20,8%	15,8%
Encours financier	4 084,9	3 339,3	3 167,3	805,0	574,5	426,5	19,7%	17,2%	13,5%

*Chiffres audités

**Source : CIL

3.2.1. Evolution des approbations

Le montant des approbations s'élève au 31/12/2017 à 697,4 MDT contre 524,2 MDT au 31/12/2016, soit une croissance de 33%.

Le nombre de dossiers approuvés est passé de 7 563 pendant 2016 à 8 205 en 2017, soit une hausse de 8,5%, le montant moyen d'approbations est en hausse de 22,6% au 31/12/2017 atteignant 0,085 MDT contre 0,069 au 31/12/2016.

Nombre des approbations

	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2017/2016
Nombre d'approbations	8 205	7 563	6 112	8,5%
Montant (MD)	697,4	524,2	373,9	33,0%
Montant Moyen des approbations (MD)	0,085	0,069	0,061	23,2%

Répartition sectorielle des approbations

En MDT

Répartition secteur	par	Au 31/12/2017*			Au 31/12/2016			Au 31/12/2015			Variation 2017/2016
		Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Agriculture		1 696	71,7	10,3%	1 745	65,0	12,4%	1 352	52,1	13,9%	10,3%
BTP		944	157,5	22,6%	930	142,3	27,1%	583	65	17,4%	10,7%
Industrie		725	104,5	15,0%	558	51,5	9,8%	477	36,1	9,7%	102,9%
Tourisme		722	73,9	10,6%	596	49,7	9,5%	551	45,7	12,2%	48,5%
Services		4 118	289,8	41,6%	3 734	215,7	41,1%	3 149	175	46,8%	34,4%
Approbations totales		8 205	697,4	100,0%	7 563	524,2	100,0%	6 112	373,9	100,0%	33,0%

Répartition des approbations par type d'équipement

En MDT

Répartition d'équipement	par type	Au 31/12/2017*			Au 31/12/2016			Au 31/12/2015			Variation 2017/2016
		Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Véhicule Tourisme		3 686	214,2	30,7%	3 595	168,7	32,2%	2 963	140,9	37,7%	27,0%
Véhicule Utilitaire		2 610	108,5	15,6%	2 391	90,2	17,2%	2 017	72,2	19,3%	20,4%
Véhicule Lourd		1213	204,1	29,3%	1036	168,9	32,2%	732	90,8	24,3%	20,8%
Matériel Spécifique		640	138,4	19,8%	484	71,9	13,7%	342	40,3	10,8%	92,4%
Immobilier		56	32,2	4,6%	57	24,6	4,7%	58	29,7	7,9%	30,9%
Approbations totales		8 205	697,4	100,0%	7 563	524,2	100,0%	6 112	373,9	100,0%	33,0%

3.2.2. Evolution des mises en forces

Les mises en forces totales sont passées 388,2 MDT au 31/12/2016 à 551 MDT au 31/12/2017, soit une amélioration de 41,9%. Le nombre de dossiers est passé de 5 961 dossiers en 2016 à 6 538 pour la même période de 2017 enregistrant ainsi une hausse de 9,7%. En ce qui concerne le montant moyen par dossier, Hannibal Lease a enregistré une hausse de 29,2% le faisant passer de 0,065 MDT au 31/12/2016 à 0,084 au 31/12/2017.

Nombre de contrats mis en force

	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2017/2016
Nombre de mises en force	6 538	5 961	4 770	9,7%
Montant (MD)	550,9	388,2	273,3	41,9%
Montant Moyen par contrat (MD)	0,084	0,065	0,057	29,2%

*Chiffres audités

Répartition sectorielle des mises en force

En MDT

Répartition secteur	par	Au 31/12/2017 *			Au 31/12/2016			Au 31/12/2015			Variation 2017/2016
		Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Agriculture		1 336	56,4	10,2%	1 401	51,9	13,4%	1 060	39	14,3%	8,7%
BTP		760	132,7	24,1%	710	97,9	25,2%	438	46,3	17,0%	35,5%
Industrie		581	70,3	12,8%	458	39,1	10,1%	367	24,8	9,1%	79,8%
Tourisme		641	61,6	11,2%	487	37,4	9,6%	493	37,3	13,6%	64,7%
Services		3 220	229,9	41,7%	2 905	161,9	41,7%	2 412	126	46,1%	42,0%
Mises en force totales		6 538	550,9	100,0%	5 961	388,2	100,0%	4 770	273,3	100,0%	41,9%

Répartition des mises en force par type d'équipement

En MDT

Répartition d'équipement	par type	Au 31/12/2017 *			Au 31/12/2016			Au 31/12/2015			Variation 2017/2016
		Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Véhicule	Tourisme	3 015	176,0	31,9%	2 886	134,1	34,5%	2 427	114,1	14,7%	31,3%
Véhicule	Utilitaire	2 039	86,7	15,7%	1 854	72,1	18,6%	1 518	54,4	19,9%	20,2%
Véhicule	Lourd	938	161,6	29,3%	782	120,3	31,0%	510	61,1	22,4%	34,3%
Matériel	Spécifique	503	100,3	18,2%	400	49,5	12,7%	289	28,9	10,6%	102,6%
Immobilier		43	26,3	4,8%	39	12,2	3,1%	26	14,8	5,4%	115,6%
Mises en force totales		6 538	550,9	100,0%	5 961	388,2	100,0%	4 770	273,3	100,0%	41,9%

3.2.3. Evolution de l'encours financier

Au 31/12/2017, les encours financiers de la société ont atteint 805 MDT contre 574,5 MDT au 31/12/2016, soit une évolution de 40,1%. Le nombre de contrat a atteint 19 905 contrats, soit une hausse de 19,5% par rapport à 2016. Le montant moyen par contrat a atteint 0,04 MDT au 31/12/2017, en réalisant un progrès de 17,6% par rapport à la même période en 2016.

Nombre de contrats en-cours

	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	Variation 2017/2016
Nombre de contrats encours	19 905	16 654	13 487	19,5%
Montant (MD)	805,0	574,5	426,5	40,1%
Montant Moyen par contrat (MD)	0,040	0,034	0,032	17,6%

Répartition sectorielle de l'encours financier

En MDT

Répartition par secteur	Au 31/12/2017 *			Au 31/12/2016			Au 31/12/2015			Variation 2017/2016
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Agriculture	4 427	89,1	11,1%	3 644	72,4	12,6%	2 694	52,3	12,3%	23,0%
BTP	2 167	187,3	23,3%	1 702	122,8	21,4%	1 217	67,8	15,9%	52,5%
Industrie	1 633	96,1	11,9%	1 347	59,2	10,3%	1 165	44,8	10,5%	62,3%
Tourisme	1 640	76,0	9,4%	1 415	53,2	9,3%	1 310	48,1	11,3%	42,9%
Services	10 038	356,6	44,3%	8 546	266,9	46,5%	7 101	213,5	50,1%	33,6%
Encours total	19 905	805,0	100,0%	16 654	574,5	100,0%	13 487	426,5	100,0%	40,1%

*Chiffres audités

Répartition de l'encours financier par type d'équipement

En MDT

Répartition par type d'équipement	Au 31/12/2017			Au 31/12/2016			Au 31/12/2015			Variation 2017/2016
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Véhicule Tourisme	9 153	251,4	31,2%	7 776	194,9	33,9%	6 230	154,9	36,3%	29,0%
Véhicule Utilitaire	6 494	133,7	16,6%	5 411	106,8	18,6%	4 361	82,1	19,2%	25,2%
Véhicule Lourd	2 663	237,6	29,5%	2 157	165,8	28,9%	1 794	109,4	25,7%	43,3%
Matériel Spécifique	1426	131,1	16,3%	1160	72,2	12,6%	972	49	11,5%	81,6%
Immobilier	169	51,2	6,4%	150	34,8	6,1%	130	31	7,3%	47,1%
Encours total	19 905	805,0	100,0%	16 654	574,5	100,0%	13 487	426,5	100,0%	40,1%

Evolution des engagements de la société sur la clientèle au cours des trois derniers exercices

	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Créances courantes (classe 0 et 1) (Bilan et Hors Bilan)	844 502 627	620 428 625	458 392 489
Créances classées	33 866 704	30 485 830	25 656 457
Classe 2	1 958 303	2 409 360	1 478 208
Classe 3	1 235 005	2 331 720	1 072 425
Classe 4	30 673 396	25 744 750	23 105 824
Total Engagements (Bilan et Hors Bilan)	878 369 331	650 914 455	484 048 946
Provisions et Agios réservés sur créances classées	24 463 593	21 757 171	19 177 183
Provisions affectées	22 768 066	20 335 791	18 073 363
Produits réservés	1 695 527	1 421 380	1 103 820
Ratio des créances classées	3,86%	4,68%	5,30%
Ratio de couverture des créances classées (le cumul des produits réservés et des provisions sur créances classées)	72,23%	71,37%	74,75%

3.3. Activité de la société au 30/06/2018

Hannibal Lease affiche au 30/06/2018 une baisse de 4,67% des approbations par rapport à la même période de 2017 atteignant un montant de 344,8 MDT contre 361,7 MDT au 30/06/2017.

Les Mises en Force sont passés de 263,4 MDT au 30/06/2017 à 239,1 MDT au 30/06/2018, soit une baisse de 9,2%.

Les encours sont passés de 686,1 MDT au 30/06/2017 à 858,7 MDT au 30/06/2018, soit une progression de 25,16%.

Situation de « Hannibal Lease » par rapport au secteur du Leasing au 30/06/2018

	Secteur en MDT (*)			HL en MDT			Part de Hannibal Lease (%)		
	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018**	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Approbations	1 494,7	1 569,9	3 048,7	344,7	361,7	697,4	23,1%	23,0%	22,9%
Mises en Forces	1 196,4	1 214,2	2 433,4	239,1	263,4	550,9	20,0%	21,7%	22,7%
Encours financier	4 321,4	3 699,0	4 084,9	858,7	686,1	805,0	19,8%	18,5%	19,7%

* Source : CIL

3.3.1. Evolution des approbations

Le montant des approbations s'élève au 30/06/2018 à 344,7 MDT contre 361,7 MDT au 30/06/2017, soit une baisse de 4,7%.

Le nombre de dossiers approuvés est passé de 4 297 au deuxième trimestre 2017 à 3 618 pour la même période en 2018, soit une baisse de 15,8%.

Le montant moyen d'approbations est en hausse de 13,2% atteignant 0,095 MDT au 30/06/2018 contre 0,084 MDT au 30/06/2017.

Nombre des approbations

	30/06/2018**	30/06/2017	31/12/2017	Variation 2T 2018/2017
Nombre d'approbations	3 618	4 297	8 205	-15,8%
Montant (MD)	344,7	361,7	697,4	-4,7%
Montant Moyen des approbations (MD)	0,095	0,084	0,085	13,2%

Répartition sectorielle des approbations

En MDT

Répartition secteur	par	Au 30/06/2018**			Au 30/06/2017			Au 31/12/2017			Variation 2T 2018/2017
		Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Agriculture		679	32,8	9,5%	854	34,1	9,4%	1 696	71,7	10,3%	-3,8%
BTP		366	69,8	20,2%	517	81,6	22,6%	944	157,5	22,6%	-14,4%
Industrie		373	50,7	14,7%	338	53,6	14,8%	725	104,5	15,0%	-5,4%
Tourisme		386	47,5	13,8%	445	44,5	12,3%	722	73,7	10,6%	6,7%
Services		1 814	143,9	41,8%	2 143	148,0	40,9%	4 118	290,0	41,6%	-2,8%
Approbations totales		3 618	344,7	100,0%	4 297	361,7	100,0%	8 205	697,4	100,0%	-4,7%

**Chiffres non audités

Répartition des approbations par type d'équipement

En MDT

Répartition par type d'équipement	Au 30/06/2018(*)			Au 30/06/2017(**)			Au 31/12/2017			Variation 2T 2018/2017
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Véhicule Tourisme	1 546	109,9	31,9%	2 017	113,3	31,3%	3 686	214,2	30,7%	-3,0%
Véhicule Utilitaire	1 125	47,1	13,7%	1 280	53,4	14,8%	2 610	108,5	15,6%	-11,7%
Véhicule Lourd	591	105,3	30,6%	648	107,9	29,8%	1213	204,1	29,3%	-2,4%
Matériel Spécifique	308	66,5	19,3%	325	68,6	19,0%	640	138,4	19,8%	-3,1%
Immobilier	48	15,8	4,6%	27	18,5	5,1%	56	32,2	4,6%	-14,5%
Approbations totales	3 618	344,8	100,0%	4 297	361,7	100,0%	8 205	697,4	100,0%	-4,7%

3.3.2. Evolution des mises en forces

La progression des Mises en Force sont passés de 263,4 MDT au 30/06/2017 à 239,1 MDT au 30/06/2018, soit un abaissement de 9,2%.

Le nombre de dossiers est passé de 3 351 dossiers au 30/06/2017 à 2 674 pour la même période de 2018 enregistrant ainsi une baisse de 20,2%. En ce qui concerne le montant moyen par dossier, Hannibal Lease a enregistré une hausse de 14,1% le faisant passer de 0,078 MDT au 30/06/2017 à 0,089 au 30/06/2018.

Nombre de contrats mis en force

	30/06/2018(*)	30/06/2017(**)	31/12/2017	Variation 2T 2018/2017
Nombre de mises en force	2 674	3 351	6 538	-20,2%
Montant (MD)	239,1	263,4	550,9	-9,2%
Montant Moyen par contrat (MD)	0,089	0,078	0,084	14,1%

Répartition sectorielle des mises en force

En MDT

Répartition par secteur	Au 30/06/2018(*)			Au 30/06/2017(**)			Au 31/12/2017			Variation 2T 2018/2017
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Agriculture	488	23,5	9,8%	673	26,5	10,1%	1 336	56,4	10,2%	-11,3%
BTP	269	49,9	20,9%	410	66,7	25,3%	760	132,7	24,1%	-25,0%
Industrie	278	31,0	13,0%	262	26,6	10,1%	581	70,3	12,8%	16,5%
Tourisme	328	38,1	15,9%	378	34,1	13,0%	641	61,7	11,2%	11,7%
Services	1 311	96,6	40,4%	1 628	109,4	41,4%	3 220	230,0	41,7%	-11,7%
Mises en force totales	2 674	239,1	100,0%	3 351	263,4	100,0%	6 538	551,0	100,0%	-9,2%

Répartition des mises en force par type d'équipement

En MDT

Répartition par type d'équipement	Au 30/06/2018(*)			Au 30/06/2017(**)			Au 31/12/2017			Variation 2T 2018/2017
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Véhicule Tourisme	1 186	85,3	35,7%	1 593	90,8	34,5%	3 015	176,0	31,9%	-6,1%
Véhicule Utilitaire	807	33,6	14,1%	333	52,1	19,8%	2 039	86,7	15,7%	-35,5%
Véhicule Lourd	428	79,0	33,0%	1186	67,9	25,8%	938	161,6	29,3%	16,3%
Matériel Spécifique	233	35,5	14,8%	216	34,7	13,2%	503	100,3	18,2%	2,3%
Immobilier	20	5,7	2,4%	23	17,9	6,8%	43	26,3	4,8%	-68,2%
Mises en force totales	2 674	239,1	100,0%	3 351	263,4	100,0%	6 538	551,0	100,0%	-9,2%

(*) : Chiffres non audités

(**) : chiffres audités

3.3.3. Evolution de l'encours financier

Les encours sont passés de 686,1 MDT au 30/06/2017 à 858,7 MDT au 30/06/2018, soit une progression de 25,2%.

Le nombre de contrat a atteint 20 604 contrats, soit une hausse de 12,5% par rapport à 2017. Le montant moyen par contrat a atteint 0,042 MDT au 30/06/2018, réalisant un progrès de 11,2% par rapport à la même période en 2017.

Nombre de contrats en-cours

	30/06/2018(*)	30/06/2017	31/12/2017	Variation 2T 2018/2017
Nombre de contrats encours	20 604	18 310	19 905	12,5%
Montant (MD)	858,7	686,1	805,0	25,2%
Montant Moyen par contrat (MD)	0,042	0,037	0,040	13,5%

Répartition sectorielle de l'encours financier

Répartition par secteur	Au 30/06/2018(*)			Au 30/06/2017			Au 31/12/2017			Variation 2T 2018/2017
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Agriculture	4 554	91,5	10,7%	4 052	80,1	11,7%	4 427	89,1	11,1%	14,2%
BTP	2 242	195,7	22,8%	1 967	158,8	23,1%	2 167	187,3	23,3%	23,3%
Industrie	1 779	106,4	12,4%	1 437	69,4	10,1%	1 633	96,1	11,9%	53,3%
Tourisme	1 759	90,5	10,5%	1 587	68,6	10,0%	1 640	76,0	9,4%	31,9%
Services	10 270	374,5	43,6%	9 267	309,2	45,1%	10 038	356,6	44,3%	21,1%
Encours total	20 604	858,7	100,0%	18 310	686,1	100,0%	19 905	805,0	100,0%	25,2%

Répartition de l'encours financier par type d'équipement

En MDT

Répartition par type d'équipement	Au 30/06/2018(*)			Au 30/06/2017			Au 31/12/2017			Variation 2T 2018/2017
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Véhicule Tourisme	9 316	270,2	31,5%	8 517	228	33,2%	9 153	251,4	31,2%	18,5%
Véhicule Utilitaire	6 753	135,6	15,8%	5 959	122	17,8%	6 494	133,7	16,6%	11,1%
Véhicule Lourd	2 842	262,9	30,6%	2 423	199,7	29,1%	2 663	237,6	29,5%	31,6%
Matériel Spécifique	1 513	138,6	16,1%	1 252	89	13,0%	1 426	131,1	16,3%	55,7%
Immobilier	180	51,4	6,0%	159	47,4	6,9%	169	51,2	6,4%	8,4%
Encours total	20 604	858,7	100,0%	18 310	686,1	100,0%	19 905	805,0	100,0%	25,2%

Evolution des engagements de la société sur la clientèle au 30/06/2018

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Créances courantes (classe 0 et 1) (Bilan et Hors Bilan)	900 268 031	727 373 482	844 502 627
Créances classées	42 060 633	36 936 571	33 866 704
Classe 2	4 629 024	4 443 240	1 958 303
Classe 3	5 660 973	2 443 187	1 235 005
Classe 4	31 770 636	30 050 144	30 673 396
Total Engagements (Bilan et Hors Bilan)	942 328 664	764 310 053	878 369 331
Provisions et Agios réservés sur créances classées	25 782 651	23 423 955	24 463 593
Provisions affectées	23 822 035	21 743 727	22 768 067
Produits réservés	1 960 617	1 680 228	1 695 527
Ratio des créances classées	4,46%	4,83%	3,86%
Ratio de couverture des créances classées (le cumul des produits réservés et des provisions sur créances classées)	61,30%	63,42%	72,23%

(*) : chiffres non audités

3.4. Activité de la société au 30/09/2018

Hannibal Lease affiche au 30/09/2018 une baisse de 20,2% des approbations par rapport à la même période de 2017 atteignant un montant de 402,6 MDT contre 504,6 MDT au 30/09/2017.

Les Mises en Force sont passés de 375,1 MDT au 30/09/2017 à 303,4 MDT au 30/09/2018, soit une baisse de 19,1%.

Les encours sont passés de 717,3 MDT au 30/09/2017 à 826,7 MDT au 30/09/2018, soit une progression de 15,2%.

Situation de « Hannibal Lease » par rapport au secteur du Leasing au 30/06/2018

	Secteur en MDT (*)			HL en MDT			Part de Hannibal Lease (%)		
	30/09/2018	30/09/2017	31/12/2017	30/09/2018	30/09/2017	31/12/2017	30/09/2018	30/09/2017	31/12/2017
Approbations	1 928,5	2 197,4	3 048,7	402,6	504,6	697,4	20,9%	23,0%	22,9%
Mises en Forces	1 595,5	1 732,3	2 432,7	303,4	375,1	551,0	19,0%	21,7%	22,6%
Encours financier	4 270,1	3 878,4	4 084,9	826,7	717,3	805,0	19,4%	18,5%	19,7%

* Source : CIL

3.4.1. Evolution des approbations

Le montant des approbations s'élève au 30/09/2018 à 402,6 MDT contre 504,6 MDT au 30/09/2017, soit une baisse de 20,2%.

Le nombre de dossiers approuvés est passé de 6 008 au 30/09/2017 à 4 546 pour la même période en 2018, soit une baisse de 24,3%.

Le montant moyen d'approbations est en hausse de 5,9% atteignant 0,089 MDT au 30/09/2018 contre 0,084 au 30/09/2017.

Nombre des approbations

	30/09/2018	30/09/2017	31/12/2017	Variation 3T 2018/2017
Nombre d'approbations	4 546	6 008	8 205	-24,3%
Montant (MD)	402,6	504,6	697,4	-20,2%
Montant Moyen des approbations (MD)	0,089	0,084	0,085	5,9%

Répartition sectorielle des approbations

En MDT

Répartition secteur	par	Au 30/09/2018			Au 30/09/2017			Au 31/12/2017			Variation 3T 2018/2017
		Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Agriculture		923	45,1	11,2%	1 258	50,1	9,9%	1 696	71,7	10,3%	-9,9%
BTP		431	75,6	18,8%	720	120,9	24,0%	944	157,5	22,6%	-37,5%
Industrie		460	56,6	14,1%	511	73,2	14,5%	725	104,5	15,0%	-22,7%
Tourisme		468	54,9	13,6%	558	53,0	10,5%	722	73,7	10,6%	3,6%
Services		2 264	170,4	42,3%	2 961	207,3	41,1%	4 118	289,8	41,6%	-17,8%
Approbations totales		4546	402,6	100,0%	6 008	504,6	100,0%	8 205	697,4	100,0%	-20,2%

Répartition des approbations par type d'équipement

En MDT

Répartition par type d'équipement	Au 30/09/2018			Au 30/09/2017			Au 31/12/2017			Variation 3T 2018/2017
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Véhicule Tourisme	1984	137,5	34,15%	2762	152,2	30,17%	3 686	214,2	30,7%	-9,7%
Véhicule Utilitaire	1480	63,4	15,75%	1822	75,2	14,91%	2610	108,5	15,6%	-15,7%
Véhicule Lourd	685	114,7	28,49%	934	158,6	31,44%	1213	204,1	29,3%	-27,7%
Matériel Spécifique	346	70,8	17,59%	448	94,1	18,65%	640	138,4	19,8%	-24,7%
Immobilier	51	16,2	4,02%	42	24,4	4,83%	56	32,2	4,6%	-33,6%
Approbations totales	4546	402,6	100,00%	6008	504,6	100,00%	8 205	697,4	100,0%	-20,2%

3.4.2. Evolution des mises en forces

La progression des Mises en Force sont passés de 375,1 MDT au 30/09/2017 à 303,4 MDT au 30/09/2018, soit un abaissement de 19,1%.

Le nombre de dossiers est passé de 4 692 dossiers au 30/09/2017 à 3 400 pour la même période de 2018 enregistrant ainsi une baisse de 27,5%. En ce qui concerne le montant moyen par dossier, Hannibal Lease a enregistré une hausse de 11,2% le faisant passer de 0,080 MDT au 30/09/2017 à 0,089 au 30/09/2018.

Nombre de contrats mis en force

	30/09/2018	30/09/2017	31/12/2017	Variation 3T 2018/2017
Nombre de mises en force	3 400	4 692	6 538	-27,5%
Montant (MD)	303,4	375,1	551,0	-19,1%
Montant Moyen par contrat (MD)	0,089	0,080	0,084	11,2%

Répartition sectorielle des mises en force

En MDT

Répartition secteur par	Au 30/09/2018			Au 30/09/2017			Au 31/12/2017			Variation 3T 2018/2017
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Agriculture	665	33,1	10,9%	973	38,9	10,4%	1 336	56,4	10,2%	-14,9%
BTP	338	58,5	19,3%	563	94,9	25,3%	760	132,7	24,1%	-38,3%
Industrie	347	44,2	14,5%	378	37,8	10,1%	581	70,3	12,8%	16,7%
Tourisme	409	46,7	15,4%	494	42,9	11,4%	641	61,5	11,2%	8,8%
Services	1 641	120,9	39,8%	2 284	160,5	42,8%	3 220	229,9	41,7%	-24,7%
Mises en force totales	3 400	303,4	100,0%	4 692	375,1	100,0%	6 538	551,0	100,0%	-19,1%

Répartition des mises en force par type d'équipement

En MDT

Répartition par type d'équipement	Au 30/09/2018			Au 30/09/2017			Au 31/12/2017			Variation 3T 2018/2017
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Véhicule Tourisme	1 491	107,7	35,5%	2 233	124,2	33,1%	3 015	176,0	31,9%	-13,3%
Véhicule Utilitaire	1067	46,3	15,3%	1417	60,1	16,0%	2 039	86,7	15,7%	-23,0%
Véhicule Lourd	504	89,5	29,5%	688	114,2	30,5%	938	161,6	29,3%	-21,7%
Matériel Spécifique	315	53,9	17,8%	321	55,9	14,9%	503	100,3	18,2%	-3,5%
Immobilier	23	6,0	1,9%	33	20,8	5,5%	43	26,3	4,8%	-71,2%
Mises en force totales	3 400	303,4	100,0%	4 692	375,1	100,0%	6 538	551,0	100,0%	-19,1%

3.4.3. Evolution de l'encours financier

Les encours sont passés de 717,3 MDT au 30/09/2017 à 826,6 MDT au 30/09/2018, soit une progression de 15,2%.

Le nombre de contrat a atteint 20 301 contrats, soit une hausse de 8,1% par rapport à 2017. Le montant moyen par contrat a atteint 0,041 MDT au 30/09/2018, réalisant un progrès de 7,9% par rapport à la même période en 2017.

Nombre de contrats en-cours

	30/09/2018	30/09/2017	31/12/2017	Variation 3T 2018/2017
Nombre de contrats encours	20 301	18 789	19 905	8,1%
Montant (MDT)	826,7	717,3	805,0	15,2%
Montant Moyen par contrat (MD)	0,041	0,038	0,040	7,9%

Répartition sectorielle de l'encours financier

Répartition par secteur	Au 30/09/2018			Au 30/9/2017			Au 31/12/2017			Variation 3T 2018/2017
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Agriculture	4 551	90,4	10,9%	4 197	82,1	11,4%	4 427	89,1	11,1%	10,2%
BTP	2 202	182,9	22,1%	2 043	169,7	23,7%	2 167	187,3	23,3%	7,7%
Industrie	1 768	108,2	13,1%	1 470	73,0	10,2%	1 633	96,1	11,9%	48,2%
Tourisme	1 728	85,9	10,4%	1 602	67,4	9,4%	1 640	76,0	9,4%	27,4%
Services	10 052	359,3	43,5%	9 477	325,1	45,3%	10 038	356,6	44,3%	10,5%
Encours total	20 301	826,7	100,0%	18 789	717,3	100,0%	19 905	805,0	100,0%	15,2%

Répartition de l'encours financier par type d'équipement

En MDT

Répartition par type d'équipement	Au 30/09/2018			Au 30/09/2017			Au 31/12/2017			Variation 3T 2018/2017
	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	Nombre	Montant	En %	
Véhicule Tourisme	9 115	259,2	31,4%	8 744	232,2	32,4%	9 153	251,4	31,2%	11,6%
Véhicule Utilitaire	6 694	131,8	15,9%	6 086	123,6	17,2%	6 494	133,7	16,6%	6,6%
Véhicule Lourd	2 790	244,0	29,5%	2 502	214,5	29,9%	2 663	237,6	29,5%	13,7%
Matériel Spécifique	1 523	143,4	17,3%	1 294	99,4	13,9%	1 426	131,1	16,3%	44,3%
Immobilier	179	48,4	5,9%	163	47,7	6,6%	169	51,2	6,4%	1,5%
Encours total	20 301	826,7	100,0%	18 789	717,3	100,0%	19 905	805,0	100,0%	15,2%

3.4.4. Indicateurs d'activité au 30/09/2018

INDICATEURS	Troisième Trimestre			Cumul			Exercice 2017*
	30/09/2018**	30/09/2017**	Variation	30/09/2018**	30/09/2017**	Variation	
Agriculture	12 313	15 971	-22,90%	45 128	50 073	-9,88%	71 729
BTP	5 843	39 286	-85,13%	75 613	120 914	-37,47%	157 515
Industrie	5 985	19 777	-69,74%	56 647	73 239	-22,65%	104 451
Tourisme	7 380	8 486	-13,04%	54 876	53 008	3,52%	73 853
Services	8 899	13 511	-34,14%	46 689	54 968	-15,06%	79 515
Commerce	14 117	27 822	-49,26%	82 356	97 733	-15,73%	141 928
Transport	3 416	18 032	-81,06%	41 316	54 640	-24,38%	68 385
Montant des Approbations	57 953	142 885	-59,44%	402 625	504 576	-20,21%	697 377
Agriculture	9 634	12 444	-22,58%	33 141	38 923	-14,86%	56 418
BTP	8 607	28 190	-69,47%	58 541	94 925	-38,33%	132 699
Industrie	13 106	11 198	17,04%	44 155	37 824	16,74%	70 324
Tourisme	8 632	8 781	-1,70%	46 704	42 913	8,83%	61 648
Services	9 169	14 079	-34,88%	36 671	45 842	-20,00%	65 628
Commerce	12 213	20 719	-41,05%	59 145	75 515	-21,68%	112 346
Transport	2 916	16 352	-82,16%	25 047	39 191	-36,09%	51 933
Montant des Mises en Force	64 278	111 764	-42,49%	303 404	375 134	-19,12%	550 996
Encours Financiers	-	-	-	826 653	717 319	15,24%	804 982
Total des Engagements	-	-	-	895 234	817 909	9,45%	878 369
Total des Engagements Classées	-	-	-	93 604	55 695	68,07%	33 867
Taux de créances classées	-	-	-	10,46%	6,81%	-	3,86%
Revenus Bruts de Leasing	107 149	88 065	21,67%	325 262	263 430	23,47%	373 375
Revenus Nets de Leasing	19 394	17 166	12,98%	61 112	49 288	23,99%	69 619
Produits Nets de Leasing	1 505	5 718	-73,68%	15 051	18 131	-16,99%	25 738
Total Charges d'exploitation	2 827	2 768	2,13%	8 919	8 134	9,65%	11 224
Structure des Ressources	-	-	-	680 293	593 963	14,53%	598 797
Emprunts Obligataires	-	-	-	255 989	231 571	10,54%	236 243
Autres Emprunts	-	-	-	424 304	362 392	17,08%	362 554
Trésorerie Nette	-	-	-	(44 989)	(15 613)	188,15%	- 10 990
Capitaux Propres	-	-	-	69 064	50 756	36,07%	68 489

(*) Chiffres définitifs et audités

(**) Chiffres non audités

Revenus Nets de Leasing : Intérêts sur créances de leasing + autres produits d'exploitation

Produits Nets de Leasing : Revenus nets de leasing + Autres produits d'exploitation + Produits des placements - Charges Financières

Charges d'exploitation : Charges de personnel + Dotations aux amortissements + Autres charges d'exploitation

Les Capitaux Propres au 31 décembre 2017 sont déterminés après affectation du résultat de 2017.

Les Capitaux Propres au 30 Septembre 2018 sont déterminés compte non tenu du résultat de la période diminués du solde des actions propres.

3.5. Organisation de la société

3.5.1. L'organigramme de Hannibal Lease

L'Assemblée Générale Extraordinaire du **17/05/2017** a approuvé le changement du mode de gouvernance de l'établissement afin de se conformer à la loi bancaire 2016-48 relative aux Banques et aux Etablissements de crédit et a décidé de séparer les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet social et à son Administration. Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires, au Conseil d'Administration et au Président, le Directeur Général assume, sous sa responsabilité, la direction de la société moyennant une délégation de pouvoirs accordés par le conseil.

Lors de la réunion du Conseil d'Administration à la date du **17/05/2017**, un nouvel organigramme a été approuvé, structuré autour de quatre principales directions à savoir :

- La Direction centrale d'exploitation : elle englobe la direction Réseau, la direction Etudes et Analyses et la direction des Engagements ;
- La Direction Juridique, Recouvrement et Contentieux ;
- La Direction Administrative Comptable ; et
- La Direction financière.

Fonctionnement

Le Conseil d'administration est assisté par 3 comités :

- Comité d'audit
- Comité de risques
- Comité de Nominations et Rémunérations

Le comité d'audit

Il est présidé par un administrateur indépendant qui est chargé, conformément à la réglementation bancaire, de procéder à la vérification de la clarté des informations fournies et l'appréciation de la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques. Il a la charge d'examiner les insuffisances du fonctionnement du système de contrôle interne relevées par les différentes structures et l'adoption de mesures correctrices.

Il est composé de trois (3) membres désignés lors de la réunion du Conseil d'Administration du **30/04/2018**. Les membres de ce comité sont :

- M. Abdessatar KRIMI[‡] (Président);
- La Financière Tunisienne représentée par M. Abdelkader ESSAGHAIER ; et
- M. Zouheir BESBES.

Il est à préciser que sur proposition des membres du comité Permanent d'Audit Interne, le Conseil d'Administration du **27/08/2018** a nommé Monsieur Foued BOUAZRA en tant que responsable de la cellule d'Audit Interne.

Comité des risques

Conformément à la circulaire 2011-06, le Conseil d'Administration a constitué un comité des risques, Il est présidé par un administrateur indépendant qui est chargé, conformément à la réglementation bancaire, d'aider le conseil d'administration de s'acquitter de ses responsabilités relatives à la gestion et à la surveillance des risques et au respect de la réglementation et des politiques arrêtés en la matière.

Il est composé de quatre (4) membres désignés lors de la réunion du conseil d'administration du **30/04/2018**. Les membres de ce comité sont :

- M. Mohamed BERRAIES[§] (Président du comité) ;
- Investment Trust Tunisia SA représentée par M Hatem BEN AMEUR ;
- La Mutuelle Assurances de l'Enseignement MAE représentée par Mme Myriam BEN ABDENNEBI ; et

[‡] Nommé, en tant qu'administrateur indépendant, par l'AGO du 30/04/2018

[§] Nommé par l'AGO du 30/04/2018, en tant qu'administrateur indépendant.

- United Gulf Bank « UGB » représentée par M. Mohamed Salah FRAD.

Il est à préciser que la Direction Générale a nommé Monsieur Mohamed MESSAOUDI en tant que responsable de la cellule de surveillance et le suivi des risques.

Comité de Stratégie, des Nominations et des Rémunérations

La principale attribution de ce comité est l'assistance du Conseil d'administration de la conception et du suivi des politiques :

- de nomination et de rémunération,
- de remplacement des dirigeants et des cadres supérieurs et de recrutement,
- de gestion des situations de conflits d'intérêts.

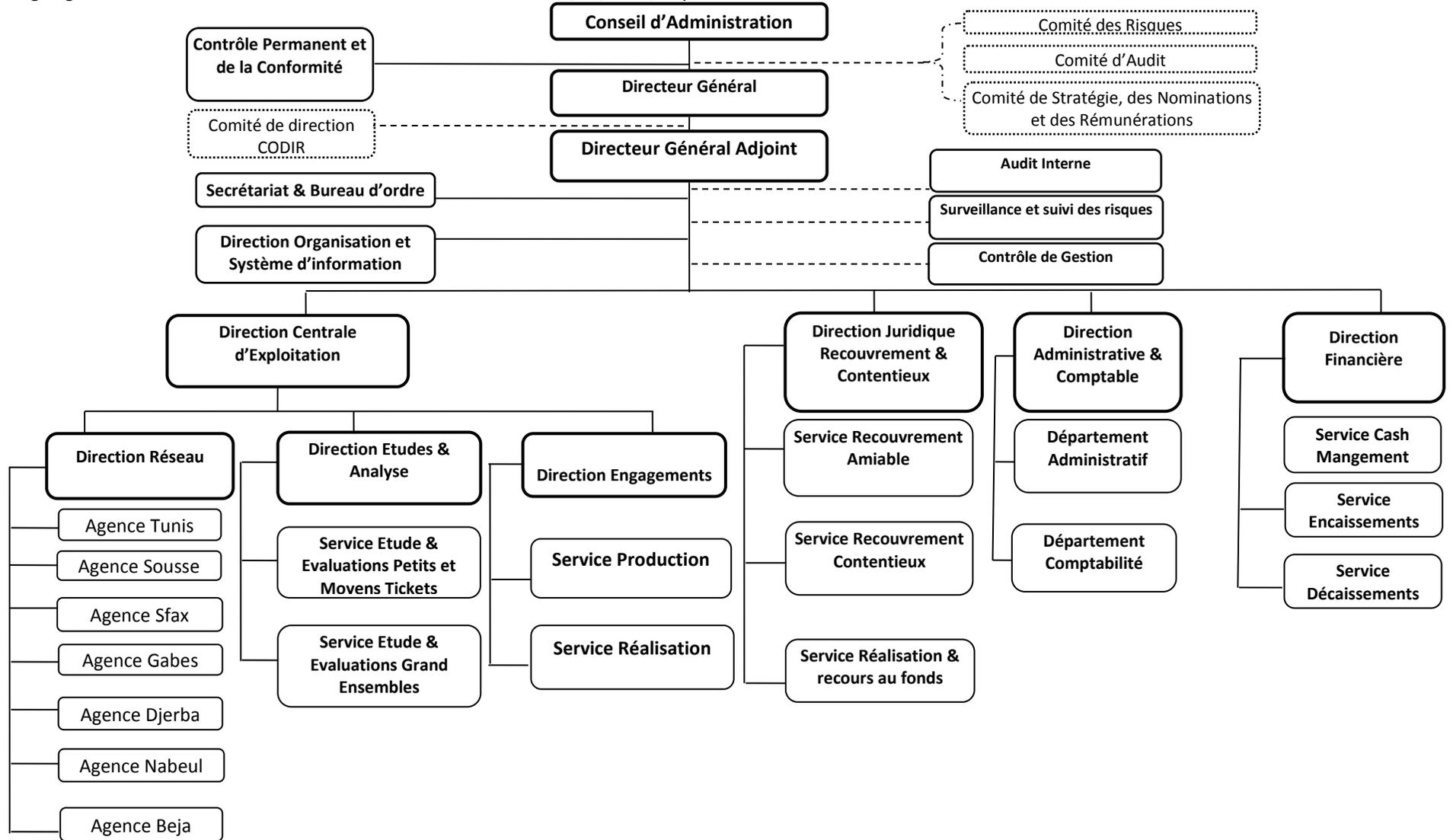
Ce comité est composé de trois **(3)** administrateurs désignés lors de la réunion du conseil d'administration du **30/04/2018**. Les membres de ce comité sont :

- M. Hédi DJILANI ;
- M. Zouheir BESBES ; et
- M. Abderrazak BEN AMMAR.

Responsable de contrôle conformité :

Le Responsable Contrôle Conformité est hiérarchiquement rattaché au Conseil d'Administration. Madame Radhia BAHRI a été nommée comme responsable de contrôle conformité et du contrôle permanent.

L'organigramme fonctionnel actuel de « Hannibal Lease » arrêté le 17/05/2017, se présente comme suit :



3.5.2. Contrôle Interne

Le système de contrôle interne de Hannibal Lease est mis en œuvre conformément à la réglementation bancaire et aux principes de gouvernance définis par le Conseil d'Administration. La Direction Générale définit la structure organisationnelle et répartit les responsabilités et les moyens de manière optimale afin d'assurer une meilleure couverture des risques, leur évaluation exhaustive et leur gestion.

Trois niveaux sont définis au sein du système de contrôle de la société Hannibal Lease à savoir :

- Premier niveau : Ce contrôle généralement appelé « autocontrôle », réalisé préalablement ou en cours d'exécution des opérations, est exercé par chaque intervenant dans le cadre des actes qu'il exécute dans sa fonction. Ce niveau de contrôle est repris dans les procédures internes et fait l'objet d'une matérialisation (sur le système d'information ou manuellement via des check-lists ou des visas).
- Deuxième niveau : Ce contrôle est effectué par la hiérarchie et couvre les processus fonctionnels (approbation, production, engagements, paiement, comptabilité, etc.) et par le responsable de la conformité lorsqu'il s'agit de l'application des textes réglementaires.
- Troisième niveau : C'est le contrôle périodique réalisé par les structures de contrôle mises en place au sein de l'organisation et qui rendent compte, aussi bien, à la direction générale qu'au Conseil d'Administration. C'est le cas de l'audit interne qui agit conformément à un programme approuvé annuellement par le comité d'audit ou encore du comité des risques qui surveille, mesure et évalue le degré d'exposition de la société aux différents risques auxquels elle est exposée.

3.6. Système d'information

Le système d'information est l'ensemble des procédures et des ressources (matériels, logiciels, personnel, données et procédures) qui permettent de regrouper, de classer, de traiter et de diffuser l'information au sein d'un environnement donné.

Hannibal Lease s'est dotée d'une plateforme informatique à la pointe de la technologie permettant d'assurer des niveaux hauts de sécurité informatique et de continuité d'activité. Afin de sécuriser les connexions, des firewalls sont installés dans toutes les agences reliées au siège de la société. Pour assurer une haute disponibilité et un débit satisfaisant de la connexion, les sites distants sont tous reliés au siège via une connexion en fibre optique redondante.

Une politique de sauvegarde des données a été mise en place se basant sur un lecteur de bande et une baie de stockage. Les bandes sont quotidiennement récupérées et placées dans un lieu sûr afin de préserver l'intégrité du système d'information et permettre une reprise immédiate de l'activité et les serveurs sont répliqués auprès d'un Data Center distant.

Au cours de l'année 2017, Hannibal Lease a finalisé la mise à jour de son infrastructure réseau et de ses équipements basés sur les critères suivants :

- Une architecture pour les serveurs, intégrant les composants serveurs du système d'information, hautement disponible, évolutive et permettant une grande capacité à monter en charge pour accompagner la croissance d'Hannibal Lease,
- La restructuration de l'infrastructure informatique suivant les dernières pratiques recommandées les constructeurs et éditeurs (Hard & Soft),
- La stabilisation et la sécurisation du système,
- La migration de la solution de messagerie existante pour bénéficier des nouveautés de la dernière version Microsoft Exchange 2016 (partage et collaboration, clients et mobilité, haute disponibilité et résilience de site),
- La mise en place d'un plan de reprise après sinistre basé sur la portabilité des machines virtuelles,
- La mise en place d'une solution de supervision et de contrôle du site de secours d'Hannibal Lease.

En fait, la solution adoptée prévoit une infrastructure virtualisée avec une haute disponibilité et de très hautes performances, permettant de supporter tous les services et applications métiers de Hannibal Lease (service d'annuaire, service de partage de fichiers, messagerie, applications, progiciels et logiciels métiers, etc ...) tout en assurant une haute disponibilité et une reprise d'activité rapide en cas de problèmes.

La virtualisation permet :

- Une meilleure utilisation des serveurs physiques,
- La réduction des coûts,
- Une plus grande réactivité,

- Le « Green Computing»,
- La simplification du plan de reprise d'activité,
- La rationalisation.
- La réduction du câblage,
- La haute disponibilité : un élément crucial pour tout système d'information.

En outre, la nouvelle infrastructure logique est articulée autour d'un site principal et d'un site de secours.

Le site principal comprend :

- Un serveur d'infrastructure : élément clé dans l'infrastructure qui devra assurer l'authentification des utilisateurs via l'annuaire Active Directory 2012 r2, assurer les services réseaux centraux (DNS, DHCP,...),
- Un Cluster HYPER-V qui héberge les machines virtuelles suivantes : deuxième contrôleur de domaine, deuxième serveur de messagerie Exchange 2016, premier serveur de messagerie Exchange 2016, un serveur antivirus Trend Micro WFBS v9, un serveur de fichier pour le partage de données utilisateurs, un serveur de bases de données SQL de production, un serveur d'application métier (Prolease), un serveur de test de restauration,
- Une baie de disques SAS nécessaire pour implémenter le Cluster Hyper-V, et qui sera utilisée pour stocker l'ensemble des machines virtuelles,
- Un serveur de sauvegarde qui devra assurer la sauvegarde des données critiques suivantes : bases de données SQL, base d'échange, base d'annuaire, applications métiers, fichiers critiques, machines virtuelles critiques,
- Une baie de disques SATA : cette baie de disques sera utilisée comme support de sauvegarde à court terme, la politique de sauvegarde consiste à sauvegarder les données vers la baie de disques ensuite depuis la baie,
- Robot de sauvegarde : c'est un chargeur de bandes qui sera utilisé pour la sauvegarde à long terme.
- Le site de secours comprend un serveur Hyper V qui héberge les machines virtuelles suivantes : troisième contrôleur de domaine, troisième serveur de messagerie Exchange 2016, Réplica du serveur de fichiers, Réplica du serveur de bases de données SQL de production, Réplica du serveur d'application métier (Prolease).

Il est à signaler que l'examen du rapport de contrôle interne relatif à l'exercice 2017 a fait ressortir certaines insuffisances notamment :

- **Le manuel de procédures n'a pas été mis à jour depuis son instauration malgré le changement de l'organigramme, l'évolution de l'activité et l'obsolescence de certaines procédures.**
- **Un système de notation non encore achevé. En effet, la société a entamé, au cours de 2017, les travaux de conception de son système de notation interne.**

3.7. Facteurs de risque et nature spéculative de l'activité

En tant qu'établissement financier, Hannibal Lease, est confrontée aux risques suivants :

➤ **Le risque de crédit :**

L'article 22 de la circulaire de la BCT n° 2006-19 le définit comme étant le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire au sens de la réglementation en vigueur.

Pour faire face à ce type de risque, la gestion au sein d'Hannibal Lease est axée sur les principes suivants :

- Analyse et décision, en s'appuyant sur la connaissance de ses clients,
- La gestion du risque de crédit tout au long du processus du financement (demande, étude, octroi, suivi et apurement) et à travers une centralisation du pouvoir de décision en matière d'approbation et d'octroi des crédits auprès des différents responsables et entités de financement et de crédit.

➤ **Le risque de marché :**

L'article 31 de la circulaire de la BCT n° 2006-19 définit le risque de marché, comme étant les risques de pertes qui peuvent résulter :

- des fluctuations des prix sur les titres de transaction et de placement tels que définis par les normes comptables et sur tout autre instrument financier prévu par la réglementation en vigueur.
- ou des positions susceptibles d'engendrer un risque de change, notamment les opérations de change au comptant ou à terme.

La société n'est pas exposée au risque de change, dans la mesure où ses avoirs et engagements sont contractés et libellés en Dinars tunisien.

➤ **Le risque global de taux d'intérêt :**

Selon l'article 35 de la circulaire de la BCT n° 2006-19, le risque global de taux se définit comme le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt, mesuré sur l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan.

Certaines ressources de la société sont indexées au taux du marché monétaire (TMM), ce qui engendre un risque de taux du fait que les emplois sont octroyés à taux fixe.

Pour faire face à ce type de risque, des stress-test sont périodiquement effectués afin de déterminer l'impact de la variation du TMM sur le Produit net de leasing.

➤ **Le risque de liquidité :**

Selon l'article 38 de la circulaire de la BCT n° 2006-19, Le risque de liquidité se définit comme le risque pour l'établissement de crédit et la banque non résidente de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de leurs engagements à leur échéance.

Pour faire face à ce risque, Hannibal Lease dispose d'un processus rigoureux pour identifier, mesurer, surveiller et contrôler ledit risque. Ce processus comporte un mécanisme permettant une projection complète des flux de trésorerie en rapport avec les actifs, les passifs et les éléments de hors-bilan selon divers horizons temporels appropriés. La fonction trésorerie au sein de Hannibal Lease est centralisée au sein de la direction financière. Ceci est de nature à assurer :

- Une fluidité de traitement de l'information ayant trait à l'équilibre financier entre emplois et ressources ;
- Une gestion plus rigoureuse des actifs (créances matérialisées par des traites) de la société ;
- Un suivi permanent de l'encours des ressources et des charges leurs correspondantes et ce par l'utilisation de logiciels dédiés à la fonction trésorerie.

➤ **Risque de règlement :**

L'article 42 de la circulaire de la BCT n° 2006-19 le définit comme étant le risque de survenance, au cours du délai nécessaire pour le dénouement de l'opération de règlement, d'une défaillance ou de difficultés qui empêchent la contrepartie d'un établissement de crédit ou d'une banque non résidente de lui livrer les instruments financiers ou les fonds convenus, alors que ledit établissement de crédit ou ladite banque non résidente a déjà honoré ses engagements à l'égard de ladite contrepartie.

La direction financière à travers le service recouvrement se charge du suivi des impayés et des actions de recouvrement.

Les dossiers contentieux sont gérés par le service juridique et contentieux rattaché à la direction générale.

➤ **Risque opérationnel :**

L'article 45 de la circulaire de la BCT n° 2006-19 le définit comme étant le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à la conception, à l'organisation et à la mise en œuvre des procédures, aux erreurs humaines ou techniques ainsi qu'aux événements extérieurs.

La maîtrise des risques opérationnels repose sur un dispositif de contrôle interne appliqué à l'ensemble des activités et sur le principe de la responsabilité des hiérarchies opérationnelles sur leurs risques. Par ailleurs, Hannibal Lease a mis en place un dispositif informatisé permettant le suivi des contrôles de premier et deuxième niveau par les responsables opérationnels.

La cellule du contrôle de la conformité et de l'audit interne disposent des habilitations leur permettant dans le cadre de leurs missions, d'accéder aux informations relatives à ces contrôles.

Enfin, Hannibal Lease a achevé une mission pour la mise en place d'un plan de continuité d'activité ainsi qu'un système de gestion de la sécurité de l'information.

3.8. Dépendance de l'émetteur

La dépendance de Hannibal Lease s'apprécie principalement par le degré de respect des règles prudentielles prévues par la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17/12/1991 telle que modifiée par la circulaire n°99-04 du 19/03/1999 et la circulaire n°2001-12 du 04/05/2001 et complétée par les circulaires 2012-09 du 29/09/2012 et 2016-03 du 29/07/2016.

- **Application de l'article 1 :**

Risques encourus supérieurs à 5% des fonds propres nets

Conformément à l'article 1^{er} de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par la circulaire n°99-04 du 19 mars 1999 et la circulaire n°2001-12 du 04 mai 2001 et complétée par les circulaires 2012-09 du 29/09/2012 et 2016-03 du 29/07/2016, le montant total des risques encourus ne doit pas excéder :

- 3 fois les fonds propres nets de l'établissement financier, pour les bénéficiaires dont les risques encourus s'élèvent, pour chacun d'entre eux, à 5% ou plus desdits fonds propres nets.

Le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs pour chacun d'entre eux à 5% des fonds propres s'élève à : **DT : 75 021 102 DT (A)**

Le montant des fonds propres nets s'élève à **DT : 92 605 411 DT (C)**

$$(A) / (C) = 0,81 \text{ Inférieur à } 3$$

Risques encourus supérieurs à 15% des fonds propres nets

- 1,5 fois les fonds propres nets de l'établissement financier, pour les bénéficiaires dont les risques encourus s'élèvent, pour chacun d'entre eux, à 15 % ou plus desdits fonds propres nets.

Le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs pour chacun d'entre eux à 15% des fonds propres s'élève à : **Néant**

L'article 1 est donc respecté.

- **Application de l'article 2 :**

Risques encourus sur un même bénéficiaire

Les risques encourus sur un même bénéficiaire, au sens de l'article 2 de la circulaire de la BCT n°91-24 telle que modifiée par la circulaire n°99-04, ne doivent pas excéder 25% des fonds propres nets.

Il n'existe pas de clients de Hannibal Lease dont les risques sont supérieurs ou égaux à 25% des fonds propres.

L'article 2 est respecté.

- **Application de l'article 3 :**

Risques encourus avec les personnes ayant des liens avec l'établissement de crédit au sens de l'article 23 de la loi 2001-65

Conformément à l'article 3 de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents, le montant total des risques encourus sur les personnes ayant des liens avec l'établissement financier au sens de l'article 43 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016, ne doit pas excéder une 75% des fonds propres nets.

Le montant total des risques encourus sur les personnes ayant des liens avec l'établissement financier au sens de l'article 23 de la loi n°2001-65 du juillet 2011 s'élève à : **17 978 689 DT (A)**

Le montant des fonds propres nets s'élève à DT : **92 605 411 DT (B)**

$$(A) / (B) = 0,1941 \text{ Inférieur à } 0,75$$

L'article 3 est respecté.

- **Application de l'article 4 :**

Couverture des risques encourus pondérés par les fonds propres nets

Conformément à l'article 4 de la circulaire BCT n°91-24, telle que modifiée par les textes subséquents, les fonds propres nets de l'établissement financier doivent représenter en permanence au moins 10% du total des risques encourus pondérés.

De même, les fonds propres nets de base ne peuvent être inférieurs à 7% des risques encourus.

Le montant des fonds propres nets de la société s'élève au 31 décembre 2017 à : **92 605 411 DT (A)**

Le montant des fonds propres nets de base de la société s'élève au 31 décembre 2017 à : **66 781 411 DT (B)**

Le montant des risques encourus pondérés s'élève à : **896 360 334 DT (C)**

(A) / (C) = 10,33%

(B) / (C) = 7,45%

L'article 4 est respecté.

3.9. Litige ou arbitrage

Aucun litige ou arbitrage, en dehors des affaires contentieuses relatives à l'activité courante de la société, n'est à signaler.

3.10. Politique sociale et effectif

Formation du personnel

La politique de formation du personnel de Hannibal Lease tient compte de :

- La politique de gestion de carrière.
- La gestion des compétences.
- Le développement des connaissances dans les activités métiers.
- Le développement de compétences en nouvelles technologies.

En 2017, le personnel d'Hannibal Lease a participé à plusieurs séminaires de formation, organisés par l'APBT, par l'institut de la BCT et par des cabinets de formation privés. En outre, Hannibal Lease a pris en charge les frais de formation d'un cadre en MBA en services financiers auprès de l'ABF.

Par ailleurs, Hannibal Lease organise périodiquement des séances de formation en interne pour initier ses cadres et agents aux différentes problématiques liées au risque, contrôle et éthique professionnelle outre les formations destinées à développer les compétences métiers et les connaissances légales, réglementaires et technologique de l'ensemble du personnel.

Avantages sociaux

Le personnel d'Hannibal Lease bénéficie des avantages sociaux suivants :

- Assurance Groupe Maladie.
- Prime de scolarité.
- Prime pour mariage et de Aid El Kebir.
- Tickets Restaurant.
- Assurance départ à la retraite.

Par ailleurs, Hannibal Lease prend en charge plusieurs activités sportives et culturelles d'un grand nombre du personnel.

Effectif

L'effectif de « Hannibal Lease » est composé de 127 personnes au 31/12/2017, avec un taux d'encadrement de 76,3%.

	2015	2016	2017
Cadres	75	69	71
Maîtrises	7	16	26
Exécutions	13	21	30
Total	95	106	127

3.11. Analyse SWOT

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">✓ Elle occupe la 2^{ème} place en termes de mises en forces et la 2^{ème} place en termes d'approbations ;✓ Elle dispose d'un système d'information satisfaisant ;✓ La société possède un taux d'encadrement assez élevé du personnel (76,3% en 2017).	<ul style="list-style-type: none">✓ Société ayant la notation la plus faible ;✓ N'étant pas adossée à un groupe bancaire, Hannibal Lease reste dépendante des marchés financiers pour son financement ;✓ Rentabilité faible comparativement au secteur.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none">✓ Des projets d'infrastructure à moyen terme devant profiter au secteur de leasing ;✓ Développer son réseau d'agences et augmenter sa part de marché.	<ul style="list-style-type: none">✓ Concurrence de plus en plus rude sur le marché ;✓ Conjoncture économique morose.

3.12. Politique d'investissement

La société Hannibal Lease prévoit un montant d'investissement sur la période du Business Plan de **10 MDT** réparti comme suit :

	2018 P	2019 P	2020 P	2021P	2022 P
Immobilisations Incorporelles	32 428				
Immobilisations Corporelles	7 840 193	240 000	700 000	550 000	600 000
Terrain					
Immeubles	6 774 821				
Matériel de Transport	231 200	150 000	200 000	250 000	300 000
Matériel et Mobilier de Bureau	328 205	50 000	100 000	100 000	100 000
Matériel Informatique	385 967	40 000	400 000	200 000	200 000
Installations Générales	120 000				
Affectation des immobilisations en cours en immeubles	8 170 285				
Total Immobilisations Incorporelles et Corporelles	7 872 621	240 000	700 000	550 000	600 000

Investissements en immobilisations financières

Prises de participation pour dégrèvement fiscal : 2,5 Millions de Dinars par an de 2018 à 2022

Chapitre 4- Patrimoine, Situation financière, Résultat

4.1 Patrimoine de la société au 31 décembre 2017

4.1.1 Créances sur la clientèle, opération de leasing

En DT	31-déc-17	31-déc-16	31-déc-15
Créances sur contrats mis en force	831 314 179	595 774 724	444 691 410
Encours financiers	804 981 509	574 517 361	426 462 063
Impayés	29 560 226	24 089 705	20 317 030
Intérêts échus différés	(3 347 211)	(2 883 079)	(2 153 794)
Valeurs à l'encaissement	119 656	50 736	66 110
Créances sur contrats en instance de mise en force	6 087 383	7 353 950	4 823 562
Total brut des créances leasing	837 401 562	603 128 674	449 517 971
A déduire couverture			
Provisions pour dépréciation des encours	(8 521 216)	(8 295 032)	(7 740 995)
Provisions pour dépréciation des impayés	(14 185 054)	(11 978 963)	(10 297 056)
Provisions collectives	(3 030 000)	(2 600 000)	(2 400 000)
Provisions additionnelles	(61 796)	(61 796)	(35 312)
Produits réservés	(1 695 527)	(1 421 380)	(1 103 820)
Total net des créances leasing	809 907 969	578 771 502	427 937 789

Les mouvements enregistrés durant la période sur l'encours des contrats de leasing sont indiqués ci-après :

Solde au 31 décembre 2016	<u>581 871 311</u>
<u>Addition de la période</u>	
- Investissements	549 729 502
- Relocations	15 041 521
<u>Retraits de la période</u>	
- Remboursement du capital	(305 156 200)
- Relocations	(13 958 674)
- Cessions à la valeur résiduelle	(224 099)
- Cessions anticipées	(16 234 470)
Solde au 31 décembre 2017	<u>811 068 892</u>

L'analyse de l'encours des contrats par maturité se présente comme suit :

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Créance à plus de cinq ans		13 531 308	5 877 882
- Créance à plus d'un an et moins de cinq ans		566 386 927	403 221 131
- Créance à moins d'un an		341 749 529	243 449 101
Paiement minimaux sur contrats actifs	(1)	<u>921 667 764</u>	<u>652 548 114</u>
- Revenus à plus de cinq ans		2 232 496	784 186
- Revenus à plus d'un an et moins de cinq ans		67 290 819	47 725 627
- Revenus à moins d'un an		62 557 911	45 667 836
Total des produits financiers non acquis	(2)	<u>132 081 226</u>	<u>94 177 649</u>
- Valeurs résiduelles	(3)	4 804 713	3 006 926
- Contrats suspendus	(4)	10 590 258	13 139 971
- Contrats en cours	(5)	6 087 383	7 353 950
<u>Encours financiers des contrats de leasing</u>	(6)=(1)-(2)+(3)+(4)+(5)	<u>811 068 892</u>	<u>581 871 311</u>

L'analyse de l'encours par secteur d'activité et par type de matériel se présente comme suit :

L'analyse par secteur d'activité :

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Bâtiment et travaux publics		187 711 823	125 445 435
- Industrie		97 224 576	59 837 015
- Tourisme		77 228 655	54 339 878
- Commerce et services		359 367 884	269 248 114
- Agriculture		89 535 954	73 000 869
	<u>Total</u>	<u>811 068 892</u>	<u>581 871 311</u>

L'analyse par type de matériel :

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Equipements		118 996 093	81 356 645
- Matériel roulant		556 969 089	423 696 415
- Matériel spécifique		83 917 523	41 402 353
	<u>Sous Total</u>	<u>759 882 705</u>	<u>546 455 413</u>
- Immobilier		51 186 187	35 415 898
	<u>Total</u>	<u>811 068 892</u>	<u>581 871 311</u>

L'analyse des impayés se présente comme suit :

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
<u>Clients ordinaires (1)</u>		16 048 836	12 200 051
Inférieur à 1 mois		7 642 987	5 640 104
Entre 1 à 3 mois		4 798 014	3 876 324
Entre 3 et 6 mois		973 914	786 231
Entre 6 mois et 1 année		947 215	732 912
Supérieur à 1 année		1 686 704	1 164 480
<u>Clients litigieux (2)</u>		13 511 390	11 889 654
	<u>Total (1)+(2)</u>	<u>29 560 226</u>	<u>24 089 705</u>

4.1.2 Portefeuille titres de placement

En DT	31-déc-17	31-déc-16	31-déc-15
– Actions cotées	1 422 343	1 590 343	1 656 321
– Titres SICAV	89 298	11 569	1 057 899
Total brut	1 511 641	1 601 913	2 714 220
– Provisions pour dépréciations des actions	-309 549	-315 380	-307 480
Total net	1 202 092	1 286 532	2 406 741

Au 31/12/2017, le portefeuille des actions cotées se présente comme suit :

Libellé	Nombre d'action Participation HL	Valeur nominale	Coût d'acquisition	Total	Coût moyen de décembre	Provision	pourcentage de détention
CARTHAGE CEMENT	79 312	1,000	2,893	229 414	2,327	(44 855)	0,046%
SAH	23 550	1,000	6,494	152 923	15,432	-	0,064%
TUNIS RE	13 050	5,000	9,518	124 204	7,991	(19 921)	0,087%
Tawasool	120 000	1,000	1,100	132 000	0,374	(87 120)	0,111%
Délice Holding	35 276	10,000	13,723	484 095	16,435	-	0,064%
UADH	38 462	6,500	6,500	250 003	2,662	(147 617)	0,104%
ARTES	6 500	5,000	7,647	49 706	6,103	(10 036)	0,033%
Total				1 422 343		(309 549)	

4.1.3 Portefeuille d'investissement

	31-déc-17	31-déc-16	31-déc-15
- Titres de participation	8 778 841	8 778 841	6 645 511
- Titres immobilisés	581 112	581 112	81 112
- Avances sur acquisitions de titres NIDA	-	-	586 666
Total	9 359 953	9 359 953	7 313 289

Les titres de participation s'analysent au 31 Décembre 2017 comme suit :

Emetteur	% détention	Nombre d'actions ou parts sociales	Valeur nominale	Coût d'acquisition	Date de souscription
- Société Amilcar LLD	99,16%	12 395	100	1 239 500	2014
- Société immobilière ECHARIFA	26,56%	23 104	100	2 200 000 *	2010-2012
- Société NIDA	29,84%	3 939 342	1	4 739 341 **	2010-2013-2014-2016
- Société Eclair Prym	24,00%	6 000	100	600 000	2013
Total				8 778 841	

(*) L'acquisition des 22.000 actions de la société immobilière ECHARIFA a été réalisée au prix de 100 dinars par action. Par ailleurs, cette dernière a réalisé une augmentation de capital par incorporation des réserves, la part de Hannibal Lease est de 1.104 actions gratuites.

(**) L'acquisition des 3.939.342 actions de la société NIDA SA a été réalisée à raison de 2.606.011 actions au prix de 1 dinars par action et 1.333.331 actions au prix de 1.6 dinars par action.

Les titres immobilisés s'analysent au 31 Décembre 2017 comme suit :

Emetteur	% détention	Nombre d'actions ou parts sociales	Valeur nominale	Coût unitaire d'acquisition	Montant Total	Date de souscription
- Fonds commun de placement MAC Equilibre	1,57%	100	100,000	100,000	10 000	2005
- Fonds commun de placement MAC Epargnant	0,18%	100	100,000	100,000	10 000	2005
- Fonds commun de placement MAC Croissance	0,52%	108	100,000	102,889	11 112	2005-2008
- Fonds commun de placement MAC Horizon	4,23%	5 000	100,000	100,000	500 000	2016
- Les sables du centre	16,67%	500	100,000	100,000	50 000	2005
Total					581 112	

4.1.4 Immobilisation corporelles et incorporelles au 31 décembre 2017

En DT

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute					Amortissements				Provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisition	Transfert	Cessions	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions	Fin de période		
Logiciels	33,3%	451 849	92 650	-	-	544 499	337 217	60 172	-	397 389	-	147 109
Total des immobilisations incorporelles		451 849	92 650	-	-	544 499	337 217	60 172	-	397 389	-	147 109
Terrain	-	5 670 140	-	-	-	5 670 140	-	-	-	-	-	5 670 140
Terrain hors exploitation	-	250 000	-	-	-	250 000	-	-	-	-	250 000	-
Immeubles	5,0%	2 630 526	-	-	-	2 630 526	792 782	131 526	-	924 308	-	1 706 218
Matériel de transport	20,0%	939 638	3 603	-	-	943 241	503 964	160 812	-	664 776	-	278 465
Equipements de bureau	10,0%	682 639	25 641	-	-	708 280	462 820	51 378	-	514 198	-	194 081
Matériel informatique	33,3%	502 454	28 276	-	-	530 729	388 365	60 672	-	449 037	-	81 692
Installations générales	10,0%	655 636	1 921	-	-	657 557	361 716	61 011	-	422 728	-	234 830
Autres matériels	10,0%	45 886	-	-	-	45 886	35 744	2 831	-	38 576	-	7 310
Immobilisations en cours		943 484	3 444 794	376 921	186 900	4 578 299	-	-	-	-	-	4 578 299
Avances et acomptes aux fournisseurs d'immobilisations		650 952	392 758	(376 921)	-	666 789	-	-	-	-	-	666 789
Total des immobilisations corporelles		12 971 354	3 896 993	-	186 900	16 681 446	2 545 391	468 232	-	3 013 623	250 000	13 417 824
TOTAUX		13 423 203	3 989 643	-	186 900	17 225 945	2 882 608	528 404	-	3 411 012	250 000	13 564 933

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.
Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

4.2 Etats financiers individuels comparés arrêtés au 31 décembre

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers individuels de la société arrêtés au 31/12/2017 ne s'accroissent pas aux dispositions du système comptable des entreprises notamment en ce qui concerne les notes aux états financiers qui ne comportent pas les informations et renseignements ci-après :

- Une note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des états financiers, conformément aux dispositions du paragraphe 36 de la NC 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture ;
- Une note sur les règles de prise en compte des gains et des pertes de change et de la couverture contre les risques de change du groupe et ce, conformément aux dispositions du paragraphe 82 de la NC 01 norme générale ainsi que les règles de conversion des opérations en monnaies étrangères.

Hannibal Lease s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et ce pour les états financiers individuels arrêtés au 31/12/2018 et suivants.

4.2.1 Bilans individuels comparés au 31 décembre

En DT

			31/12/2017	31/12/16	31/12/15
Actifs	Notes				
Liquidités et équivalents de liquidités	4		4 671 188	14 431 009	7 240 908
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	5		809 907 969	578 771 502	427 937 789
Portefeuille -titres de placement	6		1 202 092	1 286 532	2 406 741
Portefeuille d'investissement	7		9 359 953	9 359 953	7 313 289
Valeurs Immobilisées	8		13 564 933	10 290 595	9 491 162
Autres actifs	9		14 024 615	17 056 109	5 949 830
Total des actifs			852 730 750	631 195 700	460 339 719
Passifs					
Concours bancaires	10		15 660 880	11 722 960	1 254 018
Dettes envers la clientèle	11		8 524 277	5 199 476	5 685 303
Emprunts et dettes rattachées	12		610 356 838	487 100 412	365 028 023
Fournisseurs et comptes rattachées	13		140 514 665	67 519 395	35 781 641
Autres passifs	14		5 166 904	5 566 418	2 822 545
Total des passifs			780 223 563	577 108 661	410 571 529
Capitaux propres					
Capital social			40 180 000	28 700 000	28 700 000
Réserves			5 783 659	5 041 480	4 663 524
Prime d'émission			13 996 000	8 830 000	8 830 000
Actions propres			(832 733)	(398 915)	-1 292
Résultats reportés			5 177 500	4 846 306	2 940 255
Résultats de l'exercice			8 202 760	7 068 169	4 635 703
Total capitaux propres	15		72 507 187	54 087 039	49 768 190
Total des capitaux propres et des passifs			852 730 750	631 195 700	460 339 719

4.2.2 Etat des engagements hors bilan au 31 décembre 2017

	En DT	
	31 Décembre 2017	31 Décembre 2016
ENGAGEMENTS DONNES	131 345 437	124 288 424
Engagements de Financement en Faveur de la Clientèle	46 258 490	50 146 914
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	85 086 947	74 141 510
ENGAGEMENTS RECUS	1 710 135 150	1 269 917 906
Cautions Reçues	630 472 460	482 579 060
Garanties Reçues	336 570	630 963
Intérêts à Echoir sur Contrats Actifs	132 081 226	94 177 649
Valeurs des biens, objet de leasing	947 244 894	692 530 235
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	49 799 645	37 505
Emprunts obtenus non encore encaissés	49 770 000	-
Effets escomptés sur la clientèle	29 645	37 505

4.2.3 Etats de résultat comparés au 31 décembre

En DT	Notes	31-déc-17	31-déc-16	31-déc-15
Produits d'exploitation				
Intérêts et produits assimilés de leasing	16	69 619 440	51 826 610	39 641 130
Intérêts et charges assimilées	17	(44 095 869)	(30 433 146)	(23 671 235)
Produits des placements	18	184 389	561 512	421 147
Autres produits d'exploitation	19	30 266	28 825	27 452
Produits nets		25 738 226	21 983 800	16 418 494
Charges d'exploitation				
Charges de personnel	20	7 047 593	5 465 389	4 520 993
Dotations aux amortissements	21	596 503	512 335	575 730
Autres charges d'exploitation	22	3 579 811	3 288 798	2 646 892
Total charges d'exploitation		11 223 906	9 266 522	7 743 615
Résultat d'exploitation avant provisions		14 514 320	12 717 278	8 674 879
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	23	2 862 275	2 462 429	2 778 299
Dotations nettes aux autres provisions	24	141 050	447 285	224 834
Résultat d'exploitation		11 510 996	9 807 564	5 671 746
Autres pertes ordinaires	25	(437 315)	(15 366)	(1 400)
Autres gains ordinaires	26	81	59 161	95 287
Résultat des activités ordinaires avant impôt		11 073 761	9 851 359	5 765 633
Impôts sur les bénéfices	27	(2 296 801)	(2 024 139)	(1 129 930)
Résultat des activités ordinaires après impôt		8 776 960	7 827 221	4 635 703
Contribution conjoncturelle	27	(574 200)	(759 052)	-
Résultat Net de l'exercice		8 202 760	7 068 169	4 635 703
Résultat par action		1,256	1,119	0,819

4.2.4 Etats de flux de trésorerie comparés au 31 décembre

En DT	Notes	31-déc-17	31-déc-16	31-déc-15
Flux de trésorerie liés à l'exploitation				
Encaissements reçus des clients	28	448 108 048	334 539 023	274 763 616
Décaissements pour financement de contrats de leasing	29	(551 002 909)	(411 149 263)	(305 257 753)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	30	(10 839 314)	(8 203 588)	(7 913 076)
Intérêts payés	31	(41 242 920)	(27 791 865)	(22 505 609)
Impôts et taxes payés	32	(3 669 680)	(1 737 614)	(2 212 877)
Restitution du crédit TVA		19 723 440		
Autres flux liés à l'exploitation	36	(1 672 405)	2 007 799	(1 416 947)
Flux de trésorerie provenant de (affecté à) l'exploitation		(140 595 741)	(112 335 509)	(64 542 645)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	33	(3 937 844)	(5 167 220)	(2 436 227)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	34	160 000	55 499	79 600
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	-		(2 046 664)	(1 756 338)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement		(3 777 844)	(7 158 385)	(4 112 964)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Encaissements suite à l'émission d'actions	15	13 776 000	-	-
Décaissements suite au rachat d'actions propres	15	(1 033 154)	(656 955)	(509 293)
Décaissements suite à la cession d'actions propres	15	595 791	258 491	1 720 132
Dividendes et autres distributions	35	(3 121 250)	(2 350 854)	(2 009 000)
Encaissements provenant des emprunts	12	898 230 000	671 000 000	596 250 000
Remboursements d'emprunts	12	(777 771 543)	(552 035 629)	(521 965 433)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement		130 675 844	116 215 053	73 486 406
Variation de trésorerie		(13 697 741)	(3 278 841)	4 830 796
Trésorerie au début de l'exercice	4 et 10	2 708 050	5 986 891	1 156 095
Trésorerie à la clôture de l'exercice	4 et 10	(10 989 692)	2 708 050	5 986 891

4.2.5 Schéma des Soldes Intermédiaires de Gestion comparés au 31 décembre

En DT

PRODUITS			CHARGES			SOLDES		
	Décembre	Décembre		Décembre	Décembre		Décembre	Décembre
	2017	2016		2017	2016		2017	2016
Intérêts de leasing	66 738 625	49 446 765	Intérêts et charges assimilés	44 095 868	30 433 146			
Intérêts de retard	867 800	922 499						
Variation des produits réservés	(274 147)	(317 561)						
Produits accessoires	2 287 162	1 774 907						
Autres produits d'exploitation	30 266	28 825						
<u>Intérêts et produits assimilés de leasing</u>	<u>69 649 706</u>	<u>51 855 435</u>	<u>Total des intérêts et charges assimilés</u>	<u>44 095 868</u>	<u>30 433 146</u>	<u>Marge commerciale (PNB)</u>	<u>25 553 838</u>	<u>21 422 288</u>
Marge commerciale (PNB)	25 553 838	21 422 288	Autres charges d'exploitation	3 579 811	3 288 798			
Produits des placements	184 389	561 512	Charges de personnel	7 047 593	5 465 389			
<u>Sous total</u>	<u>25 738 226</u>	<u>21 983 800</u>	<u>Sous total</u>	<u>10 627 403</u>	<u>8 754 187</u>	<u>Excédent brut d'exploitation</u>	<u>15 110 823</u>	<u>13 229 613</u>
Excédent brut d'exploitation	15 110 823	13 229 613	Dotations aux amortissements et aux résorptions	596 503	512 335			
Reprises sur provisions :			Dotations aux provisions :					
- Suite au recouvrement des créances	1 394 633	1 093 001	- Pour dépréciation des créances	3 826 908	3 355 430			
- pour titres de participation	102 371	108 425	- Collectives	430 000	200 000			
Autres produits ordinaires	81	59 161	- Pour dépréciation des titres	96 540	116 325			
			- Pour risques et charges	75 000	389 375			
			- Pour autres actifs	71 881	50 010			
			Autres pertes ordinaires	437 315	15 366			
			Impôts sur les bénéfices	2 296 801	2 024 139			
<u>Sous total</u>	<u>16 607 909</u>	<u>14 490 200</u>	<u>Sous total</u>	<u>7 830 948</u>	<u>6 662 980</u>	<u>Résultat des activités ordinaires</u>	<u>8 776 960</u>	<u>7 827 221</u>
Résultat des activités ordinaires	8 776 960	7 827 221	Contribution onjoncturelle	574 200	759 052			
<u>Sous total</u>	<u>8 776 960</u>	<u>7 827 221</u>	<u>Sous total</u>	<u>574 200</u>	<u>759 052</u>	<u>Résultat net</u>	<u>8 202 760</u>	<u>7 068 169</u>

4.2.6 Notes aux états financiers arrêtés au 31 décembre 2017

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

1-1 Présentation générale

La société Hannibal Lease est une société anonyme de droit tunisien constituée le 30 Juillet 2001 avec un capital initial de 5.000.000 Dinars divisé en 500.000 actions de 10 Dinars chacune.

L'assemblée générale extraordinaire du 1er novembre 2005 a décidé de réduire le capital d'un montant de 168.750 Dinars, correspondant à la partie non libérée à cette date, et ce pour le ramener de 5.000.000 Dinars à 4.831.250 Dinars, par l'annulation de 16.875 actions d'une valeur nominale de 10 Dinars.

Parallèlement, la même assemblée a décidé de porter le capital à 10.000.000 Dinars par l'émission et la création de 516.875 actions nouvelles de 10 Dinars chacune, souscrites en numéraire et libérées à concurrence de 61,30 % lors de la souscription. Le reliquat a été libéré au cours du 2ème semestre 2007.

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 24 juin 2008 a décidé de porter le capital de 10.000.000 Dinars à 20.000.000 Dinars et ce, par l'émission et la création de 1.000.000 d'actions nouvelles, au prix de 11 Dinars, correspondant à la valeur nominale de 10 Dinars, majoré d'une prime d'émission de 1 Dinar par action.

L'assemblée générale extraordinaire du 16 juillet 2012 a décidé de réduire la valeur nominale de l'action pour la ramener de 10 Dinars à 5 Dinars et de porter ainsi, le nombre d'actions composant le capital social de 2.000.000 à 4.000.000 d'actions.

L'assemblée générale extraordinaire du 17 avril 2013, a décidé l'ouverture du capital de la société et l'introduction de ses titres sur le marché principal de la cote de la Bourse des valeurs mobilières et d'augmenter le capital social de la société avec renonciation aux droits préférentiels de souscription au profit de nouveaux souscripteurs et ce, pour un montant de 8.700.000 dinars en numéraire pour le porter de 20.000.000 dinars à 28.700.000 dinars par l'émission de 1.740.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 5 dinars chacune.

Le prix d'émission a été fixé à 9,500 dinars l'action, soit 5 dinars de nominal et 4,500 dinars de prime d'émission, libéré intégralement lors de la souscription, avec jouissance à compter du 1^{er} janvier 2013.

Enfin, l'assemblée générale extraordinaire réunie le 17 mai 2017 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 11.480.000 dinars pour le porter de 28.700.000 dinars à 40.180.000 dinars et ce, simultanément, de la manière suivante :

- Par apport en numéraire pour un montant de 13.776.000 dinars par la création de 1.722.000 actions nouvelles émises au prix de 8 dinars l'action, soit 5 dinars de nominal et 3 dinars de prime d'émission (3 actions nouvelles pour 10 actions anciennes). Les nouvelles actions ont été souscrites en numéraire et libérées intégralement lors de la souscription. Elles portent jouissance au 1^{er} Janvier 2017.

- Par incorporation de réserves pour un montant de 2.870.000 dinars (1 action gratuite pour 10 actions anciennes) portant jouissance au 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, le capital social s'élève au 31 décembre 2017, à 40.180.000 Dinars composé de 8.036.000 actions d'une valeur nominale de 5 Dinars libérée en totalité.

La société a pour objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers à usage professionnel, industriel, agricole, commercial et de service.

L'activité de la société est régie par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, ainsi que la loi n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing.

1-2 Régime fiscal

1-2-1 Impôt sur les sociétés :

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles du droit commun. Elle ne bénéficie à ce titre d'aucune exonération résultant d'avantages fiscaux accordés ou autres.

L'impôt sur les sociétés dû est décompté au taux de 35% et ne peut être inférieur au minimum de 0,2% du chiffre d'affaires brut toutes taxes comprises.

Toutefois et en vertu des dispositions de la loi n° 2010-29 du 7 juin 2010 relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la bourse, la société bénéficie de la réduction du taux d'imposition de 35% à 20% pendant une période de cinq ans à partir de l'année d'admission.

Les amortissements financiers relatifs aux équipements, matériels et immeubles objets de contrats de leasing sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable et ce, en vertu des dispositions de la loi de finances 2000-98 du 25 décembre 2000.

L'article 44 de la loi des finances pour la gestion 2008 a abrogé ces dispositions, et ce, pour les amortissements financiers relatifs aux équipements, matériels et immeubles exploités dans le cadre de contrats de leasing à partir du 1er janvier 2008.

Par ailleurs, et depuis 1996, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi, les provisions au titre des créances douteuses sont déductibles en totalité.

1-2-2 Taxe sur la valeur ajoutée :

De par son statut d'établissement financier de leasing, Hannibal Lease est un assujetti total à la taxe sur la valeur ajoutée.

L'article 49 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi des finances pour l'année 2008, a prévu que la TVA est liquidée, pour les opérations de leasing, sur la base de tous les montants dus au titre de ces opérations.

Il s'ensuit que l'assiette de la TVA comprend :

- Les montants relatifs aux loyers facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2007,
- Les montants relatifs au remboursement du coût d'acquisition des immobilisations ainsi que les intérêts facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus à partir du 1er janvier 2008.

Par ailleurs, l'article 50 de la même loi a prévu que les entreprises qui réalisent des opérations de leasing peuvent déduire la TVA grevant leurs achats d'équipements, matériels et immeubles destinés à être exploités dans le cadre des contrats de leasing, et ce nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

Il s'ensuit que les entreprises qui réalisent des opérations de leasing peuvent déduire la TVA relative aux équipements, matériels et immeubles destinés à l'exploitation dans le cadre de contrats de leasing et ce nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

1-2-3 Autres impôts et taxes :

Hannibal Lease est essentiellement soumise aux autres taxes suivantes :

- La taxe sur les établissements industriels et commerciaux (T.C.L) au taux de 0,2% sur la base des loyers pour les contrats conclus avant 2008, et des marges pour les contrats conclus à partir de janvier 2008.

- La taxe de formation professionnelle calculée au taux de 2% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.

- La contribution au FOPROLOS calculée au taux de 1% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.

Note 2. Référentiel comptable

Les états financiers d'Hannibal Lease, arrêtés au 31 décembre 2017, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Lesdits principes s'appuient sur :

- Le système comptable des entreprises promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996.
- Les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes.

Aucune divergence significative entre les méthodes comptables appliquées par Hannibal Lease et les normes comptables tunisiennes n'est à souligner.

Note 3. Bases de mesure et principes comptables pertinents :

Les bases de mesure et les principes comptables pertinents adoptés par la Société pour l'établissement de ses états financiers peuvent être résumés comme suit :

3-1 Bases de mesure

Les états financiers ont été établis en adoptant le concept du capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

3-2 Unité monétaire

Les états financiers d'Hannibal Lease sont libellés en Dinar Tunisien.

3-3 Sommaire des principales méthodes comptables

3-3-1 Comptabilisation des créances issues d'opérations de leasing :

Les contrats de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions). La durée contractuelle du bail varie entre deux et dix ans. A la fin du contrat, le locataire aura la possibilité de lever l'option d'achat du bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, juridiquement et pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

Ces contrats transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs donnés en location et justifient, comptablement, leur classification en tant que contrats de location-financement.

Antérieurement au 1^{er} janvier 2008, et par dérogation à la convention comptable de base de prééminence du fond sur la forme, les immobilisations données en leasing figuraient parmi les actifs corporels de la société pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements financiers et des pertes de valeurs correspondant aux risques de non recouvrement de l'encours financier.

Les redevances de crédit-bail, échues et non courues à la date de clôture, figuraient parmi les passifs sous l'intitulé « produits constatés d'avance ».

Avec l'entrée en vigueur, à partir du 1^{er} janvier 2008, de la norme comptable relative aux contrats de location (NC 41), telle qu'approuvée par l'arrêté du ministre des finances du 28 janvier 2008, la société comptabilise, au bilan, les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement selon une approche faisant prévaloir la substance économique des transactions et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Cette approche a été appliquée de manière rétrospective à tous les contrats mis en force avant le 1^{er} janvier 2008.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat diminué des produits financiers non acquis.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location financement.

Les paiements minimaux au titre de la location, sont les paiements que le preneur est, ou peut être, tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

- a- la somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et
- b- la valeur actualisée de (a) ci-dessus, au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location est le taux d'actualisation qui donne, au commencement du contrat de location, une valeur actuelle cumulée (a) des paiements minimaux au titre de la location et de (b) la valeur résiduelle non garantie égale à la somme (i) de la juste valeur de l'actif loué et (ii) des coûts directs initiaux de bailleur.

Pour le cas spécifique de Hannibal Lease :

- a) la valeur résiduelle non garantie est nulle ;
- b) les coûts directs initiaux (frais de dossier et enregistrement) sont supportés par le locataire à la signature du contrat.

Hannibal Lease vise à répartir les revenus financiers sur la durée du contrat de location selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base d'un schéma reflétant une rentabilité périodique constante de l'encours d'investissement net de la société. Les paiements au titre de la location correspondant à l'exercice, sont imputés sur l'investissement brut résultant du contrat de location pour diminuer à la fois le montant du principal et le montant des produits financiers non acquis.

3-3-2 Provisions sur créances issues d'opérations de leasing :

Des dépréciations sont constituées sur les créances issues d'opérations de leasing dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du concours, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille.

Dépréciation, à base individuelle, des créances issues d'opérations de leasing :

Les provisions sur créances issues d'opérations de leasing sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, qui fixe les classes de risque de la manière suivante :

A- Actifs courants

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier

B2- Actifs incertains

B3- Actifs préoccupants

B4- Actifs compromis

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

Le taux de provisionnement retenu par la société correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par la circulaire BCT n° 91-24, à savoir :

B2- Actifs incertains	20%
B3- Actifs préoccupants	50%
B4- Actifs compromis	100%

Ces taux sont appliqués à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement brut déduction faite des produits réservés et de la valeur de réalisation attendue des biens donnés en leasing et des garanties obtenues qui relèvent de celles admises par la circulaire précitée, à savoir :

- Les cautions bancaires ;
- Les actifs financiers affectés ;
- Les dépôts de garantie ;
- Les hypothèques inscrites ;

La valeur du matériel donnée en leasing est prise en tant que garantie pour le calcul des provisions pour créances, et ce, compte tenu d'une décote annuelle qui varie selon la nature du matériel financé.

Les principes retenus pour l'appréciation de la valeur de réalisation attendue des biens en location sont les suivants :

- Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge

Pour certains contrats de leasing classés en actifs compromis, la valeur du bien est considérée nulle, tant que ledit bien n'a pas fait l'objet d'une évaluation individuelle circonstanciée tenant compte des possibilités réelles d'encaissement ou de récupération.

Dépréciation, à base collective, des créances issues d'opérations de leasing :

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91-24 telle que complétée par la circulaire n°2012-09 du 29 juin 2012, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille.

Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique " Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées" en tant que composante du coût du risque encouru par Hannibal Lease.

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations de leasing sont déduites des actifs correspondants.

L'exercice du jugement expérimenté de la Direction peut conduire la société à constater des provisions collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels ; tel peut être le cas lorsque les conséquences de ces événements n'ont pu être mesurées avec la précision nécessaire pour ajuster les paramètres servant à déterminer la provision collective sur les portefeuilles homogènes non spécifiquement dépréciés.

Provisions additionnelles :

En application des dispositions de la circulaire de la BCT n° 2013-21 du 30 décembre 2013, il est constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe B4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe B4 est déterminée selon la formule suivante : $A=N-M+1$ tel que :

- ✓ A : Ancienneté dans la classe B4 ;
- ✓ N : Année d'arrêté des états financiers ;
- ✓ M : Année de la dernière migration vers la classe B4.

3-3-3 Revenus sur créances issues d'opérations de leasing :

Antérieurement au 1^{er} janvier 2008, les loyers bruts facturés et rattachés à la période incluant aussi bien l'amortissement financier du capital, que la marge financière brute (intérêt) figuraient pour leur montant intégral sous l'intitulé « Revenus bruts de leasing » au niveau de l'état de résultat. Pour corriger le solde du produit net de leasing, la portion du loyer couru correspondant au remboursement du capital, figuraient en soustractif sous l'intitulé « Dotations aux amortissements des immobilisations en location ».

L'abandon du traitement patrimonial des opérations de leasing, à partir de l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2008, de la norme NC 41 relative aux contrats de location, était à l'origine de la reconsidération de la méthode susvisée.

Désormais, seule la marge financière brute (intérêt) figure au niveau de l'état de résultat sous l'intitulé « Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing ».

Les intérêts des contrats de location-financement sont répartis sur la durée du contrat selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base du taux implicite du contrat de location.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts relatifs aux créances classées parmi les « actifs courants » (classe A) ou parmi les « actifs nécessitant un suivi particulier » (classe B1), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont portés au résultat à mesure qu'ils sont courus. Ceux relatifs aux créances non performantes classées parmi les « actifs incertains » (classe B2), les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits au bilan en tant que produits réservés venant en déduction de la rubrique « Créances issues d'opérations de leasing ».

3-3-4 Comptabilisation des placements et des revenus y afférents :

Les placements sont classés en deux catégories. Les placements à court terme (Portefeuille-titres de placement) et les placements à long terme (Portefeuille d'investissement).

- Placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que la société n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance. Toutefois, le fait de détenir de tels placements pendant une période supérieure à un an ne remet pas en cause, si l'intention n'a pas changé, leur classement parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à court terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur de marché est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Pour les placements à court terme en titres émis par des O.P.C.V.M, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur liquidative de la dernière journée du mois concerné par l'arrêté comptable telle que publiée dans le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier.

Le transfert des placements à court terme en placements à long terme, s'effectue individuellement au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur, ou à la valeur de marché s'ils étaient antérieurement comptabilisés à cette valeur.

- **Placements à long terme**

Sont classés dans cette catégorie, les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont également des placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les placements à long terme sont évalués à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés, la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

Le transfert des placements à long terme en placements à court terme s'effectue :

- au plus faible du coût d'acquisition et de la valeur comptable, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués au plus faible du coût et de la juste valeur.

- à la valeur de marché, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués à la valeur de marché, la différence par rapport à la valeur comptable est portée en résultat.

- **Comptabilisation des revenus des placements**

Les intérêts sur titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée, par référence au taux de rendement effectif.

Les dividendes sur les titres à revenu variable, détenus par la société, sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice des titres.

3-3-5 Comptabilisation des emprunts et des charges y afférentes

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique « Emprunts et dettes rattachées ».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de change étant couvert.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges financières à mesure qu'ils sont courus.

Les commissions encourues lors de l'émission des emprunts sont portées à l'actif en tant que charges reportées et amorties systématiquement sur la durée de l'emprunt au prorata des intérêts courus.

3-3-6 Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition incluant notamment leur prix d'achat hors taxes déductibles ainsi que les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs d'installation et de formation.

Les immobilisations de la société sont linéairement amorties, à partir de la date de leur mise en service, sur la base de leur durée de vie utile estimative.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de la société, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

- Logiciels	33,3%
- Immeuble	5,0%
- Matériel de transport	20,0%
- Mobilier et matériel de bureau	10,0%
- Matériel informatique	33,3%
- Installations générales	10,0%
- Autres matériels	10,0%

3-3-7 Créances et dettes libellées en monnaies étrangères :

A la date de clôture les dettes et les créances en monnaies étrangères sont évaluées en utilisant le taux de change en vigueur à cette date. Les différences de change en résultant sont comptabilisées, conformément à la norme 15 relatives aux opérations en monnaie étrangères, dans les comptes de résultat de l'exercice

3-3-8 Taxe sur la valeur ajoutée :

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

3-3-9 Impôt sur les bénéfices :

La charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée par la société correspond à celle exigible en vertu de l'application des règles de détermination du bénéfice imposable.

L'incidence des décalages temporels entre la valeur comptable des actifs et passifs de la société et leur base fiscale n'est pas ainsi, prise en compte.

3-3-10 Compensation des actifs et passifs d'impôt exigible :

Bien que les actifs (acomptes provisionnels, retenues à la source et excédents d'impôt reportés) et passifs (impôt sur les sociétés dû) d'impôt exigible soient comptabilisés et évalués séparément, ils sont compensés

au bilan en raison de l'existence d'un droit juridiquement exécutoire permettant une telle compensation qui est prévu par les dispositions de l'article 54 du code de l'IRPP et de l'IS.

3-4 Contrôle fiscal

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre des différents impôts et taxes auxquels elle est soumise et couvrant la période allant du 1^{er} Janvier 2012 au 31 décembre 2015.

Une notification des résultats de la vérification fiscale a été adressée à la société en Décembre 2016 et ayant pour effet de réclamer à la société un complément d'impôts et taxes pour un montant de 748.431 DT dont 262.537 DT de pénalités et de ramener le crédit de TVA constaté au 31 décembre 2015 de 2.795.985 DT à 2.176.671 DT.

Dans ce cadre et en application de l'article 44 du code des droits et des procédures fiscaux, la société a formulé, en Janvier 2017, son opposition quant aux résultats de la vérification fiscale et a présenté ses observations et arguments justifiant la régularité de sa situation fiscale et la sincérité de ses déclarations, néanmoins l'administration n'a pas retenu toutes les observations et arguments présentés par la société.

La société a reformulé son opposition quant à la réponse de l'administration fiscale, en mars 2017.

Le dénouement de cette opération a eu lieu en 2017, sans recours juridictionnel et a eu pour effet de ramener le complément des impôts et taxes réclamés à 429.826 DT dont 62.738 DT de pénalités, le crédit de TVA constaté au 31 décembre 2015 de 2.795.985 DT à 2.203.671.

A ce titre, et compte tenu de l'effet des corrections symétriques qui en découlent, la société a enregistré des pertes pour un montant de 557.800 DT et a procédé à la reprise sur les provisions antérieures pour 389.375 DT.

3-5 Contrôle social

Au cours de l'exercice 2017, la société Hannibal Lease a fait l'objet d'une vérification approfondie de sa situation sociale, pour la période allant du 1^{er} Janvier 2014 au 31 Décembre 2016.

Le dénouement de cette opération a eu lieu en 2017, sans recours juridictionnels et a eu pour effet de payer un complément de cotisations en principal de 187.439 DT.

NOTE 4 : Liquidités et équivalents de liquidités

Ce poste se détaille comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Banques	4 670 288	14 429 802
- Caisses	900	1 208
<u>Total</u>	<u><u>4 671 188</u></u>	<u><u>14 431 009</u></u>

NOTE 5 : Créances sur la clientèle, opérations de leasing

Cette rubrique s'analyse ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
Créances sur contrats mis en force	831 314 179	595 774 724
Encours financiers	804 981 509	574 517 361
Impayés	29 560 226	24 089 705
Intérêts échus différés	(3 347 211)	(2 883 079)
Valeurs à l'encaissement	119 656	50 736
Créances sur contrats en instance de mise en force	6 087 383	7 353 950
Total brut des créances leasing	<u><u>837 401 562</u></u>	<u><u>603 128 674</u></u>
<u>A déduire couverture</u>		
Provisions pour dépréciation des encours	(8 521 216)	(8 295 032)
Provisions pour dépréciation des impayés	(14 185 054)	(11 978 963)
Provisions collectives	(3 030 000)	(2 600 000)
Provisions additionnelles	(61 796)	(61 796)
Produits réservés	(1 695 527)	(1 421 380)
Total net des créances leasing	<u><u>809 907 969</u></u>	<u><u>578 771 502</u></u>

Les mouvements enregistrés durant la période sur l'encours des contrats de leasing sont indiqués ci-après :

Solde au 31 décembre 2016	<u><u>581 871 311</u></u>
<u>Addition de la période</u>	
- Investissements	549 729 502
- Relocations	15 041 521
<u>Retraits de la période</u>	
- Remboursement du capital	(305 156 200)
- Relocations	(13 958 674)
- Cessions à la valeur résiduelle	(224 099)
- Cessions anticipées	(16 234 470)
<u>Solde au 31 décembre 2017</u>	<u><u>811 068 892</u></u>

5.1 Analyse par maturité

L'analyse de l'encours des contrats par maturité se présente comme suit :

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Créance à plus de cinq ans		13 531 308	5 877 882
- Créance à plus d'un an et moins de cinq ans		566 386 927	403 221 131
- Créance à moins d'un an		341 749 529	243 449 101
Paiement minimaux sur contrats actifs	(1)	<u>921 667 764</u>	<u>652 548 114</u>
- Revenus à plus de cinq ans		2 232 496	784 186
- Revenus à plus d'un an et moins de cinq ans		67 290 819	47 725 627
- Revenus à moins d'un an		62 557 911	45 667 836
Total des produits financiers non acquis	(2)	<u>132 081 226</u>	<u>94 177 649</u>
- Valeurs résiduelles	(3)	4 804 713	3 006 926
- Contrats suspendus	(4)	10 590 258	13 139 971
- Contrats en cours	(5)	6 087 383	7 353 950
<u>Encours financiers des contrats de leasing</u>	(6)=(1)-(2)+(3)+(4)+(5)	<u>811 068 892</u>	<u>581 871 311</u>

5.2 Analyse de l'encours par secteur d'activité et par type de matériel

5.2.1 Analyse par secteur d'activité

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Bâtiment et travaux publics		187 711 823	125 445 435
- Industrie		97 224 576	59 837 015
- Tourisme		77 228 655	54 339 878
- Commerce et services		359 367 884	269 248 114
- Agriculture		89 535 954	73 000 869
	<u>Total</u>	<u>811 068 892</u>	<u>581 871 311</u>

5.2.2 Analyse par type de matériel

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Equipements		118 996 093	81 356 645
- Matériel roulant		556 969 089	423 696 415
- Matériel spécifique		83 917 523	41 402 353
	<u>Sous Total</u>	<u>759 882 705</u>	<u>546 455 413</u>
- Immobilier		51 186 187	35 415 898
	<u>Total</u>	<u>811 068 892</u>	<u>581 871 311</u>

5.3 Impayés

L'analyse des impayés se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
<u>Clients ordinaires (1)</u>	16 048 836	12 200 051
Inférieur à 1 mois	7 642 987	5 640 104
Entre 1 à 3 mois	4 798 014	3 876 324
Entre 3 et 6 mois	973 914	786 231
Entre 6 mois et 1 année	947 215	732 912
Supérieur à 1 année	1 686 704	1 164 480
<u>Clients litigieux (2)</u>	13 511 390	11 889 654
	<hr/>	<hr/>
<u>Total (1)+(2)</u>	<u>29 560 226</u>	<u>24 089 705</u>

Note 5 : ANALYSE ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE (SUITE)

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B 1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B 2 Actifs incertains	B 3 Actifs préoccupants	B 4 Actifs compromis	
Encours financiers	685 511 130	102 494 364	1 449 968	629 075	14 896 972	804 981 509
Impayés	2 228 888	9 690 323	508 720	605 930	16 526 365	29 560 226
Contrats en instance de mise en force	5 759 572	327 475	-	-	336	6 087 383
CREANCES LEASING	693 499 590	112 512 162	1 958 688	1 235 005	31 423 673	840 629 117
Avances reçues (*)	(7 767 430)	(185)	(384)	-	(750 277)	(8 518 277)
ENCOURS GLOBAL	685 732 160	112 511 977	1 958 303	1 235 005	30 673 396	832 110 841
ENGAGEMENTS HORS BILAN	43 520 602	2 737 888	-	-	-	46 258 490
TOTAL ENGAGEMENTS	729 252 762	115 249 866	1 958 303	1 235 005	30 673 396	878 369 331
Produits réservés	-	-	(51 782)	(53 275)	(1 590 470)	(1 695 527)
Provisions sur encours financiers	-	-	(5 944)	(21 214)	(8 494 058)	(8 521 216)
Provisions sur impayés	-	-	(34 829)	(272 787)	(13 877 438)	(14 185 054)
Provisions additionnelles	-	-	-	-	(61 796)	(61 796)
TOTAL DE LA COUVERTURE	-	-	(92 555)	(347 277)	(24 023 761)	(24 463 593)
ENGAGEMENTS NETS	729 252 762	115 249 866	1 865 748	887 728	6 649 635	853 905 737
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4)			0,22%	0,14%	3,49%	
			3,86%			
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4) au 31 décembre 2016			4,68%			
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés			4,73%	28,12%	78,32%	
			72,23%			
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés au 31 décembre 2016			71,37%			

(*) Présentés au niveau des passifs (Dettes envers la clientèle)

NOTE 6 : Portefeuille-titres de placement

L'analyse du portefeuille-titres de placement se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Actions cotées	1 422 343	1 590 343
- Titres SICAV	89 298	11 569
<u>Total brut</u>	<u>1 511 641</u>	<u>1 601 913</u>
- Provisions pour dépréciation des actions cotées	(309 549)	(315 380)
<u>Total net</u>	<u>1 202 092</u>	<u>1 286 532</u>

Le portefeuille des actions cotées se présente comme suit :

Libellé	Nombre d'action Participation HL	Valeur nominale	Coût d'acquisition	Total	Coût moyen de décembre	Provision	pourcentage de détention
CARTHAGE CEMENT	79 312	1,000	2,893	229 414	2,327	(44 855)	0,046%
SAH	23 550	1,000	6,494	152 923	15,432	-	0,064%
TUNIS RE	13 050	5,000	9,518	124 204	7,991	(19 921)	0,087%
Tawasool	120 000	1,000	1,100	132 000	0,374	(87 120)	0,111%
Délice Holding	35 276	10,000	13,723	484 095	16,435	-	0,064%
UADH	38 462	6,500	6,500	250 003	2,662	(147 617)	0,104%
ARTES	6 500	5,000	7,647	49 706	6,103	(10 036)	0,033%
Total				1 422 343		(309 549)	

NOTE 7 : Portefeuille d'investissement

L'analyse du portefeuille d'investissement se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Titres de participation	8 778 841	8 778 841
- Titres immobilisés	581 112	581 112
<u>Total</u>	<u>9 359 953</u>	<u>9 359 953</u>

Les titres de participation s'analysent au 31 Décembre 2017 comme suit :

Emetteur	<u>% détention</u>	<u>Nombre d'actions ou parts sociales</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Coût d'acquisition</u>	<u>Date de souscription</u>
- Société Amilcar LLD	99,16%	12 395	100	1 239 500	2014
- Société immobilière ECHARIFA	26,56%	23 104	100	2 200 000 *	2010-2012
- Société NIDA	29,84%	3 939 342	1	4 739 341 **	2010-2013-2014-2016
- Société Eclair Prym	24,00%	6 000	100	600 000	2013
<u>Total</u>				<u>8 778 841</u>	

(*) L'acquisition des 22.000 actions de la société immobilière ECHARIFA a été réalisée au prix de 100 dinars par action. Par ailleurs, cette dernière a réalisé une augmentation de capital par incorporation des réserves, la part de Hannibal Lease est de 1.104 actions gratuites.

(**) L'acquisition des 3.939.342 actions de la société NIDA SA a été réalisée à raison de 2.606.011 actions au prix de 1 dinars par action et 1.333.331 actions au prix de 1.6 dinars par action.

Les titres immobilisés s'analysent au 31 Décembre 2017 comme suit :

Emetteur	% détention	<u>Nombre d'actions ou parts sociales</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Coût unitaire d'acquisition</u>	<u>Montant Total</u>	<u>Date de souscription</u>
- Fonds commun de placement MAC Equilibre	1,57%	100	100,000	100,000	10 000	2005
- Fonds commun de placement MAC Epargnant	0,18%	100	100,000	100,000	10 000	2005
- Fonds commun de placement MAC Croissance	0,52%	108	100,000	102,889	11 112	2005-2008
- Fonds commun de placement MAC Horizon	4,23%	5 000	100,000	100,000	500 000	2016
- Les sables du centre	16,67%	500	100,000	100,000	50 000	2005
<u>Total</u>					<u>581 112</u>	

Note 8: Valeurs immobilisées

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2017
(Montants exprimés en dinars)

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute					Amortissements				Provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisition	Transfert	Cessions	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions	Fin de période		
Logiciels	33,3%	451 849	92 650		-	544 499	337 217	60 172	-	397 389	-	147 109
Total des immobilisations incorporelles		451 849	92 650	-	-	544 499	337 217	60 172	-	397 389	-	147 109
Terrain	-	5 670 140	-	-	-	5 670 140	-	-	-	-	-	5 670 140
Terrain hors exploitation	-	250 000	-	-	-	250 000	-	-	-	-	250 000	-
Immeubles	5,0%	2 630 526	-	-	-	2 630 526	792 782	131 526	-	924 308	-	1 706 218
Matériel de transport	20,0%	939 638	3 603	-	-	943 241	503 964	160 812	-	664 776	-	278 465
Equipements de bureau	10,0%	682 639	25 641	-	-	708 280	462 820	51 378	-	514 198	-	194 081
Matériel informatique	33,3%	502 454	28 276	-	-	530 729	388 365	60 672	-	449 037	-	81 692
Installations générales	10,0%	655 636	1 921	-	-	657 557	361 716	61 011	-	422 728	-	234 830
Autres matériels	10,0%	45 886	-	-	-	45 886	35 744	2 831	-	38 576	-	7 310
Immobilisations en cours		943 484	3 444 794	376 921	186 900	4 578 299	-	-	-	-	-	4 578 299
Avances et acomptes aux fournisseurs d'immobilisations		650 952	392 758	(376 921)		666 789	-	-	-	-	-	666 789
Total des immobilisations corporelles		12 971 354	3 896 993	-	186 900	16 681 446	2 545 391	468 232	-	3 013 623	250 000	13 417 824
TOTAUX		13 423 203	3 989 643	-	186 900	17 225 945	2 882 608	528 404	-	3 411 012	250 000	13 564 933

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.
Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

NOTE 9 : Autres actifs

Le détail des autres actifs est le suivant :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Charges reportées	1 707 776	1 502 119
- Dépôts et cautionnements versés	40 100	40 100
- Fournisseurs, avances et acomptes	100 152	100 152
- Prêts au personnel	1 308 369	1 252 414
- Personnel, avances et acomptes	31 488	34 517
- Etat, crédit de TVA	8 265 350	12 687 499
- Etat, compte d'attente TVA	1 299 398	677 062
- Etat, TCL en cours de restitution	118 054	118 054
- Compte courant "AMILCAR LLD"	100 000	100 000
- Compte courant "NIDA"	250 000	-
- Produits à recevoir des tiers	859 301	489 489
- Débiteurs divers	50 942	110 181
- Charges constatées d'avances	92 789	71 745
<u>Total brut</u>	<u>14 223 719</u>	<u>17 183 332</u>
A déduire :		
- Provisions	(199 104)	(127 223)
<u>Montant net</u>	<u>14 024 615</u>	<u>17 056 109</u>

TABLEAU DE MOUVEMENT DES CHARGES REPORTEES
AU 31 DECEMBRE 2017
(exprimé en dinars)

Désignation	Taux de résorption	Valeur brute			Résorptions			Valeur comptable nette
		Début de période	Addition	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Fin de période	
Frais d'augmentation de capital	33%	471 270	204 297	675 567	471 270	68 099	539 369	136 198
Charges à répartir	33%	158 279	-	158 279	158 279	-	158 279	-
Frais d'émission des emprunts	(a)	4 327 245	729 554	5 056 799	2 825 126	660 096	3 485 221	1 571 578
TOTAUX		4 956 794	933 852	5 890 645	3 454 675	728 195	4 182 869	1 707 776

Les charges reportées englobent les frais d'augmentation de capital, les frais d'émissions des emprunts ainsi que les charges à répartir. Cette dernière rubrique (charges à répartir) présente un solde nul. Les dernières dépenses remontent à l'année 2011 et sont relatives à l'élaboration d'un manuel de procédures et des fiches organisationnelles réalisée par un cabinet externe.

Les frais d'augmentation de capital ainsi que les charges à répartir sont résorbés selon le mode linéaire.

(a) Les frais d'émission et de remboursement des emprunts sont résorbés au prorata des intérêts courus.

La dotation de la période aux résorptions des frais d'émission des obligations, s'élevant à D : 660.096 figure parmi les charges financières.

NOTE 10 : Concours bancaires

Ce poste se présente comme suit:

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Banques, découverts	15 660 880	11 722 960
<u>Total</u>	<u>15 660 880</u>	<u>11 722 960</u>

NOTE 11 : Dettes envers la clientèle

Les dettes envers la clientèle se détaillent comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Avances et acomptes reçus des clients	8 518 277	5 193 476
- Dépôts et cautionnements reçus	6 000	6 000
<u>Total</u>	<u>8 524 277</u>	<u>5 199 476</u>

NOTE 12 : Emprunts et dettes rattachées

Les emprunts et dettes rattachées se détaillent ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Banques locales	200 199 874	141 054 211
- Banques étrangères	27 854 341	28 639 546
- Emprunts obligataires	236 243 000	210 145 000
- Certificats de dépôt	58 500 000	46 500 000
- Certificats de leasing	76 000 000	52 000 000
<u>Total emprunts</u>	<u>598 797 215</u>	<u>478 338 758</u>
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	2 270 690	810 655
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	597 355	597 355
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	8 339 656	7 207 584
- Intérêts courus sur certificats de leasing	1 245 963	723 066
- Charges constatées d'avance sur certificats de dépôt	(894 040)	(577 006)
<u>Total dettes rattachées</u>	<u>11 559 623</u>	<u>8 761 655</u>
<u>Total</u>	<u>610 356 838</u>	<u>487 100 412</u>

Les mouvements enregistrés sur le poste "Emprunts et dettes rattachées" sont récapitulés dans le tableau suivant :

NOTE

12

:

Emprunts et dettes

rattachées

(suite)

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES

ARRETE AU 31 DECEMBRE 2017

(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Solde	Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
<u>CERTIFICAT DE DEPOT ET CERTIFICATS DE LEASING</u>								
Certificats de Leasing ELBARAKA BANK	35 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	35 000 000	110 000 000	(110 000 000)	35 000 000	-	35 000 000
Certificats de Leasing ZITOUNA BANK	35 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	13 000 000	103 500 000	(81 500 000)	35 000 000	-	35 000 000
Certificats de Leasing ELWIFAK BANK	5 000 000	Remboursement après 90 jours de la date de souscription de chaque certificat	-	5 000 000	-	5 000 000	-	5 000 000
Certificats de Leasing ATTAKAFULIA	1 000 000	Remboursement après 90 jours de la date de souscription de chaque certificat	4 000 000	6 000 000	(9 000 000)	1 000 000	-	1 000 000
<u>Sous-total</u>			52 000 000	224 500 000	(200 500 000)	76 000 000	-	76 000 000
Certificats de dépôt	58 500 000	Remboursement après 90 jours, 180 ou 360 jours de la date de souscription de chaque certificat	46 500 000	459 500 000	(447 500 000)	58 500 000	-	58 500 000
<u>Sous-total</u>			46 500 000	459 500 000	(447 500 000)	58 500 000	-	58 500 000
<u>Total des certificats de leasing et certificats de dépôts</u>			98 500 000	684 000 000	(648 000 000)	134 500 000	-	134 500 000
<u>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</u>								
HL 2010/1	30 000 000	Annuellement (2011-2015)	-	-	-	-	-	-
HL 2010/2	30 000 000	Annuellement (2011-2015)	-	-	-	-	-	-
HL 2012/1	20 000 000	Annuellement (2013-2017)	4 000 000	-	(4 000 000)	-	-	-
HL 2013/1	20 000 000	Annuellement (2014-2018)	8 000 000	-	(4 000 000)	4 000 000	-	4 000 000
HL 2013/2	30 000 000	Annuellement (2014-2018)	23 288 000	-	(6 000 000)	17 288 000	11 288 000	6 000 000
HL 2014/1	30 080 000	Annuellement (2015-2019)	23 200 000	-	(6 016 000)	17 184 000	11 168 000	6 016 000
HL 2015/1	30 000 000	Annuellement (2016-2020)	27 760 000	-	(2 240 000)	25 520 000	19 520 000	6 000 000
HL 2015/2 SUB	25 000 000	Annuellement (2016-2020)	23 897 000	-	(1 103 000)	22 794 000	17 794 000	5 000 000
HL 2015/2	40 000 000	Annuellement (2017-2023)	40 000 000	-	(3 334 000)	36 666 000	33 332 000	3 334 000
HL 2016/1	20 000 000	Annuellement (2017-2021)	20 000 000	-	(4 000 000)	16 000 000	12 000 000	4 000 000
HL 2016/2	40 000 000	Annuellement (2017-2023)	40 000 000	-	(2 439 000)	37 561 000	35 122 000	2 439 000
HL 2017/1	20 000 000	Annuellement (2018-2024)	-	20 000 000	-	20 000 000	19 000 000	1 000 000
HL 2017/2	25 000 000	Annuellement (2018-2024)	-	25 000 000	-	25 000 000	23 254 000	1 746 000
HL 2017/3	40 000 000	Annuellement (2019-2025)	-	14 230 000	-	14 230 000	14 230 000	-
<u>Total des emprunts obligataires</u>			210 145 000	59 230 000	(33 132 000)	236 243 000	196 708 000	39 535 000
<u>CREDTIS BANCAIRES ETRANGERS</u>								
BAD 4,996 (2013-2023)	5 996 434	Semestriellement (2016-2022)	5 639 546	-	(785 205)	4 854 341	3 997 708	856 633
BIRD 12 MDT (2015)	12 000 000	Semestriellement (2019-2026)	12 000 000	-	-	12 000 000	12 000 000	-
BIRD 8 MDT (2016)	8 000 000	Semestriellement (2019-2028)	8 000 000	-	-	8 000 000	8 000 000	-
BAD 3 MDT (2016-2025)	3 000 000	Semestriellement (2019-2027)	3 000 000	-	-	3 000 000	3 000 000	-
<u>Total des crédits des banques étrangères</u>			28 639 546	-	(785 205)	27 854 341	26 997 708	856 633

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETEAU 31 DECEMBRE 2017
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Solde	Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
<u>CREDITS BANCAIRES LOCAUX</u>								
STB BANK 7 MDT (2012)	7 000 000	Trimestriellement (2012-2017)	793 419	-	(793 419)	-	-	-
AMEN BANK 3 MDT (2012)	3 000 000	Trimestriellement (2012-2017)	150 000	-	(150 000)	-	-	-
AMEN BANK 2 MDT (2012)	2 000 000	Trimestriellement (2012-2017)	105 263	-	(105 263)	-	-	-
ATB 1,5 MDT (2012)	1 500 000	Trimestriellement (2013-2017)	300 000	-	(300 000)	-	-	-
BTK 2 MDT (2012)	2 000 000	Trimestriellement (2013-2017)	400 000	-	(400 000)	-	-	-
BT 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	1 750 000	-	(1 000 000)	750 000	-	750 000
BIAT 6 MDT (2013)	6 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	2 035 000	-	(1 331 061)	703 939	-	703 939
BT 2 MDT (2013)	2 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	700 000	-	(400 000)	300 000	-	300 000
STB BANK 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	1 362 765	-	(847 202)	515 564	-	515 564
BH 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	2 210 083	-	(1 066 715)	1 143 368	-	1 143 368
BTE 3 MDT (2013)	3 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	1 330 003	-	(641 219)	688 784	-	688 784
AMEN BANK 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	1 951 615	-	(1 084 266)	867 350	-	867 350
BIAT 3 MDT (2014)	3 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	1 350 000	-	(600 000)	750 000	150 000	600 000
ATB 2MDT (2014)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	900 000	-	(400 000)	500 000	100 000	400 000
AMENBANK 5 MDT (2014)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	2 484 224	-	(782 016)	1 702 208	297 843	1 404 365
AMENBANK 2 MDT (2014)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	823 450	-	(400 251)	423 199	-	423 199
AMENBANK 2 MDT (2014-2)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	822 210	-	(537 513)	284 697	-	284 697
AMENBANK 2 MDT (2014-3)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	954 919	-	(530 144)	424 776	-	424 776
BTL 1,5 MDT (2014)	1 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	825 000	-	(300 000)	525 000	225 000	300 000
BTL 1,5 MDT (2014)	1 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	825 000	-	(300 000)	525 000	225 000	300 000
BIAT 2,5MDT (2014)	2 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	1 250 000	-	(555 556)	694 444	138 888	555 556
B.T.E 5 MDT (2014)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	3 227 439	-	(990 832)	2 236 606	1 169 104	1 067 502
BH 5 MDT (2014)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	2 967 989	-	(1 012 803)	1 955 186	867 790	1 087 397
ATB 1,5 MDT (2014)	1 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	900 000	-	(300 000)	600 000	300 000	300 000
BIAT 2,5MDT (2014-2)	2 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	1 323 529	-	(588 235)	735 294	147 059	588 235
QNB 5MDT (2015)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2021)	3 571 429	-	(714 286)	2 857 143	2 142 857	714 286
BNA 5 MDT(2015)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	3 250 000	-	(1 000 000)	2 250 000	1 250 000	1 000 000
BIAT 5MDT (2015-1)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	3 250 000	-	(1 000 000)	2 250 000	1 250 000	1 000 000
BIAT 5MDT (2015-2)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2018)	2 630 446	-	(1 721 318)	909 128	-	909 128
BT 3MDT (2015)	3 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	2 100 000	-	(600 000)	1 500 000	900 000	600 000
BIAT 2MDT (2015-1)	2 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	1 444 444	-	(444 444)	1 000 000	555 556	444 444
BIAT 4MDT (2015-1)	4 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	2 888 889	-	(888 889)	2 000 000	1 111 111	888 889
AMEN BANK 2MDT (2015-1)	2 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	1 567 027	-	(376 089)	1 190 939	785 829	405 110
AMEN BANK 1MDT (2015-1)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	823 035	-	(197 563)	625 472	412 665	212 808

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2017
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Solde	Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
BTL 2MDT (2015-1)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 600 000	-	(400 000)	1 200 000	800 000	400 000
BIAT 3MDT (2015)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	2 400 000	-	(600 000)	1 800 000	1 200 000	600 000
BTL 1MDT (2015)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	800 000	-	(200 000)	600 000	400 000	200 000
AMEN BANK 1MDT (2015-2)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	822 957	-	(197 487)	625 470	412 702	212 768
BIAT 2MDT (2015-2)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 600 000	-	(400 000)	1 200 000	800 000	400 000
AMEN BANK 1MDT (2015-3)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	820 911	-	(198 340)	622 571	409 881	212 690
ATB 1,5MDT (2015-1)	1 500 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 200 000	-	(300 000)	900 000	600 000	300 000
AMEN BANK 2MDT (2015-2)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 636 264	-	(395 343)	1 240 921	816 975	423 946
AMEN BANK 1,5MDT (1-2016)	1 500 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 284 409	-	(310 689)	973 720	640 818	332 902
BT 3MDT (2016)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 550 000	-	(600 000)	1 950 000	1 350 000	600 000
BIAT 2MDT (2016)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	1 800 000	-	(400 000)	1 400 000	1 000 000	400 000
BIAT 5MDT (2-2016)	5 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	4 500 000	-	(1 000 000)	3 500 000	2 500 000	1 000 000
BIAT 3MDT (2016)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 684 211	-	(631 579)	2 052 632	1 421 053	631 579
BIAT 4MDT (2016)	4 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	3 600 000	-	(800 000)	2 800 000	2 000 000	800 000
AMEN BANK 1,5MDT (1-2016)	1 500 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 361 966	-	(305 991)	1 055 975	728 042	327 933
BIAT 3 MDT (2016-1)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 684 211	-	(631 579)	2 052 632	1 421 053	631 579
BTL 3 MDT (2016)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 850 000	-	(600 000)	2 250 000	1 650 000	600 000
BH 5 MDT (2016)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	5 000 000	-	(875 737)	4 124 263	3 190 385	933 878
STB 10 MDT (2016)	10 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	10 000 000	-	(2 000 000)	8 000 000	6 000 000	2 000 000
ATB 1 MDT (2016)	1 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	1 000 000	-	(200 000)	800 000	600 000	200 000
BNA 5 MDT (2016)	5 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	4 750 000	-	(1 000 000)	3 750 000	2 750 000	1 000 000
BIAT 3 MDT (2016-2)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 842 105	-	(631 579)	2 210 526	1 578 947	631 579
AMEN BANK 2 MDT (2016-1)	2 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	2 000 000	-	(347 641)	1 652 359	1 281 808	370 552
AMEN BANK 3 MDT (2016-1)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	3 000 000	-	(525 032)	2 474 968	1 920 555	554 413
AMEN BANK 3 MDT (2016-2)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	3 000 000	-	(518 799)	2 481 201	1 925 392	555 810
AMEN BANK 2 MDT (2016-2)	2 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	2 000 000	-	(348 799)	1 651 201	1 280 734	370 468
BIAT 5 MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	-	5 000 000	(1 000 000)	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BNA 5 MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	-	5 000 000	(526 316)	4 473 684	3 157 895	1 315 790
BARAKA 5 MDT (2017-1)	5 000 000	Semestriellement (2017-2022)	-	5 000 000	(421 307)	4 578 693	3 688 090	890 603
BARAKA 5 MDT (2017-2)	5 000 000	Semestriellement (2017-2022)	-	5 000 000	(421 307)	4 578 693	3 688 090	890 603
AMEN BANK 7MDT (2017)	7 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	7 000 000	(244 946)	6 755 054	5 531 015	1 224 039
BT 5MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	5 000 000	(500 000)	4 500 000	3 500 000	1 000 000
BTL 3MDT (2017)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	3 000 000	(300 000)	2 700 000	2 100 000	600 000
AMEN BANK 5MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	5 000 000	(193 039)	4 806 961	3 935 923	871 038
AMEN BANK 3MDT (2017)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	3 000 000	(132 272)	2 867 728	2 350 265	517 463
ATB 3MDT (2017)	1 000 000	Trimestriellement (2018-2022)	-	3 000 000	-	3 000 000	2 400 000	600 000
BIAT 20MDT (2017)	20 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	20 000 000	(837 476)	19 162 524	15 672 818	3 489 706
BIAT 10MDT (2017)	10 000 000	Trimestriellement (2018-2020)	-	10 000 000	-	10 000 000	6 666 667	3 333 333
BH 5 MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2018-2022)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 146 806	853 194
STB BANK 10MDT (2017)	10 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	10 000 000	(500 000)	9 500 000	7 500 000	2 000 000
CITIBANK 30 MDT	30 000 000	Crédit relais	20 000 000	64 000 000	(54 000 000)	30 000 000	-	30 000 000
Total des crédits des banques locales			141 054 211	155 000 000	(95 854 338)	200 199 874	118 044 615	82 155 259
Total général			478 338 758	898 230 000	(777 771 543)	598 797 215	341 750 323	257 046 892

NOTE 13 : Fournisseurs et comptes rattachés

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>		
- Factures d'achats de biens ou de prestation de services	712 924	780 240
<u>Sous total</u>	<u>712 924</u>	<u>780 240</u>
<i>Fournisseurs d'immobilisation</i>		
- Fournisseurs, retenue de garantie	22 161	2 793
- Fournisseurs, Assurances décénales	32 430	-
<u>Sous total</u>	<u>54 592</u>	<u>2 793</u>
<i>Fournisseurs de biens, objet de contrats de leasing</i>		
- Factures d'achats de biens de leasing	28 331 702	3 367 327
- Effets à payer	111 407 617	63 361 206
- Factures non parvenues	7 830	7 830
<u>Sous total</u>	<u>139 747 149</u>	<u>66 736 362</u>
<u>Solde des fournisseurs et comptes rattachés</u>	<u>140 514 665</u>	<u>67 519 395</u>

NOTE 14 : Autres passifs

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Personnel, rémunérations dues	108	108
- Personnel, provisions pour congés payés	145 643	108 995
- Personnel, autres charges à payer	600 000	465 000
- Etat, retenues sur salaires	154 104	114 314
- Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	1 050 308	693 402
- Etat, retenues sur TVA	-	5 095
- Etat, retenues sur revenus des capitaux mobiliers	183 018	58 580
- Etat, retenues au titre de la plus-value immobilière	23 889	29 750
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider (voir note 27)	571 614	980 418
- Etat, contribution conjoncturelle (voir note 27)	574 200	759 052
- Etat, autres impôts et taxes à payer	135 568	74 367
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges	4 369	3 270
- CNSS	338 128	257 467
- CAVIS	51 798	34 691
- Organismes sociaux, charges sociales sur congés payés et autres charges	32 923	24 575
- Crédoeurs divers	456 226	230 351
- Prestataires Assurances	56 438	664 799
- Diverses Charges à payer	663 568	622 809
- Provisions pour risques et charges	125 000	439 375
<u>Total</u>	<u>5 166 903</u>	<u>5 566 418</u>

NOTE 15 : Capitaux propres

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

		31 Décembre 2017	31 Décembre 2016
- Capital social	(A)	40 180 000	28 700 000
- Réserve légale	(B)	2 137 538	1 541 814
- Réserve spéciale pour réinvestissement		3 487 979	3 487 979
- Réserve pour fonds social		150 000	-
- Primes d'émission		13 996 000	8 830 000
- Actions propres	(D)	(832 733)	(398 915)
- Complément d'apport		8 142	11 688
- Résultats reportés		5 177 500	4 846 306
Total des capitaux propres avant résultat de la période	(E)	64 304 427	47 018 871
Résultat de l'exercice (1)		8 202 760	7 068 169
Total des capitaux propres avant affectation	(F)	72 507 187	54 087 039
Nombre d'actions (2)	(C)	6 532 545	6 313 954
Résultat par action (1) / (2)		1,256	1,119

(A) L'assemblée générale extraordinaire réunie le 17 mai 2017 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 11.480.000 Dinars pour le porter de 28.700.000 Dinars à 40.180.000 Dinars et ce, simultanément, de la manière suivante :

- Par apport en numéraire pour un montant de 13.776.000 DT par la création de 1.722.000 actions nouvelles émises au prix de 8 DT l'action, soit 5 DT de nominal et 3 DT de prime d'émission (3 actions nouvelles pour 10 actions anciennes). Les nouvelles actions ont été souscrites en numéraire et libérées intégralement lors de la souscription. Elles portent jouissance au 1^{er} Janvier 2017.

- Par incorporation de réserves pour un montant de 2.870.000 DT (1 action gratuite pour 10 actions anciennes) portant jouissance au 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, le capital social s'élève au 31 décembre 2017 à D : 40.180.000 composé de 8.036.000 actions d'une valeur nominale de D : 5 libérée en totalité.

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

(D) L'assemblée générale ordinaire, réunie le 17 mai 2017, a autorisé le conseil d'administration de la société à racheter et revendre ses propres actions en vue de réguler le cours boursier et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi n°94-117 portant réorganisation du marché financier.

L'assemblée a fixé la durée d'intervention à 3 ans à partir de la date de cette assemblée.

Le conseil d'administration du 25 Août 2017, a limité le nombre maximum d'actions à détenir à 4% du total des actions composant le capital à la date de l'assemblée générale ordinaire du 17 mai 2017, soit 321.440 actions.

Les mouvements enregistrés sur cette rubrique se détaillent comme suit :

	Nombre	Coût
Solde au 31 décembre 2016	44 194	398 915
Achats de la période	116 381	1 033 154
Cessions de la période	(66 199)	(595 791)
Complément d'apport		(3 546)
Attribution d'actions gratuites	6 825	
Solde au 31 décembre 2017	101 201	832 733

Le nombre des actions détenues par HL représente, au 31 décembre 2017, 1,28% des actions en circulation.

Le rachat de Hannibal Lease de ses propres actions a eu un effet de régularisation de son cours boursier.

(E) En application de l'article 19 de la loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour la gestion 2014, les fonds propres distribuables en franchise de retenue s'élèvent au 31 décembre 2017 à D : 12.393.371 et se détaillent comme suit :

- Réserve spéciale pour réinvestissement	3 487 979
- Primes d'émission	8 830 000
- Résultats reportés	75 392

(F) Voir tableau de mouvements ci-joint

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
AU 31 DECEMBRE 2017
(exprimé en dinars)

	Capital social	Réserve légale	Réserve pour réinvestissement	Prime d'émission	Réserve pour fonds social	Résultats reportés	Actions propres	Complément d'apport	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2015	28 700 000	1 163 016	3 487 979	8 830 000	-	2 940 255	(1 292)	12 529	4 635 703	49 768 190
Affectations approuvées par l'A.G.O du 1 ^{er} Juin 2016		378 798				4 256 905			(4 635 703)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2015						(2 353 400)				(2 353 400)
Rachat d'actions propres							(656 955)			(656 955)
Encaissement de dividendes sur actions propres						2 546				2 546
Cession d'actions propres							259 333	(842)		258 491
Résultat de l'exercice 2016									7 068 169	7 068 169
Solde au 31 décembre 2016	28 700 000	1 541 814	3 487 979	8 830 000	-	4 846 306	(398 915)	11 688	7 068 169	54 087 039
Augmentation du capital décidée par l'AGE du 17 Mai 2017	11 480 000			5 166 000		(2 870 000)				13 776 000
Affectations approuvées par l'A.G.O du 17 Mai 2017		595 724			150 000	6 322 445			(7 068 169)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2016						(3 157 000)				(3 157 000)
Rachat d'actions propres							(1 033 154)			(1 033 154)
Encaissement de dividendes sur actions propres						35 750				35 750
Cession d'actions propres							599 337	(3 545)		595 791
Résultat de l'exercice 2017									8 202 760	8 202 760
Solde au 31 décembre 2017	40 180 000	2 137 538	3 487 979	13 996 000	150 000	5 177 500	(832 733)	8 142	8 202 760	72 507 187

NOTE 16 : Intérêts et produits assimilés de leasing

L'analyse des intérêts et produits assimilés de leasing se présente ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Intérêts de leasing	66 738 625	49 446 765
- Intérêts de retard	867 800	922 499
- Prélouer	253 876	197 414
- Frais de dossier	554 688	515 609
- Produits nets sur cession d'immobilisations en leasing	488 576	265 298
- Frais de rejet	820 022	654 585
- Commissions d'assurance	170 000	142 000
Total des produits	69 893 586	52 144 170
- Transferts en produits de la période		
Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	278 845	157 878
Intérêts de retard antérieurs	29 596	8 021
- Produits réputés réservés en fin de période		
Intérêts inclus dans les loyers	(562 855)	(433 692)
Intérêts de retard	(19 732)	(49 768)
Variation des produits réservés	(274 147)	(317 561)
Total des intérêts et des produits de leasing	69 619 440	51 826 610
- Encours financiers des contrats actifs		
. Au début de la période	561 377 391	414 960 399
. A la fin de la période	794 391 251	561 377 391
. Moyenne (A)	677 884 321	488 168 895
- Intérêts de la période (B)	66 738 625	49 446 765
- Taux moyen (B) / (A)	9,85%	10,13%

NOTE 17 : Intérêts et charges assimilées

Les charges financières se détaillent comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Intérêts des emprunts obligataires	17 452 078	13 865 384
- Intérêts des crédits des banques locales	12 730 910	8 366 786
- Intérêts des crédits des banques étrangères	1 602 827	921 863
- Intérêts des autres opérations de financement	9 912 460	6 543 913
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	660 096	489 612
Total des charges financières des emprunts (A)	42 358 371	30 187 558
- Intérêts des comptes courants	1 699 899	242 566
- Autres charges financières	37 597	3 023
Total des autres charges financières	1 737 497	245 589
Total général	44 095 868	30 433 146
- Encours des ressources		
. Au début de l'exercice	478 338 758	359 374 386
. A la fin de l'exercice	598 797 215	478 338 758
. Moyenne (B)	538 567 986	418 856 572
- Taux moyen (A) / (B)	7,86%	7,21%

NOTE 18 : Produits des placements

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dividendes	193 328	237 221
- Plus values sur cession des actions	-	110 421
- Plus values sur cession des titres SICAV	88	7 330
- Revenus des comptes créditeurs	94 416	87 264
- Moins values sur cession des titres SICAV	-	(2 704)
- Moins values sur cession des titres cotés	(113 019)	-
- Revenus des certificats de dépôt	-	106 740
- Revenus des comptes courants associés	8 877	8 000
- Plus values latentes sur titres SICAV	699	490
- Jetons de présences reçus des filiales	-	6 750
<u>Total</u>	<u>184 389</u>	<u>561 512</u>

NOTE 19 : Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation s'analysent comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Produits locatifs	30 266	28 825
<u>Total</u>	<u>30 266</u>	<u>28 825</u>

NOTE 20 : Charges de personnel

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Salaires et complément de salaires	5 560 299	4 350 552
- Cotisations de sécurité sociale	1 003 296	759 262
- Autres charges sociales	483 998	355 575
<u>Total</u>	<u>7 047 593</u>	<u>5 465 389</u>

NOTE 21 : Dotations aux amortissements

Les dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements et de résorptions se détaillent ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dotations aux amortissements des Immobilisations incorporelles	60 172	39 691
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	468 232	472 644
- Dotations aux résorptions des frais d'augmentation de capital	68 099	-
<u>Total</u>	<u>596 503</u>	<u>512 335</u>

NOTE 22 : Autres charges d'exploitation

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Achat de matières et fournitures	353 671	330 762
<u>Total des achats</u>	<u>353 671</u>	<u>330 762</u>
- Locations	414 596	368 246
- Entretien et réparations	83 996	73 759
- Primes d'assurances	111 333	96 076
- Etudes, recherches et services extérieurs	119	-
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>610 044</u>	<u>538 081</u>
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	461 445	433 839
- Publicités, publications, relations publiques	443 260	527 139
- Déplacements, missions et réceptions	210 194	238 647
- Frais postaux et de télécommunications	320 219	264 050
- Services bancaires et assimilés	458 955	358 957
- Autres	219 319	157 773
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>2 113 391</u>	<u>1 980 404</u>
- Jetons de présence	75 000	75 000
- Rémunération du Comité Permanent d'audit Interne	18 750	18 750
- Rémunération du Comité de risques	18 750	18 750
<u>Total des charges diverses</u>	<u>112 500</u>	<u>112 500</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	162 151	123 273
- T.C.L	161 004	121 587
- Droits d'enregistrement et de timbres	44 633	49 439
- Autres impôts et taxes	22 417	32 752
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>390 205</u>	<u>327 050</u>
<u>Total général</u>	<u>3 579 811</u>	<u>3 288 798</u>

NOTE 23 : Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées

Les dotations nettes de l'exercice aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	3 826 908	3 328 946
- Dotations aux provisions collectives	430 000	200 000
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances	(1 394 633)	(1 093 001)
- Dotation aux provisions additionnelles	-	26 484
<u>Total</u>	<u>2 862 275</u>	<u>2 462 429</u>

NOTE 24 : Dotations nettes aux autres provisions

Le détail des dotations nettes aux autres provisions est le suivant :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dotations aux provisions pour dépréciations des comptes d'actifs	71 881	50 010
- Dotations aux provisions pour dépréciations des titres cotés	96 540	116 325
- Dotations aux provisions pour risques et charges	75 000	389 375
- Reprise sur provision pour dépréciation des actions cotées	(102 371)	(108 425)
<u>Total</u>	<u>141 050</u>	<u>447 285</u>

NOTE 25 : Autres pertes ordinaires

Le détail des autres pertes ordinaires est le suivant :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Reprises sur provisions pour risques et charges	(389 375)	-
- Redressement social	187 439	-
- Redressement fiscal	557 800	-
- Apurement de comptes	113	14 228
- Pénalités	17 645	255
- Moins value sur cessions d'immobilisations	26 900	21
- Autres pertes ordinaires	36 793	861
<u>Total</u>	<u>437 315</u>	<u>15 366</u>

NOTE 26 : Autres gains ordinaires

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	-	46 062
- Autres gains sur éléments exceptionnels	81	13 099
<u>Total</u>	<u>81</u>	<u>59 161</u>

NOTE 27 : Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé, conformément aux dispositions du droit commun, de la manière suivante :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
Résultat comptable	8 202 760	7 068 169
A réintégrer		
- Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	4 256 908	3 555 430
- Dotations aux provisions pour risques et charges	75 000	389 375
- Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	71 881	50 010
- Dotations aux provisions pour dépréciations des titres	96 540	116 325
- Reprises sur provisions fiscales	1 394 633	1 093 001
- Provisions fiscales 2014/2013 pour affaires en cours	3 226 788	2 983 465
- Créances abandonnées	-	14 228
- Impôt sur les sociétés	2 296 801	2 024 139
- Contribution conjoncturelle	574 200	759 052
- Redressements fiscal et social	745 240	-
- Diverses charges non déductibles	100 826	52 941
A déduire		
- Reprises sur provisions comptables	1 394 633	1 093 001
- Provisions fiscales 2014/2013 pour affaires en cours	3 226 788	2 983 465
- Reprises sur provisions pour risques et charges	389 375	-
- Dividendes	193 328	237 221
Bénéfice fiscal avant provisions	<u>15 837 452</u>	<u>13 792 448</u>
Provisions pour dépréciation des créances douteuses	4 256 908	3 555 430
Provisions pour dépréciation de titres cotés	96 540	116 325
Bénéfice fiscal	<u>11 484 004</u>	<u>10 120 693</u>
Impôt sur les sociétés (au taux de 20%)	<u>2 296 801</u>	<u>2 024 139</u>
A imputer		
- Acomptes provisionnels payés	1 573 425	823 820
- Retenues à la source	151 761	219 900
Impôt à payer (Report d'impôt)	<u>571 615</u>	<u>980 418</u>
Contribution conjonctuelle	<u>574 200</u>	<u>759 052</u>

NOTE 28 : Encaissements reçus des clients

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Clients et comptes rattachés en début de période	+ Note 4	24 089 705	20 317 031
- Clients et comptes rattachés en fin de période	- Note 4	(29 560 226)	(24 089 705)
- Clients, autres créances en début de période	+ Note 4	50 736	66 110
- Clients, autres créances en fin de période	- Note 4	(119 656)	(50 736)
- Clients avances et comptes reçus en début de période	- Note 11	(5 193 476)	(5 679 303)
- Clients avances et acomptes reçus en fin de période	+ Note 11	8 518 277	5 193 476
- Dépôts et cautionnements reçus en début de période	- Note 11	(6 000)	(6 000)
- Dépôts et cautionnements reçus en fin de période	+ Note 11	6 000	6 000
- Produits constatés d'avance en début de période	- Note 4	(2 883 079)	(2 153 794)
- Produits constatés d'avance en fin de période	+ Note 4	3 347 211	2 883 079
- TVA collectée		60 025 117	46 248 673
- TVA collectée sur avances et acomptes		(622 336)	(397 550)
- Revenus bruts de l'exercice (loyers)	+ Note 4 & 16	371 894 824	280 540 698
- Autres produits d'exploitation	+ Note 16	3 185 228	2 726 231
- Plus/Moins values sur relocation	- Note 4	(1 082 848)	(909 638)
- Cessions d'immobilisations à la VR	+ Note 4	224 099	365 309
- Cessions anticipées d'immobilisations	+ Note 4	16 234 470	9 479 145
		<u>448 108 048</u>	<u>334 539 023</u>

Encaissements reçus des clients

NOTE 29 : Décaissements pour financement de contrats de leasing

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Fournisseurs de leasing en début de période	+ Note 13	66 736 362	31 745 904
- Fournisseurs de leasing en fin de période	- Note 13	(139 747 149)	(66 736 362)
- Investissements en Immobilisations destinées à la location	+ Note 4	549 729 502	390 614 435
- TVA sur Investissements	+	74 278 333	55 495 036
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en début de période	+ Note 14	29 750	60 000
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en fin de période	- Note 14	(23 889)	(29 750)
		<u>551 002 909</u>	<u>411 149 263</u>

Investissements dans les contrats de leasing

NOTE 30 : Sommes versées aux fournisseurs et au personnel

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Avances et acomptes au personnel en début de période	- Note 9	(34 517)	(21 781)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	+ Note 9	31 488	34 517
- Avances et acomptes aux fournisseurs en début de période	- Note 9	(100 152)	(100 152)
- Avances et acomptes aux fournisseurs en fin de période	+ Note 9	100 152	100 152
- Dépôts & cautionnements en début de période	- Note 9	(40 100)	(38 500)
- Dépôts & cautionnements en fin de période	+ Note 9	40 100	40 100
- Charges comptabilisées d'avance en début de période	- Note 9	(71 745)	(41 726)
- Charges comptabilisées d'avance en fin de période	+ Note 9	92 789	71 745
- Fournisseurs d'exploitation en début de période	+ Note 13	780 240	186 948
- Fournisseurs d'exploitation en fin de période	- Note 13	(712 924)	(780 240)
- Personnel, rémunérations dues en début de période	+ Note 14	108	2 156
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	- Note 14	(108)	(108)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	+ Note 14	108 995	97 122
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	- Note 14	(145 643)	(108 995)
- Personnel, autres charges à payer en début de période	+ Note 14	465 000	300 000
- Personnel, autres charges à payer en fin de période	- Note 14	(600 000)	(465 000)
- Personnel, provisions pour départ à la retraite en début de période	+ Note 14	-	7 670
- Personnel, provisions pour départ à la retraite en fin de période	- Note 14	-	-
- Etat, retenues sur salaires en début de période	+ Note 14	114 314	90 544
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	- Note 14	(154 104)	(114 314)
- Etat, Redevances de compensation en début de période	+ Note 14	-	27 042
- Etat, Redevance de compensation en fin de période	- Note 14	-	-
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	+ Note 14	693 402	467 430
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	- Note 14	(1 050 308)	(693 402)
- C.N.S.S en début de période	+ Note 14	257 467	209 890
- C.N.S.S en fin de période	- Note 14	(338 128)	(257 467)
- CAVIS en début de période	+ Note 14	34 691	26 782
- CAVIS en fin de période	- Note 14	(51 798)	(34 691)
- Personnel, charges sociales sur congés à payer début de période	+ Note 14	24 575	15 304
- Personnel, charges sociales sur congés à payer fin de période	- Note 14	(32 923)	(24 575)
- Diverses Charges à payer en début de période	+ Note 14	622 809	561 228
- Diverses Charges à payer en fin de période	- Note 14	(663 568)	(622 809)
- Prêts accordés au personnel au cours de l'exercice	+	343 540	453 000
- Remboursements sur prêts au personnel	-	(287 585)	(258 050)
- TVA, payée sur biens et services	+	1 176 049	646 632
- Charges de personnel	+ Note 20	7 047 593	5 465 389
- Autres charges d'exploitation	+ Note 22	3 579 811	3 288 798
- Impôts et taxes	- Note 22	(390 205)	(327 050)
<u>Sommes versées aux fournisseurs et au personnel</u>		<u>10 839 314</u>	<u>8 203 588</u>

NOTE 31 : Intérêts payés

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Frais d'émission d'emprunts	+ Note 9	729 554	957 726
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en début de période	+ Note 14	58 580	57 202
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en fin de période	- Note 14	(183 018)	(58 580)
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en début de période	+ Note 12	7 207 584	4 402 035
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en fin de période	- Note 12	(8 339 656)	(7 207 584)
- Intérêts courus sur emprunts bancaires début de période	+ Note 12	1 408 010	1 041 372
- Intérêts courus sur emprunts bancaires fin de période	- Note 12	(2 868 045)	(1 408 010)
- Intérêts courus sur certificat de dépôt en début de période	- Note 12	(577 006)	(468 623)
- Intérêts courus sur certificat de dépôt en fin de période	+ Note 12	894 040	577 006
- Intérêts courus sur certificat de leasing en début de période	+ Note 12	723 066	678 853
- Intérêts courus sur certificat de leasing en fin de période	- Note 12	(1 245 963)	(723 066)
- Intérêts et charges assimilées	+ Note 17	44 095 868	30 433 146
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	- Note 17	(660 096)	(489 612)
		<u>41 242 920</u>	<u>27 791 865</u>

Intérêts payés

NOTE 32 : Impôts et taxes payés

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider début de période	+ Note 14	980 418	383 764
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider fin de période	- Note 14	(571 614)	(980 418)
- Etat, contribution conjoncturelle début de période	+ Note 14	759 052	-
- Etat, contribution conjoncturelle fin de période	- Note 14	(574 200)	(759 052)
- Etat, TCL en cours de restitution en début de période	+ Note 9	(118 054)	(118 054)
- Etat, TCL en cours de restitution en fin de période	- Note 9	118 054	118 054
- Etat, retenues sur TVA en début de période	+ Note 14	5 095	8 201
- Etat, retenues sur TVA en fin de période	- Note 14	-	(5 095)
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	+ Note 14	74 367	54 841
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	- Note 14	(135 568)	(74 367)
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges en début de période	+ Note 14	3 270	2 771
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges en fin de période	- Note 14	(4 369)	(3 270)
- Régularisation de TVA suite au contrôle fiscal	-	(127 975)	-
- Impôts et taxes	+ Note 22	390 205	327 050
- Contribution conjoncturelle	+ Note 27	574 200	759 052
- Impôts sur les bénéfices	+ Note 27	2 296 801	2 024 139
		<u>3 669 680</u>	<u>1 737 614</u>

Impôts payés

NOTE 33 : Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Investissements en Immobilisations incorporelles	+ Note 8	92 650	105 338
- Investissements en Immobilisations corporelles	+ Note 8	3 896 993	1 215 887
- Fournisseurs d'immobilisation en début de période	+ Note 13	2 793	3 848 788
- Fournisseurs d'immobilisation en fin de période	- Note 13	(54 592)	(2 793)
		<u>3 937 844</u>	<u>5 167 220</u>

Décaissements provenant de l'acquisition

NOTE 34 : Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Cessions d'immobilisations corporelles	+ Note 8	186 900	9 458
- Moins value sur cessions d'immobilisations	- Note 25	(26 900)	(21)
- Produits nets sur cessions d'immobilisations, autres que destinées à la location	+ Note 26	-	46 062
		<u>160 000</u>	<u>55 499</u>

Encaissements provenant de la cession

NOTE 35 : Dividendes et autres distributions

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dividendes	+ Note 15	3 157 000	2 353 400
- Dividendes sur actions propres	- Note 15	(35 750)	(2 546)
		<u>3 121 250</u>	<u>2 350 854</u>

Dividendes et autres distributions

NOTE 36 : Autres flux liés à l'exploitation

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Produits à recevoir des tiers en début de période	+ Note 9	489 489	403 461
- Produits à recevoir des tiers en fin de période	- Note 9	(859 301)	(489 489)
- Autres comptes débiteurs en début de période	+ Note 9	110 181	37 884
- Autres comptes débiteurs en fin de période	- Note 9	(50 942)	(110 181)
- Placements en début de période	+ Note 6	1 601 913	2 714 220
- Placements en fin de période	- Note 6	(1 511 641)	(1 601 913)
- Compte courant "AMILCAR LLD" en début de période	+ Note 9	100 000	100 000
- Compte courant "AMILCAR LLD" en fin de période	- Note 9	(100 000)	(100 000)
- Compte courant "NIDA" en début de période	+ Note 9	-	-
- Compte courant "NIDA" en fin de période	- Note 9	(250 000)	-
- Autres comptes créditeurs en début de période	- Note 14	(230 351)	(108 179)
- Autres comptes créditeurs en fin de période	+ Note 14	456 226	230 351
- Prestataires assurances en début de période	- Note 14	(664 799)	(292 420)
- Prestataires assurances en fin de période	+ Note 14	56 438	664 799
- Frais d'augmentation du capital	- Note 9	(204 297)	-
- Produits des placements (hors plus values de cessions)	+ Note 18	193 416	352 267
- Plus values latentes sur titres SICAV	- Note 18	699	490
- Moins values sur cessions titres cotés	- Note 18	(113 019)	-
- Produits des comptes créditeurs	+ Note 18	103 293	208 754
- Autres gains ordinaires	+ Note 26	81	13 099
- Autres pertes ordinaires	- Note 25	(799 790)	(15 344)
		<u>(1 672 405)</u>	<u>2 007 799</u>
	<u>Autres flux liés à l'exploitation</u>		

Note 37 : Informations sur les parties liées :

Engagement Leasing

AMILCA LLD

Au cours de l'exercice 2017, HL a mis en force 65 contrats au profit de la société « Amilcar LLD », dans laquelle elle détient directement 99,16 % du capital, pour une valeur totale de 5 189 102 dinars.

A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus s'élève à 11 552 534 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 590 823 dinars.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 7 099 861 dinars.

NIDA SA

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société «NIDA SA », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 290 141 dinars

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 5 959 dinars.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 54 007 dinars.

Société Financière Tunisienne

Le contrat mis en force antérieurement au profit de la Société Financière Tunisienne, dans laquelle elle a des dirigeants en commun, porte sur un montant de 300 000 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ce contrat s'élève à 17 876 dinars.

Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ce contrat s'élève à 147 789 dinars.

ECLAIR PRYM TUNISIE

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société « ECLAIR PRYM TUNISIE », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 633 541 dinars

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 31 842 dinars.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 250 070 dinars.

MANUFACTURING INTLE COMPAGNY « MIC »

Au cours de l'exercice 2017, HL a mis en force 2 contrats au profit de la société « MANUFACTURING INTLE COMPAGNY (MIC) », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, pour une valeur de 517 768 dinars.

A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus s'élève à 610 689 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats s'élève à 15 422 dinars.

Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ces contrats s'élève à 615 356 dinars.

STE PRYM FASHION TUNISIE

Le contrat mis en force antérieurement au profit de la société PRYM FASHION TUNISIE, dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 29 008 dinars, racheté en 2017.

La marge brute réalisée en 2017 sur ce contrat s'élève à 357 dinars.

STE INVESTMENT TRUST TUNISIA

Au cours de l'exercice 2017, HL a mis en force un contrat au profit de la société « INVESTMENT TRUST TUNISIA », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, pour une valeur de 148 464 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ce contrat s'élève à 1 486 dinars.

Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ce contrat s'élève à 105 374 dinars.

STE HERMES CONSEIL

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société « HERMES CONSEIL », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 102 681 dinars.

La marge brute réalisée en 2017 sur ces contrats est nul.

Au 31 décembre 2017, l'encours financier de ces contrats s'élève à 2 dinars.

Certificats de dépôt

Société Immobilière ECHARIFA

1- HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière ECHARIFA dans laquelle elle détient 26,56% du capital, pour un montant global de 6.000.000 DT, durant la période allant du 3 décembre 2016 au 22 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 21.820 DT.

2- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière ECHARIFA dans laquelle elle détient 26,56% du capital, pour un montant global de 82.000.000 DT, durant la période allant du 2 janvier 2017 au 27 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 471.094 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 6.500.000 DT.

Société Immobilière AL KADIRIA

1- HL a réalisé, en 2016, une opération de financement sous forme de certificat de dépôt auprès de la Société Immobilière AL KADIRIA dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 1.000.000 DT, émis le 15 décembre 2016 et échéant le 14 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 2.602 DT.

2- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière AL KADIRIA dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 16.500.000 DT, durant la période allant du 14 janvier 2017 au 27 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 86.242 DT

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 4.000.000 DT.

Abdelkader ESSEGHAIER

1- HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Abdelkader ESSEGHAIER, administrateur de votre société, pour un montant global de 3.000.000 DT, durant la période allant du 13 décembre 2016 au 22 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 8.408 DT.

2- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Abdelkader ESSEGHAIER, administrateur de votre société, pour un montant global de 36.500.000 DT, durant la période allant du 12 janvier 2017 au 17 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 213.077 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 3.000.000 DT.

PRYM FASHION TUNISIE

- HL a réalisé, en 2016, une opération de financement sous forme de certificat de dépôt auprès de la société PRYM FASHION TUNISIE dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 500.000 DT, émis le 14 décembre 2016 et échéant le 13 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 1.201 DT.

2- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société PRYM FASHION TUNISIE dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 9.000.000 DT, durant la période allant du 13 janvier 2017 au 15 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 57.666 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.000.000 DT.

EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT

1- HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 1.000.000 DT, durant la période allant du 14 décembre 2016 au 19 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 3.003 DT.

2- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 15.500.000 DT, durant la période allant du 13 janvier 2017 au 14 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 90.902 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.500.000 DT.

SOCIETE ECLAIR PRYM TUNISIE

HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société « ECLAIR PRYM TUNISIE » dans laquelle elle détient 29,84% du capital, pour un montant global de 1.000.000 DT, durant la période allant du 22 novembre 2017 au 21 janvier 2018, au taux facial de 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 4.141 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.000.000 DT.

LES BATIMENTS MODERNES

1- HL a réalisé, en 2016, une opération de financement sous forme de certificat de dépôt auprès de la société LES BATIMENTS MODERNES dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 1.000.000 DT, émis le 23 décembre 2016 et échéant le 22 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 4.204 DT.

2- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société LES BATIMENTS MODERNES dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 20.000.000 DT, durant la période allant du 22 janvier 2017 au 23 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 115.543 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.500.000 DT.

CAPITALEASE SEED FUND 2

HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès du fonds « CAPITALEASE SEED FUND 2 » dans laquelle elle a des actionnaires communs, pour un montant global de 1.500.000 DT, durant la période allant du 24 mars 2017 au 19 décembre 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 26.703 DT.

Immobilière Mutuelle Assurance de l'Enseignement

1- HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société « Immobilière Mutuelle Assurance de l'Enseignement » dans laquelle elle a des actionnaires communs, pour un montant global de 4.000.000 DT, durant la période allant du 11 novembre 2016 au 9 février 2017, à des taux variant entre 7,25% et 7,33 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 26.406 DT.

2- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société « Immobilière Mutuelle Assurance de l'Enseignement » dans laquelle elle a des actionnaires communs, pour un montant global de 26.000.000 DT, durant la période allant du 28 janvier 2017 au 28 novembre 2017, à des taux variant entre 7,25% et 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 113.035 DT.

Avances en compte courant associés

1- Le conseil d'administration, réuni le 29 juillet 2015, a autorisé une avance en compte courant, d'un montant de 100.000 dinars, accordée à la société « Amilcar LLD », dans laquelle votre société détient 99,16% du capital. Ladite avance est rémunérée au taux de 8 % l'an.

Le produit constaté à ce titre, en 2017, s'élève à 8.000 dinars.

2- Le conseil d'administration, réuni le 15 décembre 2017, a autorisé une avance en compte courant, d'un montant de 250.000 dinars, accordée à la société « NIDA SA », dans laquelle votre société détient 29,84% du capital. Ladite avance est rémunérée au taux de 8 % l'an.

Le produit constaté à ce titre, en 2017, s'élève à 876 dinars.

Location de voitures

Amilcar Location Longue Durée a conclu avec Hannibal Lease un contrat de location de voitures. Les voitures mises à la disposition de Hannibal Lease à fin 2017 sont au nombre de 11.

Les charges supportées au titre de l'année 2017 s'élèvent à 179 755 DT.

Convention d'assistance et de conseil

Le conseil d'administration réuni le 8 mars 2017, a autorisé la convention d'assistance et de conseil conclue avec la société « HERMES CONSEIL » dirigée par Mr Abderrazak BEN AMMAR, administrateur de Hannibal Lease. Le niveau de rémunération annuelle rattachée à cette convention est plafonné à 50 000 dinars toutes taxes comprises.

La rémunération de cette société s'est élevée en 2017 à 31 944 dinars hors taxes, soit 35 779 dinars toutes taxes comprises.

Rémunérations des dirigeants

Les rémunérations des dirigeants se détaillent comme suit :

	PDG		DGA		Membres du CA, du CPAI et du comité des Risques	
	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017
Avantages à court terme	352 980	1 819	366 920	73 805	112 500	112 500
Rémunérations brutes	290 000		254 052	49 052		
Charges sociales	7 177	1 819	64 748	24 753		
Assurances	55 803		48 121			
Jetons de présence et autres	-	-	-	-	112 500	112 500
Avantages postérieurs à l'emploi (1)	-	-	10 255	-	-	-
	352 980	1 819	377 175	73 805	112 500	112 500

(1) Le directeur général adjoint bénéficie, en cas de départ à la retraite et à l'instar de tout le personnel, d'une indemnité équivalente à 6 mois de salaires conformément à la convention sectorielle. Cet engagement est couvert par une police d'assurance.

En outre, le Président Directeur Général et le Directeur Général Adjoint bénéficient, chacun d'eux, d'une voiture de fonction avec la prise en charge des frais y afférents.

Par ailleurs, Monsieur Rafik MOALLA assure la fonction de Président Directeur Général la filiale « Amilcar Location Longue Durée », qui lui sert à ce titre une rémunération brute annuelle de 30.000 DT.

NOTE 38 : Évènements postérieurs à la clôture

Ces états financiers sont autorisés pour la publication par le Conseil d'Administration du 23 mars 2018. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

Sur la base de la revue des événements postérieurs, nous n'avons relevé aucun impact sur les comptes et la continuité d'exploitation n'est pas menacée.

NOTE COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS ARRETES AU 31/12/2017 :

1/ Une note sur l'état des engagements hors bilan :

Type d'encouragements	Valeur Totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Provisions
1)- Engagements donnés						
a) Garantie personnelles						
• cautionnements						
• aval						
• autres garanties						
b) Garanties réelles						
• hypothèques						
• nantissement						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exploitation mobilisée						
e) Abandon de créances						
f) Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	85 086 947	85 086 947				
g) Engagements sur opérations de Leasing	46 258 490	45 801 581		456 909		
TOTAL	131 345 437	130 888 528		456 909		
2 - Engagements reçus						
a) garanties personnelles						
• cautionnements						
• aval	630 472 460	630 472 460				
• autres garanties						
b) Garanties réelles						
• hypothèques	336 570	336 570				
• nantissement						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exploitation mobilisée						
e) Abandon de créances						
f) ligne de découvert						
g) Les intérêts à échoir au crédit de Leasing	132 081 226	131 118 943		962 283		
h) Valeurs des biens, objet de Leasing	947 244 894	937 736 808		9 508 086		
Total	1 710 135 150	1 699 664 781		10 470 369		
3- Engagements réciproques						
• Emprunt obtenu non encore encaissé	49 770 000	49 770 000				
*Effets escomptés et non échus	29 645	29 645				
• Crédit consenti non encore versé						
• Opération de portage						
• Crédit documentaire						
• Commande de consommables						
• Contrat avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective						
• Engagement sur dossiers génériques						
Total	49 799 645	49 799 645				

2/ Une note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenu entre la date de la clôture de l'exercice et jusqu'à la date d'aujourd'hui

Sur la base de la revue des événements postérieurs, nous n'avons relevé aucun impact sur les comptes et la continuité d'exploitation n'est pas menacée.

3/ Une note sur les règles de prise en compte des gains et des pertes de change et de la couverture contre les risques et change du groupe et ce, conformément aux dispositions du paragraphe 82 de la NCT 1 ainsi que les règles de conversion des opérations en monnaies étrangères

3-3-5 Comptabilisation des emprunts et des charges y afférentes

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique « Emprunts et dettes rattachées ».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage.

Lesdites dettes sont admises à la garantie du "fonds de péréquation des changes" institué par l'article 18 de la loi n° 98-111 du 28 décembre 1998 portant loi de finances pour l'année 1999 et dont la gestion est confiée à la société "Tunis Re" en vertu d'une convention conclue avec le ministère des finances.

La garantie au titre de la couverture des pertes résultant de la fluctuation des taux de change des emprunts étrangers est accordée contre le versement par Hannibal Lease d'une contribution au profit du fonds dont le niveau et les modalités de perception sont décidées par une commission interministérielle conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 99-1649 du 26 juillet 1999 fixant les modalités de fonctionnement dudit fonds.

Ainsi, la société n'est pas exposée au risque de change.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges financières à mesure qu'ils sont courus.

Les commissions encourues lors de l'émission des emprunts sont portées à l'actif en tant que charges reportées et amorties systématiquement sur la durée de l'emprunt au prorata des intérêts courus.

NOTES EXPLICATIVES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS ARRETES AU 31/12/2017 :

1/ Une note sur les variations importantes au 31/12/2017 par rapport au 31/12/2016 des rubriques :

- « Intérêts et produits assimilés de leasing », soit +34,33% :

L'augmentation de cette rubrique est étroitement liée à l'augmentation de l'activité. En effet les mises en force ont augmenté de 42% passant de 388,2 MDT à 551 MDT et les encours financiers ont passé de 574,5 MDT à 805 MDT, soit une augmentation de 40,1%.

- « Intérêts et charges assimilés », soit +44,89% :

L'augmentation de l'activité d'Hannibal Lease a engendré des besoins en ressources de financements supplémentaires, combiné à la hausse du taux directeur, a impacté la rubrique « Intérêts et charges assimilés » par une augmentation de 44,9%

NOTES RECTIFICATIVES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS ARRETES AU 31/12/2017 :

NOTE 36 : Autres flux liés à l'exploitation

			31 Décembre 2017	31 Décembre 2016
- Produits à recevoir des tiers en début de période	+	Note 9	489 489	403 461
- Produits à recevoir des tiers en fin de période	-	Note 9	(859 301)	(489 489)
- Autres comptes débiteurs en début de période	+	Note 9	110 181	37 884
- Autres comptes débiteurs en fin de période	-	Note 9	(50 942)	(110 181)
- Placements en début de période	+	Note 6	1 601 913	2 714 220
- Placements en fin de période	-	Note 6	(1 510 942)	(1 601 423)
- Compte courant "AMILCAR LLD" en début de période	+	Note 9	100 000	100 000
- Compte courant "AMILCAR LLD" en fin de période	-	Note 9	(100 000)	(100 000)
- Compte courant "NIDA" en début de période	+	Note 9	-	-
- Compte courant "NIDA" en fin de période	-	Note 9	(250 000)	-
- Autres comptes créditeurs en début de période	-	Note 14	(230 351)	(108 179)
- Autres comptes créditeurs en fin de période	+	Note 14	456 226	230 351
- Prestataires assurances en début de période	-	Note 14	(664 799)	(292 420)
- Prestataires assurances en fin de période	+	Note 14	56 438	664 799
- Frais d'augmentation du capital	-	Note 9	(204 297)	-
- Produits des placements (hors plus values de cessions)	+	Note 18	193 416	352 267
- Moins values sur cessions titres cotés	-	Note 18	(113 019)	-
- Produits des comptes créditeurs	+	Note 18	103 293	208 754
- Autres gains ordinaires	+	Note 26	81	13 099
- Autres pertes ordinaires	-	Note 25	(799 790)	(15 344)
			<u>(1 672 405)</u>	<u>2 007 799</u>

4.2.7 Rapport Général des Co-commissaires aux comptes sur les états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2017

Deloitte.

Cabinet MS Louzir
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited
Rue du Lac Oubeira
1053 - Les berges du Lac
Tel: +216 36 400 900
Fax: + 216 36 050 900
RC: B119871997-MF:587570N/A/M/000
www.deloitte.tn

FINOR

Société d'expertise comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Immeuble International City Center - Tour des Bureaux
Centre Urban Nord - 1082 Tunis - Tunisie
Tel (L.O) : 70 728 450 - Fax : 70 728 405
RC : B1114411996 - MF : 048996 HAM 000
Mail : administration@finor.com.tn

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Messieurs les actionnaires de la société Hannibal Lease

I- Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société Hannibal Lease qui comprennent le bilan au 31 Décembre 2017, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de 852.730.750 DT, un bénéfice net de 8.202.760 DT et une trésorerie négative à la fin de la période de 10.989.692 DT.

A notre avis, les états financiers ci-joints sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes lors de l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue une question clé d'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Dépréciation des créances

Risque identifié

En tant qu'établissement financier, la société Hannibal Lease est confrontée au risque de crédit défini comme étant le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire au sens de la réglementation en vigueur. Il en résulte une exposition de la société concernant le risque d'insolvabilité de ses clients qui l'oblige à distinguer ses actifs du bilan et du hors bilan en actifs « courants » et actifs « classés ». Les actifs classés doivent obéir à des règles spécifiques en matière de comptabilisation des provisions et des produits comptabilisés mais non encaissés.

Au 31 décembre 2017, les créances s'élèvent à 837 402 KDT, les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 25 798 KDT et les agios réservés ont atteint 1 696 KDT.

La société comptabilise les provisions sur créances de leasing dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, sont remplis. Ces critères sont décrits dans la note 3-3-2 des états financiers.

Compte tenu de l'exposition de la société au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des agios réservés comme un point clé dans notre audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons, à partir d'entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par la société, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la société repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nos travaux ont consisté à :

- Rapprocher la situation des engagements aux données comptables ;
- Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par la société par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- Apprécier la fiabilité du système de classification des créances, de couverture des risques et de réservation des produits ;
- Vérifier la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- Examiner les garanties retenues pour le calcul des provisions et apprécier leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au conseil d'administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu ;
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport d'audit parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II- Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 Novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et son efficience, incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 30 Mars 2018

Les commissaires aux comptes

Cabinet MS Louzir – Membre de Deloitte
Touche Tohmatsu Limited

Mohamed LOUZIR



FINOR

Mustapha MEDHIOUB



4.2.8 Rapport Spécial des Co-commissaires aux comptes sur les états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2017

Deloitte.

Cabinet MS Louzir
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited
Rue du Lac Oubelra
1053 - Les berges du Lac
Tel: +216 36 400 900
Fax: + 216 36 050 900
RC: B119871997-MF:587570N/A/M/000
www.deloitte.tn

FINOR

Société d'expertise comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Immobilier International City Centre - Tour des Bateaux
Centre Urbain Nord - 1062 Tunis - Tunisie
Tel (GC) : 70 728 430 - Fax : 70 728 405
RC : B1114411996 - MF : 048896 HAM 000
Mail : administration@finor.com.tn

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Messieurs les actionnaires de la société Hannibal Lease

En application des dispositions de l'article 62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers et des articles 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous donner à travers le présent rapport toutes les indications relatives à la conclusion et à l'exécution de conventions régies par les dispositions précitées.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations. Il ne nous appartient pas en conséquence, de rechercher spécifiquement l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Conventions nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017

1- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière ECHARIFA dans laquelle elle détient 26,56% du capital, pour un montant global de 82.000.000 DT, durant la période allant du 2 janvier 2017 au 27 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 471.094 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 6.500.000 DT.

2- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière AL KADRIA dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 16.500.000 DT, durant la période allant du 14 janvier 2017 au 27 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 86.242 DT

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 4.000.000 DT.

3- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Abdelkader ESSEGHAIER, administrateur de votre société, pour un montant global de 36.500.000 DT, durant la période allant du 12 janvier 2017 au 17 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 213.077 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 3.000.000 DT.

4- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société PRYM FASHION TUNISIE dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 9.000.000 DT, durant la période allant du 13 janvier 2017 au 15 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 57.666 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.000.000 DT.

5- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 15.500.000 DT, durant la période allant du 13 janvier 2017 au 14 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 90.902 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.500.000 DT.

6- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société « ECLAIR PRYM TUNISIE » dans laquelle elle détient 29,84% du capital, pour un montant global de 1.000.000 DT, durant la période allant du 22 novembre 2017 au 21 janvier 2018, au taux facial de 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 4.141 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.000.000 DT.

7- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société LES BATIMENTS MODERNES dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 20.000.000 DT, durant la période allant du 22 janvier 2017 au 23 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 115.543 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 1.500.000 DT.

8- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès du fonds « CAPITALEASE SEED FUND 2 » dans laquelle elle a des actionnaires communs, pour un montant global de 1.500.000 DT, durant la période allant du 24 mars 2017 au 19 décembre 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 26.703 DT.

9- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société « Immobilière Mutuelle Assurance de l'Enseignement » dans laquelle elle a des actionnaires communs, pour un montant global de 26.000.000 DT, durant la période allant du 28 janvier 2017 au 28 novembre 2017, à des taux variant entre 7,25% et 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 113.035 DT

10- Le conseil d'administration, réuni le 15 décembre 2017, a autorisé une avance en compte courant, d'un montant de 250.000 dinars, accordée à la société « NIDA SA », dans laquelle votre société détient 29,84% du capital. Ladite avance est rémunérée au taux de 8 % l'an.

Le produit constaté à ce titre, en 2017, s'élève à 876 dinars.

II. Opérations réalisées relatives à des conventions conclues au cours des exercices antérieurs

1- Votre conseil d'administration, réuni le 29 juillet 2015, a autorisé une avance en compte courant, d'un montant de 100.000 DT, accordée à la société « Amilcar LLD », dans laquelle votre société détient 99,16% du capital. Ladite avance est rémunérée au taux de 8 % l'an.

Le produit constaté à ce titre, en 2017, s'élève à 8 000 dinars.

2- Le conseil d'administration réuni le 8 mars 2017, a autorisé la convention d'assistance et de conseil conclue avec la société « HERMES CONSEIL » dirigée par Mr Abderrazak BEN AMMAR, administrateur de Hannibal Lease. Le niveau de rémunération annuelle rattachée à cette convention est plafonné à 50 000 dinars toutes taxes comprises.

La rémunération de cette société s'est élevée en 2017 à 31 944 dinars hors taxes, soit 35 779 dinars toutes taxes comprises.

3- HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière ECHARIFA dans laquelle elle détient 26,56% du capital, pour un montant global de 6.000.000 DT, durant la période allant du 3 décembre 2016 au 22 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 21.820 DT.

4- HL a réalisé, en 2016, une opération de financement sous forme de certificat de dépôt auprès de la Société Immobilière AL KADRIA dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 1.000.000 DT, émis le 15 décembre 2016 et échéant le 14 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 2.602 DT.

5- HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Abdelkader ESSEGHAIER, administrateur de votre société, pour un montant global de 3.000.000 DT, durant la période allant du 13 décembre 2016 au 22 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 8.408 DT.

6- HL a réalisé, en 2016, une opération de financement sous forme de certificat de dépôt auprès de la société PRYM FASHION TUNISIE dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 500.000 DT, émis le 14 décembre 2016 et échéant le 13 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 1.201 DT.

7- HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 1.000.000 DT, durant la période allant du 14 décembre 2016 au 19 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 3.003 DT.

8- HL a réalisé, en 2016, une opération de financement sous forme de certificat de dépôt auprès de la société BATIMENTS MODERNES dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 1.000.000 DT, émis le 23 décembre 2016 et échéant le 22 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 4.204 DT.

9- HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société « Immobilière Mutuelle Assurance de l'Enseignement » dans laquelle elle a des actionnaires communs, pour un montant global de 4.000.000 DT, durant la période allant du 11 novembre 2016 au 9 février 2017, à des taux variant entre 7,25% et 7,33 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 26.406 DT.

III. Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 nouveau II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

- Le conseil d'administration réuni le 17 Mai 2017, a nommé Mr Hédi DJILANI en qualité de Président du Conseil d'Administration de la société. Il ne lui a été alloué à ce titre, aucune rémunération.

- Le conseil d'administration réuni le 17 Mai 2017, a nommé Mr Mohamed Hechmi DJILANI en qualité de Directeur Général de la société. Sa rémunération a été fixée par le comité de rémunération du 19 Mai 2017.

Cette rémunération est composée de salaires, de la prise en charge de la cotisation sociale, de l'assurance groupe et d'autres avantages sous forme d'une voiture de direction et la prise en charge des frais y afférents, ainsi que toutes les charges de représentation liées à sa fonction.

- Le conseil d'administration réuni le 17 Mai 2017 a nommé Mr Rafik MOALLA en qualité de Directeur Général Adjoint. Sa rémunération a été fixée par le comité de rémunération du 19 Mai 2017. Cette rémunération est composée de salaires et d'une prime de bilan s'il y a lieu ainsi que la prise en charge de la cotisation sociale et de l'assurance groupe. Il bénéficie en outre d'une voiture de fonction avec la prise en charge des frais y afférents et d'une indemnité de départ à la retraite fixée à six salaires bruts à l'instar de tout le personnel ainsi que la prise en charge de toutes les charges de représentation liées à sa fonction.

- Les membres du conseil d'administration ainsi que les membres des comités issus du conseil sont rémunérés, au titre de 2017, par des jetons de présence et des rémunérations, approuvées par l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 mai 2017.

Les obligations et engagements de la société Hannibal Lease envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017, sont détaillés au niveau du tableau ci-après :

	PDG		DGA		Membres du CA, du CPAI et du comité des Risques	
	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017
Avantages à court terme	352 980	1 819	366 920	73 805	112 500	112 500
Rémunérations brutes	290 000	-	254 052	49 052	-	-
Charges sociales	7 177	1 819	64 748	24 753	-	-
Assurances	55 803	-	48 121	-	-	-
Jetons de présence et autres	-	-	-	-	112 500	112 500
Avantages postérieurs à l'emploi (1)	-	-	10 255	-	-	-
	352 980	1 819	377 175	73 805	112 500	112 500

(1) Le directeur général adjoint bénéficie, en cas de départ à la retraite et à l'instar de tout le personnel, d'une indemnité équivalente à 6 mois de salaires conformément à la convention sectorielle. Cet engagement est couvert par une police d'assurance.

Par ailleurs, Monsieur Rafik MOALLA assure la fonction de Président Directeur Général de la filiale « Amilcar Location Longue Durée », qui lui sert à ce titre une rémunération brute annuelle de 30.000 DT.

En dehors des opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 62 de la loi n° 2016-48 relative aux banques et aux établissements financiers, des articles 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales.

Tunis, le 30 Mars 2018

Les commissaires aux comptes

Cabinet MS Louzir – Membre de Deloitte
Touche Tohmatsu Limited

Mohamed LOUZIR



FINOR

Mustapha MEDHIOUB



4.2.9 Engagements financiers au 31 décembre 2017

Type d'encouragements	Valeur Totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Provisions
1)- Engagements donnés						
a) Garantie personnelles						
• cautionnements						
•aval						
•autres garanties						
b) Garanties réelles						
•hypothèques						
•nantissement						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exploitation mobilisée						
e) Abandon de créances						
f) Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	85 086 947	85 086 947				
g) Engagements sur opérations de Leasing	46 258 490	45 801 581		456 909		
TOTAL	131 345 437	130 888 528		456 909		
2 - Engagements reçus						
a) garanties personnelles						
• cautionnements						
•aval	630 472 460	630 472 460				
•autres garanties						
b) Garanties réelles						
•hypothèques	336 570	336 570				
•nantissement						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exploitation mobilisée						
e) Abandon de créances						
f) ligne de découvert						
g) Les intérêts à échoir au crédit de Leasing	132 081 226	131 118 943		962 283		
h) Valeurs des biens, objet de Leasing	947 244 894	937 736 808		9 508 086		
Total	1 710 135 150	1 699 664 781		10 470 369		
3- Engagements réciproques						
• Emprunt obtenu non encore encaissé	49 770 000	49 770 000				
*Effets escomptés et non échus	29 645	29 645				
• Crédit consenti non encore versé						
• Opération de portage						
• Crédit documentaire						
• Commande de consommables						
• Contrat avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective						
• Engagement sur dossiers génériques						
Total	49 799 645	49 799 645				

II- DETTES GARANTIES PAR DES SURETES

Néant.

4.2.10 Encours des emprunts émis par Hannibal Lease au 31 décembre 2017

4.3.10.1. Encours des emprunts obligataires émis par Hannibal Lease au 31 décembre 2017

Emprunts en DT	Montants	Echéances	Taux d'intérêt	Durée	Encours 31/12/2017
E.O 2013/1 TF	16 000 000	17-mai	6,90%	5 ANS	3 200 000
E.O 2013/1 TV	4 000 000	17-mai	TMM+1,9	5 ANS	800 000
E.O 2013/2 TF	12 080 000	28-févr.	7,20%	5 ANS	4 832 000
E.O 2013/2 TF	13 220 000	28-févr.	7,35%	7 ANS avec 2 ans de grâce	10 576 000
E.O 2013/2 TV	4 700 000	28-févr.	TMM+2,2	5 ANS	1 880 000
E.O 2014/1 TF	15 200 000	30-oct.	7,65%	5 ANS	6 080 000
E.O 2014/1 TF	12 880 000	30-oct.	7,80%	7 ANS avec 2 ans de grâce	10 304 000
E.O 2014/1 TV	2 000 000	30-oct.	TMM+2,3	5 ANS	800 000
E.O 2015/1 TF	11 200 000	30-avr.	7,70%	5 ANS	6 720 000
E.O 2015/1 TF	18 800 000	30-avr.	7,85%	7 ANS avec 2 ans de grâce	18 800 000
E.O 2015/1 TV	0	30-avr.	TMM+2,3	5 ANS	0
E.O 2015 s TF	5 515 000	25-nov.	7,72%	5 ANS	3 309 000
E.O 2015 s TF	19 485 000	25-nov.	7,92%	7 ANS avec 2 ans de grâce	19 485 000
E.O 2015 s TV	0	25-nov.	TMM+2,4	5 ANS	0
E.O 2015/2 TF	14 670 000	28-mars	7,65%	5 ANS	11 736 000
E.O 2015/2 TF	23 330 000	28-mars	7,85%	7 ANS avec 2 ans de grâce	23 330 000
E.O 2015/2 TV	2 000 000	28-mars	TMM+2,35	5 ANS	1 600 000
E.O 2016/1 TF	20 000 000	28-juin	7,65%	5 ANS	16 000 000
E.O 2016/1 TV	0	28-juin	TMM+2,45	5 ANS	0
E.O 2016/2 TV	1 000 000				800 000
E.O 2016/2 TF 1	11 195 000	28-nov	7,65%	5 ANS	8 956 000
E.O 2016/2 TF 2	27 805 000	28-nov	7,85%	7 ANS avec 2 ans de grâce	27 805 000
E.O 2017/1 TV	1 000 000	10-févr	TMM+2,35		1 000 000
E.O 2017/1 TF1	4 000 000	10-févr	7,65%		4 000 000
E.O 2017/1 TF2	15 000 000	10-févr	7,85%	7 ANS avec 2 ans de grâce	15 000 000
E.O 2017/2 TV	0	20-juil	TMM+2,35	5 ANS	0
E.O 2017/2 TF1	8 445 800	20-juil	7,65%	5 ANS	8 445 800
E.O 2017/2 TF2	16 554 200	20-juil	7,85%	7 ANS avec 2 ans de grâce	16 554 200
E.O 2017/3 TF1	7 670 600	26-janv	8,00%	5 ANS	3 050 000
E.O 2017/3 TF2	28 530 000	26-janv	8,25%	7 ANS avec 2 ans de grâce	11180000
E.O 2017/3 TV	3 799 400	26-janv	TMM+2,4	5 ANS	0
Total	294 310 000				236 243 000

**4.3.10.2. Encours des emprunts bancaires de leasing contractés par Hannibal Lease
au 31 décembre 2017**

Emprunts en DT	Montants	Taux d'intérêts	Modalités de remboursement	Durée	Encours 31/12/2017
CREDITS BANCAIRES LOCAUX					
AMENBANK 5 MDT (2013)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	867 350
AMENBANK 5 MDT (2014)	5 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	1 702 208
AMENBANK 2 MDT (2014)	2 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2018)	4 ANS	423 199
AMENBANK 2 MDT (2014)	2 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2018)	5 ANS	284 697
AMENBANK 2 MDT (2014)	2 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2018)	5 ANS	424 776
AMENBANK 2 MDT (2015)	2 000 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	1 190 939
AMENBANK 1 MDT (2015)	1 000 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	625 472
AMENBANK 1 MDT (2015)	1 000 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	625 470
AMENBANK 1 MDT (2015)	1 000 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	622 571
AMENBANK 2 MDT (2015)	2 000 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	1 240 921
AMEN BANK 1,5MDT (2016-1)	1 500 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	973 720
AMEN BANK 1,5MDT (2016-2)	1 500 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	1 055 975
AMEN BANK 2MDT (2016-1)	2 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	1 652 359
AMEN BANK 3MDT (2016-1)	3 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	2 474 968
AMEN BANK 3MDT (2016-2)	3 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	2 481 201
AMEN BANK 2MDT (2016-2)	2 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	1 651 201
AMENBANK 7 MDT (2017)	7 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	6 755 054
AMENBANK 5 MDT (2017)	5 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	4 806 961
AMENBANK 3 MDT (2017)	3 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	2 867 728
ATB 2MDT (2014)	2 000 000	TMM +2%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	500 000
ATB 1,5MDT (2014)	1 500 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	600 000
ATB 1,5MDT (2015)	1 500 000	TMM +2,3%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	900 000
ATB 1MDT (2016)	1 000 000	TMM +2,35%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	800 000
ATB 3MDT (2017)	3 000 000	TMM +2,35%	Trimestriellement (2018-2022)	5 ANS	3 000 000
BIAT6MDT (2013)	6 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	703 939
BIAT3MDT (2014)	3 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	750 000
BIAT2,5MDT (2014)	2 500 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	694 444
BIAT2,5MDT (2014)	2 500 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	735 294
BIAT5MDT (2015)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	2 250 000
BIAT5MDT (2015-2)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	909 128
BIAT2MDT (2015)	2 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	1 000 000
BIAT4MDT (2015)	4 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	2 000 000
BIAT3MDT (2015)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	1 800 000
BIAT 2MDT (2015-2)	2 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	1 200 000
BIAT 2MDT (2016)	2 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	1 400 000
BIAT 5MDT (2-2016)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	3 500 000
BIAT 3MDT (2016-1)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	2 052 632
BIAT 4MDT (2016)	4 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	2 800 000
BIAT 3MDT (2016-2)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	2 052 632
BIAT 3MDT (2016-3)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	2 210 526
BIAT5MDT (2017)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	4 000 000
BIAT20MDT (2017)	20 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	19 162 524
BIAT10MDT (2017)	10 000 000	TMM +3%	Trimestriellement (2017-2022)	3 ANS	10 000 000
BTE 3MDT (2013)	3 000 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	688 784
BTE 5MDT (2014)	5 000 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	2 236 606
BTL 1,5MDT (2014)	1 500 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	525 000
BTL 1,5MDT (2014)	1 500 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	525 000

BTL 1MDT (2015)	1 000 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	600 000
BTL 2MDT (2015)	2 000 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	1 200 000
BTL 3MDT (2016)	3 000 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	2 250 000
BTL 3MDT (2017)	3 000 000	TMM + 2,75%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	2 700 000
BH 5 MDT (2013)	5 000 000	TMM + 2,25%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	1 143 368
BH 5 MDT (2014)	5 000 000	TMM + 2,25%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	1 955 186
BH 5 MDT (2016)	5 000 000	TMM + 2,25%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	4 124 263
BH 5 MDT (2017)	5 000 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2018-2022)	4 ANS	5 000 000
BT 2MDT (2013)	2 000 000	TMM + 2%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	300 000
BT 5MDT (2013)	5 000 000	TMM + 2%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	750 000
BT 3MDT (2015)	3 000 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	1 500 000
BT 3MDT (2016)	3 000 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	1 950 000
BT 5MDT (2017)	5 000 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	4 500 000
STB BANK 5MDT (2013)	5 000 000	TMM + 2,5%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	515 564
STB BANK 10MDT (2016)	10 000 000	TMM + 3%	Trimestriellement (2017-2021)	6 ANS	8 000 000
STB BANK 10MDT (2017)	10 000 000	TMM + 3%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	9 500 000
BNA 5MDT(2015)	5 000 000	TMM + 2,75%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	2 250 000
BNA 5MDT(2016)	5 000 000	TMM + 2,75%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	3 750 000
BNA 5MDT(2017)	5 000 000	TMM + 3%	Trimestriellement (2017-2021)	4 ANS	4 473 684
QNB 5MDT(2015)	5 000 000	7%	Trimestriellement (2015-2021)	7 ANS	2 857 143
BRARAKA 5MDT(2017)	5 000 000	7,50%	Semestriellement (2017-2022)	5 ANS	4 578 693
BRARAKA 5MDT(2017)	5 000 000	7,50%	Semestriellement (2017-2022)	5 ANS	4 578 693
CITI 5,5MDT	5 500 000	TMM + 1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	5 500 000
CITI 4,5MDT	4 500 000	TMM + 1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	4 500 000
CITI 4MDT	4 000 000	TMM + 1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	4 000 000
CITI 7,5MDT	7 500 000	TMM + 1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	7 500 000
CITI 3MDT	3 000 000	TMM + 1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	3 000 000
CITI 5,5MDT	5 500 000	TMM + 1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	5 500 000
SOUS TOTAL 1	293 000 000				200 199 875

CREDITS BANCAIRES ETRANGERS

BAD 4,996 MDT(2013)	4 996 434	4,72%	Semestriellement (2016-2023)	9 ans avec 3 ans de grâce	3 925 770
BAD 1MDT(2014)	1 000 000	4,72%	Semestriellement (2016-2023)	9 ans avec 3 ans de grâce	928 571
BAD 3 MDT (2016)	3 000 000	4,20%	Semestriellement (2019-2026)	11 ans avec 3 ans de grâce	3 000 000
BIRD 1MDT(2015)	1 000 000	TMM+1,75%	Semestriellement (2019-2026)	12 ans avec 3 ans de grâce	1 000 000
BIRD 5MDT(2015)	5 000 000	TMM+1,75%	Semestriellement (2019-2026)	12 ans avec 3 ans de grâce	5 000 000
BIRD 6MDT(2015)	6 000 000	TMM+1,75%	Semestriellement (2019-2026)	12 ans avec 3 ans de grâce	6 000 000
BIRD 8 MDT (2016)	8 000 000	TMM+1,75%	Semestriellement (2019-2026)	12 ans avec 3 ans de grâce	8 000 000
SOUS TOTAL 2	28 996 434				27 854 341

Total	321 996 434				228 054 216
--------------	--------------------	--	--	--	--------------------

**4.3.10.3. Encours des billets de trésorerie et certificats de leasing contractés par Hannibal Lease
au 31 décembre 2017**

SOUSCRIPTEURS	Montants	Échéance	Encours 31/12/2017
<u>Certificat de leasing</u>			
	-	-	-
Certificats de leasing Baraka Bank (Taux : TMM+2,75)	35 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	35 000 000
Certificats de leasing Zitouna Bank (Taux Fixe)	35 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	35 000 000
Certificats de Leasing ATTAKAFULIA	1 000 000	02/01/2018	1 000 000
Certificats de Leasing WIFAK (Taux Fixe)	5 000 000	15/02/2018	5 000 000
Total certificat de leasing	76 000 000		76 000 000
<u>Certificats de dépôt</u>			
	-	-	-
FIDELITY OBL SICAV NON AVALISE	500 000	17/01/2018	500 000
FIDELITY OBL SICAV NON AVALISE	2 000 000	31/01/2018	2 000 000
FIDELITY OBL SICAV NON AVALISE	1 000 000	27/02/2018	1 000 000
FIDELITY OBL SICAV NON AVALISE	2 000 000	28/03/2018	2 000 000
FIDELITY OBL SICAV NON AVALISE	1 000 000	14/03/2018	1 000 000
FIDELITY OBL SICAV NON AVALISE	1 000 000	04/04/2018	1 000 000
FIDELITY OBL SICAV NON AVALISE	1 000 000	13/03/2018	1 000 000
ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	3 000 000	04/01/2018	3 000 000
ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	500 000	27/02/2018	500 000
ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	500 000	16/01/2018	500 000
ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	1 000 000	13/02/2018	1 000 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	1 000 000	09/01/2018	1 000 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	500 000	13/01/2018	500 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	500 000	18/01/2018	500 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	500 000	20/01/2018	500 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	500 000	26/01/2018	500 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	1 000 000	27/01/2018	1 000 000
LES BATIMENTS MODERNES	500 000	17/01/2018	500 000
LES BATIMENTS MODERNES	1 000 000	23/01/2018	1 000 000
Mr, ABDELKADER ESSEGHAIER	2 000 000	09/01/2018	2 000 000
Mr, ABDELKADER ESSEGHAIER	1 000 000	17/01/2018	1 000 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	1 000 000	27/01/2018	1 000 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	1 000 000	08/01/2018	1 000 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	500 000	12/01/2018	500 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	1 000 000	14/01/2018	1 000 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	1 500 000	15/01/2018	1 500 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	1 500 000	16/01/2018	1 500 000
EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT	500 000	08/01/2018	500 000

EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT	1 000 000	14/01/2018	1 000 000
PRYM FASHION TUNISIE	1 000 000	15/01/2018	1 000 000
ECLAIR PRYM TUNISIE	500 000	21/01/2018	500 000
LE BUREAU UNIFIE AUTOMOBILE TUNISIEN(BUAT)	1 500 000	22/03/2018	1 500 000
LE BUREAU UNIFIE AUTOMOBILE TUNISIEN(BUAT)	1 000 000	18/12/2018	1 000 000
LE BUREAU UNIFIE AUTOMOBILE TUNISIEN(BUAT)	1 000 000	21/12/2018	1 000 000
LE BUREAU UNIFIE AUTOMOBILE TUNISIEN(BUAT)	500 000	25/01/2018	500 000
LE BUREAU UNIFIE AUTOMOBILE TUNISIEN(BUAT)	1 000 000	08/01/2018	1 000 000
STE PARTNER INVESTMENT	5 000 000	09/06/2018	5 000 000
STE PARTNER INVESTMENT	5 000 000	18/06/2018	5 000 000
STE PARTNER INVESTMENT	3 000 000	31/05/2018	3 000 000
TUNISO EMIRATIE SICAV	500 000	09/01/2018	500 000
TUNISO EMIRATIE SICAV	1 000 000	22/01/2018	1 000 000
TUNISO EMIRATIE SICAV	1 000 000	30/01/2018	1 000 000
LA POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	1 000 000	28/01/2018	1 000 000
B,S,B SERVICES ET PARTS	500 000	14/03/2018	500 000
INTERNATIONAL OBLIGATAIRE SICAV	1 500 000	09/01/2018	1 500 000
INTERNATIONAL OBLIGATAIRE SICAV	1 000 000	09/01/2018	1 000 000
RIDHA RAFRAFI	1 000 000	15/11/2018	1 000 000
CGF PRENIUM OBLIGATAIRE FCP	500 000	07/01/2018	500 000
SICAV BHO	1 000 000	28/01/2018	1 000 000
Total Certificats de dépôt	58 500 000		58 500 000

Total	134 500 000		134 500 000
--------------	--------------------	--	--------------------

4.2.11 Structure des souscripteurs à l’Emprunt Obligataire subordonné « HL Subordonné 2018-1 »

Catégorie	Durée	Taux d'intérêt
A	5 ans	8,30% ou TMM+2,1%
B	7 ans avec 2 ans de grâce	8,50%

Catégorie	Nombre de souscripteurs	Nombre d'obligations	Montant souscrit en DT	%
Catégorie A				
SICAV	4	27 500	2 750 000	13,75%
Assurances	2	15 000	1 500 000	7,50%
Sous total	6	42 500	4 250 000	21,25%
Catégorie A variable				
Banques	1	10 000	1 000 000	5,00%
Assurances	1	30 000	3 000 000	15,00%
SICAV	5	38 000	3 800 000	19,00%
CDC	1	10 000	1 000 000	5,00%
Sous total	8	88 000	8 800 000	44,00%
Catégorie B Fixe				
SICAV	1	10 000	1 000 000	5,00%
Assurances	4	47 500	4 750 000	23,75%
Particuliers	1	12 000	1 200 000	6,00%
Sous total	6	69 500	6 950 000	34,75%
Total	20	200 000	20 000 000	100,00%

4.2.12 Soldes intermédiaires de gestion comparés au 31 décembre

(En Dinars)

PRODUITS			CHARGES			SOLDES		
	Décembre 2017	Décembre 2016		Décembre 2017	Décembre 2016		Décembre 2017	Décembre 2016
Intérêts de leasing	66 738 625	49 446 765	Intérêts et charges assimilés	44 095 868	30 433 146			
Intérêts de retard	867 800	922 499						
Variation des produits réservés	(274 147)	(317 561)						
Produits accessoires	2 287 162	1 774 907						
Autres produits d'exploitation	30 266	28 825						
Intérêts et produits assimilés de leasing	69 649 706	51 855 435	Total des intérêts et charges assimilés	44 095 868	30 433 146	Marge commerciale (PNB)	25 553 838	21 422 288
Marge commerciale (PNB)	25 553 838	21 422 288	Autres charges d'exploitation	3 579 811	3 288 798			
Produits des placements	184 389	561 512	Charges de personnel	7 047 593	5 465 389			
Sous total	25 738 226	21 983 800	Sous total	10 627 403	8 754 187	Excédent brut d'exploitation	15 110 823	13 229 613
Excédent brut d'exploitation	15 110 823	13 229 613	Dotations aux amortissements et aux résorptions	596 503	512 335			
Reprises sur provisions :			Dotations aux provisions :					
- Suite au recouvrement des créances	1 394 633	1 093 001	- Pour dépréciation des créances	3 826 908	3 355 430			
- pour titres de participation	102 371	108 425	- Collectives	430 000	200 000			
Autres produits ordinaires	81	59 161	- Pour dépréciation des titres	96 540	116 325			
			- Pour risques et charges	75 000	389 375			
			- Pour autres actifs	71 881	50 010			
			Autres pertes ordinaires	437 315	15 366			
			Impôts sur les bénéfices	2 296 801	2 024 139			
Sous total	16 607 909	14 490 200	Sous total	7 830 948	6 662 980	Résultat des activités ordinaires	8 776 960	7 827 221
Résultat des activités ordinaires	8 776 960	7 827 221	Contribution onjoncturelle	574 200	759 052			
Sous total	8 776 960	7 827 221	Sous total	574 200	759 052	Résultat net	8 202 760	7 068 169

En Dinars

4.2.13 Tableau de mouvement des capitaux propres

	Capital social	Réserve légale	Réserve pour réinvestissement	Prime d'émission	Fonds social	Résultats reportés	Actions propres	Complément d'apport	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2015	28 700 000	1 163 016	3 487 979	8 830 000		2 940 255	-1 292	12 529	4 635 703	49 768 190
Affectation approuvée par l'AGO du 01/06/2016		378 798				4 256 905			-4 635 703	-
Dividendes versés sur le bénéfice 2015						-2 353 400				-2 353 400
Rachats d'actions propres							-656 955			-656 955
Encaissement de dividendes sur actions propres						2 546				2 546
Cession actions propres							259 333	-842		258 491
Résultat de l'exercice 2016									7 068 169	7 068 169
Solde au 31/12/2016	28 700 000	1 541 814	3 487 979	8 830 000	0	4 846 306	-398 915	11 688	7 068 169	54 087 039
Augmentation du capital par l'AGE du 17/05/2017	11 480 000			5 166 000		-2 870 000				13 776 000
Affectation approuvée par l'AGO du 17/05/2017		595 724			150 000	6 322 445			-7 068 169	0
Dividendes versés sur le bénéfice 2016						-3 157 000				-3 157 000
Rachats d'actions propres							-1 033 154			-1 033 154
Encaissement de dividendes sur actions propres						35 750				35 750
Cession actions propres							599 337	-3 545		595 791
Résultat de l'exercice 2017									8 202 760	8 202 760
Solde au 31/12/2017	40 180 000	2 137 538	3 487 979	13 996 000	150 000	5 177 500	-832 733	8 142	8 202 760	72 507 187
Affectation approuvée par l'AGO du 30/04/2018		669 013			150 000	7 383 747			-8 202 760	0
Dividendes versés sur le bénéfice 2017						-4 018 000				-4 018 000
Solde au 31 décembre 2017 après affectation du résultat	40 180 000	2 806 551	3 487 979	13 996 000	300 000	8 543 247	-832 733	8 142	0	68 489 187

4.2.14 Affectation des résultats des trois derniers exercices

Désignation (en Dinars)	2017	2016	2015
Résultat Net	8 202 760	7 068 169	4 635 703
Résultat reportés	5 177 500	4 846 305	2 940 255
Réserves légales	669 013	595 724	378 798
Dividendes	4 018 000	3 157 000	2 353 400
Dotations au fond social	150 000	150 000	0
Report à nouveau	8 543 247	8 011 750	4 843 760

4.2.15 Evolution du revenu de leasing et du résultat d'exploitation

Désignation (en Dinars)	2017	2016	2015
Revenus de leasing	69 619 440	51 826 610	39 641 130
Résultat d'exploitation	11 510 996	9 807 564	5 671 746
Capital social	40 180 000	28 700 000	28 700 000
Nombre d'actions	8 036 000	5 740 000	5 740 000
Revenus de leasing par action	8,663	9,029	6,906
Résultat d'exploitation par action	1,432	1,709	0,988

4.2.16 Evolution du résultat net

Désignation (en Dinars)	2017	2016	2015
Résultat des activités ordinaires avant impôt	11 073 761	9 851 359	5 765 633
Résultat net d'impôt	8 202 760	7 068 169	4 635 703
Capital social	40 180 000	28 700 000	28 700 000
Nombre d'actions	8 036 000	5 740 000	5 740 000
Résultat des activités ordinaires avant impôt par action	1,378	1,716	1,004
Résultat net d'impôt par action	1,021	1,231	0,808
Résultat des activités ordinaires avant impôt / Capital social	27,56%	34,33%	20,09%
Résultat net d'impôt / Capital social	20,42%	24,63%	16,15%

4.2.17 Evolution de la marge brute d'autofinancement

Désignation (en Dinars)	2017	2016	2015
Résultat net de l'exercice	8 202 760	7 068 169	4 635 703
Dotations aux amortissements	596 503	512 335	575 730
Dotations nettes aux provisions	3 003 325	2 909 714	3 003 132
Marge brute d'autofinancement	11 802 588	10 490 218	8 214 565

4.2.18 Evolution des dividendes

Désignation	2017	2016	2015
Résultat Net	8 202 760	7 068 169	4 635 703
Montant global des dividendes	4 018 000	3 157 000	2 353 400
Capital social	40 180 000	28 700 000	28 700 000
Nombre d'actions	8 036 000	5 740 000	5 740 000
Dividende par action	0,50	0,55	0,41
Date de mise en paiement	15/06/2018	24/06/2017	24/06/2016

4.2.19 Indicateurs et ratios de gestion**a- Les indicateurs de gestion**

	2017	2016	2015
Indicateurs de gestion en DT			
Résultat de la période (1)	8 202 760	7 068 169	4 635 703
Créances sur la clientèle + Portefeuille titre commercial + Portefeuille d'investissement	820 470 014	589 417 987	437 657 819
Engagement (2) (Bilan et Hors bilan)	878 369 331	650 914 455	484 048 946
Fonds propres (avant résultat net) (3)	64 304 427	47 018 871	45 132 487
Capitaux propres avant affectation	72 507 187	54 087 039	49 768 190
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	809 907 969	578 771 502	427 937 789
Créance classées (4)	33 866 704	30 485 830	25 656 457
Produits réservés (5)	1 695 527	1 421 380	1 103 820
Total provisions (6)	22 768 066	20 335 791	18 073 363
Emprunts et ressources spéciales (7)	610 356 838	487 100 412	365 028 023
Dettes envers la clientèle	8 524 277	5 199 476	5 685 303
Total bilan	852 730 750	631 195 700	460 339 719
Charges de personnel	7 047 593	5 465 389	4 520 993
Dotations nettes aux provisions	3 003 325	2 909 714	3 003 132
Intérêts et produits assimilés de leasing	69 619 440	51 826 610	39 641 130
Charges financières (8)	44 095 869	30 433 146	23 671 235
Total charges d'exploitation (hors dotations aux provisions sur créances)	11 223 906	9 266 522	7 743 615
Produits nets	25 738 226	21 983 800	16 418 494
Provisions nettes	3 003 325	2 909 714	3 003 133

b- Les ratios de gestion

	2017	2016	2015
Ratios propres aux sociétés de leasing			
Fonds propres / Engagements (3)/(2)	7,32%	7,22%	9,32%
Rentabilité de fonds propres (1)/(3)	12,76%	15,03%	10,27%
Taux de créance classées(4)/(2)	3,86%	4,68%	5,30%
Ratio de couverture de créances classées (5)+(6)/(4)	72,23%	71,37%	74,74%
Créances classées/Créances sur la clientèle + Portefeuille titre commercial + Porte feuille d'investissement	4,13%	5,17%	6,00%
Ratio de Fonds propres selon la circulaire 91-24 de la BCT (*)	10,33%	11,34%	15,26%
Ratio de gestion			
Charges de personnel/ produits nets	27,38%	24,86%	27,54%
Produits nets/ Capitaux propres avant résultat	40,03%	46,76%	36,38%
Coefficient d'exploitation (Total des charges d'exploitation/Produits nets)	43,61%	42,15%	47,16%
Dotations nettes aux provisions/ produits nets	11,67%	13,24%	18,29%
Ratio de structure			
Total des capitaux propres avant résultat/ Total bilan	7,54%	7,45%	9,80%
Emprunts et ressources spéciales/Total bilan	71,58%	77,17%	79,30%
Créances sur clientèle, opérations de leasing/ Total bilan	94,98%	91,69%	92,96%
(Emprunts et ressources spéciales + dettes envers la clientèle)/Créances sur clientèle, opérations de leasing	76,41%	85,06%	86,63%
Ratio de rentabilité			
ROE (Résultat net/ Capitaux propres avant résultat net)	12,76%	15,03%	10,27%
ROA (Résultat net/ Total bilan)	0,96%	1,12%	1,01%
Résultat net/ Produits nets	31,87%	32,15%	28,23%
Intérêts et produits assimilés de leasing/Créances sur la clientèle	8,60%	8,95%	9,26%
Produits nets/ Total bilan	3,02%	3,48%	3,57%

(*) Tel que modifié par la circulaire 99-04 de la BCT, ce ratio prudentiel exige de chaque établissement de crédit (Banques et société de leasing que ses fonds propres nets représentent au moins 8% de son actif (bilan et hors bilan) pondéré en fonction des risques encourus.

4.3 Etats financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017

Les règles d'établissement et de présentations des états financiers consolidés de la société arrêtés au 31/12/2017 ne s'accroissent pas aux dispositions du système comptable des entreprises notamment en ce qui concerne les notes aux états financiers qui ne comportent pas les informations et renseignements ci-après :

- Une note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des états financiers, conformément aux dispositions du paragraphe 36 de la NC 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture.

En outre, le rapport des commissaires aux comptes ne comporte pas une évaluation du contrôle interne, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 3 nouveau de la loi n°94-117 du 14 Novembre 1994 portant réorganisation du marché financier.

Hannibal Lease s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et ce pour les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2018 et suivants.

4.3.1 Bilan consolidé au 31 décembre 2017 (exprimé en Dinar Tunisien)

		31 Décembre 2017	31 Décembre 2016
ACTIFS			
	<u>Notes</u>		
Liquidités et équivalents de liquidités	5	4 705 787	14 431 110
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	6	802 411 178	573 023 584
Portefeuille-titres de placement	7	1 202 092	1 286 532
Portefeuille d'investissement	8	9 264 178	9 174 428
Valeurs Immobilisées	9	22 464 169	16 821 172
Actifs d'impôts différés		-	185 531
Autres actifs	10	14 277 783	17 294 463
TOTAL DES ACTIFS		<u>854 325 187</u>	<u>632 216 820</u>
		31 Décembre 2017	31 Décembre 2016
PASSIFS			
	<u>Notes</u>		
Concours bancaires	11	15 660 880	11 731 960
Dettes envers la clientèle	12	8 524 277	5 199 476
Emprunts et dettes rattachées	13	610 356 838	487 100 412
Fournisseurs et comptes rattachés	14	140 308 629	67 029 060
Autres passifs	15	5 263 972	5 689 876
TOTAL DES PASSIFS		<u>780 114 596</u>	<u>576 750 784</u>
INTERETS MINORITAIRES	16	<u>11 913</u>	<u>9 652</u>
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		40 180 000	28 700 000
Réserves		5 783 659	5 041 480
Prime d'émission		13 996 000	8 830 000
Actions propres		(832 733)	(398 915)
Résultats reportés consolidés		6 557 554	5 775 431
Résultat consolidé		8 514 198	7 508 389
Total des capitaux propres	17	<u>74 198 678</u>	<u>55 456 385</u>
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		<u>854 325 187</u>	<u>632 216 820</u>

4.3.2 Etat des engagements hors bilan consolidé au 31 décembre 2017 (exprimé en Dinar Tunisien)

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
ENGAGEMENTS DONNES	131 264 009	124 241 651
Engagements de Financement en Faveur de la Clientèle	46 177 062	50 100 141
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	85 086 947	74 141 510
ENGAGEMENTS RECUS	1 701 027 515	1 263 552 853
Cautions Reçues	630 472 460	482 579 060
Garanties Reçues	336 570	630 963
Intérêts à Echoir sur Contrats Actifs	131 335 130	93 633 671
Valeurs des biens, objet de leasing	938 883 355	686 709 160
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	49 799 645	37 505
Emprunts obtenus non encore encaissés	49 770 000	-
Effets escomptés sur la clientèle	29 645	37 505

4.3.3 Etat de résultat consolidé au 31 décembre 2017 (exprimé en Dinar Tunisien)

	<u>Notes</u>	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Intérêts et produits assimilés de leasing	18	69 033 726	51 367 589
Revenus des opérations de location longue durée	19	4 124 091	3 152 562
Intérêts et charges assimilées	20	(44 095 490)	(30 432 382)
Coût des opérations de location longue durée	21	(2 682 621)	(2 017 075)
Produits des placements	22	14 661	391 784
Autres produits d'exploitation	23	75 099	46 165
Produits nets		<u>26 469 467</u>	<u>22 508 643</u>
CHARGES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	24	7 345 907	5 677 361
Dotations aux amortissements	25	656 797	584 305
Autres charges d'exploitation	26	3 537 843	3 260 035
Total des charges d'exploitation		<u>11 540 546</u>	<u>9 521 700</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS		<u>14 928 920</u>	<u>12 986 943</u>
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	27	2 862 275	2 462 429
Dotations nettes aux autres provisions	28	148 512	492 358
RESULTAT D'EXPLOITATION		<u>11 918 134</u>	<u>10 032 156</u>
Autres pertes ordinaires	29	(462 008)	(16 034)
Autres gains ordinaires	30	95	72 472
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES AVANT IMPOT		<u>11 456 220</u>	<u>10 088 593</u>
Impôts différés		(185 531)	(106 355)
Impôts sur les bénéfices		(2 420 799)	(2 031 176)
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES APRES IMPOT		<u>8 849 890</u>	<u>7 951 063</u>
Contribution conjoncturelle		(574 200)	(760 052)
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		<u>8 275 690</u>	<u>7 191 011</u>
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	8	240 768	320 059
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		<u>8 516 459</u>	<u>7 511 069</u>
Part revenant aux intérêts minoritaires	16	(2 261)	(2 680)
RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE CONSOLIDANTE		<u>8 514 198</u>	<u>7 508 389</u>
Résultat par action		1,303	1,189

4.3.4 Etat de flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2017 (exprimé en Dinar Tunisien)

	<u>Notes</u>	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements reçus des clients	31	447 770 024	334 395 247
Décaissements pour financement de contrats de leasing	32	(545 813 807)	(408 263 166)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	33	(11 701 031)	(8 885 331)
Intérêts payés	34	(41 242 542)	(27 791 101)
Impôts et taxes payés	35	(3 731 419)	(1 801 970)
Restitution du crédit de TVA		19 723 440	-
Autres flux liés à l'exploitation		(1 787 802)	1 939 771
		<u>(136 783 137)</u>	<u>(110 406 549)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	36	(9 130 234)	(8 070 120)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	37	1 583 284	990 665
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		-	(2 046 664)
		<u>(7 546 950)</u>	<u>(9 126 120)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions	17	13 776 000	-
Encaissements suite à la cession d'actions propres	17	595 791	258 491
Décaissements suite au rachat d'actions propres	17	(1 033 154)	(656 955)
Dividendes et autres distributions	38	(3 121 251)	(2 350 854)
Encaissements provenant des emprunts	13	898 230 000	671 000 000
Remboursements d'emprunts	13	(777 771 543)	(552 035 629)
		<u>130 675 843</u>	<u>116 215 053</u>
Variation de trésorerie			
		<u>(13 654 243)</u>	<u>(3 317 615)</u>
Trésorerie au début de l'exercice	5 et 11	2 699 150	6 016 766
Trésorerie à la clôture de l'exercice	5 et 11	(10 955 093)	2 699 150

4.3.5 Schéma des Soldes Intermédiaires de Gestion consolidé au 31 décembre 2017 (exprimé en Dinar Tunisien)

PRODUITS			CHARGES			SOLDES		
	Décembre	Décembre		Décembre	Décembre		Décembre	Décembre
	2017	2016		2017	2016		2017	2016
Intérêts de leasing	66 152 911	48 987 744	Intérêts et charges assimilés	44 095 490	30 432 382			
Revenu des opérations de location longue durée	4 124 091	3 152 562	Coût des opérations de location longue durée	2 682 621	2 017 075			
Intérêts de retard	867 800	922 499						
Variation des produits réservés	(274 147)	(317 561)						
Produits accessoires	2 287 162	1 774 907						
Autres produits d'exploitation	75 099	46 165						
<u>Intérêts et produits assimilés de leasing</u>	<u>73 232 917</u>	<u>54 566 316</u>	<u>Total des intérêts et charges assimilés</u>	<u>46 778 111</u>	<u>32 449 457</u>	<u>Marge commerciale (PNB)</u>	<u>26 454 806</u>	<u>22 116 859</u>
Marge commerciale (PNB)	26 454 806	22 116 859	Autres charges d'exploitation	3 537 843	3 260 035			
Produits des placements	14 661	391 784	Charges de personnel	7 345 907	5 677 361			
<u>Sous total</u>	<u>26 469 467</u>	<u>22 508 643</u>	<u>Sous total</u>	<u>10 883 750</u>	<u>8 937 395</u>	<u>Excédent brut d'exploitation</u>	<u>15 585 717</u>	<u>13 571 248</u>
Excédent brut d'exploitation	15 585 717	13 571 248	Dotations aux amortissements et aux résorptions	656 797	584 305			
Reprises sur provisions :			Dotations aux provisions :					
- Suite au recouvrement des créances	1 394 633	1 093 001	- Pour dépréciation des créances	3 826 908	3 355 430			
- pour divers risques et charges	19 310	-	- Collectives	430 000	200 000			
- pour titres de participation	102 371	108 425	- Pour dépréciation des titres	96 540	116 325			
- pour immobilisations	-	16 281	- Pour risques et charges	75 000	389 375			
- pour autres actifs	-	24 218	- Pour dépréciation des autres actifs	98 653	135 581			
Autres produits ordinaires	95	72 472	Autres pertes ordinaires	462 008	16 034			
			Impôt différé	185 531	106 355			
			Impôts sur les bénéfices	2 420 799	2 031 176			
<u>Sous total</u>	<u>17 102 127</u>	<u>14 885 644</u>	<u>Sous total</u>	<u>8 252 237</u>	<u>6 934 581</u>	<u>Résultat courant des sociétés</u>		
Résultat courant des sociétés intégrées après impôt	8 849 890	7 951 063	Contribution conjoncturelle	574 200	760 052	<u>intégrées après impôt</u>	<u>8 849 890</u>	<u>7 951 063</u>
						<u>Résultat net des sociétés intégrées</u>	<u>8 275 690</u>	<u>7 191 011</u>
						Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	240 768	320 059
						Part revenant aux intérêts minoritaires	(2 261)	(2 680)
						<u>Résultat net revenant à la société consolidante</u>	<u>8 514 198</u>	<u>7 508 389</u>

4.3.6 Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2017

Note 1 : Présentation du groupe

1.1. Structure juridique des sociétés du groupe

Le groupe « HL » est composé des cinq sociétés suivantes :

- ◆ La société Hannibal Lease « **HL** » a été créée en juillet 2001 et ayant comme objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant sur des biens à usage industriel ou professionnel.
Le capital social de la société Hannibal Lease s'élève à la clôture de l'exercice, à la somme de D : 40.180.000 divisé en 8.036.000 actions de D : 5 chacune.
Les titres de la société sont admis à la cote de la bourse depuis juillet 2013.
- ◆ La société « **AMILCAR LLD** » est une société anonyme de droit tunisien constituée en 2010. Elle a pour objet principal la location de voitures.
Le capital social de la société « **AMILCAR LLD** » s'élève à la clôture de l'exercice à D : 1.250.000, divisé en 12.500 actions de D : 100 chacune, totalement libérées.
- ◆ La société « **IMMOBILIERE ECHARIFA** » est une société anonyme de droit tunisien constituée en 1994. Elle a pour objet principal la promotion immobilière.
Le capital social de la société « **IMMOBILIERE ECHARIFA** » s'élève à la clôture de l'exercice à D : 8.700.000, divisé en 87.000 actions de D : 100 chacune, totalement libérées.
- ◆ La société « **ECLAIR PRYM TUNISIE** » est une société à responsabilité limitée de droit tunisien constituée en septembre 2001 sous le régime d'entreprise totalement exportatrice dans le cadre de la loi n°93-120 portant promulgation du code d'incitations aux investissements. Elle a pour objet la fabrication des fermetures à glissières de tout genre.
Le capital social de la société « **ECLAIR PRYM TUNISIE** » s'élève à la clôture de l'exercice à D : 2.500.000, divisé en 25.000 parts de D : 100 chacune, totalement libérées.
- ◆ La société « **NIDA** » est une société anonyme de droit tunisien constituée en mai 2007. Elle a pour objet la promotion, le développement et l'hébergement des centres d'appels.
Le capital social de la société « **NIDA** » s'élève à la clôture de l'exercice à D : 13.200.000, divisé en 13.200.000 actions de D : 1 chacune, totalement libérées.

1.2. Participations et organigramme du groupe

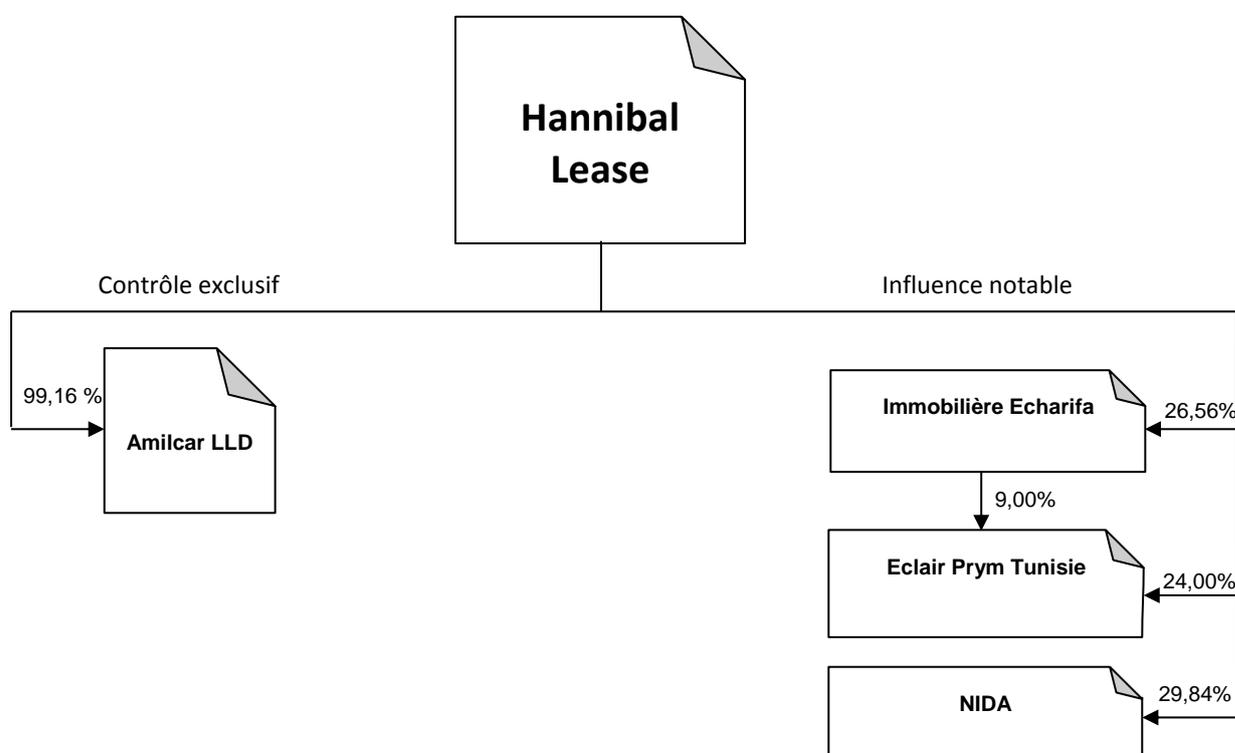
Les participations de la société Hannibal Lease dans les entreprises associées et filiales, se détaillent comme suit :

- ✓ Hannibal Lease détient 12.395 titres sur les 12.500 actions formant le capital de la société « **AMILCAR LLD** », soit un pourcentage de participation de 99,16%.
- ✓ Hannibal Lease détient 23.104 titres sur les 87.000 actions formant le capital de la société « **IMMOBILIERE ECHARIFA** », soit un pourcentage de participation de 26,56%.
- ✓ Hannibal Lease détient 6.000 titres sur les 25.000 parts formant le capital de la société « **ECLAIR PRYM TUNISIE** », soit un pourcentage de participation de 24,00%
- ✓ Hannibal Lease détient 3.939.342 titres sur les 13.200.000 actions formant le capital de la société « **NIDA** », soit un pourcentage de participation de 29,84%

Périmètre de consolidation

	2017		2016	
	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle
Amilcar LLD	99,16%	99,16%	99,16%	99,16%
Société Immobilière ECHARIFA	26,56%	26,56%	26,56%	26,56%
Société Eclair Prym Tunisie	24,00%	24,00%	24,00%	24,00%
Société NIDA	29,84%	29,84%	29,84%	29,84%

Organigramme du groupe



Note 2 : Méthodes et modalités de consolidation

2.1. Méthode de consolidation

La méthode de consolidation appliquée est déterminée en fonction du pourcentage des droits de vote, détenu par la société Hannibal Lease, ainsi que de son pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de chaque société incluse dans le périmètre de consolidation.

Les méthodes de consolidation appliquées pour chaque société du périmètre de consolidation sont les suivantes :

<i>Société</i>	<i>Degré de contrôle</i>	<i>Méthode retenue</i>
AMILCAR LLD	Contrôle exclusif	Intégration globale
IMMOBILIÈRE ECHARIFA	Influence notable	Mise en équivalence
NIDA	Influence notable	Mise en équivalence
ECLAIR PRYM	Influence notable	Mise en équivalence

- Le contrôle exclusif est présumé exister, dès lors qu'une entreprise détient directement ou indirectement quarante pour cent au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.
- L'influence notable est présumée lorsque l'investisseur détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue.

L'existence de l'influence notable est mise en évidence par la représentation de l'investisseur au conseil d'administration de l'entreprise détenue.

2.2. Date de clôture

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

2.3. Modalités de consolidation

La consolidation des sociétés du groupe est effectuée selon les étapes suivantes :

- **Traitement des participations dans les entreprises associées**

Les participations dans les entreprises associées, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

La quote-part dans les résultats de ces participations est présentée comme un élément distinct au compte de résultat.

Toute différence, lors de l'acquisition de la participation, entre le coût d'acquisition et la quote-part de chaque investisseur dans les justes valeurs des actifs identifiables nets de l'entreprise associée, est comptabilisée selon la NCT 38.

- **Intégration des sociétés sous contrôle exclusif**

L'établissement des états financiers consolidés, a été réalisé en suivant les étapes suivantes :

- Les états financiers individuels de la société mère et de sa filiale, sont combinés ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges ;
- Les soldes et les transactions intra-groupe sont intégralement éliminés ;
- Les méthodes comptables sont revues afin de s'assurer qu'elles sont uniformes au sein de toutes les sociétés du groupe ;

- La valeur comptable de la participation de la mère dans la filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de la filiale, sont éliminées ;
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net de la filiale consolidée, sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans l'actif net de la filiale consolidée sont identifiés et présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.

2.4 : Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis selon une optique à la fois financière et économique, suivant laquelle, les comptes consolidés ont pour objet de fournir aux associés de la société mère, la véritable valeur de leurs titres et ce dans le cadre d'une même entité économique englobant les intérêts majoritaires et minoritaires. Ces derniers ne sont pas considérés comme des tiers.

Les conséquences de cette optique se traduisent comme suit :

- Ecart d'acquisition: l'écart d'acquisition est retenu à hauteur de la part de la société mère lors de l'acquisition.
- Ecart d'évaluation : l'écart d'évaluation correspond à la différence entre la juste valeur des éléments d'actif et de passif identifiables des sociétés consolidées et leurs valeurs comptables nettes à la date de chaque acquisition.
- Résultats inter-sociétés: les résultats réalisés suite à des transactions conclues entre la société mère et les sociétés sous contrôle exclusif ou conjoint ou mise en équivalence sont éliminés respectivement dans leur intégralité ou dans la limite du pourcentage d'intérêt.
- Présentation des intérêts minoritaires: ils sont présentés au bilan et au compte de résultat respectivement entre les capitaux propres et les dettes, et en déduction du résultat consolidé.

2.5 : Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

▪ Homogénéisation des méthodes comptables

Les méthodes comptables utilisées pour l'arrêté des comptes des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont été alignées sur celles retenues pour les comptes consolidés du Groupe.

▪ Elimination des soldes et transactions intra-groupe

Les produits et les charges résultant d'opérations internes au Groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle ou mise en équivalence.

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et charges réciproques sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

Note 3 : Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux dispositions de la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises dont notamment :

- La norme comptable générale (NCT 1) ;

- La NCT 35 (Etats financiers consolidés) et la NCT 36 (Participations dans des entreprises associées), et notamment les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés ;
- La norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38).
- Les règles de la Banque Centrale de Tunisie prévues par la circulaire n°91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires n°99-04 du 19 mars 1999, n°2001-12 du 4 mai 2001, n°2012-09 du 29 juin 2012, n°2012-20 du 6 décembre 2012 et n°2013-21 du 30 décembre 2013.

Note 4 : Bases de mesure et principes comptables pertinents :

Les bases de mesure et les principes comptables pertinents adoptés par la Société pour l'établissement de ses états financiers peuvent être résumés comme suit :

4-1 Bases de mesure

Les états financiers ont été établis en adoptant le concept du capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

4-2 Unité monétaire

Les états financiers d'Hannibal Lease sont libellés en Dinar Tunisien.

4-3 Sommaire des principales méthodes comptables

4-3-1 Comptabilisation des créances issues d'opérations de leasing :

Les contrats de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions). La durée contractuelle du bail varie entre deux et dix ans. A la fin du contrat, le locataire aura la possibilité de lever l'option d'achat du bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, juridiquement et pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

Ces contrats transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs donnés en location et justifient, comptablement, leur classification en tant que contrats de location-financement.

Antérieurement au 1er janvier 2008, et par dérogation à la convention comptable de base de prééminence du fond sur la forme, les immobilisations données en leasing figuraient parmi les actifs corporels de la société pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements financiers et des pertes de valeurs correspondant aux risques de non recouvrement de l'encours financier.

Les redevances de crédit-bail, échues et non courues à la date de clôture, figuraient parmi les passifs sous l'intitulé « produits constatés d'avance ».

Avec l'entrée en vigueur, à partir du 1er janvier 2008, de la norme comptable relative aux contrats de location (NC 41), telle qu'approuvée par l'arrêté du ministre des finances du 28 janvier 2008, la société comptabilise, au bilan, les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement selon une approche faisant prévaloir la substance économique des transactions et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Cette approche a été appliquée de manière rétrospective à tous les contrats mis en force avant le 1^{er} janvier 2008.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat diminué des produits financiers non acquis.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location financement.

Les paiements minimaux au titre de la location, sont les paiements que le preneur est, ou peut être, tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

- a- la somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et
- b- la valeur actualisée de (a) ci-dessus, au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location est le taux d'actualisation qui donne, au commencement du contrat de location, une valeur actuelle cumulée (a) des paiements minimaux au titre de la location et de (b) la valeur résiduelle non garantie égale à la somme (i) de la juste valeur de l'actif loué et (ii) des coûts directs initiaux de bailleur.

Pour le cas spécifique de Hannibal Lease :

- c) la valeur résiduelle non garantie est nulle ;
- d) les coûts directs initiaux (frais de dossier et enregistrement) sont supportés par le locataire à la signature du contrat.

Hannibal Lease vise à répartir les revenus financiers sur la durée du contrat de location selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base d'un schéma reflétant une rentabilité périodique constante de l'encours d'investissement net de la société. Les paiements au titre de la location correspondant à l'exercice, sont imputés sur l'investissement brut résultant du contrat de location pour diminuer à la fois le montant du principal et le montant des produits financiers non acquis.

4-3-2 Provisions sur créances issues d'opérations de leasing :

Des dépréciations sont constituées sur les créances issues d'opérations de leasing dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du concours, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille.

Dépréciation, à base individuelle, des créances issues d'opérations de leasing :

Les provisions sur créances issues d'opérations de leasing sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, qui fixe les classes de risque de la manière suivante :

- A- Actifs courants
- B1- Actifs nécessitant un suivi particulier
- B2- Actifs incertains
- B3- Actifs préoccupants
- B4- Actifs compromis

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

Le taux de provisionnement retenu par la société correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par la circulaire BCT n° 91-24, à savoir :

B2- Actifs incertains	20%
B3- Actifs préoccupants	50%
B4- Actifs compromis	100%

Ces taux sont appliqués à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement brut déduction faite des produits réservés et de la valeur de réalisation attendue des biens donnés en leasing et des garanties obtenues qui relèvent de celles admises par la circulaire précitée, à savoir :

- Les cautions bancaires ;
- Les actifs financiers affectés ;
- Les dépôts de garantie ;
- Les hypothèques inscrites ;

La valeur du matériel donnée en leasing est prise en tant que garantie pour le calcul des provisions pour créances, et ce, compte tenu d'une décote annuelle qui varie selon la nature du matériel financé.

Les principes retenus pour l'appréciation de la valeur de réalisation attendue des biens en location sont les suivants :

- Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge

Pour certains contrats de leasing classés en actifs compromis, la valeur du bien est considérée nulle, tant que ledit bien n'a pas fait l'objet d'une évaluation individuelle circonstanciée tenant compte des possibilités réelles d'encaissement ou de récupération.

Dépréciation, à base collective, des créances issues d'opérations de leasing :

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91-24 telle que complétée par la circulaire n°2012-09 du 29 juin 2012, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique " Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées" en tant que composante du coût du risque encouru par Hannibal Lease.

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations de leasing sont déduites des actifs correspondants.

L'exercice du jugement expérimenté de la Direction peut conduire la société à constater des provisions collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels ; tel peut être le cas lorsque les conséquences de ces événements n'ont pu être mesurées avec la précision nécessaire pour ajuster les paramètres servant à déterminer la provision collective sur les portefeuilles homogènes non spécifiquement dépréciés.

Provisions additionnelles :

En application des dispositions de la circulaire de la BCT n° 2013-21 du 30 décembre 2013, il est constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe B4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe B4 est déterminée selon la formule suivante : $A=N-M+1$ tel que :

- ✓ A : Ancienneté dans la classe B4 ;
- ✓ N : Année d'arrêté des états financiers ;
- ✓ M : Année de la dernière migration vers la classe B4.

4-3-3 Revenus sur créances issues d'opérations de leasing :

Antérieurement au 1^{er} janvier 2008, les loyers bruts facturés et rattachés à la période incluant aussi bien l'amortissement financier du capital, que la marge financière brute (intérêt) figuraient pour leur montant intégral sous l'intitulé « Revenus bruts de leasing » au niveau de l'état de résultat. Pour corriger le solde du produit net de leasing, la portion du loyer couru correspondant au remboursement du capital, figuraient en soustractif sous l'intitulé « Dotations aux amortissements des immobilisations en location ».

L'abandon du traitement patrimonial des opérations de leasing, à partir de l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2008, de la norme NC 41 relative aux contrats de location, était à l'origine de la reconsidération de la méthode susvisée.

Désormais, seule la marge financière brute (intérêt) figure au niveau de l'état de résultat sous l'intitulé « Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing ».

Les intérêts des contrats de location-financement sont répartis sur la durée du contrat selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base du taux implicite du contrat de location.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts relatifs aux créances classées parmi les « actifs courants » (classe A) ou parmi les « actifs nécessitant un suivi particulier » (classe B1), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont portés au résultat à mesure qu'ils sont courus. Ceux relatifs aux créances non performantes classées parmi les « actifs incertains » (classe B2), les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits au bilan en tant que produits réservés venant en déduction de la rubrique « Créances issues d'opérations de leasing ».

4-3-4 Comptabilisation des placements et des revenus y afférents :

Les placements sont classés en deux catégories. Les placements à court terme (Portefeuille-titres de placement) et les placements à long terme (Portefeuille d'investissement).

- Placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que la société n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance. Toutefois, le fait de détenir de tels placements pendant une période supérieure à un an ne remet pas en cause, si l'intention n'a pas changé, leur classement parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à court terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur de marché est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Pour les placements à court terme en titres émis par des O.P.C.V.M, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur liquidative de la dernière journée du mois concerné par l'arrêté comptable telle que publiée dans le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier.

Le transfert des placements à court terme en placements à long terme, s'effectue individuellement au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur, ou à la valeur de marché s'ils étaient antérieurement comptabilisés à cette valeur.

- **Placements à long terme**

Sont classés dans cette catégorie, les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont également des placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les placements à long terme sont évalués à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés, la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

Le transfert des placements à long terme en placements à court terme s'effectue :

- au plus faible du coût d'acquisition et de la valeur comptable, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués au plus faible du coût et de la juste valeur.

- à la valeur de marché, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués à la valeur de marché, la différence par rapport à la valeur comptable est portée en résultat.

- **Comptabilisation des revenus des placements**

Les intérêts sur titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée, par référence au taux de rendement effectif.

Les dividendes sur les titres à revenu variable, détenus par la société, sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice des titres.

4-3-5 Comptabilisation des emprunts et des charges y afférentes

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique « Emprunts et dettes rattachées ».

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges financières à mesure qu'ils sont courus.

Les commissions encourues lors de l'émission des emprunts sont portées à l'actif en tant que charges reportées et amorties systématiquement sur la durée de l'emprunt au prorata des intérêts courus.

4-3-6 Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition incluant notamment leur prix d'achat hors taxes déductibles ainsi que les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs d'installation et de formation.

Les immobilisations de la société sont linéairement amorties, à partir de la date de leur mise en service, sur la base de leur durée de vie utile estimative.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de la société, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

- Logiciels	33,3%
- Immeuble	5,0%
- Matériel de transport	20,0%
- Mobilier et matériel de bureau	10,0%
- Matériel informatique	33,3%
- Installations générales	10,0%
- Autres matériels	10,0%

4-3-7 Taxe sur la valeur ajoutée :

Les charges et les produits sont comptabilisés en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée aux sociétés du groupe est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

La loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008, prévoit que la TVA est liquidée, pour les opérations de leasing, sur la base de tous les montants dus au titre de ces opérations. Par ailleurs les entreprises de leasing peuvent déduire la TVA grevant l'achat d'équipement, matériels et immeubles destinés à être exploités dans le cadre des contrats de leasing et ce nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

4-3-8 Impôt différé

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

4-4 Contrôle fiscal

La société Hannibal Lease a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre des différents impôts et taxes auxquels elle est soumise et couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015.

Une notification des résultats de la vérification fiscale a été adressée à la société en décembre 2016 et ayant pour effet de réclamer à la société un complément d'impôts et taxes pour un montant de 748.431 DT dont 262.537 DT de pénalités et de ramener le crédit de TVA constaté au 31 décembre 2015 de 2.795.985 DT à 2.176.671 DT.

Dans ce cadre et en application de l'article 44 du code des droits et des procédures fiscaux, la société a formulé, en janvier 2017, son opposition quant aux résultats de la vérification fiscale et a présenté ses observations et arguments justifiant la régularité de sa situation fiscale et la sincérité de ses déclarations, néanmoins l'administration n'a pas retenu toutes les observations et arguments présentés par la société.

La société a reformulé son opposition quant à la réponse de l'administration fiscale en mars 2017.

Le dénouement de cette opération a eu lieu en 2017, sans recours juridictionnel et a eu pour effet de ramener le complément des impôts et taxes réclamés à 429.826 DT dont 62.738 DT de pénalités, le crédit de TVA constaté au 31 décembre 2015 de 2.795.985 DT à 2.203.671.

A ce titre, et compte tenu de l'effet des corrections symétriques qui en découlent, la société a enregistré des pertes pour un montant de 557.800 DT et a procédé à la reprise sur les provisions antérieures pour 389.375 DT.

4-5 Contrôle social

Au cours de l'exercice 2017, la société Hannibal Lease a fait l'objet d'une vérification approfondie de sa situation sociale, pour la période allant du 1^{er} Janvier 2014 au 31 Décembre 2016.

Le dénouement de cette opération a eu lieu en 2017, sans recours juridictionnels et a eu pour effet de payer un complément de cotisations en principal de 187.439 DT.

NOTE 5 : Liquidités et équivalents de liquidités

Ce poste se détaille comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Banques	4 704 812	14 429 802
- Caisses	975	1 308
<u>Total</u>	<u>4 705 787</u>	<u>14 431 110</u>

NOTE 6 : Créances sur la clientèle, opérations de leasing

Cette rubrique s'analyse ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
Créances sur contrats mis en force	824 192 870	590 567 074
Encours financiers	797 881 648	569 285 496
Impayés	29 509 452	24 089 705
Intérêts échus différés	(3 317 885)	(2 858 863)
Valeurs à l'encaissement	119 656	50 736
Créances sur contrats en instance de mise en force	5 711 902	6 813 681
<u>Total brut des créances leasing</u>	<u>829 904 771</u>	<u>597 380 756</u>
<u>A déduire couverture</u>		
Provisions pour dépréciation des encours	(8 521 216)	(8 295 032)
Provisions pour dépréciation des impayés	(14 185 054)	(11 978 963)
Provisions collectives	(3 030 000)	(2 600 000)
Provisions additionnelles	(61 796)	(61 796)
Produits réservés	(1 695 527)	(1 421 380)
Total net des créances leasing	<u>802 411 178</u>	<u>573 023 584</u>

6.1 Encours financiers

Les mouvements enregistrés durant la période sur l'encours des contrats de leasing sont indiqués ci-après :

Solde au 31 décembre 2016	<u>576 099 177</u>
<u>Addition de la période</u>	
- Investissements	544 705 188
- Relocations	15 041 521
<u>Retraits de la période</u>	
- Remboursement du capital	(302 401 781)
- Relocations	(13 869 236)
- Cessions à la valeur résiduelle	(153 654)
- Cessions anticipées	(15 827 667)
<u>Solde au 31 décembre 2017</u>	<u>803 593 550</u>

6.2 Impayés

L'analyse des impayés se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
<u>Clients ordinaires (1)</u>	15 998 062	12 200 051
Inférieur à 1 mois	7 592 213	5 640 104
Entre 1 à 3 mois	4 798 014	3 876 324
Entre 3 et 6 mois	973 914	786 231
Entre 6 mois et 1 année	947 215	732 912
Supérieur à 1 année	1 686 704	1 164 480
<u>Clients litigieux (2)</u>	13 511 390	11 889 654
<u>Total (1)+(2)</u>	<u>29 509 452</u>	<u>24 089 705</u>

6.3 : Analyse et classification des créances sur la clientèle

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B 1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B 2 Actifs incertains	B 3 Actifs préoccupants	B 4 Actifs compromis	
Encours financiers	678 411 269	102 494 364	1 449 968	629 075	14 896 972	797 881 648
Impayés	2 178 114	9 690 323	508 720	605 930	16 526 365	29 509 452
Contrats en instance de mise en force	5 384 091	327 475	-	-	336	5 711 902
CREANCES LEASING	685 973 474	112 512 162	1 958 688	1 235 005	31 423 673	833 103 001
Avances reçues (*)	(7 767 430)	(185)	(384)	-	(750 277)	(8 518 277)
ENCOURS GLOBAL	678 206 044	112 511 977	1 958 303	1 235 005	30 673 396	824 584 725
ENGAGEMENTS HORS BILAN	43 439 174	2 737 888	-	-	-	46 177 062
TOTAL ENGAGEMENTS	721 645 218	115 249 866	1 958 303	1 235 005	30 673 396	870 761 787
Produits réservés	-	-	(51 782)	(53 275)	(1 590 470)	(1 695 527)
Provisions sur encours financiers	-	-	(5 944)	(21 214)	(8 494 058)	(8 521 216)
Provisions sur impayés	-	-	(34 829)	(272 787)	(13 877 438)	(14 185 054)
Provisions additionnelles	-	-	-	-	(61 796)	(61 796)
TOTAL DE LA COUVERTURE	-	-	(92 555)	(347 277)	(24 023 761)	(24 463 593)
ENGAGEMENTS NETS	721 645 218	115 249 866	1 865 748	887 728	6 649 635	846 298 193
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4)			0,22%	0,14%	3,52%	
			3,89%			
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4) au 31 décembre 2016			4,73%			
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés			4,73%	28,12%	78,32%	
			72,23%			
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés au 31 décembre 2016			71,37%			

(*) Présentés au niveau des passifs (Dettes envers la clientèle)

NOTE 7 : Portefeuille-titres de placement

L'analyse du portefeuille-titres de placement se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Actions cotées	1 422 343	1 590 343
- Titres SICAV	89 298	11 569
Total brut	1 511 641	1 601 913
- Provisions pour dépréciation des actions cotées	(309 549)	(315 380)
Total net	1 202 092	1 286 532

Le portefeuille des actions cotées se présente comme suit :

Libellé	Nombre d'action Participation HL	Valeur nominale	Coût d'acquisition	Total	Coût moyen de décembre	Provision	pourcentage de détention
CARTHAGE CEMENT	79 312	1,000	2,893	229 414	2,327	(44 855)	0,046%
SAH	23 550	1,000	6,494	152 923	15,432	-	0,064%
TUNIS RE	13 050	5,000	9,518	124 204	7,991	(19 921)	0,087%
Tawasool	120 000	1,000	1,100	132 000	0,374	(87 120)	0,111%
Délice Holding	35 276	10,000	13,723	484 095	16,435	-	0,064%
UADH	38 462	6,500	6,500	250 003	2,662	(147 617)	0,104%
ARTES	6 500	5,000	7,647	49 706	6,103	(10 036)	0,033%
Total				1 422 343		(309 549)	

NOTE 8 : Portefeuille d'investissement

L'analyse du portefeuille d'investissement se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Titres mis en équivalence	8 683 066	8 593 316
- Titres immobilisés	581 112	581 112
Total	9 264 178	9 174 428

Les titres mis en équivalence s'analysent au 31 Décembre 2017 comme suit :

Emetteur	Coût d'acquisition	Quote-part dans les réserves	Ecart d'acquisition	Quote-part dans les résultats	Valeur des titres mis en équivalence	% détenu
- Société immobilière ECHARIFA	2 200 000	506 375	-	100 473	2 806 848	26,56%
- Société Eclair Prym	600 000	500 941	-	(113 804)	987 136	24,00%
- Société NIDA	4 739 341	585 545	(689 904)	254 099	4 889 082	29,84%
	7 539 341	1 592 861	(689 904)	240 768	8 683 066	

Les titres immobilisés s'analysent au 31 Décembre 2017 comme suit :

Emetteur	% détention	Nombre d'actions ou parts sociales	Valeur nominale	Coût unitaire d'acquisition	Montant Total	Date de souscription
- Fonds commun de placement MAC Equilibre	1,57%	100	100,000	100,000	10 000	2005
- Fonds commun de placement MAC Epargnant	0,18%	100	100,000	100,000	10 000	2005
- Fonds commun de placement MAC Croissance	0,52%	108	100,000	102,889	11 112	2005-2008
- Fonds commun de placement MAC Horizon	4,23%	5 000	100,000	100,000	500 000	2016
- Les sables du centre	16,67%	500	100,000	100,000	50 000	2005
Total					581 112	

Note 9: Valeurs immobilisées

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2017
(Montants exprimés en dinars)

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute					Amortissements				Provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisition	Transfert	Cessions	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions	Fin de période		
Ecart d'acquisition	5,0%	689 904	-	-	-	689 904	34 495	34 495	-	68 991	-	620 913
Total écart d'acquisition		689 904	-	-	-	689 904	34 495	34 495	-	68 991	-	620 913
Logiciels	33,3%	505 589	92 650	-	-	598 239	371 108	73 963	-	445 071	-	153 168
Total des immobilisations incorporelles		505 589	92 650	-	-	598 239	371 108	73 963	-	445 071	-	153 168
Terrain	-	5 430 290	-	-	-	5 430 290	-	-	-	-	-	5 430 290
Terrain hors exploitation	-	250 000	-	-	-	250 000	-	-	-	-	250 000	-
Immeubles	5,0%	2 630 526	-	-	-	2 630 526	792 782	131 526	-	924 308	-	1 706 218
Matériel de transport	20,0%	9 616 591	5 192 705	-	2 146 583	12 662 713	3 115 857	2 056 832	1 280 271	3 892 419	-	8 770 294
Equipements de bureau	10,0%	688 375	25 641	-	-	714 016	467 020	51 954	-	518 974	-	195 042
Matériel informatique	33,3%	517 753	29 374	-	-	547 127	398 874	63 733	-	462 607	-	84 520
Installations générales	10,0%	697 311	2 224	-	-	699 535	379 610	68 601	-	448 211	-	251 324
Autres matériels	10,0%	45 887	-	-	-	45 887	35 744	2 831	-	38 576	-	7 311
Immobilisations en cours		943 484	3 444 794	376 921	186 900	4 578 299	-	-	-	-	-	4 578 299
Avances et acomptes aux fournisseurs d'immobilisations		650 952	392 758	(376 921)	-	666 789	-	-	-	-	-	666 789
Total des immobilisations corporelles		21 471 170	9 087 496	-	2 333 483	28 225 182	5 189 887	2 375 478	1 280 271	6 285 094	250 000	21 690 088
TOTAUX		22 666 662	9 180 146	-	2 333 483	29 513 325	5 595 490	2 483 937	1 280 271	6 799 156	250 000	22 464 169

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

NOTE 10 : Autres actifs

Le détail des autres actifs est le suivant :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Clients Amilcar LLD	333 504	297 556
- Charges reportées	1 707 776	1 502 119
- Dépôts et cautionnements versés	40 100	40 100
- Fournisseurs, avances et acomptes	100 152	100 152
- Prêts au personnel	1 308 369	1 252 414
- Personnel, avances et acomptes	34 153	37 717
- Etat, excédent d'impôt sur les sociétés	2 828	74 881
- Etat, crédit de TVA	8 296 631	12 695 208
- Etat, compte d'attente TVA	1 299 398	677 062
- Etat, TCL en cours de restitution	118 054	118 054
- Compte courant "NIDA"	250 000	-
- Produits à recevoir des tiers	939 523	517 224
- Débiteurs divers	50 942	110 181
- Compte d'attente	5 931	5 931
- Charges constatées d'avances	95 925	74 531
- Stocks de pièces de rechanges	11 875	10 059
Total brut	<u>14 595 161</u>	<u>17 513 189</u>
A déduire :		
- Provisions	(317 378)	(218 725)
Montant net	<u>14 277 783</u>	<u>17 294 463</u>

NOTE 11 : Concours bancaires

Ce poste se présente comme suit:

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Banques, découverts	15 660 880	11 731 960
Total	<u>15 660 880</u>	<u>11 731 960</u>

NOTE 12 : Dettes envers la clientèle

Les dettes envers la clientèle se détaillent comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Avances et acomptes reçus des clients	8 518 277	5 193 476
- Dépôts et cautionnements reçus	6 000	6 000
Total	<u>8 524 277</u>	<u>5 199 476</u>

NOTE 13 : Emprunts et dettes rattachées

Les emprunts et dettes rattachées se détaillent ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Banques locales	200 199 874	141 054 211
- Banques étrangères	27 854 341	28 639 546
- Emprunts obligataires	236 243 000	210 145 000
- Certificats de dépôts	58 500 000	46 500 000
- Certificats de leasing	76 000 000	52 000 000
Total emprunts	<u>598 797 215</u>	<u>478 338 758</u>
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	2 270 690	810 655
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	597 355	597 355
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	8 339 656	7 207 584
- Intérêts courus sur certificats de leasing	1 245 963	723 066
- Charges constatées d'avance sur certificats de dépôt	(894 040)	(577 006)
Total dettes rattachées	<u>11 559 623</u>	<u>8 761 655</u>
Total	<u>610 356 838</u>	<u>487 100 412</u>

Les mouvements enregistrés sur le poste "Emprunts et dettes rattachées" sont récapitulés dans le tableau suivant :

NOTE 13 : Emprunts et dettes rattachées (suite)

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETEAU 31 DECEMBRE 2017
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Solde	Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
<u>CERTIFICAT DE DEPOT ET CERTIFICATS DE LEASING</u>								
Certificats de Leasing ELBARAKA BANK	35 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	35 000 000	110 000 000	(110 000 000)	35 000 000	-	35 000 000
Certificats de Leasing ZITOUNA BANK	35 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	13 000 000	103 500 000	(81 500 000)	35 000 000	-	35 000 000
Certificats de Leasing ELWIFAK BANK	5 000 000	Remboursement après 90 jours de la date de souscription de chaque certificat	-	5 000 000	-	5 000 000	-	5 000 000
Certificats de Leasing ATAKAFULIA	1 000 000	Remboursement après 90 jours de la date de souscription de chaque certificat	4 000 000	6 000 000	(9 000 000)	1 000 000	-	1 000 000
<u>Sous-total</u>			52 000 000	224 500 000	(200 500 000)	76 000 000	-	76 000 000
Certificats de dépôt	58 500 000	Remboursement après 90 jours, 180 ou 360 jours de la date de souscription de chaque certificat	46 500 000	459 500 000	(447 500 000)	58 500 000	-	58 500 000
<u>Sous-total</u>			46 500 000	459 500 000	(447 500 000)	58 500 000	-	58 500 000
<u>Total des certificats de leasing et certificats de dépôts</u>			98 500 000	684 000 000	(648 000 000)	134 500 000	-	134 500 000
<u>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</u>								
HL 2010/1	30 000 000	Annuellement (2011-2015)	-	-	-	-	-	-
HL 2010/2	30 000 000	Annuellement (2011-2015)	-	-	-	-	-	-
HL 2012/1	20 000 000	Annuellement (2013-2017)	4 000 000	-	(4 000 000)	-	-	-
HL 2013/1	20 000 000	Annuellement (2014-2018)	8 000 000	-	(4 000 000)	4 000 000	-	4 000 000
HL 2013/2	30 000 000	Annuellement (2014-2018)	23 288 000	-	(6 000 000)	17 288 000	11 288 000	6 000 000
HL 2014/1	30 080 000	Annuellement (2015-2019)	23 200 000	-	(6 016 000)	17 184 000	11 168 000	6 016 000
HL 2015/1	30 000 000	Annuellement (2016-2020)	27 760 000	-	(2 240 000)	25 520 000	19 520 000	6 000 000
HL 2015/2 SUB	25 000 000	Annuellement (2016-2020)	23 897 000	-	(1 103 000)	22 794 000	17 794 000	5 000 000
HL 2015/2	40 000 000	Annuellement (2017-2023)	40 000 000	-	(3 334 000)	36 666 000	33 332 000	3 334 000
HL 2016/1	20 000 000	Annuellement (2017-2021)	20 000 000	-	(4 000 000)	16 000 000	12 000 000	4 000 000
HL 2016/2	40 000 000	Annuellement (2017-2023)	40 000 000	-	(2 439 000)	37 561 000	35 122 000	2 439 000
HL 2017/1	20 000 000	Annuellement (2018-2024)	-	20 000 000	-	20 000 000	19 000 000	1 000 000
HL 2017/2	25 000 000	Annuellement (2018-2024)	-	25 000 000	-	25 000 000	23 254 000	1 746 000
HL 2017/3	40 000 000	Annuellement (2019-2025)	-	14 230 000	-	14 230 000	14 230 000	-
<u>Total des emprunts obligataires</u>			210 145 000	59 230 000	(33 132 000)	236 243 000	196 708 000	39 535 000
<u>CREDITS BANCAIRES ETRANGERS</u>								
BAD 4,996 (2013-2023)	5 996 434	Semestriellement (2016-2022)	5 639 546	-	(785 205)	4 854 341	3 997 708	856 633
BIRD 12 MDT (2015)	12 000 000	Semestriellement (2019-2026)	12 000 000	-	-	12 000 000	12 000 000	-
BIRD 8 MDT (2016)	8 000 000	Semestriellement (2019-2028)	8 000 000	-	-	8 000 000	8 000 000	-
BAD 3 MDT (2016-2025)	3 000 000	Semestriellement (2019-2027)	3 000 000	-	-	3 000 000	3 000 000	-
<u>Total des crédits des banques étrangères</u>			28 639 546	-	(785 205)	27 854 341	26 997 708	856 633

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETEAU 31 DECEMBRE 2017
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Solde	Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
<u>CREDITS BANCAIRES LOCAUX</u>								
STB BANK 7 MDT (2012)	7 000 000	Trimestriellement (2012-2017)	793 419	-	(793 419)	-	-	-
AMEN BANK 3 MDT (2012)	3 000 000	Trimestriellement (2012-2017)	150 000	-	(150 000)	-	-	-
AMEN BANK 2 MDT (2012)	2 000 000	Trimestriellement (2012-2017)	105 263	-	(105 263)	-	-	-
ATB 1,5 MDT (2012)	1 500 000	Trimestriellement (2013-2017)	300 000	-	(300 000)	-	-	-
BTK 2 MDT (2012)	2 000 000	Trimestriellement (2013-2017)	400 000	-	(400 000)	-	-	-
BT 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	1 750 000	-	(1 000 000)	750 000	-	750 000
BIAT 6 MDT (2013)	6 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	2 035 000	-	(1 331 061)	703 939	-	703 939
BT 2 MDT (2013)	2 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	700 000	-	(400 000)	300 000	-	300 000
STB BANK 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	1 362 765	-	(847 202)	515 564	-	515 564
BH 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	2 210 083	-	(1 066 715)	1 143 368	-	1 143 368
BTE 3 MDT (2013)	3 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	1 330 003	-	(641 219)	688 784	-	688 784
AMEN BANK 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	1 951 615	-	(1 084 266)	867 350	-	867 350
BIAT 3 MDT (2014)	3 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	1 350 000	-	(600 000)	750 000	150 000	600 000
ATB 2MDT (2014)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	900 000	-	(400 000)	500 000	100 000	400 000
AMENBANK 5 MDT (2014)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	2 484 224	-	(782 016)	1 702 208	297 843	1 404 365
AMENBANK 2 MDT (2014)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	823 450	-	(400 251)	423 199	-	423 199
AMENBANK 2 MDT (2014-2)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	822 210	-	(537 513)	284 697	-	284 697
AMENBANK 2 MDT (2014-3)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	954 919	-	(530 144)	424 776	-	424 776
BTL 1,5 MDT (2014)	1 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	825 000	-	(300 000)	525 000	225 000	300 000
BTL 1,5 MDT (2014)	1 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	825 000	-	(300 000)	525 000	225 000	300 000
BIAT 2,5MDT (2014)	2 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	1 250 000	-	(555 556)	694 444	138 888	555 556
B.T.E 5 MDT (2014)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	3 227 439	-	(990 832)	2 236 606	1 169 104	1 067 502
BH 5 MDT (2014)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	2 967 989	-	(1 012 803)	1 955 186	867 790	1 087 397
ATB 1,5 MDT (2014)	1 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	900 000	-	(300 000)	600 000	300 000	300 000
BIAT 2,5MDT (2014-2)	2 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	1 323 529	-	(588 235)	735 294	147 059	588 235
QNB 5MDT (2015)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2021)	3 571 429	-	(714 286)	2 857 143	2 142 857	714 286
BNA 5 MDT(2015)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	3 250 000	-	(1 000 000)	2 250 000	1 250 000	1 000 000
BIAT 5MDT (2015-1)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	3 250 000	-	(1 000 000)	2 250 000	1 250 000	1 000 000
BIAT 5MDT (2015-2)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2018)	2 630 446	-	(1 721 318)	909 128	-	909 128
BT 3MDT (2015)	3 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	2 100 000	-	(600 000)	1 500 000	900 000	600 000
BIAT 2MDT (2015-1)	2 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	1 444 444	-	(444 444)	1 000 000	555 556	444 444
BIAT 4MDT (2015-1)	4 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	2 888 889	-	(888 889)	2 000 000	1 111 111	888 889
AMEN BANK 2MDT (2015-1)	2 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	1 567 027	-	(376 089)	1 190 939	785 829	405 110
AMEN BANK 1MDT (2015-1)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	823 035	-	(197 563)	625 472	412 665	212 808

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2017
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Solde	Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
BTL 2MDT (2015-1)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 600 000	-	(400 000)	1 200 000	800 000	400 000
BIAT 3MDT (2015)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	2 400 000	-	(600 000)	1 800 000	1 200 000	600 000
BTL 1MDT (2015)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	800 000	-	(200 000)	600 000	400 000	200 000
AMEN BANK 1MDT (2015-2)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	822 957	-	(197 487)	625 470	412 702	212 768
BIAT 2MDT (2015-2)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 600 000	-	(400 000)	1 200 000	800 000	400 000
AMEN BANK 1MDT (2015-3)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	820 911	-	(198 340)	622 571	409 881	212 690
ATB 1,5MDT (2015-1)	1 500 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 200 000	-	(300 000)	900 000	600 000	300 000
AMEN BANK 2MDT (2015-2)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 636 264	-	(395 343)	1 240 921	816 975	423 946
AMEN BANK 1,5MDT (1-2016)	1 500 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 284 409	-	(310 689)	973 720	640 818	332 902
BT 3MDT (2016)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 550 000	-	(600 000)	1 950 000	1 350 000	600 000
BIAT 2MDT (2016)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	1 800 000	-	(400 000)	1 400 000	1 000 000	400 000
BIAT 5MDT (2-2016)	5 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	4 500 000	-	(1 000 000)	3 500 000	2 500 000	1 000 000
BIAT 3MDT (2016)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 684 211	-	(631 579)	2 052 632	1 421 053	631 579
BIAT 4MDT (2016)	4 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	3 600 000	-	(800 000)	2 800 000	2 000 000	800 000
AMEN BANK 1,5MDT (1-2016)	1 500 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 361 966	-	(305 991)	1 055 975	728 042	327 933
BIAT 3 MDT (2016-1)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 684 211	-	(631 579)	2 052 632	1 421 053	631 579
BTL 3 MDT (2016)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 850 000	-	(600 000)	2 250 000	1 650 000	600 000
BH 5 MDT (2016)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	5 000 000	-	(875 737)	4 124 263	3 190 385	933 878
STB 10 MDT (2016)	10 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	10 000 000	-	(2 000 000)	8 000 000	6 000 000	2 000 000
ATB 1 MDT (2016)	1 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	1 000 000	-	(200 000)	800 000	600 000	200 000
BNA 5 MDT (2016)	5 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	4 750 000	-	(1 000 000)	3 750 000	2 750 000	1 000 000
BIAT 3 MDT (2016-2)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 842 105	-	(631 579)	2 210 526	1 578 947	631 579
AMEN BANK 2 MDT (2016-1)	2 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	2 000 000	-	(347 641)	1 652 359	1 281 808	370 552
AMEN BANK 3 MDT (2016-1)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	3 000 000	-	(525 032)	2 474 968	1 920 555	554 413
AMEN BANK 3 MDT (2016-2)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	3 000 000	-	(518 799)	2 481 201	1 925 392	555 810
AMEN BANK 2 MDT (2016-2)	2 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	2 000 000	-	(348 799)	1 651 201	1 280 734	370 468
BIAT 5 MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	-	5 000 000	(1 000 000)	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BNA 5 MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	-	5 000 000	(526 316)	4 473 684	3 157 895	1 315 790
BARAKA 5 MDT (2017-1)	5 000 000	Semestriellement (2017-2022)	-	5 000 000	(421 307)	4 578 693	3 688 090	890 603
BARAKA 5 MDT (2017-2)	5 000 000	Semestriellement (2017-2022)	-	5 000 000	(421 307)	4 578 693	3 688 090	890 603
AMEN BANK 7MDT (2017)	7 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	7 000 000	(244 946)	6 755 054	5 531 015	1 224 039
BT 5MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	5 000 000	(500 000)	4 500 000	3 500 000	1 000 000
BTL 3MDT (2017)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	3 000 000	(300 000)	2 700 000	2 100 000	600 000
AMEN BANK 5MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	5 000 000	(193 039)	4 806 961	3 935 923	871 038
AMEN BANK 3MDT (2017)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	3 000 000	(132 272)	2 867 728	2 350 265	517 463
ATB 3MDT (2017)	1 000 000	Trimestriellement (2018-2022)	-	3 000 000	-	3 000 000	2 400 000	600 000
BIAT 20MDT (2017)	20 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	20 000 000	(837 476)	19 162 524	15 672 818	3 489 706
BIAT 10MDT (2017)	10 000 000	Trimestriellement (2018-2020)	-	10 000 000	-	10 000 000	6 666 667	3 333 333
BH 5 MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2018-2022)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 146 806	853 194
STB BANK 10MDT (2017)	10 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	-	10 000 000	(500 000)	9 500 000	7 500 000	2 000 000
CITIBANK 30 MDT	30 000 000	Crédit relais	20 000 000	64 000 000	(54 000 000)	30 000 000	-	30 000 000
<u>Total des crédits des banques locales</u>			141 054 211	155 000 000	(95 854 338)	200 199 874	118 044 615	82 155 259
<u>Total général</u>			478 338 758	898 230 000	(777 771 543)	598 797 215	341 750 323	257 046 892

NOTE 14 : Fournisseurs et comptes rattachés

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>		
- Factures d'achats de biens ou de prestation de services	880 335	826 254
<u>Sous total</u>	<u>880 335</u>	<u>826 254</u>
<i>Fournisseurs d'immobilisation</i>		
- Fournisseurs d'immobilisation	2 034	3 921
- Fournisseurs, retenue de garantie	22 161	2 793
- Fournisseurs, Assurances décénales	32 430	-
<u>Sous total</u>	<u>56 626</u>	<u>6 713</u>
<i>Fournisseurs de biens, objet de contrats de leasing</i>		
- Factures d'achats de biens de leasing	27 956 221	2 827 058
- Effets à payer	111 407 617	63 361 206
- Factures non parvenues	7 830	7 830
<u>Sous total</u>	<u>139 371 668</u>	<u>66 196 093</u>
<u>Solde des fournisseurs et comptes rattachés</u>	<u>140 308 629</u>	<u>67 029 060</u>

NOTE 15 : Autres passifs

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Clients Amilcar LLD, avances et acomptes	22 700	52 000
- Personnel, rémunérations dues	108	108
- Personnel, provisions pour congés payés	149 096	112 477
- Personnel, autres charges à payer	600 000	465 000
- Etat, retenues sur salaires	154 104	114 314
- Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	1 050 308	693 402
- Etat, retenues sur TVA	-	5 095
- Etat, retenues sur revenus des capitaux mobiliers	183 018	58 580
- Etat, retenues au titre de la plus-value immobilière	23 889	29 750
- Etat, contribution conjoncturelle	574 200	760 052
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider	571 614	980 418
- Etat, autres impôts et taxes à payer	152 263	82 428
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges	4 369	3 270
- CNSS	353 539	266 742
- CAVIS	51 798	34 691
- Organismes sociaux, charges sociales sur congés payés et autres charges	32 923	24 575
- Créiteurs divers	456 491	230 616
- Prestataires Assurances	56 438	664 799
- Diverses Charges à payer	693 829	647 756
- Produits constatés d'avance	7 419	4 253
- Provisions pour risques et charges	125 866	459 551
<u>Total</u>	<u>5 263 972</u>	<u>5 689 876</u>

NOTE 16 : Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires se détaillent comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres de Amilcar LLD		
- Dans le capital	10 500	10 500
- Dans les réserves	(848)	(3 529)
- Dans le résultat	2 261	2 680
<u>Total</u>	<u>11 913</u>	<u>9 652</u>

NOTE 17 : Capitaux propres

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

		31 Décembre 2017	31 Décembre 2016
- Capital social	(A)	40 180 000	28 700 000
- Réserve légale	(B)	2 137 538	1 541 814
- Réserve spéciale pour réinvestissement		3 487 979	3 487 979
- Réserve pour fonds social		150 000	-
- Primes d'émission		13 996 000	8 830 000
- Actions propres	(D)	(832 733)	(398 915)
- Complément d'apport		8 142	11 688
- Quote-part dans les réserves des sociétés mises en équivalence		1 592 861	1 423 820
- Dividendes reçus des filiales		161 728	161 728
- Résultats reportés		4 802 965	4 189 883
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		65 684 481	47 947 996
Résultat net des sociétés intégrés		8 275 690	7 191 011
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		240 768	320 059
Part revenant aux intérêts minoritaires		(2 261)	(2 680)
Résultat consolidé de l'exercice		8 514 198	7 508 389
Total des capitaux propres avant affectation	(E)	74 198 678	55 456 385
Nombre d'actions (2)		6 532 545	6 313 954
Résultat par action (1) / (2)	(C)	1,303	1,189

(A) L'assemblée générale extraordinaire réunie le 17 mai 2017 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 11.480.000 Dinars pour le porter de 28.700.000 Dinars à 40.180.000 Dinars et ce, simultanément, de la manière suivante :

- Par apport en numéraire pour un montant de 13.776.000 DT par la création de 1.722.000 actions nouvelles émises au prix de 8 DT l'action, soit 5 DT de nominal et 3 DT de prime d'émission (3 actions nouvelles pour 10 actions anciennes). Les nouvelles actions ont été souscrites en numéraire et libérées intégralement lors de la souscription. Elles portent jouissance au 1^{er} Janvier 2017.

- Par incorporation de réserves pour un montant de 2.870.000 DT (1 action gratuite pour 10 actions anciennes) portant jouissance au 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, le capital social s'élève au 31 décembre 2017 à D : 40.180.000 composé de 8.036.000 actions d'une valeur nominale de D : 5 libérée en totalité.

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

(D) L'assemblée générale ordinaire, réunie le 17 mai 2017, a autorisé le conseil d'administration de la société à racheter et revendre ses propres actions en vue de réguler le cours boursier et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi n°94-117 portant réorganisation du marché financier.

L'assemblée a fixé la durée d'intervention à 3 ans à partir de la date de cette assemblée.

Le conseil d'administration du 25 Août 2017, a limité le nombre maximum d'actions à détenir à 4% du total des actions composant le capital à la date de l'assemblée générale ordinaire du 17 mai 2017, soit 321.440 actions.

Les mouvements enregistrés sur cette rubrique se détaillent comme suit :

	Nombre	Coût
Solde au 31 décembre 2016	44 194	398 915
Achats de la période	116 381	1 033 154
Cession de la période	(66 199)	(595 791)
Complément d'apport		(3 546)
Attribution d'actions gratuites	6 825	
Solde au 31 décembre 2017	101 201	832 733

Le nombre des actions détenues par HL représente, au 31 décembre 2017, 1,28% des actions en circulation.

Le rachat de Hannibal Lease de ses propres actions a eu un effet de régularisation de son cours boursier.

(E) Voir tableau de mouvements ci-joint :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
AU 31 DECEMBRE 2017
(exprimé en dinars)

	Capital social	Réserve légale	Réserve pour réinvestissement	Prime d'émission	Quote-part dans les réserves des sociétés mises en équivalence	Réserve pour fond social	Dividendes reçus des filiales	Actions propres	Complément d'apport	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2015	28 700 000	1 163 016	3 487 979	8 830 000	1 010 276	-	161 728	(1 292)	12 529	2 418 189	4 714 939	50 497 365
Affectations approuvées par l'A.G.O du 1 ^{er} Juin 2016		378 798			239 849		(161 728)			4 122 547	(4 579 466)	-
Affectations des résultats des filiales					(26 255)		161 728				(135 473)	-
Modifications des résultats antérieurs des filiales					(296)							(296)
Subventions reçues					200 245							200 245
Dividendes versés sur le bénéfice de 2015										(2 353 400)		(2 353 400)
Rachat d'actions propres								(656 955)				(656 955)
Encaissement de dividendes sur actions propres										2 546		2 546
Cession d'actions propres								259 333	(842)			258 491
Résultat de l'exercice 2016											7 508 389	7 508 389
Solde au 31 décembre 2016	28 700 000	1 541 814	3 487 979	8 830 000	1 423 820	-	161 728	(398 915)	11 688	4 189 883	7 508 389	55 456 385
Augmentation du capital décidée par l'AGE du 17 Mai 2017	11 480 000			5 166 000						(2 870 000)		13 776 000
Affectations approuvées par l'A.G.O du 17 Mai 2017		595 724				150 000	(161 728)			6 604 334	(7 188 330)	-
Affectations des résultats des filiales					158 331		161 728				(320 059)	-
Modifications des résultats antérieurs des filiales					(1 282)							(1 282)
Subventions reçues					53 116							53 116
Amortissement des subventions reçues					(41 124)							(41 124)
Dividendes versés sur le bénéfice de 2016										(3 157 000)		(3 157 000)
Rachat d'actions propres								(1 033 154)				(1 033 154)
Encaissement de dividendes sur actions propres										35 750		35 750
Cession d'actions propres								599 337	(3 545)			595 791
Résultat de l'exercice 2017											8 514 198	8 514 198
Solde au 31 décembre 2017	40 180 000	2 137 538	3 487 979	13 996 000	1 592 861	150 000	161 728	(832 733)	8 142	4 802 965	8 514 198	74 198 678

NOTE 18 : Intérêts et produits assimilés de leasing

L'analyse des intérêts et produits assimilés de leasing se présente ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Intérêts de leasing	66 152 911	48 987 744
- Intérêts de retard	867 800	922 499
- Prélouer	253 876	197 414
- Frais de dossier	554 688	515 609
- Produits nets sur cession d'immobilisations en leasing	488 576	265 298
- Frais de rejet	820 022	654 585
- Commissions d'assurance	170 000	142 000
<u>Total des produits</u>	<u>69 307 873</u>	<u>51 685 149</u>
- Transferts en produits de la période		
Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	278 845	157 878
Intérêts de retard antérieurs	29 596	8 021
- Produits réputés réservés en fin de période		
Intérêts inclus dans les loyers	(562 855)	(433 692)
Intérêts de retard	(19 732)	(49 768)
<u>Variation des produits réservés</u>	<u>(274 147)</u>	<u>(317 561)</u>
<u>Total des intérêts et des produits de leasing</u>	<u>69 033 726</u>	<u>51 367 589</u>

NOTE 19 : Revenus des opérations de location longue durée

L'analyse des revenus des opérations de location longue durée se présente ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Location longue durée	3 567 120	2 837 277
- Plus values de cession du matériel de transport	561 637	336 568
- Moins values de cession du matériel de transport	(4 665)	(21 283)
<u>Total</u>	<u>4 124 091</u>	<u>3 152 562</u>

NOTE 20 : Intérêts et charges assimilées

Les charges financières se détaillent comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Intérêts des emprunts obligataires	17 452 078	13 865 384
- Intérêts des crédits des banques locales	12 730 910	8 366 786
- Intérêts des crédits des banques étrangères	1 602 827	921 863
- Intérêts des autres opérations de financement	9 912 460	6 543 913
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	660 096	489 612
<u>Total des charges financières des emprunts</u>	<u>42 358 371</u>	<u>30 187 558</u>
- Intérêts des comptes courants	1 699 899	241 801
- Autres charges financières	37 220	3 023
<u>Total des autres charges financières</u>	<u>1 737 119</u>	<u>244 824</u>
<u>Total général</u>	<u>44 095 490</u>	<u>30 432 382</u>

NOTE 21 : Coût des opérations de location longue durée

Le coût des opérations de location longue durée s'analyse ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dotations aux amortissements du parc automobile	1 895 238	1 430 532
- Achats de pièces de rechange	144 193	135 851
- Primes d'assurances	406 822	323 374
- Remboursement assurances	(268 069)	(197 356)
- Entretiens	372 765	246 970
- Vignettes	131 671	77 705
<u>Total</u>	<u>2 682 621</u>	<u>2 017 075</u>

NOTE 22 : Produits des placements

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dividendes	31 600	75 493
- Plus values sur cession des actions	-	110 421
- Plus values sur cession des titres SICAV	88	7 330
- Revenus des comptes créditeurs	94 416	87 264
- Moins values sur cession des titres cotés	(113 019)	-
- Moins values sur cession des titres SICAV	-	(2 704)
- Revenus des comptes courants associés	877	-
- Revenus des certificats de dépôt	-	106 740
- Plus values latentes sur titres SICAV	699	490
- Jetons de présences reçus des filiales	-	6 750
<u>Total</u>	<u>14 661</u>	<u>391 784</u>

NOTE 23 : Autres produits d'exploitation

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Produits locatifs	30 266	28 825
- Autres	44 833	17 340
<u>Total</u>	<u>75 099</u>	<u>46 165</u>

NOTE 24 : Charges de personnel

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Salaires et complément de salaires	5 825 115	4 540 742
- Cotisations de sécurité sociales	1 036 794	781 044
- Autres charges sociales	483 998	355 575
<u>Total</u>	<u>7 345 907</u>	<u>5 677 361</u>

NOTE 25 : Dotations aux amortissements

Les dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements et de résorptions se détaillent ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dotations aux amortissements des Immobilisations incorporelles	73 963	57 023
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	480 240	492 786
- Dotations aux amortissements d'écart d'acquisition	34 495	34 495
- Dotations aux résorptions des frais d'augmentation de capital	68 099	-
<u>Total</u>	<u>656 797</u>	<u>584 305</u>

NOTE 26 : Autres charges d'exploitation

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Achat de matières et fournitures	398 989	368 941
<u>Total des achats</u>	<u>398 989</u>	<u>368 941</u>
- Locations	235 291	240 845
- Entretien et réparations	83 996	73 759
- Primes d'assurances	125 224	96 947
- Etudes, recherches et services extérieurs	190	-
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>444 700</u>	<u>411 550</u>
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	478 579	449 313
- Publicités, publications, relations publiques	445 410	529 633
- Déplacements, missions et réceptions	226 987	250 354
- Frais postaux et de télécommunications	327 619	270 429
- Services bancaires et assimilés	465 917	362 620
- Autres	219 319	157 773
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>2 163 831</u>	<u>2 020 121</u>
- Jetons de présence	75 000	75 000
- Rémunération du Comité Permanent d'audit Interne	18 750	18 750
- Rémunération du Comité de risques	18 750	18 750
<u>Total des charges diverses</u>	<u>112 500</u>	<u>112 500</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	170 002	128 655
- T.C.L	169 959	128 636
- Droits d'enregistrement et de timbres	55 444	56 879
- Autres impôts et taxes	22 417	32 752
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>417 822</u>	<u>346 922</u>
<u>Total général</u>	<u>3 537 843</u>	<u>3 260 035</u>

NOTE 27 : Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées

Les dotations nettes de la période aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	3 826 908	3 328 946
- Dotations aux provisions collectives	430 000	200 000
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances	(1 394 633)	(1 093 001)
- Dotation aux provisions additionnelles	-	26 484
<u>Total</u>	<u>2 862 275</u>	<u>2 462 429</u>

NOTE 28 : Dotations nettes aux autres provisions

Le détail des dotations nettes aux autres provisions est le suivant :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dotations aux provisions pour dépréciations des comptes d'actifs	98 653	135 581
- Dotations aux provisions pour dépréciations des titres cotés	96 540	116 325
- Dotations aux provisions pour divers risques et charges	75 000	389 375
- Reprises sur provisions pour divers risques et charges	(19 310)	-
- Reprises sur provisions sur autres actifs	-	(24 218)
- Reprise sur provision pour dépréciation des actions cotées	(102 371)	(108 425)
- Reprise sur provision immobilisations	-	(16 281)
<u>Total</u>	<u>148 512</u>	<u>492 358</u>

NOTE 29 : Autres pertes ordinaires

Le détail des autres pertes ordinaires est le suivant :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Reprises sur provisions pour risques et charges	(389 375)	-
- Redressement social	187 439	-
- Redressement fiscal	581 709	-
- Apurement de compte	113	14 228
- Moins value sur cessions d'immobilisations	26 900	21
- Pénalités de retard	18 420	835
- Autres pertes ordinaires	36 802	950
<u>Total</u>	<u>462 008</u>	<u>16 034</u>

NOTE 30 : Autres gains ordinaires

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	-	46 062
- Autres gains sur éléments exceptionnels	95	26 409
<u>Total</u>	<u>95</u>	<u>72 472</u>

Note 31 : Encaissements reçus des clients

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Clients et comptes rattachés en début de période	+ Note 6	24 089 705	20 220 576
- Clients et comptes rattachés en fin de période	- Note 6	(29 509 451)	(24 089 705)
- Clients, autres créances en début de période	+ Note 6	50 736	66 110
- Clients, autres créances en fin de période	- Note 6	(119 656)	(50 736)
- Clients AMILCAR LLD avances et comptes reçus en début de période	- Note 15	(52 000)	-
- Clients AMILCAR LLD avances et acomptes reçus en fin de période	+ Note 15	22 700	52 000
- Clients AMILCAR LLD en début de période	+ Note 10	297 556	178 943
- Clients AMILCAR LLD en fin de période	- Note 10	(333 504)	(297 556)
- Clients avances et comptes reçus en début de période	- Note 12	(5 193 476)	(5 679 303)
- Clients avances et acomptes reçus en fin de période	+ Note 12	8 518 277	5 193 476
- Dépôts et cautionnements reçus en début de période	- Note 12	(6 000)	(6 000)
- Dépôts et cautionnements reçus en fin de période	+ Note 12	6 000	6 000
- Produits constatés d'avance en début de période	- Note 6	(2 858 863)	(2 130 357)
- Produits constatés d'avance en fin de période	+ Note 6	3 317 885	2 858 863
- TVA collectée		60 001 544	46 272 423
- TVA collectée sur avances et acomptes		(622 336)	(397 550)
- Revenus bruts de l'exercice (loyers)	+ Note 6 & 18	368 554 692	277 682 403
- Revenus bruts de l'exercice (loyers AMILCAR)	+ Note 19	3 567 120	2 837 277
- Autres produits d'exploitation	+ Note 18	3 230 061	2 743 570
- Plus/Moins values sur relocation	- Note 6	(1 172 286)	(909 638)
- Cessions d'immobilisations à la VR	+ Note 6	153 654	365 309
- Cessions anticipées d'immobilisations	+ Note 6	15 827 667	9 479 145
<u>Encaissements reçus des clients</u>		<u>447 770 025</u>	<u>334 395 247</u>

NOTE 32 : Décaissements pour financement de contrats de leasing

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Fournisseurs de leasing en début de période	+ Note 14	66 196 093	31 745 904
- Fournisseurs de leasing en fin de période	- Note 14	(139 371 668)	(66 196 093)
- Investissements en Immobilisations destinées à la location	+ Note 6	544 705 188	387 188 069
- TVA sur Investissements	+	74 278 333	55 495 036
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en début de période	+ Note 15	29 750	60 000
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en fin de période	- Note 15	(23 889)	(29 750)
<u>Investissements dans les contrats de leasing</u>		<u>545 813 807</u>	<u>408 263 166</u>

NOTE 33 : Sommes versées aux fournisseurs et au personnel

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Avances et acomptes au personnel en début de période	- Note 10	(37 717)	(21 781)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	+ Note 10	34 153	37 717
- Avances et acomptes aux fournisseurs en début de période	- Note 10	(100 152)	(100 152)
- Avances et acomptes aux fournisseurs en fin de période	+ Note 10	100 152	100 152
- Dépôts & cautionnements en début de période	- Note 10	(40 100)	(38 500)
- Dépôts & cautionnements en fin de période	+ Note 10	40 100	40 100
- Charges comptabilisées d'avance en début de période	- Note 10	-	(41 726)
- Charges comptabilisées d'avance en fin de période	+ Note 10	-	-
- Fournisseurs d'exploitation en début de période	+ Note 14	826 254	235 378
- Fournisseurs d'exploitation en fin de période	- Note 14	(880 335)	(826 254)
- Personnel, rémunérations dues en début de période	+ Note 15	108	2 156
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	- Note 15	(108)	(108)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	+ Note 15	112 477	100 174
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	- Note 15	(149 096)	(112 477)
- Personnel, autres charges à payer en début de période	+ Note 15	465 000	300 000
- Personnel, autres charges à payer en fin de période	- Note 15	(600 000)	(465 000)
- Personnel, provisions pour départ à la retraite en début de période	+ Note 15	-	7 670
- Personnel, provisions pour départ à la retraite en fin de période	- Note 15	-	-
- Etat, retenues sur salaires en début de période	+ Note 15	114 314	90 544
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	- Note 15	(154 104)	(114 314)
- Etat, Redevances de compensation en début de période	+ Note 15	-	27 042
- Etat, Redevance de compensation en fin de période	- Note 15	-	-
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	+ Note 15	693 402	467 430
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	- Note 15	(1 050 308)	(693 402)
- C.N.S.S en début de période	+ Note 15	266 742	217 956
- C.N.S.S en fin de période	- Note 15	(353 539)	(266 742)
- CAVIS en début de période	+ Note 15	34 691	26 782
- CAVIS en fin de période	- Note 15	(51 798)	(34 691)
- Personnel, charges sociales sur congés à payer début de période	+ Note 15	24 575	15 304
- Personnel, charges sociales sur congés à payer fin de période	- Note 15	(32 923)	(24 575)
- Diverses Charges à payer en début de période	+ Note 15	647 756	585 804
- Diverses Charges à payer en fin de période	- Note 15	(693 829)	(647 756)
- Prêts accordés au personnel au cours de l'exercice	+	343 540	453 000
- Remboursements sur prêts au personnel	-	(287 585)	(258 050)
- TVA, payée sur biens et services	+	1 176 049	646 632
- Charges de personnel	+ Note 24	7 345 907	5 677 361
- Autres charges d'exploitation	+ Note 21 et 26	4 325 225	3 846 578
- Impôts et taxes	- Note 26	(417 822)	(346 922)
		<u>11 701 031</u>	<u>8 885 331</u>

Sommes versées aux fournisseurs et au personnel

NOTE 34 : Intérêts payés

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Frais d'émission d'emprunts	+ Note 10	729 554	957 726
- Intérêts courus sur certificat de dépôt en début de période	- Note 13	(577 006)	(468 623)
- Intérêts courus sur certificat de dépôt en fin de période	+ Note 13	894 040	577 006
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en début de période	+ Note 15	58 580	57 202
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en fin de période	- Note 15	(183 018)	(58 580)
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en début de période	+ Note 13	7 207 584	4 402 035
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en fin de période	- Note 13	(8 339 656)	(7 207 584)
- Intérêts courus sur emprunts bancaires début de période	+ Note 13	1 408 010	1 041 372
- Intérêts courus sur emprunts bancaires fin de période	- Note 13	(2 868 045)	(1 408 010)
- Intérêts courus sur certificat de leasing en début de période	+ Note 13	723 066	678 853
- Intérêts courus sur certificat de leasing en fin de période	- Note 13	(1 245 963)	(723 066)
- Intérêts et charges assimilées	+ Note 20	44 095 490	30 432 382
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	- Note 20	(660 096)	(489 612)
		<u>41 242 542</u>	<u>27 791 101</u>

Intérêts payés

NOTE 35 : Impôts et taxes payés

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider début de période	+ Note 15	980 418	383 764
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider fin de période	- Note 15	(571 614)	(980 418)
- Etat, contribution conjoncturelle en début de période	- Note 15	760 052	-
- Etat, contribution conjoncturelle en fin de période	+ Note 15	(574 200)	(760 052)
- Etat, report d'impôts début de période	- Note 10	(74 881)	(46 843)
- Etat, report d'impôts fin de période	+ Note 10	2 828	74 881
- Etat, retenues sur TVA en début de période	+ Note 15	(5 095)	(8 201)
- Etat, retenues sur TVA en fin de période	- Note 15	-	(5 095)
- Etat, TCL en cours de restitution en début de période	+ Note 10	(118 054)	(118 054)
- Etat, TCL en cours de restitution en fin de période	- Note 10	118 054	118 054
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	+ Note 15	82 428	88 710
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	- Note 15	(152 263)	(82 428)
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges en début de période	+ Note 15	3 270	2 772
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges en fin de période	- Note 15	(4 369)	(3 270)
- Régularisation de TVA suite au contrôle fiscal		(127 975)	-
- Impôts et taxes	+ Note 26	417 822	346 922
- Contribution Conjoncturelle		574 200	760 052
- Impôts sur les bénéfices		2 420 799	2 031 176
		<u>3 731 419</u>	<u>1 801 970</u>

Impôts et taxes payés

NOTE 36 : Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Investissements en Immobilisations incorporelles	+ Note 9	92 650	106 276
- Investissements en Immobilisations corporelles	+ Note 9	9 087 496	4 119 809
- Fournisseurs d'immobilisation en début de période	+ Note 14	6 713	3 850 749
- Fournisseurs d'immobilisation en fin de période	- Note 14	(56 626)	(6 713)
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>		<u>9 130 234</u>	<u>8 070 120</u>

NOTE 37 : Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Cessions d'immobilisations corporelles	+ Note 9	1 053 212	629 338
- Moins value sur cessions d'immobilisations	- Note 19 et 29	(31 566)	(21 304)
- Produits nets sur cessions d'immobilisations	+ Note 19 et 30	561 637	382 631
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>		<u>1 583 284</u>	<u>990 665</u>

NOTE 38 : Dividendes et autres distributions

		<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2016</u>
- Dividendes	+ Note 17	3 157 000	2 353 400
- Encaissement de dividendes sur actions propres	+ Note 17	(35 750)	(2 546)
<u>Dividendes et autres distributions</u>		<u>3 121 251</u>	<u>2 350 854</u>

NOTE 39 : Évènements postérieurs à la clôture

Ces états financiers sont autorisés pour la publication par le Conseil d'Administration du 23 mars 2018. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

Sur la base de la revue des événements postérieurs, nous n'avons relevé aucun impact sur les comptes et la continuité d'exploitation n'est pas menacée.

NOTE COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31/12/2017 :

1/ une note complémentaire sur l'état des engagements Hors Bilan du Groupe :

Type d'encouragements	Valeur Totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Provisions
1)- Engagements donnés						
a) Garantie personnelles						
• cautionnements						
• aval						
• autres garanties						
b) Garanties réelles						
• hypothèques						
• nantissement						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exploitation mobilisée						
e) Abandon de créances						
f) Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	85 086 947	85 086 947				
g) Engagements sur opérations de Leasing	46 177 062	46 177 062				
TOTAL	131 264 009	131 264 009				
2 - Engagements reçus						
a) garanties personnelles						
• cautionnements						
• aval	630 472 460	630 472 460				
• autres garanties						
b) Garanties réelles						
• hypothèques	336 570	336 570				
• nantissement						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exploitation mobilisée						
e) Abandon de créances						
f) ligne de découvert						
g) Les intérêts à échoir au crédit de Leasing	131 335 130	131 118 943		216 187		
h) Valeurs des biens, objet de Leasing	938 883 355	937 736 808		1 146 547		
Total	1 701 027 514	1 699 664 781		1 362 733		
3- Engagements réciproques						
• Emprunt obtenu non encore encaissé	49 770 000	49 770 000				
*Effets escomptés et non échus	29 645	29 645				
• Crédit consenti non encore versé						
• Opération de portage						
• Crédit documentaire						
• Commande de consommables						
• Contrat avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective						
• Engagement sur dossiers génériques						
Total	49 799 645	49 799 645				

2/ Une note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenu entre la date de la clôture de l'exercice et jusqu'à la date d'aujourd'hui

Sur la base de la revue des événements postérieurs, nous n'avons relevé aucun impact sur les comptes et la continuité d'exploitation n'est pas menacée.

3/ Un Etat de Résultat consolidé défalqué par pôle d'activité :

Exercice 2017 :

Exercice 2017	Location Financement	Location Longue durée	Autres *	Total
Intérêts et produits assimilés de leasing	69 033 726			69 033 726
Revenus des opérations de location longue durée		4 124 091		4 124 091
Intérêts et charges assimilées	(44 095 868)	378		(44 095 490)
Coût des opérations de location longue durée		(2 682 621)		(2 682 621)
Produits des placements	14 661			14 661
Autres produits d'exploitation	30 266	44 833		75 099
Charges de personnel	(7 047 593)	(298 315)		(7 345 907)
Dotations aux amortissements	(630 998)	(25 799)		(656 797)
Autres charges d'exploitation	(3 400 506)	(137 337)		(3 537 843)
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	(2 862 275)	0		(2 862 275)
Dotations nettes aux autres provisions	(141 050)	(7 462)		(148 512)
Autres pertes ordinaires	(437 315)	(24 693)		(462 008)
Autres gains ordinaires	81	14		95
Impôts différés	(185 531)			(185 531)
Impôts sur les bénéfices	(2 296 801)	(123 998)		(2 420 799)
Contribution conjoncturelle	(574 200)			(574 200)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence			240 768	240 768
Part revenant aux intérêts minoritaires		(2 261)		(2 261)
Total	7 406 597	866 832	240 768	8 514 198

(*) Autres : Société de Promotion immobilière (immobilière Echarifa), société de Textile totalement exportatrice (Eclair Prym) et société de promotion, de développement et d'hébergement des centres d'appels (NIDA).

Exercice 2016

Exercice 2016	Location Financement	Location Longue durée	Autres *	Total
Intérêts et produits assimilés de leasing	51 367 589			51 367 589
Revenus des opérations de location longue durée		3 152 562		3 152 562
Intérêts et charges assimilées	(30 433 146)	765		(30 432 382)
Coût des opérations de location longue durée		(2 017 075)		(2 017 075)
Produits des placements	391 784			391 784
Autres produits d'exploitation	28 825	17 340		46 165
Charges de personnel	(5 465 389)	(211 972)		(5 677 361)
Dotations aux amortissements	(546 830)	(37 475)		(584 305)
Autres charges d'exploitation	(3 161 397)	(98 638)		(3 260 035)
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	(2 462 429)			(2 462 429)
Dotations nettes aux autres provisions	(447 285)	(45 072)		(492 358)
Autres pertes ordinaires	(15 366)	(668)		(16 034)
Autres gains ordinaires	59 161	13 310		72 472
Impôts différés	(106 355)			(106 355)
Impôts sur les bénéfices	(2 024 139)	(7 038)		(2 031 176)
Contribution conjoncturelle	(759 052)	(1 000)		(760 052)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence			320 059	320 059
Part revenant aux intérêts minoritaires		(2 680)		(2 680)
Total	6 425 971	762 360	320 059	7 508 389

(*) Autres : Société de Promotion immobilière (immobilière Echarifa), société de Textile totalement exportatrice (Eclair Prym) et société de promotion, de développement et d'hébergement des centres

4/ Indicateurs d'activité consolidés par pôle d'activité au 31/12/2017 et au 31/12/2016

	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés de leasing	69 033 726	51 367 589
Revenus des opérations de location longue durée	4 124 091	3 152 562
Intérêts et charges assimilées	(44 095 490)	(30 432 382)
Coût des opérations de location longue durée	(2 682 621)	(2 017 075)
Produits des placements	14 661	391 784
Autres produits d'exploitation	75 099	46 165
Charges de personnel	(7 345 907)	(5 677 361)
Dotations aux amortissements	(656 797)	(584 305)
Autres charges d'exploitation	(3 537 843)	(3 260 035)
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	(2 862 275)	(2 462 429)
Dotations nettes aux autres provisions	(148 512)	(492 358)
Autres pertes ordinaires	(462 008)	(16 034)
Autres gains ordinaires	95	72 472
Impôts différés	(185 531)	(106 355)
Impôts sur les bénéfices	(2 420 799)	(2 031 176)
Contribution conjoncturelle	(574 200)	(760 052)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	240 768	320 059
Part revenant aux intérêts minoritaires	(2 261)	(2 680)
Total	8 514 198	7 508 389

Toutefois, nous tenons à vous préciser que les seuils définis par la norme IFRS 8 afin de présenter les indicateurs d'activités par pôle d'activité sont :

« a) les produits des activités ordinaires présentés, comprenant à la fois les ventes à des clients externes et les ventes ou les transferts intersectoriels, représentent au moins 10 % du produit des activités ordinaires cumulé, interne et externe, de tous les secteurs opérationnels;

b) la valeur absolue de son résultat présenté représente 10 % au moins de la plus grande des valeurs suivantes, en valeur absolue:

i) le bénéfice cumulé publié de tous les secteurs opérationnels n'ayant pas publié de perte; ou

ii) la perte cumulée publiée de tous les secteurs opérationnels ayant publié une perte;

c) ses actifs représentent 10 % au moins des actifs cumulés de tous les secteurs opérationnels. Les secteurs opérationnels n'atteignant aucun des seuils quantitatifs peuvent être considérés comme étant à présenter, et peuvent être présentés séparément, si la direction estime que les informations relatives à ces secteurs seraient utiles aux utilisateurs des états financiers. »

NOTES EXPLICATIVES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31/12/2017 :

1/ Une note explicative sur les variations importantes au 31/12/2017 par rapport au 31/12/2016 de la rubrique « Revenus des opérations de location longue durée », soit 30,8% :

Le développement de l'activité commerciale de la filiale Amilcar LLD a fait porter le parc des voitures en location de 227 à 256 véhicules, combiné à l'augmentation du prix d'acquisition des véhicules neufs et son implication sur le coût de la location ,la rubrique « Revenus des opérations de location longue durée » a augmenté de 30,8%.

2/ Une note explicative de la note 5 « analyse et classification des créances sur la clientèle » expliquant les raisons de la baisse du ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés de 72,23% au 31/12/2017 à 61,30% au 30/06/2018

La baisse du ratio de couverture au 30 Juin 2017 est due par l'augmentation des créances douteuses et litigieuses et la valeur importante des valeurs intrinsèques des immobilisations en leasing qui sont déduites des risques encourus de ces créances.

Toutefois, historiquement le taux de couverture au niveau semestriel est toujours moins important que le taux de couverture annuel. A titre d'exemple, le taux des actifs classés au 30/06/2016 est de 63,15%, celui du 30/06/2017 est de 63,42% et celui du 30/06/2018 est de 61,30%.

NOTES RECTIFICATIVES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31/12/2017 :

1/ Les participations dans les entreprises associées doivent être présentées comme un élément distinct au bilan et ce, conformément aux dispositions du paragraphe 22 de la NCT 36 relative aux participations dans les entreprises associées :

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017 (exprimé en dinar tunisien)

		31 Décembre 2017	31 Décembre 2016
ACTIFS			
	<u>Notes</u>		
Liquidités et équivalents de liquidités	5	4 705 787	14 431 110
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	6	802 411 178	573 023 584
Portefeuille-titres de placement	7	1 202 092	1 286 532
Portefeuille d'investissement	8	581 112	581 112
Titres mis en équivalence	8 bis	8 683 066	8 593 316
Valeurs Immobilisées	9	22 464 169	16 821 172
Actifs d'impôts différés		-	185 531
Autres actifs	10	14 277 783	17 294 463
TOTAL DES ACTIFS		854 325 187	632 216 820
		31 Décembre 2017	31 Décembre 2016
PASSIFS			
	<u>Notes</u>		
Concours bancaires	11	15 660 880	11 731 960
Dettes envers la clientèle	12	8 524 277	5 199 476
Emprunts et dettes rattachées	13	610 356 838	487 100 412
Fournisseurs et comptes rattachés	14	140 308 629	67 029 060
Autres passifs	15	5 263 972	5 689 876
TOTAL DES PASSIFS		780 114 596	576 750 784
INTERETS MINORITAIRES	16	11 913	9 652
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		40 180 000	28 700 000
Réserves		5 783 659	5 041 480
Prime d'émission		13 996 000	8 830 000
Actions propres		(832 733)	(398 915)
Résultats reportés consolidés		6 557 554	5 775 431
Résultat consolidé		8 514 198	7 508 389
Total des capitaux propres	17	74 198 678	55 456 385
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		854 325 187	632 216 820

4.3.7 Rapport des Co-commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017

Deloitte.

Cabinet MS Louzir
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited
Rue du Lac Oubelra
1053 - Les berges du Lac
Tel: +216 36 400 900
Fax: + 216 36 050 900
RC: B119871997-MF:587570N/A/M/000
www.deloitte.tn

FINOR

Société d'expertise comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Immeuble International City Center - Tour des Bureaux
Centre Urbain Nord - 1082 Tunis - Tunisie
Tél (T.G) : 70 728 450 - Fax : 70 728 405
RC : B1114411996 - MF : 048096 HAM 000
Mail : administrations@finor.com.tn

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31
DECEMBRE 2017**

Messieurs les actionnaires du Groupe Hannibal Lease

I- Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du groupe Hannibal Lease qui comprennent le bilan au 31 Décembre 2017, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers consolidés font apparaître un total du bilan de 854.325.187 DT, un bénéfice net de 8.514.198 DT et une trésorerie négative à la fin de la période de 10.955.093 DT.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière du groupe au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes lors de l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue une question clé d'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Dépréciation des créances

Risque identifié

En tant qu'établissement financier, la société Hannibal Lease est confrontée au risque de crédit défini comme étant le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire au sens de la réglementation en vigueur. Il en résulte une exposition de la société concernant le risque d'insolvabilité de ses clients qui l'oblige à distinguer ses actifs du bilan et du hors bilan en actifs « courants » et actifs « classés ». Les actifs classés doivent obéir à des règles spécifiques en matière de comptabilisation des provisions et des produits comptabilisés mais non encaissés.

Au 31 décembre 2017, les créances s'élèvent à 837 402 KDT, les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 25 798 KDT et les agios réservés ont atteint 1 696 KDT.

La société comptabilise les provisions sur créances de leasing dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, sont remplis. Ces critères sont décrits dans la note 4-3-2 des états financiers consolidés.

Compte tenu de l'exposition de la société au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des agios réservés comme un point clé dans notre audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons, à partir d'entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par la société, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la société repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nos travaux ont consisté à :

- Rapprocher la situation des engagements aux données comptables ;
- Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par la société par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- Apprécier la fiabilité du système de classification des créances, de couverture des risques et de réservation des produits ;
- Vérifier la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- Examiner les garanties retenues pour le calcul des provisions et apprécier leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées.

Rapport de gestion du groupe

La responsabilité du rapport de gestion du groupe incombe au conseil d'administration.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion du groupe et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes dans le rapport de gestion du groupe par référence aux données figurant dans les états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du groupe et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du groupe semble autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du groupe, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés, conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est au conseil d'administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si les dirigeants sociaux ont l'intention de liquider une ou plusieurs sociétés du groupe ou de cesser leurs activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à eux.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

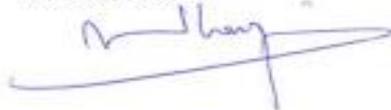
- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des sociétés du groupe à poursuivre leurs exploitations. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu ;
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport d'audit parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Tunis, le 30 Mars 2018

Les commissaires aux comptes

Cabinet MS Louzir – Membre de Deloitte
Touche Tohmatsu Limited
Mohamed LOUZIR



FINOR
Mustapha MEDHIOUB



4.4 Patrimoine de la société au 30/06/2018

4.4.1 Créances sur la clientèle, opération de leasing

En DT	30 juin 2018	30 juin 2017	31-déc-17
Créances sur contrats mis en force	891 186 094	709 950 252	831 314 179
Encours financiers	858 661 855	686 128 062	804 981 509
Impayés	36 085 807	26 765 453	29 560 226
Intérêts échus différés	(3 640 640)	(3 118 167)	(3 347 211)
Valeurs à l'encaissement	79 071	174 904	119 656
Créances sur contrats en instance de mise en force	12 745 662	9 041 779	6 087 383
Total brut des créances leasing	903 931 756	718 992 031	837 401 562
A déduire couverture			
Provisions pour dépréciation des encours	(8 501 964)	(8 436 512)	(8 521 216)
Provisions pour dépréciation des impayés	(15 231 791)	(13 245 419)	(14 185 054)
Provisions collectives	(3 130 000)	(2 800 000)	(3 030 000)
Provisions additionnelles	(88 280)	(61 796)	(61 796)
Produits réservés	(1 960 617)	(1 680 228)	(1 695 527)
Total net des créances leasing	875 019 105	692 768 076	809 907 969

Les mouvements enregistrés durant la période sur l'encours des contrats de leasing sont indiqués ci-après :

Solde au 31 décembre 2017	811 068 892
<u>Addition de la période</u>	
- Investissements	247 273 278
- Relocations	9 064 601
<u>Retraits de la période</u>	
- Cessions à la valeur résiduelle	(184 940)
- Cessions anticipées	(10 479 181)
- Relocations	(8 200 588)
- Remboursement du capital	(177 134 544)
Solde au 30 juin 2018	871 407 518

L'analyse des contrats actifs par maturité au 30/06/2018 se présentent comme suit

		30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Créance à plus de cinq ans		12 762 961	14 042 722	13 531 308
- Créance à plus d'un an et moins de cinq ans		597 170 860	481 549 803	566 386 927
- Créance à moins d'un an		368 656 585	289 981 647	341 749 529
Paiement minimaux sur contrats actifs	(1)	978 590 406	785 574 172	921 667 764
- Revenus à plus de cinq ans		2 088 595	2 650 798	2 232 496
- Revenus à plus d'un an et moins de cinq ans		69 428 233	57 844 444	67 290 819
- Revenus à moins d'un an		66 403 156	53 924 446	62 557 911
Total des produits financiers non acquis	(2)	137 919 984	114 419 688	132 081 226
- Valeurs résiduelles	(3)	5 050 057	4 640 978	4 804 713
- Contrats suspendus	(4)	12 941 377	10 332 599	10 590 258
- Contrats en cours	(5)	12 745 662	9 041 779	6 087 383
Encours financiers des contrats de leasing	(6)=(1)-(2)+(3)+(4)+(5)	871 407 518	695 169 841	811 068 892

4.4.2 Portefeuille titres de placement

En DT	30 juin 2018	30 juin 2017	31-déc-17
- Actions cotées	1 422 343	1 590 343	1 422 343
- Titres SICAV	98 276	3 769	89 298
Total brut	1 520 618	1 594 112	1 511 641
- Provisions pour dépréciations des actions	(361 507)	(356 665)	(309 549)
Total net	1 159 111	1 237 447	1 202 092

Au 30/06/2018, le portefeuille des actions cotées se présente comme suit :

Libellé	Nombre d'action Participation HL	Valeur nominale	Coût d'acquisition	Total	Valeur du marché	Provision	pourcentage de détention
CARTHAGE CEMENT	79 312	1,000	2,893	229 414	2,030	(68 410)	0,046%
SAH	23 550	1,000	6,494	152 923	6,582	-	0,064%
TUNIS RE	13 050	5,000	9,518	124 204	7,690	(23 849)	0,087%
Tawasool	120 000	1,000	1,100	132 000	0,380	(86 400)	0,111%
Délice Holding	35 276	10,000	13,723	484 095	17,600	-	0,064%
UADH	38 462	6,500	6,500	250 003	1,830	(179 618)	0,104%
ARTES	6 500	5,000	7,647	49 706	7,150	(3 231)	0,017%

Total	1 422 343	(361 507)
-------	-----------	-----------

Au 30/06/2018, les titres SICAV se présentent comme suit :

Libellé	Nombre de titres chez HL	Coût Moyen Pondéré	Valeur liquidative	Total
FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	950	104,878	103,448	98 276
Total				98 276

4.4.3 Portefeuille d'investissement

L'analyse du portefeuille d'investissement au 30/06/2018 se présente comme suit :

En DT	30 juin 2018	30 juin 2017	31-déc-17
- Titres de participation	8 998 841	8 778 841	8 778 841
- Titres immobilisés	581 112	581 112	581 112
Total	9 359 953	9 359 953	9 359 953

Les titres de participation s'analysent au 30 Juin 2018 comme suit :

Emetteur	% détention	Nombre d'actions ou parts sociales	Valeur nominale	Coût d'acquisition	Date de souscription
- Société Amilcar LLD	99,16%	12 395	100	1 239 500	2 014
- Société immobilière ECHARIFA	26,56%	23 104	100	2 200 000 *	2010-2012
- Société NIDA	29,84%	3 939 342	1	4 739 341 **	2010-2013-2014-2016
- Société Eclair Prym	24,00%	6 000	100	600 000	2 013
Total				8 778 841	

(*) L'acquisition des 220.000 actions de la société immobilière ECHARIFA a été réalisée au prix de 100 dinars par action. Par ailleurs, cette dernière a réalisé une augmentation de capital par incorporation des réserves, la part de Hannibal Lease est de 1.104 actions gratuites.

(**) L'acquisition des 3.939.342 actions de la société NIDA SA a été réalisée à raison de 2.606.011 actions au prix de 1 dinars par action et 1.333.331 actions au prix de 1.6 dinars par action.

Les titres immobilisés s'analysent au 30 Juin 2018 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>% détention</u>	<u>Nombre d'actions ou parts sociales</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Coût unitaire d'acquisition</u>	<u>Montant Total</u>	<u>Date de souscription</u>
- Fonds commun de placement MAC Equilibre	1,57%	100	100	100,000	10 000	2005
- Fonds commun de placement MAC Epargnant	0,18%	100	100	100,000	10 000	2005
- Fonds commun de placement MAC Croissance	0,52%	108	100	102,889	11 112	2005-2008
- Fonds commun de placement MAC Horizon	4,23%	5 000	100	100,000	500 000	2016
- Les sables du centre	16,67%	500	100	100,000	50 000	2005
<u>Total</u>					<u>581 112</u>	

4.4.4 Principales acquisitions et cessions d'Immobilisation corporelles et incorporelles au 30/06/2018

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute				Amortissements			Provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisition	Transfert	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Fin de période		
Logiciels	33,3%	544 499	32 428		576 927	397 389	39 817	437 207	-	139 720
Total des immobilisations incorporelles		544 499	32 428	-	576 927	397 389	39 817	437 207	-	139 720
Terrain	-	5 670 140	-	-	5 670 140	-	-	-	-	5 670 140
Terrain hors exploitation	-	250 000	-	-	250 000	-	-	-	250 000	-
Immeubles	5,0%	2 630 526	-	-	2 630 526	924 308	65 223	989 531	-	1 640 995
Matériel de transport	20,0%	943 241	31 200	-	974 441	664 776	66 485	731 261	-	243 180
Equipements de bureau	10,0%	708 280	8 205	-	716 484	514 198	22 717	536 915	-	179 569
Matériel informatique	33,3%	530 729	100 967	-	631 696	449 037	33 487	482 524	-	149 172
Installations générales	10% et 20%	657 557	-	-	657 557	422 728	29 161	451 889	-	205 669
Autres matériels	10,0%	45 886	-	-	45 886	38 576	1 311	39 887	-	5 999
Immobilisations en cours		4 578 299	2 723 426	405 193	7 706 918	-	-	-	-	7 706 918
Avances et acomptes aux fournisseurs d'immobilisations		666 789	201 771	(405 193)	463 367	-	-	-	-	463 367
Total des immobilisations corporelles		16 681 446	3 065 569	-	19 747 016	3 013 623	218 384	3 232 006	250 000	16 265 009
TOTAUX		17 225 945	3 097 997	-	20 323 942	3 411 012	258 201	3 669 213	250 000	16 404 730

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.
Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

4.4.5 Les principales acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles postérieures au 30 Juin 2018

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES
ARRETE AU 31 OCTOBRE 2018
(Montants exprimés en dinars)

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute					Amortissements				Provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisition	Transfert	Cessions et mise en rebut	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions et mise en rebut	Fin de période		
Logiciels	33,3%	544 499	32 428			576 927	397 389	69 745	-	467 134	-	109 793
Total des immobilisations incorporelles		544 499	32 428	0	-	576 927	337 217	69 745	-	467 134	-	109 793
Terrain	-	5 670 140	-	-	-	5 670 140	-	-	-	-	-	5 670 140
Terrain hors exploitation	-	250 000	-	-	-	250 000	-	-	-	-	250 000	-
Immeubles	5,0%	2 630 526	-	-	-	2 630 526	924 308	109 545	-	1 033 853	-	1 596 673
Matériel de transport	20,0%	943 241	31 200	-	-	974 441	664 775	108 469	-	773 244	-	201 197
Equipements de bureau	10,0%	708 280	10 674	-	-	718 954	514 198	37 434	-	551 632	-	167 321
Matériel informatique	33,3%	530 729	103 004	-	-	633 733	449 037	62 364	-	511 401	-	122 332
Installations générales	10,0%	657 557				657 557	422 728	48 240	-	470 968	-	186 589
Autres matériels	10,0%	45 886	-	-	-	45 886	38 576	2 179	-	40 755	-	5 131
Immobilisations en cours		4 775 416	3 601 434	484 420		8 861 270	-	-	-	-	-	8 861 270
Avances et acomptes aux fournisseurs d'immobilisations		469 672	426 642	-484 420		411 894	-	-	-	-	-	411 894
Total des immobilisations corporelles		16 681 446	4 172 954	0	0	20 854 401	2 545 391	368 231	0	3 381 853	250 000	17 222 548
TOTAUX		17 225 945	4 205 382	0	0	21 431 328	2 882 608	437 976	0	3 848 987	250 000	17 332 340

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.
Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

4.5. Etats financiers arrêtés au 30 Juin 2018

Les règles d'établissement et de présentations des états financiers individuels intermédiaires de la société arrêtés au 30/06/2018 ne s'accroissent pas aux dispositions du système comptable des entreprises notamment en ce qui concerne les notes aux états financiers qui ne comportent pas les informations et renseignements ci-après :

- Une note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des états financiers, conformément aux dispositions du paragraphe 36 de la NC 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture.

Hannibal Lease s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et ce pour les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2019 et suivants.

4.5.1. Bilan au 30 Juin 2018 (exprimé en Dinar Tunisien)

BILAN ARRETE AU 30 juin 2018 (exprimé en dinar tunisien)

ACTIFS	Notes	30 Juin	31 Décembre
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Liquidités et équivalents de liquidités	4	9 775 020	4 671 188
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	5	875 019 105	809 907 969
Portefeuille-titres de placement	6	1 159 111	1 202 092
Portefeuille d'investissement	7	9 359 953	9 359 953
Valeurs Immobilisées	8	16 404 730	13 564 933
Autres actifs	9	14 619 364	14 024 615
TOTAL DES ACTIFS		<u>926 337 282</u>	<u>852 730 750</u>

PASSIFS	Notes	30 Juin	31 Décembre
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Concours bancaires	10	47 768 142	15 660 880
Dettes envers la clientèle	11	7 867 608	8 524 277
Emprunts et dettes rattachées	12	706 525 541	610 356 838
Fournisseurs et comptes rattachés	13	85 881 145	140 514 665
Autres passifs	14	5 304 469	5 166 903
TOTAL DES PASSIFS		<u>853 346 905</u>	<u>780 223 563</u>

CAPITAUX PROPRES			
Capital social		40 180 000	40 180 000
Réserves		6 594 530	5 783 659
Prime d'émission		13 996 000	13 996 000
Actions propres		(305 801)	(832 733)
Résultats reportés		8 599 143	5 177 500
Résultat de la période		3 926 505	8 202 760
Total des capitaux propres	15	<u>72 990 376</u>	<u>72 507 187</u>

TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		<u>926 337 282</u>	<u>852 730 750</u>
--	--	---------------------------	---------------------------

4.5.2. Etat des engagements hors bilan au 30 Juin 2018 (exprimé en Dinar Tunisien)

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN
AU 30 JUIN 2018
(Exprimé en dinars)

	<u>2018</u>	30 juin <u>2017</u>	31 Décembre <u>2017</u>
ENGAGEMENTS DONNES	135 180 771	135 316 783	131 345 437
Engagements de Financement en Faveur de la Clientèle	42 696 949	49 507 166	46 258 490
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	92 483 823	85 809 617	85 086 947
ENGAGEMENTS RECUS	1 803 654 166	1 557 220 729	1 710 135 150
Cautions Reçues	655 026 076	625 555 607	630 472 460
Garanties Reçues	336 570	336 570	336 570
Intérêts à Echoir sur Contrats Actifs	137 919 984	114 419 688	132 081 226
Valeurs des biens, objet de leasing	1 010 371 536	816 908 864	947 244 894
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	35 123 508	57 200 000	49 799 645
Emprunts obtenus non encore encaissés	35 106 400	57 200 000	49 770 000
Effets escomptés sur la clientèle	17 108	-	29 645

4.5.3. Etat de résultat au 30 Juin 2018 (exprimé en Dinar Tunisien)

ETAT DE RESULTAT (exprimé en dinar tunisien)

	<u>Notes</u>	<u>30 Juin 2018</u>	<u>31 Décembre 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Intérêts et produits assimilés de leasing	16	41 413 168	32 359 215	69 619 440
Intérêts et charges assimilées	17	(28 487 254)	(20 006 959)	(44 095 868)
Produits des placements	18	205 505	237 399	184 389
Autres produits d'exploitation	19	15 698	14 951	30 266
Produit net		<u>13 147 118</u>	<u>12 604 605</u>	<u>25 738 226</u>
CHARGES D'EXPLOITATION				
Charges de personnel	20	3 887 598	3 291 700	7 047 593
Dotations aux amortissements	21	292 251	261 323	596 503
Autres charges d'exploitation	22	2 054 177	1 819 151	3 579 811
Total des charges d'exploitation		<u>6 234 026</u>	<u>5 372 174</u>	<u>11 223 906</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS		<u>6 913 092</u>	<u>7 232 431</u>	<u>14 514 320</u>
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	23	1 153 968	1 607 936	2 862 275
Dotations nettes aux autres provisions	24	214 469	434 614	141 050
RESULTAT D'EXPLOITATION		<u>5 544 655</u>	<u>5 189 881</u>	<u>11 510 996</u>
Autres pertes ordinaires	25	(614)	(41 193)	(437 315)
Autres gains ordinaires	26	134	59	81
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT		<u>5 544 174</u>	<u>5 148 747</u>	<u>11 073 761</u>
Impôts sur les bénéfices	27	(1 415 461)	(1 029 646)	(2 296 801)
Contribution sociale de solidarité		(40 442)	-	-
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT		<u>4 088 272</u>	<u>4 119 101</u>	<u>8 776 960</u>
Contribution conjoncturelle		(161 767)	-	(574 200)
RESULTAT NET DE LA PERIODE		<u>3 926 505</u>	<u>4 119 101</u>	<u>8 202 760</u>
Résultat par action		0,496	0,529	1,256

4.5.4. Etat de flux de trésorerie au 30 Juin 2018 (exprimé en Dinar Tunisien)

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE (exprimé en dinar tunisien)

	<u>Notes</u>	<u>30 Juin 2018</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements reçus des clients	28	257 888 802	211 043 250
Décaissements pour financement de contrats de leasing	29	(337 994 631)	(284 011 896)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	30	(7 099 813)	(6 393 865)
Intérêts payés	31	(27 769 955)	(20 157 314)
Impôts et taxes payés	32	(2 025 758)	(2 456 679)
Restitution du crédit de TVA		-	-
Autres flux liés à l'exploitation	35	1 488 972	580 327
		<u>(115 512 383)</u>	<u>(101 396 178)</u>
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation			<u>(140 595 741)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	33	(3 023 574)	(1 953 448)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	-
			160 000
		<u>(3 023 574)</u>	<u>(1 953 448)</u>
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement			<u>(3 777 844)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions		-	-
Décaissements suite au rachat d'actions propres	15	(192 048)	(788 631)
Encaissements suite à la cession d'actions propres	15	704 375	590 042
Dividendes et autres distributions	34	(3 955 601)	(3 104 063)
Encaissements provenant des emprunts	12	628 420 000	412 335 800
Remboursements d'emprunts	12	(533 444 199)	(325 624 863)
		<u>91 532 527</u>	<u>83 408 285</u>
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement			<u>130 675 844</u>
Variation de trésorerie		<u>(27 003 430)</u>	<u>(19 941 341)</u>
Trésorerie au début de l'exercice	4 & 10	(10 989 692)	2 708 050
Trésorerie à la clôture de l'exercice	4 & 10	(37 993 122)	(17 233 291)

4.5.5. Schéma des Soldes Intermédiaires de Gestion au 30 Juin 2018 (exprimé en Dinar Tunisien)

PRODUITS				CHARGES				SOLDES			
	30 Juin		Décembre		30 Juin		Décembre		30 Juin		Décembre
	2018	2017	2017		2018	2017	2017		2018	2017	2017
Intérêts de leasing	39 763 280	31 203 753	66 738 625	Intérêts et charges assimilés	28 487 254	20 006 959	44 095 868				
Intérêts de retard	620 211	307 036	867 800								
Variation des produits réservés	(265 090)	(258 848)	(274 147)								
Produits accessoires	1 294 767	1 107 273	2 287 162								
Autres produits d'exploitation	15 698	14 951	30 266								
Intérêts et produits assimilés de leasing	41 428 866	32 374 166	69 649 706	Total des intérêts et charges assimilés	28 487 254	20 006 959	44 095 868	Marge commerciale (PNB)	12 941 612	12 367 206	25 553 838
Marge commerciale (PNB)	12 941 612	12 367 206	25 553 838	Autres charges d'exploitation	2 054 177	1 819 151	3 579 811				
Produits des placements	205 505	237 399	184 389	Charges de personnel	3 887 598	3 291 700	7 047 593				
<u>Sous total</u>	13 147 118	12 604 605	25 738 226	<u>Sous total</u>	5 941 775	5 110 851	10 627 403	Excédent brut d'exploitation	7 205 342	7 493 754	15 110 823
Excédent brut d'exploitation	7 205 342	7 493 754	15 110 823	Dotations aux amortissements et aux résorptions	292 251	261 323	596 503				
Reprises sur agios & provisions :				Dotations aux provisions :							
- Suite au recouvrement des créances	1 092 345	1 092 345	1 394 633	- Pour dépréciation des créances	2 119 829	2 500 281	3 826 908				
- Sur les actions cotées	7 526	26 570	102 371	- Des autres actifs	1 414	24 000	71 881				
				- Pour dépréciation des titres	59 484	67 854	96 540				
				- Additionnelles	26 484	-	-				
				- Collectives	100 000	200 000	430 000				
				- Pour risques et charges	161 097	342 429	75 000				
Autres produits ordinaires	134	59	81	- Pour Valeurs immobilisées	-	26 900	-				
				Autres pertes ordinaires	614	41 193	437 315				
				Impôts sur les bénéfices	1 415 461	1 029 646	2 296 801				
				Contribution sociale de solidarité	40 442	-	-				
<u>Sous total</u>	8 305 347	8 612 727	16 607 908	<u>Sous total</u>	4 217 075	4 493 626	7 830 948	Résultat des activités ordinaires	4 088 272	4 119 101	8 776 960
Résultat des activités ordinaires	4 088 272	4 119 101	8 776 960	Contribution conjoncturelle	161 767	-	574 200				
<u>Sous total</u>	4 088 272	4 119 101	8 776 960	<u>Sous total</u>	161 767	-	574 200	Résultat net	3 926 505	4 119 101	8 202 760

4.5.6. Notes aux états financiers aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30 Juin 2018

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

1-1 Présentation générale

La société Hannibal Lease est une société anonyme de droit tunisien constituée le 30 Juillet 2001 avec un capital initial de 5.000.000 Dinars divisé en 500.000 actions de 10 Dinars chacune.

L'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} novembre 2005 a décidé de réduire le capital d'un montant de 168.750 Dinars, correspondant à la partie non libérée à cette date, et ce pour le ramener de 5.000.000 Dinars à 4.831.250 Dinars, par l'annulation de 16.875 actions d'une valeur nominale de 10 Dinars.

Parallèlement, la même assemblée a décidé de porter le capital à 10.000.000 Dinars par l'émission et la création de 516.875 actions nouvelles de 10 Dinars chacune, souscrites en numéraire et libérées à concurrence de 61,30 % lors de la souscription. Le reliquat a été libéré au cours du 2^{ème} semestre 2007.

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 24 juin 2008 a décidé de porter le capital de 10.000.000 Dinars à 20.000.000 Dinars et ce, par l'émission et la création de 1.000.000 d'actions nouvelles, au prix de 11 Dinars, correspondant à la valeur nominale de 10 Dinars, majoré d'une prime d'émission de 1 Dinar par action.

L'assemblée générale extraordinaire du 16 juillet 2012 a décidé de réduire la valeur nominale de l'action pour la ramener de 10 Dinars à 5 Dinars et de porter ainsi, le nombre d'actions composant le capital social de 2.000.000 à 4.000.000 d'actions.

L'assemblée générale extraordinaire du 17 avril 2013, a décidé l'ouverture du capital de la société et l'introduction de ses titres sur le marché principal de la cote de la Bourse des valeurs mobilières et d'augmenter le capital social de la société avec renonciation aux droits préférentiels de souscription au profit de nouveaux souscripteurs et ce, pour un montant de 8.700.000 dinars en numéraire pour le porter de 20.000.000 dinars à 28.700.000 dinars par l'émission de 1.740.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 5 dinars chacune.

Le prix d'émission a été fixé à 9,500 dinars l'action, soit 5 dinars de nominal et 4,500 dinars de prime d'émission, libéré intégralement lors de la souscription, avec jouissance à compter du 1^{er} janvier 2013.

Enfin, l'assemblée générale extraordinaire réunie le 17 mai 2017 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 11.480.000 dinars pour le porter de 28.700.000 dinars à 40.180.000 dinars et ce, simultanément, de la manière suivante :

- Par apport en numéraire pour un montant de 13.776.000 dinars par la création de 1.722.000 actions nouvelles à émettre au prix de 8 dinars l'action, soit 5 dinars de nominal et 3 dinars de prime d'émission (3 actions nouvelles pour 10 actions anciennes). Les nouvelles actions sont à souscrire en numéraire et à libérer intégralement lors de la souscription. Elles porteront jouissance à compter du 1^{er} Janvier 2017.

- Par incorporation de réserves pour un montant de 2.870.000 dinars (1 action gratuite pour 10 actions anciennes) portant jouissance au 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, le capital social s'élève au 30 juin 2018, à 40.180.000 Dinars composé de 8.036.000 actions d'une valeur nominale de 5 Dinars libérée en totalité.

La société a pour objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers à usage professionnel, industriel, agricole, commercial et de service.

L'activité de la société est régie par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, ainsi que par la loi n° 94-89 du 26 juillet 1994 relative au leasing.

1-2 Régime fiscal

1-2-1 Impôt sur les sociétés :

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles du droit commun. Elle ne bénéficie à ce titre d'aucune exonération résultant d'avantages fiscaux accordés ou autres.

L'impôt sur les sociétés dû est décompté au taux de 35% et ne peut être inférieur au minimum de 0,2% du chiffre d'affaires brut toutes taxes comprises.

Toutefois et en vertu des dispositions de la loi n° 2010-29 du 7 juin 2010 relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la bourse, la société a bénéficié de la réduction du taux d'imposition de 35% à 20% pendant une période de cinq ans à partir de l'année d'admission.

Les amortissements financiers relatifs aux équipements, matériels et immeubles objets de contrats de leasing sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable et ce, en vertu des dispositions de la loi de finances 2000-98 du 25 décembre 2000.

L'article 44 de la loi des finances pour la gestion 2008 a abrogé ces dispositions, et ce, pour les amortissements financiers relatifs aux équipements, matériels et immeubles exploités dans le cadre de contrats de leasing à partir du 1^{er} janvier 2008.

Par ailleurs, et depuis 1996, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi, les provisions au titre des créances douteuses sont déductibles en totalité.

1-2-2 Taxe sur la valeur ajoutée :

De par son statut d'établissement financier de leasing, Hannibal Lease est un assujetti total à la taxe sur la valeur ajoutée.

L'article 49 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi des finances pour l'année 2008, a prévu que la TVA est liquidée, pour les opérations de leasing, sur la base de tous les montants dus au titre de ces opérations.

Il s'ensuit que l'assiette de la TVA comprend :

- Les montants relatifs aux loyers facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2007,
- Les montants relatifs au remboursement du coût d'acquisition des immobilisations ainsi que les intérêts facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus à partir du 1^{er} janvier 2008.

Par ailleurs, l'article 50 de la même loi a prévu que les entreprises qui réalisent des opérations de leasing peuvent déduire la TVA grevant leurs achats d'équipements, matériels et immeubles destinés à être exploités dans le cadre des contrats de leasing, et ce nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

Il s'ensuit que les entreprises qui réalisent des opérations de leasing peuvent déduire la TVA relative aux équipements, matériels et immeubles destinés à l'exploitation dans le cadre de contrats de leasing et ce nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

1-2-3 Autres impôts et taxes :

Hannibal Lease est essentiellement soumise aux autres taxes suivantes :

- La taxe sur les établissements industriels et commerciaux (T.C.L) au taux de 0,2% sur la base des loyers pour les contrats conclus avant 2008, et des marges pour les contrats conclus à partir de janvier 2008.
- La taxe de formation professionnelle calculée au taux de 2% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.
- La contribution au FOPROLOS calculée au taux de 1% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.

Note 2. Référentiel comptable

Les états financiers d'Hannibal Lease, arrêtés au 30 juin 2018, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers intermédiaires sont identiques à ceux appliqués par la société pour ses états financiers annuels au 31 décembre.

Lesdits principes s'appuient sur :

- Le système comptable des entreprises promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996.
- Les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes.

Aucune divergence significative entre les méthodes comptables appliquées par Hannibal Lease et les normes comptables tunisiennes n'est à souligner.

Aucun changement dans la structure d'Hannibal Lease, y compris les regroupements, les acquisitions ou la cession de filiales et les investissements à long terme, restructurations et abandons d'activité n'ont eu lieu pendant la période intermédiaire.

Note 3. Bases de mesure et principes comptables pertinents :

Les bases de mesure et les principes comptables pertinents adoptés par la Société pour l'établissement de ses états financiers peuvent être résumés comme suit :

3-1 Bases de mesure

Les états financiers ont été établis en adoptant le concept du capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

3-2 Unité monétaire

Les états financiers d'Hannibal Lease sont libellés en Dinar Tunisien.

3-3 Sommaire des principales méthodes comptables

3-3-1 Comptabilisation des créances issues d'opérations de leasing :

Les contrats de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions). La durée contractuelle du bail varie entre deux et dix ans. A la fin du contrat, le locataire aura la possibilité de lever l'option d'achat du bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, juridiquement et pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

Ces contrats transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs donnés en location et justifient, comptablement, leur classification en tant que contrats de location-financement.

Antérieurement au 1^{er} janvier 2008, et par dérogation à la convention comptable de base de prééminence du fond sur la forme, les immobilisations données en leasing figuraient parmi les actifs corporels de la société pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements financiers et des pertes de valeurs correspondant aux risques de non recouvrement de l'encours financier.

Les redevances de crédit-bail, échues et non courues à la date de clôture, figuraient parmi les passifs sous l'intitulé « produits constatés d'avance ».

Avec l'entrée en vigueur, à partir du 1^{er} janvier 2008, de la norme comptable relative aux contrats de location (NC 41), telle qu'approuvée par l'arrêté du ministre des finances du 28 janvier 2008, la société comptabilise, au bilan, les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement selon une approche faisant prévaloir la substance économique des transactions et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Cette approche a été appliquée de manière rétrospective à tous les contrats mis en force avant le 1^{er} janvier 2008.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat diminué des produits financiers non acquis.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location financement.

Les paiements minimaux au titre de la location, sont les paiements que le preneur est, ou peut être, tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

- a) la somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et
- b) la valeur actualisée de (a) ci-dessus, au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location est le taux d'actualisation qui donne, au commencement du contrat de location, une valeur actuelle cumulée (a) des paiements minimaux au titre de la location et de (b) la valeur résiduelle non garantie égale à la somme (i) de la juste valeur de l'actif loué et (ii) des coûts directs initiaux de bailleur.

Pour le cas spécifique de Hannibal Lease :

- e) *la valeur résiduelle non garantie est nulle ;*
- f) *les coûts directs initiaux (frais de dossier et enregistrement) sont supportés par le locataire à la signature du contrat.*

Hannibal Lease vise à répartir les revenus financiers sur la durée du contrat de location selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base d'un schéma reflétant une rentabilité périodique constante de l'encours d'investissement net de la société. Les paiements au titre de la location correspondant à l'exercice, sont imputés sur l'investissement brut résultant du contrat de location pour diminuer à la fois le montant du principal et le montant des produits financiers non acquis.

-3-2 Provisions sur créances issues d'opérations de leasing :

Des dépréciations sont constituées sur les créances issues d'opérations de leasing dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du concours, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille.

Dépréciation, à base individuelle, des créances issues d'opérations de leasing :

Les provisions sur créances issues d'opérations de leasing sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, qui fixe les classes de risque de la manière suivante :

- A- Actifs courants
- B1- Actifs nécessitant un suivi particulier
- B2- Actifs incertains
- B3- Actifs préoccupants
- B4- Actifs compromis

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

Le taux de provisionnement retenu par la société correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par la circulaire BCT n° 91-24, à savoir :

B2- Actifs incertains	20%
B3- Actifs préoccupants	50%
B4- Actifs compromis	100%

Ces taux sont appliqués à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement brut déduction faite des produits réservés et de la valeur de réalisation attendue des biens donnés en leasing et des garanties obtenues qui relèvent de celles admises par la circulaire précitée, à savoir :

- Les cautions bancaires ;
- Les actifs financiers affectés ;
- Les dépôts de garantie ;
- Les hypothèques inscrites ;

La valeur du matériel donnée en leasing est prise en tant que garantie pour le calcul des provisions pour créances, et ce, compte tenu d'une décote annuelle qui varie selon la nature du matériel financé.

Les principes retenus pour l'appréciation de la valeur de réalisation attendue des biens en location sont les suivants :

- Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge

Pour certains contrats de leasing classés en actifs compromis, la valeur du bien est considérée nulle, tant que ledit bien n'a pas fait l'objet d'une évaluation individuelle circonstanciée tenant compte des possibilités réelles d'encaissement ou de récupération.

Dépréciation, à base collective, des créances issues d'opérations de leasing :

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91-24 telle que complétée par la circulaire n°2012-09 du 29 juin 2012, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique " Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées" en tant que composante du coût du risque encouru par Hannibal Lease.

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations de leasing sont déduites des actifs correspondants.

L'exercice du jugement expérimenté de la Direction peut conduire la société à constater des provisions collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels ; tel peut être le cas lorsque les conséquences de ces événements n'ont pu être mesurées avec la précision nécessaire pour ajuster les paramètres servant à déterminer la provision collective sur les portefeuilles homogènes non spécifiquement dépréciés.

Provisions additionnelles :

En application des dispositions de la circulaire de la BCT n° 2013-21 du 30 décembre 2013, il est constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe B4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe B4 est déterminée selon la formule suivante : $A=N-M+1$ tel que :

- ✓ A : Ancienneté dans la classe B4 ;
- ✓ N : Année d'arrêté des états financiers ;
- ✓ M : Année de la dernière migration vers la classe B4.

3-3-3 Revenus sur créances issues d'opérations de leasing :

Antérieurement au 1^{er} janvier 2008, les loyers bruts facturés et rattachés à la période incluant aussi bien l'amortissement financier du capital, que la marge financière brute (intérêt) figuraient pour leur montant intégral sous l'intitulé « Revenus bruts de leasing » au niveau de l'état de résultat. Pour corriger le solde du produit net de leasing, la portion du loyer couru correspondant au remboursement du capital, figuraient en soustractif sous l'intitulé « Dotations aux amortissements des immobilisations en location ».

L'abandon du traitement patrimonial des opérations de leasing, à partir de l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2008, de la norme NC 41 relative aux contrats de location, était à l'origine de la reconsidération de la méthode susvisée.

Désormais, seule la marge financière brute (intérêt) figure au niveau de l'état de résultat sous l'intitulé « Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing ».

Les intérêts des contrats de location-financement sont répartis sur la durée du contrat selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base du taux implicite du contrat de location.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts relatifs aux créances classées parmi les « actifs courants » (classe A) ou parmi les « actifs nécessitant un suivi particulier » (classe B1), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont portés au résultat à mesure qu'ils sont courus. Ceux relatifs aux créances non performantes classées parmi les « actifs incertains » (classe B2), les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de

la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits au bilan en tant que produits réservés venant en déduction de la rubrique « Créances issues d'opérations de leasing ».

3-3-4 Comptabilisation des placements et des revenus y afférents :

Les placements sont classés en deux catégories. Les placements à court terme (Portefeuille-titres de placement) et les placements à long terme (Portefeuille d'investissement).

- Placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que la société n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance. Toutefois, le fait de détenir de tels placements pendant une période supérieure à un an ne remet pas en cause, si l'intention n'a pas changé, leur classement parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à court terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur de marché est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Pour les placements à court terme en titres émis par des O.P.C.V.M, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur liquidative de la dernière journée du mois concerné par l'arrêté comptable telle que publiée dans le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier.

Le transfert des placements à court terme en placements à long terme, s'effectue individuellement au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur, ou à la valeur de marché s'ils étaient antérieurement comptabilisés à cette valeur.

- Placements à long terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont également des placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les placements à long terme sont évalués à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés, la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

Le transfert des placements à long terme en placements à court terme s'effectue :

- au plus faible du coût d'acquisition et de la valeur comptable, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués au plus faible du coût et de la juste valeur.

- à la valeur de marché, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués à la valeur de marché, la différence par rapport à la valeur comptable est portée en résultat.

- **Comptabilisation des revenus des placements**

Les intérêts sur titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée, par référence au taux de rendement effectif.

Les dividendes sur les titres à revenu variable, détenus par la société, sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice des titres.

3-3-5 Comptabilisation des emprunts et des charges y afférentes

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique « Emprunts et dettes rattachées ».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de change étant couvert.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges financières à mesure qu'ils sont courus.

Les commissions encourues lors de l'émission des emprunts sont portées à l'actif en tant que charges reportées et amorties systématiquement sur la durée de l'emprunt au prorata des intérêts courus.

3-3-6 Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition incluant notamment leur prix d'achat hors taxes déductibles ainsi que les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs d'installation et de formation.

Les immobilisations de la société sont linéairement amorties, à partir de la date de leur mise en service, sur la base de leur durée de vie utile estimative.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de la société, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

- Logiciels	33,3%
- Immeuble	5,0%
- Matériel de transport	20,0%
- Mobilier et matériel de bureau	10,0%
- Matériel informatique	33,3%
- Installations générales	10,0%
- Autres matériels	10,0%

3-3-7 Créances et dettes libellées en monnaies étrangères :

A la date de clôture les dettes et les créances en monnaies étrangères sont évaluées en utilisant le taux de change en vigueur à cette date. Les différences de change en résultant sont comptabilisées, conformément à la norme 15 relatives aux opérations en monnaie étrangères, dans les comptes de résultat de l'exercice

3-3-8 Taxe sur la valeur ajoutée :

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

3-3-9 Impôt sur les bénéfices :

La charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée par la société correspond à celle exigible en vertu de l'application des règles de détermination du bénéfice imposable.

L'incidence des décalages temporels entre la valeur comptable des actifs et passifs de la société et leur base fiscale n'est pas ainsi, prise en compte.

3-3-10 Compensation des actifs et passifs d'impôt exigible :

Bien que les actifs (acomptes provisionnels, retenues à la source et excédents d'impôt reportés) et passifs (impôt sur les sociétés dû) d'impôt exigible soient comptabilisés et évalués séparément, ils sont compensés au bilan en raison de l'existence d'un droit juridiquement exécutoire permettant une telle compensation qui est prévu par les dispositions de l'article 54 du code de l'IRPP et de l'IS.

NOTE 4 : Liquidités et équivalents de liquidités

Ce poste se détaille comme suit :

	<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Banques	9 772 277	12 780 684	4 670 288
- Caisses	2 743	3 664	900
<u>Total</u>	<u>9 775 020</u>	<u>12 784 348</u>	<u>4 671 188</u>

NOTE 5 : Créances sur la clientèle, opérations de leasing

Cette rubrique s'analyse ainsi :

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
Créances sur contrats mis en force	891 186 094	709 950 252	831 314 179
Encours financiers	858 661 855	686 128 062	804 981 509
Impayés	36 085 807	26 765 453	29 560 226
Intérêts échus différés	(3 640 640)	(3 118 167)	(3 347 211)
Valeurs à l'encaissement	79 071	174 904	119 656
Créances sur contrats en instance de mise en force	12 745 662	9 041 779	6 087 383
<u>Total brut des créances leasing</u>	<u>903 931 756</u>	<u>718 992 031</u>	<u>837 401 562</u>
<u>A déduire couverture</u>			
Provisions pour dépréciation des encours	(8 501 964)	(8 436 512)	(8 521 216)
Provisions pour dépréciation des impayés	(15 231 791)	(13 245 419)	(14 185 054)
Provisions collectives	(3 130 000)	(2 800 000)	(3 030 000)
Provisions additionnelles	(88 280)	(61 796)	(61 796)
Produits réservés	(1 960 617)	(1 680 228)	(1 695 527)
Total net des créances leasing	<u>875 019 105</u>	<u>692 768 076</u>	<u>809 907 969</u>

Les mouvements enregistrés durant la période sur l'encours des contrats de leasing sont indiqués ci-après :

Solde au 31 décembre 2017	<u>811 068 892</u>
<u>Addition de la période</u>	
- Investissements	247 273 278
- Relocations	9 064 601
<u>Retraits de la période</u>	
- Cessions à la valeur résiduelle	(184 940)
- Cessions anticipées	(10 479 181)
- Relocations	(8 200 588)
- Remboursement du capital	(177 134 544)
<u>Solde au 30 juin 2018</u>	<u>871 407 518</u>

L'analyse des contrats actifs par maturité se présente comme suit :

		30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Créance à plus de cinq ans		12 762 961	14 042 722	13 531 308
- Créance à plus d'un an et moins de cinq ans		597 170 860	481 549 803	566 386 927
- Créance à moins d'un an		368 656 585	289 981 647	341 749 529
Paiement minimaux sur contrats actifs	(1)	<u>978 590 406</u>	<u>785 574 172</u>	<u>921 667 764</u>
- Revenus à plus de cinq ans		2 088 595	2 650 798	2 232 496
- Revenus à plus d'un an et moins de cinq ans		69 428 233	57 844 444	67 290 819
- Revenus à moins d'un an		66 403 156	53 924 446	62 557 911
Total des produits financiers non acquis	(2)	<u>137 919 984</u>	<u>114 419 688</u>	<u>132 081 226</u>
- Valeurs résiduelles	(3)	5 050 057	4 640 978	4 804 713
- Contrats suspendus	(4)	12 941 377	10 332 599	10 590 258
- Contrats en cours	(5)	12 745 662	9 041 779	6 087 383
<u>Encours financiers des contrats de leasing</u>	(6)=(1)-(2)+(3)+(4)+(5)	<u>871 407 518</u>	<u>695 169 841</u>	<u>811 068 892</u>

30 juin 2018

Note 5 : ANALYSE ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE (SUITE)

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B 1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B 2 Actifs incertains	B 3 Actifs préoccupants	B 4 Actifs compromis	
Encours financiers	685 933 091	150 803 824	3 517 372	3 544 807	14 862 760	858 661 855
Impayés	2 917 555	12 502 826	1 111 652	2 116 166	17 437 607	36 085 807
Contrats en instance de mise en force	10 270 915	2 474 748	-	-	-	12 745 662
CREANCES LEASING	699 121 561	165 781 398	4 629 024	5 660 973	32 300 367	907 493 324
Avances reçues (*)	(7 306 586)	(25 291)	-	-	(529 731)	(7 861 608)
ENCOURS GLOBAL	691 814 975	165 756 107	4 629 024	5 660 973	31 770 636	899 631 716
ENGAGEMENTS HORS BILAN	40 115 127	2 581 822	-	-	-	42 696 949
TOTAL ENGAGEMENTS	731 930 101	168 337 929	4 629 024	5 660 973	31 770 636	942 328 664
Produits réservés	-	-	(126 958)	(249 486)	(1 584 172)	(1 960 617)
Provisions sur encours financiers	-	-	-	(71 142)	(8 430 822)	(8 501 964)
Provisions sur impayés	-	-	(111 263)	(578 662)	(14 541 866)	(15 231 791)
Provisions additionnelles	-	-	-	-	(88 280)	(88 280)
TOTAL DE LA COUVERTURE	-	-	(238 221)	(899 290)	(24 645 141)	(25 782 651)
ENGAGEMENTS NETS	731 930 101	168 337 929	4 390 803	4 761 683	7 125 496	916 546 013
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4)			0,49%	0,60%	3,37%	4,46%
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4) au 31 décembre 2017						3,86%
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4) au 30 juin 2017						4,83%
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés			5,15%	15,89%	77,57%	61,30%
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés au 31 décembre 2017						72,23%
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés au 30 juin 2017						63,42%

(*) Présentés au niveau des passifs (Dettes envers la clientèle)

NOTE 6 : Portefeuille-titres de placement

L'analyse du portefeuille-titres de placement se présente comme suit :

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Actions cotées	1 422 343	1 590 343	1 422 343
- Titres SICAV	98 276	3 769	89 298
Total brut	1 520 618	1 594 112	1 511 641
- Provisions pour dépréciation des actions cotées	(361 507)	(356 665)	(309 549)
Total net	1 159 111	1 237 447	1 202 092

Le portefeuille des actions cotées se présentent comme suit :

Libellé	Nombre d'action Participation HL	Valeur nominale	Coût d'acquisition	Total	Valeur du marché	Provision	pourcentage de détention
CARTHAGE CEMENT	79 312	1,000	2,893	229 414	2,030	(68 410)	0,046%
SAH	23 550	1,000	6,494	152 923	6,582	-	0,064%
TUNIS RE	13 050	5,000	9,518	124 204	7,690	(23 849)	0,087%
Tawasool	120 000	1,000	1,100	132 000	0,380	(86 400)	0,111%
Délice Holding	35 276	10,000	13,723	484 095	17,600	-	0,064%
UADH	38 462	6,500	6,500	250 003	1,830	(179 618)	0,104%
ARTES	6 500	5,000	7,647	49 706	7,150	(3 231)	0,017%
Total				1 422 343		(361 507)	

Les titre SICAV se présentent comme suit :

Libellé	Nombre de titres chez HL	Coût Moyen Pondéré	Valeur liquidative	Total
FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	950	104,878	103,448	98 276
Total				98 276

NOTE 7 : Portefeuille d'investissement

L'analyse du portefeuille d'investissement se présente comme suit :

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Titres de participation	8 778 841	8 778 841	8 778 841
- Titres immobilisés	581 112	581 112	581 112
Total	9 359 953	9 359 953	9 359 953

Les titres de participation s'analysent au 30 Juin 2018 comme suit :

Emetteur	% détention	Nombre d'actions ou parts sociales	Valeur nominale	Coût d'acquisition	Date de souscription
- Société Amilcar LLD	99,16%	12 395	100	1 239 500	2 014
- Société immobilière ECHARIFA	26,56%	23 104	100	2 200 000 *	2010-2012
- Société NIDA	29,84%	3 939 342	1	4 739 341 **	2010-2013-2014-2016
- Société Eclair Prym	24,00%	6 000	100	600 000	2 013
Total				8 778 841	

(*) L'acquisition des 220.000 actions de la société immobilière ECHARIFA a été réalisée au prix de 100 dinars par action. Par ailleurs, cette dernière a réalisé une augmentation de capital par incorporation des réserves, la part de Hannibal Lease est de 1.104 actions gratuites.

(**) L'acquisition des 3.939.342 actions de la société NIDA SA a été réalisée à raison de 2.606.011 actions au prix de 1 dinars par action et 1.333.331 actions au prix de 1.6 dinars par action.

Les titres immobilisés s'analysent au 30 Juin 2018 comme suit :

Emetteur	<u>% détention</u>	<u>Nombre d'actions ou parts sociales</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Coût unitaire d'acquisition</u>	<u>Montant Total</u>	<u>Date de souscription</u>
- Fonds commun de placement MAC Equilibre	1,57%	100	100	100,000	10 000	2005
- Fonds commun de placement MAC Epargnant	0,18%	100	100	100,000	10 000	2005
- Fonds commun de placement MAC Croissance	0,52%	108	100	102,889	11 112	2005-2008
- Fonds commun de placement MAC Horizon	4,23%	5 000	100	100,000	500 000	2016
- Les sables du centre	16,67%	500	100	100,000	50 000	2005
<u>Total</u>					<u>581 112</u>	

Note 8: Valeurs immobilisées

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES
ARRETE AU 30 JUIN 2018
(Montants exprimés en dinars)

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute				Amortissements			Provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisition	Transfert	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Fin de période		
Logiciels	33,3%	544 499	32 428		576 927	397 389	39 817	437 207	-	139 720
Total des immobilisations incorporelles		544 499	32 428	-	576 927	397 389	39 817	437 207	-	139 720
Terrain	-	5 670 140	-	-	5 670 140	-	-	-	-	5 670 140
Terrain hors exploitation	-	250 000	-	-	250 000	-	-	-	250 000	-
Immeubles	5,0%	2 630 526	-	-	2 630 526	924 308	65 223	989 531	-	1 640 995
Matériel de transport	20,0%	943 241	31 200	-	974 441	664 776	66 485	731 261	-	243 180
Equipements de bureau	10,0%	708 280	8 205	-	716 484	514 198	22 717	536 915	-	179 569
Matériel informatique	33,3%	530 729	100 967	-	631 696	449 037	33 487	482 524	-	149 172
Installations générales	10% et 20%	657 557	-	-	657 557	422 728	29 161	451 889	-	205 669
Autres matériels	10,0%	45 886	-	-	45 886	38 576	1 311	39 887	-	5 999
Immobilisations en cours		4 578 299	2 723 426	405 193	7 706 918	-	-	-	-	7 706 918
Avances et acomptes aux fournisseurs d'immobilisations		666 789	201 771	(405 193)	463 367	-	-	-	-	463 367
Total des immobilisations corporelles		16 681 446	3 065 569	-	19 747 016	3 013 623	218 384	3 232 006	250 000	16 265 009
TOTAUX		17 225 945	3 097 997	-	20 323 942	3 411 012	258 201	3 669 213	250 000	16 404 730

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.
Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

NOTE 9 : Autres actifs

Le détail des autres actifs est le suivant :

	<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Charges reportées	2 119 432	1 497 699	1 707 776
- Dépôts et cautionnements versés	40 100	40 100	40 100
- Fournisseurs, avances et acomptes	100 152	100 152	100 152
- Prêts au personnel	1 371 106	1 324 713	1 308 369
- Personnel, avances et acomptes	76 101	74 934	31 488
- Etat, crédit de TVA	8 624 825	20 962 229	8 265 350
- Etat, compte d'attente TVA	1 270 535	1 055 792	1 299 398
- Etat, TCL en cours de restitution	118 054	118 054	118 054
- Compte courant "AMILCAR LLD"	100 000	100 000	100 000
- Compte courant "NIDA"	-	-	250 000
- Produits à recevoir des tiers	741 122	446 848	859 301
- Débiteurs divers	103 431	53 093	50 942
- Charges constatées d'avances	155 023	129 757	92 789
<u>Total brut</u>	<u>14 819 882</u>	<u>25 903 370</u>	<u>14 223 719</u>
A déduire :			
- Provisions	(200 518)	(151 223)	(199 104)
<u>Montant net</u>	<u>14 619 364</u>	<u>25 752 147</u>	<u>14 024 615</u>

Les charges reportées s'analysent comme suit :

TABLEAU DE MOUVEMENT DES CHARGES REPORTEES
AU 30 JUIN 2018
(exprimé en dinars)

Désignation	Taux de résorption	Valeur brute			Résorptions			Valeur comptable nette
		Début de période	Addition	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Fin de période	
Frais d'augmentation de capital	33%	675 567	-	675 567	539 369	34 050	573 419	102 149
Charges à répartir	33%	158 279	-	158 279	158 279	-	158 279	-
Frais d'émission des emprunts	(a)	5 056 799	802 190	5 858 989	3 485 221	356 485	3 841 706	2 017 283
TOTAUX		5 890 645	802 190	6 692 835	4 182 869	390 534	4 573 403	2 119 432

Les charges reportées englobent les frais d'augmentation de capital, les frais d'émissions des emprunts ainsi que les charges à répartir. Cette dernière rubrique (charges à répartir) présente un solde nul. Les dernières dépenses remontent à l'année 2011 et sont relatives à l'élaboration d'un manuel de procédures et des fiches organisationnelles réalisée par un cabinet externe.

Les frais d'augmentation de capital ainsi que les charges à répartir sont résorbées en mode linéaire.

(a) Les frais d'émission et de remboursement des emprunts sont résorbés au prorata des intérêts courus.

La dotation de la période aux résorptions des frais d'émission des emprunts s'élevant à D : 356.485 figure parmi les charges financières.

NOTE 10 : Concours bancaires

Ce poste se présente comme suit:

	<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Banques, découverts	47 768 142	30 017 639	15 660 880
<u>Total</u>	<u>47 768 142</u>	<u>30 017 639</u>	<u>15 660 880</u>

NOTE 11 : Dettes envers la clientèle

Les dettes envers la clientèle se détaillent comme suit :

	<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Avances et acomptes reçus des clients	7 861 608	7 132 407	8 518 277
- Dépôts et cautionnements reçus	6 000	6 000	6 000
<u>Total</u>	<u>7 867 608</u>	<u>7 138 407</u>	<u>8 524 277</u>

NOTE 12 : Emprunts et dettes rattachées

Les emprunts et dettes rattachées se détaillent ainsi :

	<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Banques locales	225 517 991	166 860 236	200 199 874
- Banques étrangères	27 426 025	28 282 658	27 854 341
- Emprunts obligataires	252 829 000	229 906 800	236 243 000
- Certificats de dépôt	87 500 000	74 000 000	58 500 000
- Certificats de leasing	100 500 000	66 000 000	76 000 000
<u>Total emprunts</u>	<u>693 773 016</u>	<u>565 049 694</u>	<u>598 797 215</u>
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	3 175 214	1 511 893	2 270 690
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	392 415	392 415	597 355
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	8 916 072	6 652 230	8 339 656
- Intérêts courus sur certificats de leasing	1 282 791	842 758	1 245 963
- Charges constatées d'avance sur certificats de dépôt	(1 013 967)	(911 628)	(894 040)
<u>Total dettes rattachées</u>	<u>12 752 526</u>	<u>8 487 668</u>	<u>11 559 623</u>
<u>Total</u>	<u>706 525 541</u>	<u>573 537 363</u>	<u>610 356 838</u>

Les mouvements enregistrés sur le poste "Emprunts et dettes rattachées" sont récapitulés dans le tableau suivant :

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETE AU 30 JUIN 2018
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Solde	Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
<u>CERTIFICAT DE DEPOT ET CERTIFICATS DE LEASING</u>								
Certificats de Leasing EL BARAKA BANK	65 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	35 000 000	113 000 000	(83 000 000)	65 000 000	-	65 000 000
Certificats de Leasing ZITOUNA BANK	30 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	35 000 000	72 000 000	(77 000 000)	30 000 000	-	30 000 000
Certificats de Leasing ELWIFAK BANK	5 000 000	Remboursement après 30, 40 et 90 jours de la date de souscription de chaque certificat	5 000 000	15 000 000	(15 000 000)	5 000 000	-	5 000 000
Certificats de Leasing ATTAKAFULIA	500 000	Remboursement après 90 jours de la date de souscription de chaque certificat	1 000 000	1 000 000	(1 500 000)	500 000	-	500 000
<u>Sous-total</u>			76 000 000	201 000 000	(176 500 000)	100 500 000	-	100 500 000
Certificats de dépôt	87 500 000	Remboursement après 90 jours, 180 ou 360 jours de la date de souscription de chaque certificat	58 500 000	290 500 000	(261 500 000)	87 500 000	-	87 500 000
<u>Sous-total</u>			58 500 000	290 500 000	(261 500 000)	87 500 000	-	87 500 000
<u>Total des certificats de leasing et des certificats de dépôt</u>			134 500 000	491 500 000	(438 000 000)	188 000 000	-	188 000 000
<u>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</u>								
HL 2013/1	20 000 000	Annuellement (2014-2018)	4 000 000	-	(4 000 000)	-	-	-
HL 2013/2	30 000 000	Annuellement (2015-2021)	17 288 000	-	(6 000 000)	11 288 000	5 288 000	6 000 000
HL 2014/1	30 080 000	Annuellement (2015-2021)	17 184 000	-	-	17 184 000	11 168 000	6 016 000
HL 2015/1	30 000 000	Annuellement (2016-2022)	25 520 000	-	(6 000 000)	19 520 000	13 520 000	6 000 000
HL 2015/2 SUB	25 000 000	Annuellement (2016-2022)	22 794 000	-	-	22 794 000	17 794 000	5 000 000
HL 2015/2	40 000 000	Annuellement (2017-2023)	36 666 000	-	(3 334 000)	33 332 000	25 332 000	8 000 000
HL 2016/1	20 000 000	Annuellement (2017-2021)	16 000 000	-	(4 000 000)	12 000 000	8 000 000	4 000 000
HL 2016/2	40 000 000	Annuellement (2017-2023)	37 561 000	-	-	37 561 000	35 122 000	2 439 000
HL 2017/1	20 000 000	Annuellement (2018-2024)	20 000 000	-	(1 000 000)	19 000 000	18 000 000	1 000 000
HL 2017/2	25 000 000	Annuellement (2018-2024)	25 000 000	-	-	25 000 000	23 310 840	1 689 160
HL 2017/3	40 000 000	Annuellement (2019-2025)	14 230 000	25 770 000	-	40 000 000	37 706 000	2 294 000
HL 2018 SUB	20 000 000	Annuellement (2019-2025)	-	15 150 000	-	15 150 000	13 310 000	1 840 000
<u>Total des emprunts obligataires</u>			236 243 000	40 920 000	(24 334 000)	252 829 000	208 550 840	44 278 160

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETE AU 30 JUIN 2018
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Solde	Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
<u>CREDITS BANCAIRES ETRANGERS</u>								
BAD 4,996 (2013-2023)	5 996 434	Semestriellement (2016-2022)	4 854 341	-	(428 317)	4 426 025	3 569 391	856 633
BIRD 12 MDT (2015)	12 000 000	Semestriellement (2019-2026)	12 000 000	-	-	12 000 000	11 333 333	666 667
BIRD 8 MDT (2016)	8 000 000	Semestriellement (2019-2028)	8 000 000	-	-	8 000 000	8 000 000	-
BAD 3 MDT (2016-2025)	3 000 000	Semestriellement (2019-2027)	3 000 000	-	-	3 000 000	2 785 714	214 286
<u>Total des crédits des banques étrangères</u>			27 854 341	-	(428 317)	27 426 025	25 688 439	1 737 586
<u>CREDITS BANCAIRES LOCAUX</u>								
BT 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	750 000	-	(500 000)	250 000	-	250 000
BIAT 6 MDT (2013)	6 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	703 939	-	(703 939)	-	-	-
BT 2 MDT (2013)	2 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	300 000	-	(200 000)	100 000	-	100 000
STB BANK 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	515 564	-	(515 564)	-	-	-
BH 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	1 143 368	-	(561 767)	581 601	-	581 601
BTE 3 MDT (2013)	3 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	688 784	-	(338 232)	350 552	-	350 552
AMEN BANK 5 MDT (2013)	5 000 000	Trimestriellement (2013-2018)	867 350	-	(572 567)	294 783	-	294 783
BIAT 3 MDT (2014)	3 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	750 000	-	(300 000)	450 000	-	450 000
ATB 2MDT (2014)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	500 000	-	(200 000)	300 000	-	300 000
AMENBANK 5 MDT (2014)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	1 702 208	-	(546 118)	1 156 090	-	1 156 090
AMENBANK 2 MDT (2014)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	423 199	-	(135 684)	287 515	-	287 515
AMENBANK 2 MDT (2014-2)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	284 697	-	(284 697)	-	-	-
AMENBANK 2 MDT (2014-3)	2 000 000	Trimestriellement (2014-2018)	424 776	-	(280 535)	144 240	-	144 240
BTL 1,5 MDT (2014)	1 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	525 000	-	(150 000)	375 000	75 000	300 000
BTL 1,5 MDT (2014)	1 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	525 000	-	(150 000)	375 000	75 000	300 000
BIAT 2,5MDT (2014)	2 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	694 444	-	(277 778)	416 666	-	416 666
B.T.E 5 MDT (2014)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	2 236 606	-	(523 949)	1 712 657	604 735	1 107 922
BH 5 MDT (2014)	5 000 000	Trimestriellement (2014-2019)	1 955 186	-	(534 040)	1 421 147	294 417	1 126 729
ATB 1,5 MDT (2014)	1 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	600 000	-	(150 000)	450 000	150 000	300 000
BIAT 2,5MDT (2014-2)	2 500 000	Trimestriellement (2014-2019)	735 294	-	(294 118)	441 176	-	441 176
QNB 5MDT (2015)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2021)	2 857 143	-	(266 944)	2 590 199	1 785 714	804 485
BNA 5 MDT(2015)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	2 250 000	-	(500 000)	1 750 000	750 000	1 000 000
BIAT 5MDT (2015-1)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	2 250 000	-	(500 000)	1 750 000	750 000	1 000 000
BIAT 5MDT (2015-2)	5 000 000	Trimestriellement (2015-2018)	909 128	-	(450 511)	458 617	-	458 617
BT 3MDT (2015)	3 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	1 500 000	-	(300 000)	1 200 000	600 000	600 000
BIAT 2MDT (2015-1)	2 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	1 000 000	-	(222 222)	777 778	333 333	444 444
BIAT 4MDT (2015-1)	4 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	2 000 000	-	(222 222)	1 777 778	666 667	1 111 111
AMEN BANK 2MDT (2015-1)	2 000 000	Trimestriellement (2015-2020)	1 190 939	-	(198 916)	992 023	571 616	420 407
AMEN BANK 1MDT (2015-1)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	625 472	-	(104 560)	520 912	300 132	220 780
BTL 2MDT (2015-1)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 200 000	-	(200 000)	1 000 000	600 000	400 000
BIAT 3MDT (2015)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 800 000	-	(300 000)	1 500 000	900 000	600 000

TABLEAU DES EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES
ARRETE AU 30 JUIN 2018
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Solde	Echéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
BTL 1MDT (2015)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	600 000	-	(100 000)	500 000	300 000	200 000
AMEN BANK 1MDT (2015-2)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	625 470	-	(104 584)	520 886	300 087	220 799
BIAT 2MDT (2015-2)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 200 000	-	(200 000)	1 000 000	600 000	400 000
AMEN BANK 1MDT (2015-3)	1 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	622 571	-	(104 635)	517 936	297 749	220 187
ATB 1,5MDT (2015-1)	1 500 000	Trimestriellement (2016-2020)	900 000	-	(150 000)	750 000	450 000	300 000
AMEN BANK 2MDT (2015-2)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 240 921	-	(103 517)	1 137 404	593 555	543 849
AMEN BANK 1,5MDT (1-2016)	1 500 000	Trimestriellement (2016-2020)	973 720	-	(163 672)	810 048	465 484	344 564
BT 3MDT (2016)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	1 950 000	-	(300 000)	1 650 000	1 050 000	600 000
BIAT 2MDT (2016)	2 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	1 400 000	-	(200 000)	1 200 000	800 000	400 000
BIAT 5MDT (2-2016)	5 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	3 500 000	-	(500 000)	3 000 000	2 000 000	1 000 000
BIAT 3MDT (2016)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 052 632	-	(315 789)	1 736 842	1 105 263	631 579
BIAT 4MDT (2016)	4 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 800 000	-	(400 000)	2 400 000	1 600 000	800 000
AMEN BANK 1,5MDT (1-2016)	1 500 000	Trimestriellement (2016-2020)	1 055 975	-	(79 016)	976 959	555 204	421 755
BIAT 3 MDT (2016-1)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 052 632	-	(315 789)	1 736 842	1 105 263	631 579
BTL 3 MDT (2016)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 250 000	-	(300 000)	1 950 000	1 350 000	600 000
BH 5 MDT (2016)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	4 124 263	-	(459 436)	3 664 827	2 700 446	964 381
STB 10 MDT (2016)	10 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	8 000 000	-	(1 000 000)	7 000 000	5 000 000	2 000 000
ATB 1 MDT (2016)	1 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	800 000	-	(100 000)	700 000	500 000	200 000
BNA 5 MDT (2016)	5 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	3 750 000	-	(500 000)	3 250 000	2 250 000	1 000 000
BIAT 3 MDT (2016-2)	3 000 000	Trimestriellement (2016-2021)	2 210 526	-	(315 789)	1 894 737	1 263 158	631 579
AMEN BANK 2 MDT (2016-1)	2 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	1 652 359	-	(182 142)	1 470 217	1 086 417	383 800
AMEN BANK 3 MDT (2016-1)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	2 474 968	-	(272 472)	2 202 496	1 628 061	574 435
AMEN BANK 3 MDT (2016-2)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	2 481 201	-	(273 602)	2 207 600	1 631 829	575 771
AMEN BANK 2 MDT (2016-2)	2 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	1 651 201	-	(182 405)	1 468 796	1 085 213	383 583
BIAT 5 MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	4 000 000	-	(250 000)	3 750 000	2 500 000	1 250 000
BNA 5 MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2021)	4 473 684	-	(526 316)	3 947 369	2 631 579	1 315 790
BARAKA 5 MDT (2017-1)	5 000 000	Semestriellement (2017-2022)	4 578 693	-	(437 106)	4 141 588	3 217 587	924 001
BARAKA 5 MDT (2017-2)	5 000 000	Semestriellement (2017-2022)	4 578 693	-	(437 106)	4 141 588	3 217 587	924 001
AMEN BANK 7MDT (2017)	7 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	6 755 054	-	(600 806)	6 154 248	4 882 160	1 272 088
BT 5MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	4 500 000	-	(500 000)	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BTL 3MDT (2017)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	2 700 000	-	(209 587)	2 490 413	1 800 000	690 413
AMEN BANK 5MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	4 806 961	-	(427 539)	4 379 422	3 474 192	905 230
AMEN BANK 3MDT (2017)	3 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	2 867 728	-	(253 864)	2 613 864	2 075 528	538 336
ATB 3MDT (2017)	1 000 000	Trimestriellement (2018-2022)	3 000 000	-	(300 000)	2 700 000	2 100 000	600 000
BIAT 20MDT (2017)	20 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	19 162 524	-	(1 713 905)	17 448 620	13 826 420	3 622 200
BIAT 10MDT (2017)	10 000 000	Trimestriellement (2018-2020)	10 000 000	-	(1 666 667)	8 333 333	5 000 000	3 333 333
BH 5 MDT (2017)	5 000 000	Trimestriellement (2018-2022)	5 000 000	-	(418 443)	4 581 557	3 695 112	886 445
STB BANK 10MDT (2017)	10 000 000	Trimestriellement (2017-2022)	9 500 000	-	(500 000)	9 000 000	6 500 000	2 500 000
CITIBANK 30 MDT	50 000 000	Crédit relais	30 000 000	65 000 000	(45 000 000)	50 000 000	-	50 000 000
AMENBANK 5 MDT (2018)	5 000 000	Trimestriellement (2018-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 185 927	814 073
BH 4 MDT (2018)	4 000 000	Trimestriellement (2019-2025)	-	4 000 000	-	4 000 000	4 000 000	-
BH 4 MDT (2018)	4 000 000	Trimestriellement (2019-2025)	-	4 000 000	-	4 000 000	4 000 000	-
BT 3MDT (2018)	3 000 000	Trimestriellement (2018-2027)	-	3 000 000	(83 333)	2 916 667	2 583 333	333 334
BT 5MDT (2018)	5 000 000	Trimestriellement (2018-2023)	-	5 000 000	(250 000)	4 750 000	3 750 000	1 000 000
ABC 13 MDT (2018)	10 000 000	Trimestriellement (2018-2019)	-	10 000 000	-	10 000 000	-	10 000 000
Total des crédits des banques locales			200 199 874	96 000 000	(70 681 882)	225 517 992	114 613 768	110 904 223
Total général			598 797 215	628 420 000	(533 444 199)	693 773 016	348 853 047	344 919 969

NOTE 13 : Fournisseurs et comptes rattachés

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>			
- Factures d'achats de biens ou de prestation de services	1 145 871	120 977	712 924
<u>Sous total</u>	<u>1 145 871</u>	<u>120 977</u>	<u>712 924</u>
<i>Fournisseurs d'immobilisation</i>			
- Fournisseurs d'immobilisation	61 543	22 274	22 161
- Fournisseurs, retenue de garantie	67 472	23 335	32 430
<u>Sous total</u>	<u>129 015</u>	<u>45 609</u>	<u>54 592</u>
<i>Fournisseurs de biens, objet de contrats de leasing</i>			
- Factures d'achats de biens de leasing	5 179 930	5 201 717	28 331 702
- Effets à payer	79 418 499	77 751 882	111 407 617
- Factures non parvenues	7 830	7 830	7 830
<u>Sous total</u>	<u>84 606 259</u>	<u>82 961 429</u>	<u>139 747 149</u>
<u>Solde des fournisseurs et comptes rattachés</u>	<u>85 881 145</u>	<u>83 128 016</u>	<u>140 514 665</u>

NOTE 14 : Autres passifs

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Personnel, rémunérations dues	921	108	108
- Personnel, provisions pour congés payés	237 127	210 901	145 643
- Personnel, autres charges à payer	300 000	200 000	600 000
- Etat, retenues sur salaires	139 854	127 302	154 104
- Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	504 151	757 184	1 050 308
- Etat, retenues sur revenus des capitaux mobiliers	153 120	177 791	183 018
- Etat, retenues au titre de la plus-value immobilière	16 558	170 533	23 889
- Etat, retenues au titre de la caisse générale de compensation	5 280	-	-
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider	741 651	465 049	571 614
- Etat, contribution conjoncturelle	161 767	-	574 200
- Etat, contribution sociale de solidarité	40 442	-	-
- Etat, autres impôts et taxes à payer	188 436	121 535	135 568
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges	7 114	6 243	4 369
- CNSS	330 336	332 061	338 128
- CAVIS	44 660	56 705	51 798
- Organismes sociaux, charges sociales sur congés payés et autres charges	44 369	45 403	32 923
- Actionnaires, dividendes à payer	41	17 188	-
- Crédoeurs divers	26 414	442 923	456 226
- Prestataires Assurances	1 463 483	728 759	56 438
- Diverses Charges à payer	612 650	431 390	663 568
- Avances sur cessions d'immobilisations	-	120 000	-
- Provisions pour risques et charges	286 097	781 805	125 000
<u>Total</u>	<u>5 304 469</u>	<u>5 192 880</u>	<u>5 166 903</u>

NOTE 15 : Capitaux propres

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

		<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Capital social	(A)	40 180 000	28 700 000	40 180 000
- Réserve légale	(B)	2 806 551	2 137 538	2 137 538
- Réserve spéciale pour réinvestissement		3 487 979	3 487 979	3 487 979
- Primes d'émission		13 996 000	8 830 000	13 996 000
- Réserves pour fonds social	(C)	300 000	150 000	150 000
- Actions propres	(D)	(305 801)	(588 209)	(832 733)
- Complément d'apport		-	2 392	8 142
- Résultats reportés		8 599 143	8 047 500	5 177 500
Total des capitaux propres avant résultat de la période		<u>69 063 872</u>	<u>50 767 200</u>	<u>64 304 427</u>
Résultat de la période (1)		3 926 505	4 119 101	8 202 760
Total des capitaux propres avant affectation	(F)	<u>72 990 376</u>	<u>54 886 302</u>	<u>72 507 187</u>
Nombre d'actions (2)	(E)	7 916 202	6 253 401	6 532 545
Résultat par action (1) / (2)		0,496	0,529	1,256

(A) Le capital social s'élève au 30 juin 2018 à D : 40.180.000 composé de 8.036.000 actions d'une valeur nominale de D : 5 libérée en totalité.

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Le fonds social est constitué, essentiellement, par une affectation des résultats de l'exercice et est considéré par la société comme une réserve à caractère non distribuable. Ce montant est utilisé pour accorder principalement des subventions non remboursables au personnel de la société.

(D) L'assemblée générale ordinaire, réunie le 17 mai 2017, a autorisé le conseil d'administration de la société à racheter et revendre ses propres actions en vue de réguler le cours boursier et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi n°94-117 portant réorganisation du marché financier.

L'assemblée a fixé la durée d'intervention à 3 ans à partir de la date de cette assemblée.

Le conseil d'administration du 25 Août 2017, a limité le nombre maximum d'actions à détenir à 4% du total des actions composant le capital social, soit 321.440 actions.

Les mouvements enregistrés sur cette rubrique se détaillent comme suit :

	Nombre	Coût
Solde au 31 décembre 2017	101 201	832 733
Achats de la période	23 515	192 048
Cession de la période	(87 500)	(704 375)
Complément d'apport		(8 142)
Résultats reportés		(6 462)
Solde au 30 juin 2018	37 216	305 801

Le nombre des actions détenues par HL représente, au 30 juin 2018, 0,465% des actions en circulation.

Le rachat de Hannibal Lease de ses propres actions a eu un effet de régularisation de son cours boursier.

(E) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

(F) Voir tableau de mouvements ci-joint :

TABEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
AU 30 JUIN 2018
(exprimé en dinars)

	Capital social	Réserve légale	Réserve spéciale pour réinvestissement	Prime d'émission	Réserves pour Fonds social	Résultats reportés	Actions propres	Complément d'apport	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2016	28 700 000	1 541 814	3 487 979	8 830 000	-	4 846 306	(398 915)	11 688	7 068 169	54 087 039
Affectations approuvées par l'A.G.O du 17 Mai 2017		595 724			150 000	6 322 445			(7 068 169)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2016						(3 157 000)				(3 157 000)
Rachat d'actions propres							(788 631)			(788 631)
Encaissement de dividendes sur actions propres						35 750				35 750
Cession d'actions propres							599 337	(9 295)		590 042
Résultat de la période close le 30 Juin 2017									4 119 101	4 119 101
Solde au 30 Juin 2017	28 700 000	2 137 538	3 487 979	8 830 000	150 000	8 047 500	(588 209)	2 392	4 119 101	54 886 302
Reprise résultat de la période close le 30 Juin 2017									(4 119 101)	(4 119 101)
Augmentation du capital décidée par l'AGE du 17 Mai 2017	11 480 000			5 166 000		(2 870 000)				13 776 000
Rachat d'actions propres							(244 523)	5 750		(238 773)
Résultat de l'exercice 2017									8 202 760	8 202 760
Solde au 31 Décembre 2017	40 180 000	2 137 538	3 487 979	13 996 000	150 000	5 177 500	(832 732)	8 142	8 202 760	72 507 187
Affectations approuvées par l'A.G.O du 17 Mai 2017		669 013			150 000	7 383 747			(8 202 760)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2016						(4 018 000)				(4 018 000)
Rachat d'actions propres							(192 048)			(192 048)
Encaissement de dividendes sur actions propres						62 358				62 358
Cession d'actions propres						(6 462)	718 979	(8 142)		704 375
Résultat de la période close le 30 Juin 2018									3 926 505	3 926 505
Solde au 30 Juin 2018	40 180 000	2 806 551	3 487 979	13 996 000	300 000	8 599 143	(305 801)	-	3 926 505	72 990 376

NOTE 16 : Intérêts et produits assimilés de leasing

L'analyse des intérêts et produits assimilés de leasing se présente ainsi :

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Intérêts de leasing	39 763 280	31 203 753	66 738 625
- Intérêts de retard	620 211	307 036	867 800
- Préloyer	101 740	161 092	253 876
- Frais de dossier	255 839	276 837	554 688
- Produits nets sur cession d'immobilisations en leasing	382 013	228 110	488 576
- Frais de rejet	504 566	390 261	820 022
- Commissions d'assurance	50 608	50 973	170 000
Total	41 678 258	32 618 062	69 893 586
- Transferts en produits de la période			
Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	304 565	209 492	278 845
Intérêts de retard antérieurs	10 095	21 018	29 596
- Produits réputés réservés en fin de période			
Intérêts inclus dans les loyers	(543 892)	(475 510)	(562 855)
Intérêts de retard	(35 858)	(13 847)	(19 732)
Variation des produits réservés	(265 090)	(258 848)	(274 147)
Total des intérêts et des produits de leasing	41 413 168	32 359 215	69 619 440
- Encours financiers des contrats actifs			
. Au début de la période	794 391 251	561 377 391	561 377 391
. A la fin de la période	845 720 479	675 795 462	794 391 251
. Moyenne	(A) 820 055 865	618 586 426	677 884 321
- Intérêts de la période	(B) 39 763 280	31 203 753	66 738 625
- Taux moyen	(B) / (A) 9,70%	10,09%	9,85%

NOTE 17 : Intérêts et charges assimilées

Les charges financières se détaillent comme suit :

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Intérêts des emprunts obligataires	9 952 915	8 517 888	17 452 078
- Intérêts des crédits des banques locales	7 789 334	5 203 819	12 730 910
- Intérêts des crédits des banques étrangères	1 528 259	814 117	1 602 827
- Intérêts des autres opérations de financement	6 894 109	4 391 645	9 912 460
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	356 485	309 278	660 096
Total des charges financières des emprunts	(A) 26 521 103	19 236 748	42 358 371
- Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	1 898 922	755 205	1 699 899
- Autres charges financières	67 229	15 007	37 597
Total des autres charges financières	1 966 151	770 212	1 737 497
Total général	28 487 254	20 006 959	44 095 868
- Encours des ressources			
. Au début de l'exercice	598 797 215	478 338 758	478 338 758
. A la fin de l'exercice	693 773 016	565 049 695	598 797 215
. Moyenne	(B) 646 285 116	521 694 226	538 567 986
- Taux moyen (A) / (B)	8,21%	7,37%	7,86%

NOTE 18 : Produits des placements

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Dividendes	130 470	184 079	193 328
- Plus values sur cession des titres SICAV	-	88	88
- Revenus des comptes créditeurs	55 160	49 232	94 416
- Moins values sur cession des titres cotés	-	-	(113 019)
- Revenus des comptes courants associés	13 734	4 000	8 877
- Moins values latentes sur titres SICAV	(1 358)	-	-
- Plus values latentes sur titres SICAV	-	-	699
- Jetons de présences reçus des filiales	7 500	-	-
Total	205 505	237 399	184 389

NOTE 19 : Autres produits d'exploitation

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Produits locatifs	15 698	14 951	30 266
Total	15 698	14 951	30 266

NOTE 20 : Charges de personnel

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Salaires et complément de salaires	3 050 354	2 610 742	5 560 299
- Cotisations de sécurité sociales sur salaires	622 515	522 736	1 003 296
- Autres charges sociales	214 728	158 222	483 998
Total	3 887 598	3 291 700	7 047 593

NOTE 21 : Dotations aux amortissements

Les dotations de la période aux comptes d'amortissements et de résorptions se détaillent ainsi :

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Dotations aux amortissements des Immobilisations incorporelles	39 817	26 050	60 172
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	218 384	235 274	468 232
- Dotations aux résorptions des frais d'augmentation de capital	34 050	-	68 099
Total	292 251	261 323	596 503

NOTE 22 : Autres charges d'exploitation

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Achat de matières et fournitures	169 855	172 290	353 671
<u>Total des achats</u>	<u>169 855</u>	<u>172 290</u>	<u>353 671</u>
- Locations	218 345	204 943	414 596
- Entretiens et réparations	49 150	45 223	83 996
- Primes d'assurances	74 247	59 311	111 333
- Etudes, recherches et services extérieurs	388	91	119
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>342 129</u>	<u>309 568</u>	<u>610 044</u>
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	194 582	203 426	461 445
- Publicités, publications, relations publiques	247 606	206 465	443 260
- Déplacements, missions et réceptions	161 308	166 697	210 194
- Frais postaux et de télécommunications	141 252	169 580	320 219
- Services bancaires et assimilés	316 877	223 438	458 955
- Autres	132 294	113 779	219 319
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>1 193 918</u>	<u>1 083 385</u>	<u>2 113 391</u>
- Autres charges ordinaires			
- Jetons de présence	56 250	37 500	75 000
- Rémunération du Comité Permanent d'audit Interne	15 625	9 375	18 750
- Rémunération du Comité de risques	9 375	9 375	18 750
<u>Total des charges diverses</u>	<u>81 250</u>	<u>56 250</u>	<u>112 500</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	96 530	83 828	162 151
- T.C.L	96 977	76 152	161 004
- Droits d'enregistrement et de timbres	44 836	25 035	44 633
- Autres impôts et taxes	28 681	12 643	22 417
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>267 025</u>	<u>197 658</u>	<u>390 205</u>
<u>Total général</u>	<u>2 054 177</u>	<u>1 819 151</u>	<u>3 579 811</u>

NOTE 23 : Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées

Les dotations nettes de la période aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	2 119 829	2 500 281	3 826 908
- Dotations aux provisions collectives	100 000	200 000	430 000
- Dotation aux provisions additionnelles	26 484	-	-
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances	(1 092 345)	(1 092 345)	(1 394 633)
<u>Total</u>	<u>1 153 968</u>	<u>1 607 936</u>	<u>2 862 275</u>

NOTE 24 : Dotations nettes aux autres provisions

	30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Dotations aux provisions pour dépréciations des comptes d'actifs	1 414	24 000	71 881
- Dotations aux provisions pour dépréciations des titres cotés	59 484	67 854	96 540
- Dotations aux provisions pour risques et charges	161 097	342 429	75 000
- Dotations aux provisions pour dépréciation des valeurs immobilisées	-	26 900	-
- Reprise sur provision pour dépréciation des actions cotées	(7 526)	(26 570)	(102 371)
<u>Total</u>	<u>214 469</u>	<u>434 614</u>	<u>141 050</u>

NOTE 25 : Autres pertes ordinaires

Le détail des autres pertes ordinaires est le suivant :

	<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Reprises sur provisions pour risques et charges	-	-	(389 375)
- Redressement social	-	-	187 439
- Redressement fiscal	-	-	557 800
- Apurement et ajustement de comptes	-	36 618	113
- Pénalités	300	4 417	17 645
- Moins value sur cessions d'immobilisations	-	-	26 900
- Autres pertes ordinaires	314	157	36 793
<u>Total</u>	<u>614</u>	<u>41 193</u>	<u>437 315</u>

NOTE 26 : Autres gains ordinaires

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Autres gains sur éléments exceptionnels	134	59	81
<u>Total</u>	<u>134</u>	<u>59</u>	<u>81</u>

NOTE 27 : Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices au 30 juin 2018 est calculé au taux de 35% du bénéfice comptable déduction faite d'un montant de 1,5 millions de dinars, correspondant à un réinvestissement projeté.

NOTE 28 : Encaissements reçus des clients

		<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Clients et comptes rattachés en début de période	+ Note 5	29 560 226	24 089 705	24 089 705
- Clients et comptes rattachés en fin de période	- Note 5	(36 085 807)	(26 765 453)	(29 560 226)
- Clients, autres créances en début de période	+ Note 5	119 656	50 736	50 736
- Clients, autres créances en fin de période	- Note 5	(79 071)	(174 904)	(119 656)
- Clients avances et comptes reçus en début de période	- Note 11	(8 518 277)	(5 193 476)	(5 193 476)
- Clients avances et acomptes reçus en fin de période	+ Note 11	7 861 608	7 132 407	8 518 277
- Dépôts et cautionnements reçus en début de période	- Note 11	(6 000)	(6 000)	(6 000)
- Dépôts et cautionnements reçus en fin de période	+ Note 11	6 000	6 000	6 000
- Produits constatés d'avance en début de période	- Note 5	(3 347 211)	(2 883 079)	(2 883 079)
- Produits constatés d'avance en fin de période	+ Note 5	3 640 640	3 118 167	3 347 211
- TVA collectée		36 079 568	28 208 714	60 025 117
- TVA collectée sur avances et acomptes		28 863	(378 729)	(622 336)
- Revenus bruts de l'exercice (loyers)	+ Note 5 & 16	216 897 824	174 279 772	371 894 824
- Autres produits d'exploitation	+ Note 16 & 19	1 930 676	1 429 260	3 185 228
- Plus/Moins values sur relocation	Note 5	(864 013)	(468 884)	(1 082 848)
- Cessions d'immobilisations à la VR	+ Note 5	184 940	119 124	224 099
- Cessions anticipées d'immobilisations	+ Note 5	10 479 181	8 479 888	16 234 470
<u>Encaissements reçus des clients</u>		<u>257 888 802</u>	<u>211 043 250</u>	<u>448 108 048</u>

NOTE 29 : Décaissements pour financement de contrats de leasing

		<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Fournisseurs de leasing en début de période	+ Note 13	139 747 149	66 736 362	66 736 362
- Fournisseurs de leasing en fin de période	- Note 13	(84 606 259)	(82 961 429)	(139 747 149)
- Investissements en Immobilisations destinées à la location	+ Note 5	247 273 278	264 504 677	549 729 502
- TVA sur Investissements	+	35 573 131	35 873 069	74 278 333
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en début de période	+ Note 14	23 889	29 750	29 750
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en fin de période	- Note 14	(16 558)	(170 533)	(23 889)
<u>Investissements dans les contrats de leasing</u>		<u>337 994 631</u>	<u>284 011 896</u>	<u>551 002 909</u>

NOTE 30 : Sommes versées aux fournisseurs et au personnel

		30 juin 2018	30 juin 2017	31 Décembre 2017
- Avances et acomptes au personnel en début de période	- Note 9	(31 488)	(34 517)	(34 517)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	+ Note 9	76 101	74 934	31 488
- Avances et acomptes aux fournisseurs en début de période	- Note 9	(100 152)	(100 152)	(100 152)
- Avances et acomptes aux fournisseurs en fin de période	+ Note 9	100 152	100 152	100 152
- Dépôts & cautionnements en début de période	- Note 9	(40 100)	(40 100)	(40 100)
- Dépôts & cautionnements en fin de période	+ Note 9	40 100	40 100	40 100
- Charges comptabilisées d'avance en début de période	- Note 9	(92 789)	(71 745)	(71 745)
- Charges comptabilisées d'avance en fin de période	+ Note 9	155 023	129 757	92 789
- Fournisseurs d'exploitation en début de période	+ Note 13	712 924	780 240	780 240
- Fournisseurs d'exploitation en fin de période	- Note 13	(1 145 871)	(120 977)	(712 924)
- Personnel, rémunérations dues en début de période	+ Note 14	108	108	108
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	- Note 14	(921)	(108)	(108)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	+ Note 14	145 643	108 995	108 995
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	- Note 14	(237 127)	(210 901)	(145 643)
- Personnel, autres charges à payer en début de période	+ Note 14	600 000	465 000	465 000
- Personnel, autres charges à payer en fin de période	- Note 14	(300 000)	(200 000)	(600 000)
- Avances sur cessions d'immobilisations en début de période	+ Note 14	-	-	-
- Avances sur cessions d'immobilisations en fin de période	- Note 14	-	(120 000)	-
- Etat, retenues sur salaires en début de période	+ Note 14	154 104	114 314	114 314
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	- Note 14	(139 854)	(127 302)	(154 104)
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	+ Note 14	1 050 308	693 402	693 402
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	- Note 14	(504 151)	(757 184)	(1 050 308)
- C.N.S.S en début de période	+ Note 14	338 128	257 467	257 467
- C.N.S.S en fin de période	- Note 14	(330 336)	(332 061)	(338 128)
- CAVIS en début de période	+ Note 14	51 798	34 691	34 691
- CAVIS en fin de période	- Note 14	(44 660)	(56 705)	(51 798)
- Personnel, charges sociales sur congés à payer début de période	+ Note 14	32 923	24 575	24 575
- Personnel, charges sociales sur congés à payer fin de période	- Note 14	(44 369)	(45 403)	(32 923)
- Diverses Charges à payer en début de période	+ Note 14	663 568	622 809	622 809
- Diverses Charges à payer en fin de période	- Note 14	(612 650)	(431 390)	(663 568)
- Prêts accordés au personnel au cours de l'exercice	+	209 000	213 940	343 540
- Remboursements sur prêts au personnel	-	(146 263)	(141 641)	(287 585)
- TVA, payée sur biens et services	+	865 912	610 375	1 176 049
- Charges de personnel	+ Note 20	3 887 598	3 291 700	7 047 593
- Autres charges d'exploitation	+ Note 22	2 054 177	1 819 151	3 579 811
- Impôts et taxes	- Note 22	(267 025)	(197 658)	(390 205)
<u>Sommes versées aux fournisseurs et au personnel</u>		<u>7 099 813</u>	<u>6 393 865</u>	<u>10 839 314</u>

NOTE 31 : Intérêts payés

		<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Frais d'émission d'emprunts	+ Note 9	802 190	304 858	729 554
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en début de période	+ Note 14	183 018	58 580	58 580
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en fin de période	- Note 14	(153 120)	(177 791)	(183 018)
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en début de période	+ Note 12	8 339 656	7 207 584	7 207 584
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en fin de période	- Note 12	(8 916 072)	(6 652 230)	(8 339 656)
- Intérêts courus sur emprunts bancaires début de période	+ Note 12	2 868 045	1 408 010	1 408 010
- Intérêts courus sur emprunts bancaires fin de période	- Note 12	(3 567 629)	(1 904 308)	(2 868 045)
- Intérêts courus sur certificat de dépôt en début de période	+ Note 12	(894 040)	(577 006)	(577 006)
- Intérêts courus sur certificat de dépôt en fin de période	- Note 12	1 013 967	911 628	894 040
- Intérêts courus sur certificat de leasing en début de période	+ Note 12	1 245 963	723 066	723 066
- Intérêts courus sur certificat de leasing en fin de période	- Note 12	(1 282 791)	(842 758)	(1 245 963)
- Intérêts et charges assimilées	+ Note 17	28 487 254	20 006 959	44 095 868
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	- Note 17	(356 485)	(309 278)	(660 096)
<u>Intérêts payés</u>		<u>27 769 955</u>	<u>20 157 314</u>	<u>41 242 920</u>

NOTE 32 : Impôts et taxes payés

		<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider début de période	+ Note 14	571 614	980 418	980 418
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider fin de période	- Note 14	(741 651)	(465 049)	(571 614)
- Etat, contribution conjoncturelle début de période	+ Note 14	574 200	759 052	759 052
- Etat, contribution conjoncturelle fin de période	- Note 14	(161 767)	-	(574 200)
- Etat, contribution sociale de solidarité début de période	+ Note 14	-	-	-
- Etat, contribution sociale de solidarité fin de période	- Note 14	(40 442)	-	-
- Etat, retenues au titre de la caisse générale de compensation début de période	+ Note 14	-	-	-
- Etat, retenues au titre de la caisse générale de compensation fin de période	- Note 14	(5 280)	-	-
- Etat, TCL en cours de restitution en début de période	- Note 9	(118 054)	(118 054)	(118 054)
- Etat, TCL en cours de restitution en fin de période	+ Note 9	118 054	118 054	118 054
- Etat, retenues sur TVA en début de période	+ Note 14	-	5 095	5 095
- Etat, retenues sur TVA en fin de période	- Note 14	-	-	-
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	+ Note 14	135 568	74 367	74 367
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	- Note 14	(188 436)	(121 535)	(135 568)
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges en début de période	+ Note 14	4 369	3 270	3 270
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges en fin de période	- Note 14	(7 114)	(6 243)	(4 369)
- Régularisation de TVA suite au contrôle fiscal		-	-	(127 975)
- Impôts et taxes	+ Note 22	267 025	197 658	390 205
- Contribution conjoncturelle		161 767	-	574 200
- Contribution sociale de solidarité		40 442	-	-
- Impôts sur les bénéfices	+ Note 27	1 415 461	1 029 646	2 296 801
<u>Impôts et taxes payés</u>		<u>2 025 758</u>	<u>2 456 679</u>	<u>3 669 680</u>

NOTE 33 : Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

		<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Investissements en Immobilisations incorporelles	+ Note 8	32 428	55 039	92 650
- Investissements en Immobilisations corporelles	+ Note 8	3 065 569	1 941 225	3 896 993
- Fournisseurs d'immobilisation en début de période	+ Note 13	54 592	2 793	2 793
- Fournisseurs d'immobilisation en fin de période	- Note 13	(129 015)	(45 609)	(54 592)
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>		<u>3 023 574</u>	<u>1 953 448</u>	<u>3 937 844</u>

NOTE 34 : Dividendes et autres distributions

		<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Dividendes	+ Note 15	4 018 000	3 157 000	3 157 000
- Dividendes sur actions propres	- Note 15	(62 358)	(35 750)	(35 750)
- Actionnaires, dividendes à payer en début de période	+ Note 14	-	-	-
- Actionnaires, dividendes à payer en fin de période	- Note 14	(41)	(17 188)	-
<u>Dividendes et autres distributions</u>		<u>3 955 601</u>	<u>3 104 063</u>	<u>3 121 250</u>

NOTE 35 : Autres flux liés à l'exploitation

		<u>30 juin 2018</u>	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
- Produits à recevoir des tiers en début de période	+ Note 9	859 301	489 489	489 489
- Produits à recevoir des tiers en fin de période	- Note 9	(741 122)	(446 848)	(859 301)
- Autres comptes débiteurs en début de période	+ Note 9	50 942	110 181	110 181
- Autres comptes débiteurs en fin de période	- Note 9	(103 431)	(53 093)	(50 942)
- Placements en début de période	+ Note 6	1 511 641	1 601 913	1 601 913
- Placements en fin de période	- Note 6	(1 520 618)	(1 594 112)	(1 511 641)
- Compte courant "AMILCAR LLD" en début de période	+ Note 9	100 000	100 000	100 000
- Compte courant "AMILCAR LLD" en fin de période	- Note 9	(100 000)	(100 000)	(100 000)
- Compte courant "NIDA" en début de période	+ Note 9	250 000	-	-
- Compte courant "NIDA" en fin de période	- Note 9	-	-	(250 000)
- Autres comptes créditeurs en début de période	- Note 14	(456 226)	(230 351)	(230 351)
- Autres comptes créditeurs en fin de période	+ Note 14	26 414	442 923	456 226
- Prestataires assurances en début de période	- Note 14	(56 438)	(664 799)	(664 799)
- Prestataires assurances en fin de période	+ Note 14	1 463 483	728 759	56 438
- Frais d'augmentation de capital	- Note 9	-	-	(204 297)
- Produits des placements (hors plus values de cessions)	+ Note 18	130 470	184 079	193 416
- Moins values sur titres SICAV	- Note 18	(1 358)	-	-
- Plus values sur titres SICAV	+ Note 18	-	88	699
- Moins values sur cessions titres cotés	+ Note 18	-	-	(113 019)
- Produits des comptes créditeurs	+ Note 18	76 394	53 232	103 293
- Autres gains ordinaires	+ Note 26	134	59	81
- Autres pertes ordinaires	- Note 25	(614)	(41 192)	(799 790)
<u>Autres flux liés à l'exploitation</u>		<u>1 488 972</u>	<u>580 327</u>	<u>(1 672 405)</u>

NOTE 36 : Informations sur les parties liées

Engagement Leasing

AMILCA LLD

Au 30 Juin 2018, HL a mis en force 24 contrats au profit de la société « Amilcar LLD », dans laquelle elle détient directement 99,16 % du capital, pour une valeur totale de 1 644 942 dinars.

A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus s'élève à 12 776 187 dinars.

La marge brute réalisée au 30 juin 2018 sur ces contrats s'élève à 318 081 dinars.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 30 juin 2018, à 6 885 437 dinars.

NIDA SA

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société «NIDA SA », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 290 141 dinars

La marge brute réalisée au 30 juin 2018 sur ces contrats s'élève à 2 035 dinars.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 30 Juin 2018, à 39 431 dinars.

Société Financière Tunisienne

Le contrat mis en force antérieurement au profit de la Société Financière Tunisienne, dans laquelle elle a des dirigeants en commun, porte sur un montant de 300 000 dinars.

La marge brute réalisée au 30 juin 2018 sur ce contrat s'élève à 4 838 dinars.

Au 30 Juin 2018, l'encours financier de ce contrat est nul.

ECLAIR PRYM TUNISIE

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société « ECLAIR PRYM TUNISIE », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 633 541 dinars

La marge brute réalisée au 30 Juin 2018 sur ces contrats s'élève à 11 313 dinars.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 30 Juin 2018, à 195 347 dinars.

MANUFACTURING INTLE COMPAGNY « MIC »

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société « MANUFACTURING INTLE COMPAGNY (MIC) », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 610 689 dinars.

La marge brute réalisée au 30 juin 2018 sur ces contrats s'élève à 25 304 dinars.

Au 30 Juin 2018, l'encours financier de ces contrats s'élève à 552 005 dinars.

UNITED GULF FINANCIAL SERVICES « UGFS »

Le cumul des contrats mis en force antérieurement au profit de la société « UNITED GULF FINANCIAL SERVICES (UGFS) », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, totalise la somme de 254 355 dinars.

La marge brute réalisée au 30 juin 2018 sur ces contrats s'élève à 6 303 dinars.

Au 30 Juin 2018, l'encours financier de ces contrats s'élève à 119 441 dinars.

STE INVESTMENT TRUST TUNISIA

Le contrat mis en force antérieurement au profit de la société « INVESTMENT TRUST TUNISIA », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, porte sur un montant de 148 464 dinars.

La marge brute réalisée au 30 juin 2018 sur ce contrat s'élève à 4 209 dinars.

Au 30 juin 2018, l'encours financier de ce contrat s'élève à 96 356 dinars.

STE HERMES CONSEIL

Au 30 juin 2018, HL a mis en force un contrat au profit de la société « HERMES CONSEIL », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, pour une valeur de 80 783 dinars.

La marge brute réalisée au 30 Juin 2018 sur ce contrat s'élève à 3 263 dinars.

Au 30 juin 2018, l'encours financier de ce contrat s'élève à 72 146 dinars.

Certificats de dépôt

Société Immobilière ECHARIFA

1- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière ECHARIFA dans laquelle elle détient 26,56% du capital, pour un montant global de 6.500.000 DT, durant la période allant du 9 décembre 2017 au 27 janvier 2018, au taux facial de 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève 19.669 DT.

2- HL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière ECHARIFA dans laquelle elle détient 26,56% du capital, pour un montant global de 39.500.000 DT, durant la période allant du 8 janvier 2018 au 26 juillet 2018, à des taux variant entre 7,50% et 8,00 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 227.254 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 6.000.000 DT.

Société Immobilière AL KADIRIA

1- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière AL KADIRIA dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 4.000.000 DT, durant la période allant du 10 décembre 2017 au 27 janvier 2018, au taux facial de 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 14.596 DT

2- HL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la Société Immobilière AL KADIRIA dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 28.500.000 DT, durant la période allant du 9 janvier 2018 au 26 juillet 2018, à des taux variant entre 7,50% et 8,00 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 166.693 DT

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 5.000.000 DT.

Abdelkader ESSEGHAIER

1- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Abdelkader ESSEGHAIER, administrateur de votre société, pour un montant global de 3.000.000 DT, durant la période allant du 10 décembre 2017 au 17 janvier 2018, au taux facial de 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 6.625 DT.

2- HL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Abdelkader ESSEGHAIER, administrateur de votre société, pour un montant global de 18.000.000 DT, durant la période allant du 9 janvier 2018 au 16 juillet 2018, à des taux variant entre 7,50% et 8,00 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 108.484 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 3.000.000 DT.

PRYM FASHION TUNISIE

1- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société PRYM FASHION TUNISIE dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 1.000.000 DT, durant la période allant du 16 décembre 2017 au 15 janvier 2018, au taux facial de 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 2.899 DT.

2- HL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société PRYM FASHION TUNISIE dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 6.000.000 DT, durant la période allant du 15 janvier 2018 au 14 juillet 2018, à des taux variant entre 7,50% et 8,00 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 35.426 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 1.000.000 DT.

EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT

1- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 1.500.000 DT, durant la période allant du 9 décembre 2017 au 14 janvier 2018, au taux facial de 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 3.416 DT.

2- HL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 9.000.000 DT, durant la période allant du 8 janvier 2018 au 13 juillet 2018, à des taux variant entre 7,50% et 8,00 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 54.132 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 1.500.000 DT.

LES BATIMENTS MODERNES

1- HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société LES BATIMENTS MODERNES dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 1.500.000 DT, durant la période allant du 18 décembre 2017 au 23 janvier 2018, au taux facial de 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 6.211 DT.

2- HL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société LES BATIMENTS MODERNES dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 9.000.000 DT, durant la période allant du 17 janvier 2018 au 22 juillet 2018, à des taux variant entre 7,50% et 8,00 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 51.357 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 1.500.000 DT.

CAPITALEASE SEED FUND 2

HL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès du fonds CAPITALEASE SEED FUND 2 dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 1.500.000 DT, durant la période allant du 6 avril 2018 au 5 juillet 2018, à des taux variant entre 7,75% et 8,00 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 9.389 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 500.000 DT.

Eclair Prym Tunisie

1- HL a réalisé, en 2017, une opération de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société Eclair Prym Tunisie dans laquelle elle détient 29,84% du capital, pour un montant de 500.000 DT, durant la période allant du 22 décembre 2017 au 21 janvier 2018, au taux facial de 7,50%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 2.070 DT.

2- HL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société Eclair Prym Tunisie dans laquelle elle détient 29,84% du capital, pour un montant global de 3.000.000 DT, durant la période allant du 21 janvier 2018 au 20 juillet 2018, à des taux variant entre 7,50% et 8,00 %.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 17.153 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 500.000 DT.

INVESTMENT TRUST TUNISIA

HL a réalisé, en 2018, une opération de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société INVESTMENT TRUST TUNISIA dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 500.000 DT, durant la période allant du 27 juin 2018 au 27 juillet 2018, au taux facial de 8,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 455 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 500.000 DT.

LA FINANCIERE TUNISIENNE

HL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société LA FINANCIERE TUNISIENNE dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 1.000.000 DT, durant la période allant du 4 mai 2018 au 3 juillet 2018, au taux facial de 8,00%..

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 6.402 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 500.000 DT.

Société NIDA

HL a réalisé, en 2018, une opération de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société NIDA dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant de 500.000 DT, durant la période allant du 29 juin 2018 au 9 juillet 2018, au taux facial de 8,00%..

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 222 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 500.000 DT.

Société ARTOIS CONFECTION TUNISIE

HL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de la société ARTOIS CONFECTION TUNISIE dans laquelle elle a des dirigeants communs, pour un montant global de 1.000.000 DT, durant la période allant du 4 mai 2018 au 3 juillet 2018, au taux facial de 8,00%..

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2018, s'élève à 6.402 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 30 juin 2018, à 500.000 DT.

Avances en compte courant associé

1- Le conseil d'administration, réuni le 29 juillet 2015, a autorisé une avance en compte courant, d'un montant de 100.000 dinars, accordée à la société « Amilcar LLD », dans laquelle votre société détient 99,16% du capital. Ladite avance est rémunérée au taux de 8 % l'an.

Le produit constaté à ce titre, en 2018, s'élève à 4.000 dinars.

2- Le conseil d'administration, réuni le 15 décembre 2017, a autorisé une avance en compte courant, d'un montant de 250.000 dinars, accordée à la société « NIDA SA », dans laquelle votre société détient 29,84% du capital. Ladite avance est rémunérée au taux de 8 % l'an.

Le produit constaté à ce titre, en 2018, s'élève à 9.734 dinars.

Convention d'assistance et de conseil

Le conseil d'administration réuni le 8 mars 2017, a autorisé la convention d'assistance et de conseil conclue avec la société « HERMES CONSEIL » dirigée par Mr Abderrazak BEN AMMAR, administrateur de Hannibal Lease. Le niveau de rémunération annuelle rattachée à cette convention est plafonné à 50 000 dinars toutes taxes comprises.

La rémunération de cette société s'est élevée, au 30 juin 2018, à 18 176 dinars hors taxes, soit 19 132 dinars toutes taxes comprises.

Location de voitures

Amilcar Location Longue Durée a conclu avec Hannibal Lease un contrat de location de voitures. Les voitures mises à la disposition de Hannibal Lease au 30 juin 2018 sont au nombre de 12.

Les charges supportées, au 30 juin 2018, s'élèvent à 100 171 DT.

NOTE 37 : Évènements postérieurs à la clôture

Ces états financiers sont autorisés pour la publication par le Conseil d'Administration du 27 Août 2018. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

NOTES COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES ARRETES AU 30/06/2018 :

1/ Une note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenu entre la date de la clôture de l'exercice et jusqu'à la date d'aujourd'hui

Sur la base de la revue des événements postérieurs, nous n'avons relevé aucun impact sur les comptes et la continuité d'exploitation n'est pas menacée.

NOTES EXPLICATIVES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES ARRETES AU 30/06/2018 :

1/ Une note explicative de la note 5 « analyse et classification des créances sur la clientèle » expliquant les raisons de la baisse du ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés de 72,23% au 31/12/2017 à 61,30% au 30/06/2018

La baisse du ratio de couverture au 30 Juin 2017 est due par l'augmentation des créances douteuses et litigieuses et la valeur importante des valeurs intrinsèques des immobilisations en leasing qui sont déduites des risques encourus de ces créances.

Toutefois, historiquement le taux de couverture au niveau semestriel est toujours moins important que le taux de couverture annuel. A titre d'exemple, le taux des actifs classés au 30/06/2016 est de 63,15%, celui du 30/06/2017 est de 63,42% et celui du 30/06/2018 est de 61,30%.

NOTES RECTIFICATIVES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES ARRETES AU 30/06/2018 : notes rectificative à la note 15 : Tableau de mouvement des capitaux propres au 30/06/2018

	Capital social	Réserve légale	Réserve spéciale pour réinvestissement	Prime d'émission	Réserves pour Fonds social	Résultats reportés	Actions propres	Complément d'apport	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2016	28 700 000	1 541 814	3 487 979	8 830 000	-	4 846 306	(398 915)	11 688	7 068 169	54 087 039
Affectations approuvées par l'A.G.O du 17 Mai 2017		595 724			150 000	6 322 445			(7 068 169)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2016						(3 157 000)				(3 157 000)
Rachat d'actions propres							(788 631)			(788 631)
Encaissement de dividendes sur actions propres						35 750				35 750
Cession d'actions propres							599 337	(9 295)		590 042
Résultat de la période close le 30 Juin 2017									4 119 101	4 119 101
Solde au 30 Juin 2017	28 700 000	2 137 538	3 487 979	8 830 000	150 000	8 047 500	(588 209)	2 392	4 119 101	54 886 302
Reprise résultat de la période close le 30 Juin 2017									(4 119 101)	(4 119 101)
Augmentation du capital décidée par l'AGE du 17 Mai 2017	11 480 000			5 166 000		(2 870 000)				13 776 000
Rachat d'actions propres							(244 523)	5 750		(238 773)
Résultat de l'exercice 2017									8 202 760	8 202 760
Solde au 31 Décembre 2017	40 180 000	2 137 538	3 487 979	13 996 000	150 000	5 177 500	(832 732)	8 142	8 202 760	72 507 187
Affectations approuvées par l'A.G.O du 30 Avril 2018		669 013			150 000	7 383 747			(8 202 760)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2017						(4 018 000)				(4 018 000)
Rachat d'actions propres							(192 048)			(192 048)
Encaissement de dividendes sur actions propres						62 358				62 358
Cession d'actions propres						(6 462)	718 979	(8 142)		704 375
Résultat de la période close le 30 Juin 2018									3 926 505	3 926 505
Solde au 30 Juin 2018	40 180 000	2 806 551	3 487 979	13 996 000	300 000	8 599 143	(305 801)	-	3 926 505	72 990 376

4.5.7. Rapport de l'Examen limité des Co-commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 Juin 2018



F.M.B.Z KPMG TUNISIE
Les jardins du lac
B.P n° 317 Pôlipoite rue lac Echikhal
Les Berges du lac 1053 Tunis
Tél. 216 (71) 194 344 Fax 216 (71) 281 477
RC : B148992002 – MF : 810623T/AM/000
E-mail : tn-fmfbz@kpmg.com



Société d'expertise comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Immeuble International City Center – Tour des Dunes
Centre Urbain Nord – 1082 Tunis – Tunisie
Tél : (216) 70 728 450 – Fax : 70 728 445
RC : B1114411996 – MF : 828006 H/AM/000
Mail : administration@finor.com.tn

**RAPPORT D'EXAMEN LIMITE SUR LES
ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2018**

Messieurs les actionnaires de la société Hannibal Lease

Introduction

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale et en application des dispositions de l'article 21 bis de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une revue limitée des états financiers intermédiaires de la société Hannibal Lease couvrant la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2018 et faisant apparaître à cette date un total bilan de 926 337 KDT et un bénéfice net de 3 927 KDT.

Nous avons effectué l'examen limité du bilan de la société Hannibal Lease, arrêté au 30 juin 2018, ainsi que de l'état de résultat et de l'état de flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession applicables en Tunisie et relatives aux missions d'examen limité. Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est substantiellement inférieure à celle d'un audit effectué selon les Normes ISA et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les informations financières intermédiaires ci-jointes ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de la société Hannibal Lease au 30 juin 2018, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Tunis, le 28 Août 2018

Les commissaires aux comptes

F.M.B.Z KPMG TUNISIE
Moncef BOUSSANOUGA ZAMMOURI



FINOR
Mustapha MEDHIOUB



4.5.8. Engagements financiers au 30/06/2018

Type d'encouragements	Valeur Totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Provisions
1)- Engagements donnés						
a) Garantie personnelles						
• cautionnements						
•aval						
•autres garanties						
b) Garanties réelles						
•hypothèques						
•nantissement						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exploitation mobilisée						
e) Abandon de créances						
f) Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	92 483 823	92 483 822				
g) Engagements sur opérations de Leasing	42 696 949	42 062 843		634 106		
TOTAL	135 180 771	134 546 665		634 106		
2 - Engagements reçus						
a) garanties personnelles						
• cautionnements						
•aval	655 026 076	655 026 076				
•autres garanties						
b) Garanties réelles						
•hypothèques	336 570	336 570				
•nantissement						
c) Effets escomptés et non échus						
d) Créances à l'exploitation mobilisée						
e) Abandon de créances						
f) ligne de découvert						
g) Les intérêts à échoir au crédit de Leasing	137 919 984	136 679 484		1 240 500		
h) Valeurs des biens, objet de Leasing	1 010 371 536	1 000 782 998		9 588 538		
Total	1 803 654 166	1 792 825 128		10 829 038		
3- Engagements réciproques						
• Emprunt obtenu non encore encaissé	35 106 400	35 106 400				
*Effets escomptés et non échus	17 108	17 108				
• Crédit consenti non encore versé						
• Opération de portage						
• Crédit documentaire						
• Commande de consommables						
• Contrat avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective						
• Engagement sur dossiers génériques						
Total	35 123 508	35 123 508				

II- DETTES GARANTIES PAR DES SURETES

Néant.

4.5.9. Encours des emprunts émis par Hannibal Lease au 30/06/2018

4.5.10.1 Encours des emprunts obligataires émis par Hannibal Lease au 30/06/2018

En DT	Montants	Echéances	Taux d'intérêt	Durée	Encours 30/06/2018
E.O 2013/2 TF	12 080 000	28-févr.	7,20%	5 ANS	2 416 000
E.O 2013/2 TF	13 220 000	28-févr.	7,35%	7 ANS avec 2 ans de grâce	7 932 000
E.O 2013/2 TV	4 700 000	28-févr.	TMM+2,2	5 ANS	940 000
E.O 2014/1 TF	15 200 000	30-oct.	7,65%	5 ANS	6 080 000
E.O 2014/1 TF	12 880 000	30-oct.	7,80%	7 ANS avec 2 ans de grâce	10 304 000
E.O 2014/1 TV	2 000 000	30-oct.	TMM+2,3	5 ANS	800 000
E.O 2015/1 TF	11 200 000	30-avr.	7,70%	5 ANS	4 480 000
E.O 2015/1 TF	18 800 000	30-avr.	7,85%	7 ANS avec 2 ans de grâce	15 040 000
E.O 2015/1 TV	0	30-avr.	TMM+2,3	5 ANS	0
E.O 2015 s TF	5 515 000	25-nov.	7,72%	5 ANS	3 309 000
E.O 2015 s TF	19 485 000	25-nov.	7,92%	7 ANS avec 2 ans de grâce	19 485 000
E.O 2015 s TV	0	25-nov.	TMM+2,4	5 ANS	0
E.O 2015/2 TF	14 670 000	28-mars	7,65%	5 ANS	8 802 000
E.O 2015/2 TF	23 330 000	28-mars	7,85%	7 ANS avec 2 ans de grâce	23 330 000
E.O 2015/2 TV	2 000 000	28-mars	TMM+2,35	5 ANS	1 200 000
E.O 2016/1 TF	20 000 000	28-juin	7,65%	5 ANS	12 000 000
E.O 2016/1 TV	0	28-juin	TMM+2,45	5 ANS	0
E.O 2016/2 TV	1 000 000				800 000
E.O 2016/2 TF 1	11 195 000	28-nov	7,65%	5 ANS	8 956 000
E.O 2016/2 TF 2	27 805 000	28-nov	7,85%	7 ANS avec 2 ans de grâce	27 805 000
E.O 2017/1 TV	1 000 000	10-févr	TMM+2,35		800 000
E.O 2017/1 TF1	4 000 000	10-févr	7,65%		3 200 000
E.O 2017/1 TF2	15 000 000	10-févr	7,85%	7 ANS avec 2 ans de grâce	15 000 000
E.O 2017/2 TV	0	20-juil	TMM+2,35	5 ANS	0
E.O 2017/2 TF1	8 445 800	20-juil	7,65%	5 ANS	8 445 800
E.O 2017/2 TF2	16 554 200	20-juil	7,85%	7 ANS avec 2 ans de grâce	16 554 200
E.O 2017/3 TF1	7 670 600	26-janv	8,00%	5 ANS	7 670 600
E.O 2017/3 TF2	28 530 000	26-janv	8,25%	7 ANS avec 2 ans de grâce	28 530 000
E.O 2017/3 TV	3 799 400	26-janv	TMM+2,4	5 ANS	3 799 400
E.O 2018 SUB TF1	4 250 000	28-mai	8,30%	5 ANS	4 250 000
E.O 2018 SUB TF2	6 950 000	28-mai	8,50%	7 ANS avec 2 ans de grâce	5 950 000
E.O 2018 SUB TV	8 800 000	28-mai	TMM+2,1	5 ANS	4 950 000
Total	315 230 000				252 829 000

4.5.10.2 Encours des emprunts bancaires de leasing contractés par Hannibal Lease au 30/06/2018

Emprunts	Montants	Taux d'intérêts	Modalités de remboursement	Durée	Encours 30/06/2018
CREDITS BANCAIRES LOCAUX					
AMENBANK 5 MDT (2013)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	294 783
AMENBANK 5 MDT (2014)	5 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	1 156 090
AMENBANK 2 MDT (2014)	2 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2018)	4 ANS	287 515
AMENBANK 2 MDT (2014)	2 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2018)	4 ANS	144 240
AMENBANK 2 MDT (2015)	2 000 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	992 023
AMENBANK 1 MDT (2015)	1 000 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	520 886
AMENBANK 1 MDT (2015)	1 000 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	520 912
AMENBANK 1 MDT (2015)	1 000 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	517 936
AMENBANK 2 MDT (2015)	2 000 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	1 137 404

AMEN BANK 1,5MDT (2016-1)	1 500 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	810 048
AMEN BANK 1,5MDT (2016-2)	1 500 000	TMM +2,65%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	976 959
AMEN BANK 2MDT (2016-1)	2 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	1 470 217
AMEN BANK 3MDT (2016-1)	3 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	2 202 496
AMEN BANK 3MDT (2016-2)	3 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	2 207 600
AMEN BANK 2MDT (2016-2)	2 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	1 468 796
AMENBANK 7 MDT (2017)	7 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	6 154 248
AMENBANK 5 MDT (2017)	5 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	4 379 422
AMENBANK 3 MDT (2017)	3 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	2 613 864
AMENBANK 5 MDT (2018)	5 000 000	TMM +3%	Trimestriellement (2018-2023)	5 ANS	5 000 000
ATB 2MDT (2014)	2 000 000	TMM +2%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	300 000
ATB 1,5MDT (2014)	1 500 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	450 000
ATB 1,5MDT (2015)	1 500 000	TMM +2,3%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	750 000
ATB 1MDT (2016)	1 000 000	TMM +2,35%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	700 000
ATB 3MDT (2017)	3 000 000	TMM +2,35%	Trimestriellement (2018-2022)	5 ANS	2 700 000
BIAT3MDT (2014)	3 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	450 000
BIAT2,5MDT (2014)	2 500 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	416 667
BIAT2,5MDT (2014)	2 500 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	441 176
BIAT5MDT (2015)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	1 750 000
BIAT5MDT (2015)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	458 617
BIAT2MDT (2015)	2 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	777 778
BIAT4MDT (2015)	4 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	1 777 778
BIAT3MDT (2015)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	1 500 000
BIAT2MDT (2015)	2 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	1 000 000
BIAT5MDT (2016)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	1 200 000
BIAT5MDT (2016)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	3 000 000
BIAT3MDT (2016)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	1 736 842
BIAT4MDT (2016)	4 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	2 400 000
BIAT3MDT (2016)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	1 736 842
BIAT3MDT (2016)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	1 894 737
BIAT5MDT (2017)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	3 750 000
BIAT20MDT (2017)	20 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	17 448 620
BIAT10MDT (2017)	10 000 000	TMM +3%	Trimestriellement (2017-2022)	3 ANS	8 333 333
BTE 3MDT (2013)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	350 552
BTE 5MDT (2014)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	1 712 657
BTL 1,5MDT (2014)	1 500 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	375 000
BTL 1,5MDT (2014)	1 500 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	375 000
BTL 1MDT (2015)	1 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	500 000
BTL 2MDT (2015)	2 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2020)	5 ANS	1 000 000
BTL 3MDT (2016)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	1 950 000
BTL 3MDT (2017)	3 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	2 490 413
BH 5 MDT (2013)	5 000 000	TMM +2,25%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	581 601
BH 5 MDT (2014)	5 000 000	TMM +2,25%	Trimestriellement (2014-2019)	5 ANS	1 421 147
BH 5 MDT (2016)	5 000 000	TMM +2,25%	Trimestriellement (2017-2021)	5 ANS	3 664 827
BH 5 MDT (2017)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2018-2022)	4 ANS	4 581 557
BH 4 MDT (2018)	4 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2019-2025)	7 ANS	4 000 000
BH 4 MDT (2018)	4 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2019-2025)	7 ANS	4 000 000
BT 2MDT (2013)	2 000 000	TMM +2%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	100 000
BT 5MDT (2013)	5 000 000	TMM +2%	Trimestriellement (2013-2018)	5 ANS	250 000
BT 3MDT (2015)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	1 200 000
BT 3MDT (2016)	3 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	1 650 000
BT 5MDT (2017)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	4 000 000
BT 3MDT (2018)	3 000 000	8,25%	Trimestriellement (2018-2027)	10 ANS	2 916 667
BT 5MDT (2018)	5 000 000	TMM +2,5%	Trimestriellement (2018-2023)	6 ANS	4 750 000
STB BANK 10MDT (2016)	10 000 000	TMM +3%	Trimestriellement (2017-2021)	6 ANS	7 000 000
STB BANK 10MDT (2017)	10 000 000	TMM +3%	Trimestriellement (2017-2022)	5 ANS	9 000 000
BNA 5MDT(2015)	5 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2015-2020)	5 ANS	1 750 000
BNA 5MDT(2016)	5 000 000	TMM +2,75%	Trimestriellement (2016-2021)	5 ANS	3 250 000
BNA 5MDT(2017)	5 000 000	TMM +3%	Trimestriellement (2017-2021)	4 ANS	3 947 369
QNB 5MDT(2015)	5 000 000	7%	Trimestriellement (2015-2021)	7 ANS	2 590 199
BRARAKA 5MDT(2017)	5 000 000	7,50%	Semestriellement (2017-2022)	5 ANS	4 141 588
BRARAKA 5MDT(2017)	5 000 000	7,50%	Semestriellement (2017-2022)	5 ANS	4 141 588
CITI 2MDT(2018)ECH 24/07/2018	2 000 000	TMM+1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	2 000 000
CITI 4,5MDT(2017)ECH 22/11/2018	4 500 000	TMM+1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	4 500 000
CITI 5,5MDT(2018) ECH 22/11/2018	5 500 000	TMM+1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	5 500 000

CITI 7,5MDT(2017)ECH 24/09/2018	7 500 000	TMM+1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	7 500 000
CITI 3MDT(2017)ECH 24/10/2018	3 000 000	TMM+1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	3 000 000
CITI 5,5MDT(2018)ECH 22/08/2018	5 500 000	TMM+1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	5 500 000
CITI 3,5MDT(2018)ECH 24/07/2018	3 500 000	TMM+1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	3 500 000
CITI 7MDT(2018)ECH 24/07/2018	7 000 000	TMM+1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	7 000 000
CITI 8MDT(2018)	8 000 000	TMM+1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	8 000 000
CITI 8MDT(2018)	3 500 000	TMM+1,75%	CREDIT RELAIS	6 Mois	3 500 000
ABC 5MDT (2018)	5 000 000	TMM+2,25%	Trimestriellement (2018-2019)	1 AN	5 000 000
ABC 2MDT (2018)	2 000 000	TMM+2,25%	Trimestriellement (2018-2019)	1 AN	2 000 000
ABC 3MDT (2018)	3 000 000	TMM+2,25%	Trimestriellement (2018-2019)	1 AN	3 000 000
Total crédits bancaires locaux	331 000 000				225 517 992
CREDITS BANCAIRES ETRANGERS					
BAD 5MDT(2013)	4 996 434	4,72%	Semestriellement (2016-2023)	9 ANS AVEC 3 ANS DE GRACE	3 568 882
BAD 1MDT(2014)	1 000 000	4,72%	Semestriellement (2016-2023)	9 ANS AVEC 3 ANS DE GRACE	857 143
BAD 3 MDT (2016)	3 000 000	4,20%	Semestriellement (2019-2026)	11 ANS AVEC 3 ANS DE GRACE	3 000 000
BIRD 1MDT(2015)	1 000 000	TMM+1,75%	Semestriellement (2019-2026)	12 ANS AVEC 3 ANS DE GRACE	1 000 000
BIRD 5MDT(2015)	5 000 000	TMM+1,75%	Semestriellement (2019-2026)	12 ANS AVEC 3 ANS DE GRACE	5 000 000
BIRD 6MDT(2015)	6 000 000	TMM+1,75%	Semestriellement (2019-2026)	12 ANS AVEC 3 ANS DE GRACE	6 000 000
BIRD 8 MDT (2016)	8 000 000	TMM+1,75%	Semestriellement (2019-2026)	12 ANS AVEC 3 ANS DE GRACE	8 000 000
Total crédits bancaires étrangers	28 996 434				27 426 025
Total	359 996 434				252 944 017

4.5.10.3 Encours des certificats de dépôt et certificats de leasing contractés par Hannibal Lease au 30/06/2018

SOUSCRIPTEURS	Montants	Échéance	Encours 30/06/2018
Certificat de leasing			
Certificats de leasing Baraka Bank (Taux : TMM+2,75)	35 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	35 000 000
Certificats de leasing Baraka Bank (Taux : TMM+3)	30 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	30 000 000
Certificats de leasing Zitouna Bank (Taux Fixe)	30 000 000	Renouvelable tous les 3 mois sur 3 ans	30 000 000
Certificats de Leasing ATTAKAFULIA	500 000	02/07/2018	500 000
Certificats de Leasing WIFAK	5 000 000	25/07/2018	5 000 000
Total certificat de leasing	100 500 000		100 500 000
Certificats de dépôt			
FIDELITY OBL SICAV NON AVALISE	2 000 000	26/07/2018	2 000 000
FIDELITY OBL SICAV NON AVALISE	1 000 000	10/09/2018	1 000 000
FIDELITY OBL SICAV NON AVALISE	1 000 000	09/09/2018	1 000 000
ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	3 000 000	03/07/2018	3 000 000
ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	500 000	16/08/2018	500 000
ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	500 000	05/07/2018	500 000
ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	1 000 000	25/09/2018	1 000 000
ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	1 000 000	02/08/2018	1 000 000
ATTIJARI SICAR	1 000 000	21/08/2018	1 000 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	1 000 000	08/07/2018	1 000 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	500 000	10/07/2018	500 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	500 000	12/07/2018	500 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	500 000	17/07/2018	500 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	500 000	19/07/2018	500 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	500 000	25/07/2018	500 000

IMMOBILIERE AL KADRIA	1 000 000	26/07/2018	1 000 000
IMMOBILIERE AL KADRIA	500 000	10/07/2018	500 000
LES BATIMENTS MODERNES	500 000	16/07/2018	500 000
LES BATIMENTS MODERNES	1 000 000	22/07/2018	1 000 000
Mr, ABDELKADER ESSEGHAIER	2 000 000	08/07/2018	2 000 000
Mr, ABDELKADER ESSEGHAIER	1 000 000	16/07/2018	1 000 000
ARTOIS CONFECTION TUNISIE	500 000	03/07/2018	500 000
LA FINANCIERE TUNISIENNE	500 000	03/07/2018	500 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	1 000 000	13/07/2018	1 000 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	1 500 000	14/07/2018	1 500 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	1 500 000	15/07/2018	1 500 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	1 000 000	17/07/2018	1 000 000
IMMOBILIERE ECHARIFA	1 000 000	26/07/2018	1 000 000
EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT	500 000	07/07/2018	500 000
EURO-MED ETUDES ET INVESTISSEMENT	1 000 000	13/07/2018	1 000 000
PRYM FASHION TUNISIE	1 000 000	14/07/2018	1 000 000
ECLAIR PRYM TUNISIE	500 000	20/07/2018	500 000
STE NIDA	500 000	09/07/2018	500 000
STE INVESMENT TRUST TUNISIA	500 000	27/07/2018	500 000
LE BUREAU UNIFIE AUTOMOBILE TUNISIEN(BUAT)	1 500 000	18/09/2018	1 500 000
LE BUREAU UNIFIE AUTOMOBILE TUNISIEN(BUAT)	1 000 000	02/07/2018	1 000 000
LE BUREAU UNIFIE AUTOMOBILE TUNISIEN(BUAT)	1 000 000	18/12/2018	1 000 000
LE BUREAU UNIFIE AUTOMOBILE TUNISIEN(BUAT)	1 000 000	21/12/2018	1 000 000
LE BUREAU UNIFIE AUTOMOBILE TUNISIEN(BUAT)	1 000 000	07/07/2018	1 000 000
STE PARTNER INVESTMENT	5 000 000	09/07/2018	5 000 000
STE PARTNER INVESTMENT	5 000 000	18/07/2018	5 000 000
STE PARTNER INVESTMENT	3 000 000	28/10/2018	3 000 000
STE CARTHAGO SANITAIRE	5 000 000	24/07/2018	5 000 000
TUNISIE DEVELOPPEMENT SICAR	5 000 000	28/07/2018	5 000 000
TUNISIE DEVELOPPEMENT SICAR	4 000 000	09/07/2018	4 000 000
TUNISO EMIRATIE SICAV	1 000 000	24/08/2018	1 000 000
TUNISO EMIRATIE SICAV	2 000 000	23/07/2018	2 000 000
INTERNATIONAL OBLIGATAIRE SICAV	1 500 000	28/08/2018	1 500 000
INTERNATIONAL OBLIGATAIRE SICAV	500 000	10/07/2018	500 000
INTERNATIONAL OBLIGATAIRE SICAV	1 000 000	16/07/2018	1 000 000
INTERNATIONAL OBLIGATAIRE SICAV	1 000 000	19/07/2018	1 000 000
INTERNATIONAL OBLIGATAIRE SICAV	500 000	31/07/2018	500 000
RIDHA RAFRAFI	1 000 000	15/11/2018	1 000 000
CAPITALEASE SEED FUND 2	500 000	05/07/2018	500 000
POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	2 000 000	09/07/2018	2 000 000
SICAV BHO	2 000 000	09/07/2018	2 000 000
FCP SMART EQUITY 2	500 000	06/09/2018	500 000
CD CDC	10 000 000	25/08/2018	10 000 000
Total Certificats de dépôt	87 500 000		87 500 000

Total	188 000 000		188 000 000
--------------	--------------------	--	--------------------

4.5.10. Soldes intermédiaires de gestion comparés au 30 juin 2018

(En Dinars)

SCHEMA DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

(exprimé en dinars)

PRODUITS				CHARGES				SOLDES			
	30 Juin		Décembre		30 Juin		Décembre		30 Juin		Décembre
	2018	2017	2017		2018	2017	2017		2018	2017	2017
Intérêts de leasing	39 763 280	31 203 753	66 738 625	Intérêts et charges assimilés	28 487 254	20 006 959	44 095 868				
Intérêts de retard	620 211	307 036	867 800								
Variation des produits réservés	(265 090)	(258 848)	(274 147)								
Produits accessoires	1 294 767	1 107 273	2 287 162								
Autres produits d'exploitation	15 698	14 951	30 266								
Intérêts et produits assimilés de leasing	41 428 866	32 374 166	69 649 706	Total des intérêts et charges assimilés	28 487 254	20 006 959	44 095 868	Marge commerciale (PNB)	12 941 612	12 367 206	25 553 838
Marge commerciale (PNB)	12 941 612	12 367 206	25 553 838	Autres charges d'exploitation	2 054 177	1 819 151	3 579 811				
Produits des placements	205 505	237 399	184 389	Charges de personnel	3 887 598	3 291 700	7 047 593				
Sous total	13 147 118	12 604 605	25 738 226	Sous total	5 941 775	5 110 851	10 627 403	Excédent brut d'exploitation	7 205 342	7 493 754	15 110 823
Excédent brut d'exploitation	7 205 342	7 493 754	15 110 823	Dotations aux amortissements et aux résorptions	292 251	261 323	596 503				
Reprises sur agios & provisions :				Dotations aux provisions :							
- Suite au recouvrement des créances	1 092 345	1 092 345	1 394 633	- Pour dépréciation des créances	2 119 829	2 500 281	3 826 908				
- Sur les actions cotées	7 526	26 570	102 371	- Des autres actifs	1 414	24 000	71 881				
				- Pour dépréciation des titres	59 484	67 854	96 540				
				- Additionnelles	26 484	-	-				
				- Collectives	100 000	200 000	430 000				
				- Pour risques et charges	161 097	342 429	75 000				
				- Pour Valeurs immobilisées	-	26 900	-				
Autres produits ordinaires	134	59	81	Autres pertes ordinaires	614	41 193	437 315				
				Impôts sur les bénéfices	1 415 461	1 029 646	2 296 801				
				Contribution sociale de solidarité	40 442	-	-				
Sous total	8 305 347	8 612 727	16 607 908	Sous total	4 217 075	4 493 626	7 830 948	Résultat des activités ordinaires	4 088 272	4 119 101	8 776 960
Résultat des activités ordinaires	4 088 272	4 119 101	8 776 960	Contribution conjoncturelle	161 767	-	574 200				
Sous total	4 088 272	4 119 101	8 776 960	Sous total	161 767	-	574 200	Résultat net	3 926 505	4 119 101	8 202 760

4.5.11. Tableau de mouvement des capitaux propres au 30/06/2018

	Capital social	Réserve légale	Réserve spéciale pour réinvestissement	Prime d'émission	Réserves pour Fonds social	Résultats reportés	Actions propres	Complément d'apport	Résultat de l'exercice	En Dinars Total
Solde au 31 décembre 2016	28 700 000	1 541 814	3 487 979	8 830 000	-	4 846 306	(398 915)	11 688	7 068 169	54 087 039
Affectations approuvées par l'A.G.O du 17 Mai 2017		595 724			150 000	6 322 445			(7 068 169)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2016						(3 157 000)				(3 157 000)
Rachat d'actions propres							(788 631)			(788 631)
Encaissement de dividendes sur actions propres						35 750				35 750
Cession d'actions propres							599 337	(9 295)		590 042
Résultat de la période close le 30 Juin 2017									4 119 101	4 119 101
Solde au 30 Juin 2017	28 700 000	2 137 538	3 487 979	8 830 000	150 000	8 047 500	(588 209)	2 392	4 119 101	54 886 302
Reprise résultat de la période close le 30 Juin 2017									(4 119 101)	(4 119 101)
Augmentation du capital décidée par l'AGE du 17 Mai 2017	11 480 000			5 166 000		(2 870 000)				13 776 000
Rachat d'actions propres							(244 523)	5 750		(238 773)
Résultat de l'exercice 2017									8 202 760	8 202 760
Solde au 31 Décembre 2017	40 180 000	2 137 538	3 487 979	13 996 000	150 000	5 177 500	(832 732)	8 142	8 202 760	72 507 187
Affectations approuvées par l'A.G.O du 30 Avril 2018		669 013			150 000	7 383 747			(8 202 760)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2017						(4 018 000)				(4 018 000)
Rachat d'actions propres							(192 048)			(192 048)
Encaissement de dividendes sur actions propres						62 358				62 358
Cession d'actions propres						(6 462)	718 979	(8 142)		704 375
Résultat de la période close le 30 Juin 2018									3 926 505	3 926 505
Solde au 30 Juin 2018	40 180 000	2 806 551	3 487 979	13 996 000	300 000	8 599 143	(305 801)	-	3 926 505	72 990 376

4.5.12. Evolution du revenu de leasing et du résultat d'exploitation

En DT	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Revenus de leasing	41 413 168	32 359 215	69 619 440
Résultat d'exploitation	5 544 655	5 189 881	11 510 996
Capital social	40 180 000	28 700 000	40 180 000
Nombre d'actions	8 036 000	5 740 000	8 036 000
Revenus de leasing par action	5,153	5,637	8,663
Résultat d'exploitation par action	0,690	0,904	1,432

4.5.13. Evolution du résultat net

En DT	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Résultat des activités ordinaires avant impôt	5 544 175	5 148 747	11 073 761
Résultat net d'impôt	3 926 505	4 119 101	8 202 760
Capital social	40 180 000	28 700 000	40 180 000
Nombre d'actions	8 036 000	5 740 000	8 036 000
Résultat des activités ordinaires avant impôt par action	0,690	0,897	1,378
Résultat net d'impôt par action	0,489	0,718	1,021
Résultat des activités ordinaires avant impôt / Capital social	13,80%	17,94%	27,56%
Résultat net d'impôt / Capital social	9,77%	14,35%	20,42%

4.5.14. Evolution de la marge brute d'autofinancement

En DT	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Résultat net de l'exercice	3 926 505	4 119 101	8 202 760
Dotations aux amortissements	292 251	261 323	596 503
Dotations nettes aux provisions	1 368 437	2 042 550	3 003 325
Marge brute d'autofinancement	5 587 193	6 422 974	11 802 588

4.5.15. Indicateurs et ratios de gestion

a- Les indicateurs de gestion

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Indicateurs de gestion en DT			
Résultat de la période (1)	3 926 505	4 119 101	8 202 760
Créances sur la clientèle + Portefeuille titre commercial + Portefeuille d'investissement	885 538 169	703 365 476	820 470 014
Engagement (2) (Bilan et Hors bilan)	942 328 664	764 310 053	878 369 331
Fonds propres (avant résultat net) (3)	69 063 871	50 767 201	64 304 427
Capitaux propres avant affectation	72 990 376	54 886 302	72 507 187
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	875 019 105	692 768 076	809 907 969
Créance classées (4)	42 060 633	36 936 571	33 866 704
Produits réservés (5)	1 960 617	1 680 228	1 695 527
Total provisions (6)	23 822 034	21 743 727	22 768 066
Emprunts et ressources spéciales (7)	706 525 541	573 537 363	610 356 838
Dettes envers la clientèle	7 867 608	7 138 407	8 524 277
Total bilan	926 337 282	753 900 607	852 730 750
Charges de personnel	3 887 598	3 291 700	7 047 593
Dotations nettes aux provisions	1 368 437	2 042 550	3 003 325
Intérêts et produits assimilés de leasing	41 413 168	32 359 215	69 619 440
Charges financières (8)	28 487 254	20 006 959	44 095 868
Total charges d'exploitation (hors dotation aux provisions sur créances)	6 234 026	5 372 174	11 223 906
Produits nets	13 147 118	12 604 605	25 738 226
Provisions nettes	1 368 537	2 042 550	3 003 325

b- Les ratios de gestion

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Ratios propres aux sociétés de leasing			
Fonds propres / Engagements (3)/(2)	7,33%	6,64%	7,32%
Rentabilité de fonds propres (1)/(3)	5,69%	8,11%	12,76%
Taux de créance classées(4)/(2)	4,46%	4,83%	3,86%
Ratio de couverture de créances classées (5)+(6)/(4)	61,30%	63,42%	72,23%
Créances classées/Créances sur la clientèle + Portefeuille titre commercial + Porte feuille d'investissement	4,75%	5,25%	4,13%
Ratio de gestion			
Charges de personnel/ produits nets	29,57%	26,12%	27,38%
Produits nets/ Capitaux propres avant résultat	19,04%	24,83%	40,03%
Coefficient d'exploitation (Total des charges d'exploitation/Produits nets)	47,42%	42,62%	43,61%
Dotations nettes aux provisions/ produits nets	10,41%	16,20%	11,67%
Ratio de structure			
Total des capitaux propres avant résultat/ Total bilan	7,46%	6,73%	7,54%
Emprunts et ressources spéciales/Total bilan	76,27%	76,08%	71,58%
Créances sur clientèle, opérations de leasing/ Total bilan	94,46%	91,89%	94,98%
(Emprunts et ressources spéciales + dettes envers la clientèle)/Créances sur clientèle, opérations de leasing	81,64%	83,82%	76,41%
Ratio de rentabilité			
ROE (Résultat net/ Capitaux propres avant résultat net)	5,69%	8,11%	12,76%
ROA (Résultat net/ Total bilan)	0,42%	0,55%	0,96%
Résultat net/ Produits nets	29,87%	32,68%	31,87%
Intérêts et produits assimilés de leasing/Créances sur la clientèle	4,73%	4,67%	8,60%
Produits nets/ Total bilan	1,42%	1,67%	3,02%

4.6. Comportement boursier de l'action Hannibal Lease du 02/01/2018 au 22/09/2018

Indicateurs boursiers

Date d'introduction à la cote : 04 Juillet 2013

Valeur Nominale : 5 DT

Cours d'introduction : 9,5 DT

Capitalisation boursière (au 21/09/2018) : 65,092 MDT

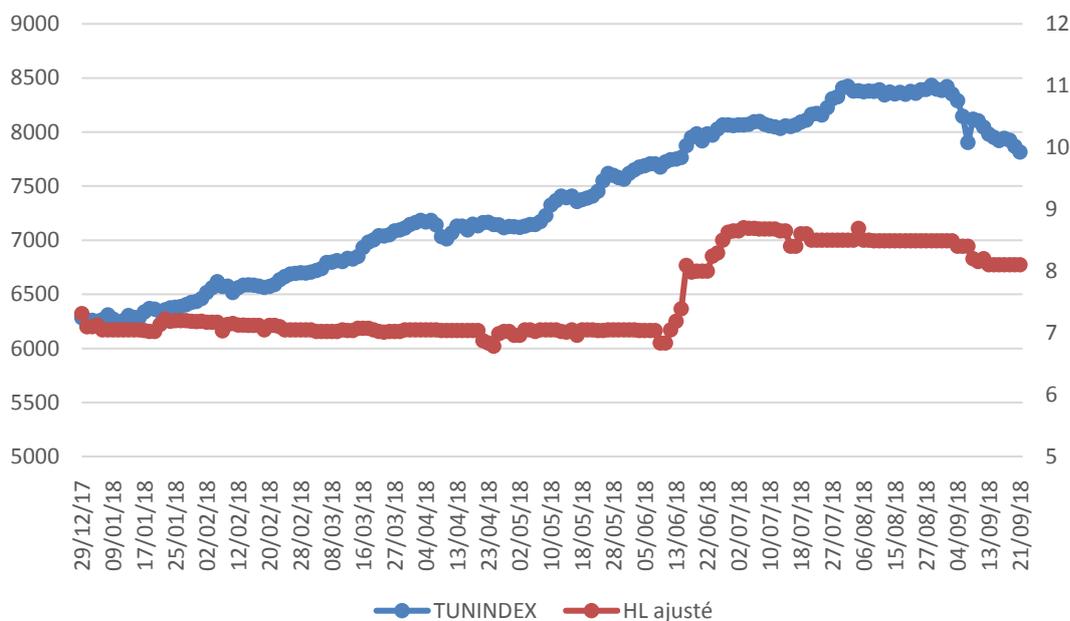
Cours plus haut ajusté : 8,7 DT

Cours plus bas ajusté : 6,782 DT

Dividend Yield (en %) : 6,173%

PER (2017) : 8,710

Evolution du comportement boursier du titre
Hannibal Lease entre le 02/01/2018 et 22/09/2018



Sur la période allant du 02/01/2018 au 21/09/2018, le titre Hannibal Lease a réalisé une performance positive de (10,79%) à un niveau de cours de 8,10 DT au 21/09/2018 contre une performance de 24,41% pour le TUNINDEX.

Chapitre 5 : Organes d'Administration, de Direction et de Contrôle des Comptes

5.1 Conseil d'Administration

5.1.1 Membres des organes d'administration

Membres	Représenté par	Qualité	Mandat	Adresse
M Hédi DJILANI*	Lui-même	Président	2018-2020	Tunis
M Abderrazak BEN AMMAR*	Lui-même	Membre	2018-2020	Tunis
La Financière Tunisienne*	Mr. Abdelkader ESSGHAIER	Membre	2018-2020	Tunis
United Gulf Bank, UGB*	Mr. Mohamed Salah FRAD	Membre	2018-2020	Tunis
Tunis International Bank, TIB*	Mr. Mohamed FKIH	Membre	2018-2020	Tunis
Investment Trust Tunisia*	Mr. Hatem BEN AMMEUR	Membre	2018-2020	Tunis
	Mme Dadou Hedia DJILANI	Membre	2018-2020	Tunis
Mutuelle Assurances de l'Enseignement*	Mme Myriam BEN ABDENNEBI	Membre	2018-2020	Tunis
Caisse Tunisienne D'Assurances Mutuelles Agricoles - CTAMA*	M Lamjed BOUKHRIS**	Membre	2018-2020	Tunis
M Zouheir BESBES**'	Représentant des actionnaires minoritaires	Membre	2018-2020	Tunis
M Abdessatar KRIMI**'	Lui-même	Membre	2018-2020	
M Mohamed BERRAIES**'	Lui-même		2018-2020	

* Mandat renouvelé lors de l'AGO du 30 Avril 2018

**Administrateur nommé par l'AGO du 30 Avril 2018

' Administrateurs indépendants

" Administrateur représentant des actionnaires minoritaires élu par les actionnaires minoritaires lors de l'AGO du 30 Avril 2018

5.1.2 Fonctions des membres et des organes d'administration et de direction dans la société

Membres	Qualité	Mandat	Adresse
M Hédi DJILANI*	Président du conseil d'administration	2018-2020	Tunis
Mr. Mohamed-Hechmi DJILANI*	DG	2018-2020	Tunis
Mr Rafik MOALLA*	DGA	2018-2020	Tunis

*Nommés par le conseil d'administration du 30/04/2018

Il est à signaler que :

M Abdessatar KRIMI, La Financière Tunisienne représentée par M Abdelkader ESSEGHAIER et M Zouhaier BESBES sont membres du comité d'audit.

M Mohamed BERRAIES, Investment Trust Tunisia SA représentée par M Hatem BEN AMMEUR, La Mutuelle Assurances de l'Enseignement MAE représentée par Mme Myriam BEN ABDENNEBI et United Gulf Bank « UGB » représentée par M Mohamed Salah FRAD sont membres du comité des risques.

M Hédi DJILANI, M Zouheir BESBES et M Abderrazak BEN AMMAR sont membres du comité de stratégie, des nominations et des rémunérations

5.1.3 Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années par les membres des organes d'administration et de direction

Membres	Activité exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années
M Mohamed-Hechmi DJILANI	DGA des sociétés : Confection Ras Jebel, Finances et Investissements, CRJ construction, La Générale de Distribution, Amilcar Holding et PDG de la société : Investment Trust Tunisia
M Hédi DJILANI	PDG des Sociétés : Financière Tunisienne, Confection Ras Jebel, Finances et Investissements, CRJ construction, La Générale de Distribution, MTEI, Amilcar Holding
M Abdelkader ESSGHAIER	DGA des sociétés : Financière Tunisienne Tunisienne, Représentation internationale. PDG des sociétés : Immobilière Echarifa, Immobilière Kadiria, Les bâtiments modernes.
M Abderrazak BEN AMMAR	Gérant des sociétés : Hermès Conseil Sarl et Sables de Centre Sarl.
M Mohamed Salah Frad	Directeur général de United Gulf Financial Services – NorthAfrica
M Mohamed FKIH	Directeur général de Tunis International Bank
M Hatem BEN AMMEUR	Directeur financier de Investment Trust Tunisia
Mme Dadou Hedia DJILANI	Directeur à Investment Trust Tunisia
M Abdessatar KRIMI	Directeur des Risques à la STEG
M Mohamed BERRAIES	Directeur de l'Audit Interne à la BNA
Mme Myriam BEN ABDENNEBI	Directeur Financier à la MAE
M Zouheir BESBES	Administrateur à la STB
M Rafik MOALLA	Président du Conseil d'Administration de NIDA SA et PDG d'Amilcar LLD

Il est à signaler que l'examen du rapport de contrôle interne relatif à l'exercice 2017 a fait ressortir que Les dispositions de l'article 58 de La loi n°2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et établissements financiers ne sont pas encore respectées, concernant l'impossibilité pour le DG et pour le DGA d'un établissement financier d'exercer la fonction de dirigeant d'une entreprise économique. Toutefois, la société s'engage à se conformer à la réglementation en vigueur.

5.1.4 Mandats des membres des organes d'administration et de direction les plus significatifs dans d'autres sociétés

Membres	Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés
M Mohamed-Hechmi DJILANI	Administrateur dans les sociétés : Investment Trust Tunisia, Financière Tunisienne, CRJ, WIC, MIC, FIC, LGD, Immobilière Echarifa
M Hédi DJILANI	Administrateur dans les sociétés : Investment Trust Tunisia, Financière Tunisienne, CRJ, WIC, MIC, FIC, LGD, Immobilière Echarifa
M Abdelkader ESSGHAIER	Administrateur dans les sociétés : Investment Trust Tunisia, Financière Tunisienne, CRJ, WIC, MIC, FIC, LGD, Immobilière Echarifa
M Abderrazak BEN AMMAR	Tuninvest SICAR, GABESINVEST SICAR, TUNISIE VALEUR, TUNISIE SICAV, SICAV PLUS
M Mohamed Salah FRAD	Administrateur dans la Mutuelle Assurance de l'Enseignement
M Mohamed FKIH	Vice-président du Conseil d'Administration et Administrateur Délégué de Tunis International Bank, Président du CA de SACEM industries, Président du CA de UGFS industries, Président du comité d'audit de « Ooredoo », Administrateur de Gulf Bank Algérie, Alger
M Hatem BEN AMMEUR	Néant
Mme Dadou Hedia DJILANI	Néant
M Abdessatar KRIMI	Néant
M Mohamed BERRAIES	Administrateur à la STUSID Bank
Mme Myriam BEN ABDENNEBI	Néant
M Zouheir BESBES	Administrateur de la STB
M Rafik MOALLA	Président Directeur Général de la société Amilcar LLD

5.1.5 Fonctions des représentants permanents des personnes morales administrateurs dans la société qu'ils représentent

Membre	Représentant permanent	Fonction au sein de la société qu'il représente
La Financière Tunisienne	Mr. Abdelkader ESSGHAIER	Directeur Général Adjoint
United Gulf Bank, UGB	Mr. Mohamed Salah FRAD	Néant *
Tunis International Bank, TIB	Mr. Mohamed FKIH	Directeur Général
Investment Trust Tunisia	Mr. Hatem BEN AMMEUR	Directeur Financier
Investment Trust Tunisia	Mme Dadou Hedia DJILANI	Directeur
Mutuelle Assurances de l'Enseignement	Mme Myriam BEN ABDENNEBI	Directeur Financier

* : M Mohamed Salah FRAD est Directeur Général de « United Gulf Financial Services North Africa », mais n'occupe aucune fonction au sein de la « United Gulf Bank », UGB.

5.2 Intérêts des dirigeants dans la société pour l'exercice 2017

5.2.1 Rémunérations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice 2017

Les obligations et engagements de la société Hannibal Lease envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017, sont détaillés au niveau du tableau ci-après :

	PDG		DGA		Membres du CA, du CPAI et du comité des Risques	
	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017	Charge de l'exercice	Passif au 31-12-2017
Avantages à court terme	352 980	1 819	366 920	73 805	112 500	112 500
Rémunérations brutes	290 000		254 052	49 052		
Charges sociales	7 177	1 819	64 748	24 753		
Assurances	55 803		48 121			
Jetons de présence et autres	-	-	-	-	112 500	112 500
Avantages postérieurs à l'emploi (1)	-	-	10 255	-	-	-
	352 980	1 819	377 175	73 805	112 500	112 500

(1) Le directeur général adjoint bénéficie, en cas de départ à la retraite et à l'instar de tout le personnel, d'une indemnité équivalente à 6 mois de salaires conformément à la convention sectorielle. Cet engagement est couvert par une police d'assurance.

Par ailleurs, Monsieur Rafik MOALLA assure la fonction de Président Directeur Général de la filiale « Amilcar Location Longue Durée », qui lui sert à ce titre une rémunération brute annuelle de 30.000 DT.

**Il est à signaler que l'examen du rapport de contrôle interne relatif à l'exercice 2017 a fait ressortir que les avantages en nature (Voitures de service dont l'utilisation aux besoins exclusifs du service ne peut être démontrée; Bons d'essence ;Prêt personnel non générateur d'intérêt) octroyés à certains membres du personnel ne sont pas soumis aux cotisations sociales et aux retenues fiscales, exposant ainsi la société à un redressement fiscal et social.
La société Hannibal Lease s'engage à régulariser cette situation.**

5.2.2 Prêts et garanties accordées en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2017

Néant.

5.3. Contrôle

Commissaires aux comptes	Adresse	Mandat
Cabinet F.M.B.Z – KPMG TUNISIE : Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par M Moncef BOUSSANNOUGUA ZAMMOURI	Les jardins du lac B.P n° 317 Publiposte rue lac Echkel Les Berges du lac 1053 Tunis. Tél: 71 194 344 Fax : 71 281 477	2018-2020*
FINOR : Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par M Mustapha MEDHIOUB	Immeuble International City Center - Tour des bureaux Centre Urbain Nord - 1082 Tunis. Tel : 70 728 450 Fax : 70 728 405	2016-2018**

*Nommé par l'AGO du 30 Avril 2018

** Mandat renouvelé par l'AGO du 01 Juin 2016

5.4. Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres des organes d'administration et de direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du Conseil d'Administration ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital

5.4. 1. Prêts octroyés et crédits reçus

▪ Prêts octroyés :

Néant.

▪ Crédits reçus :

HL a réalisé, en 2016, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Abdelkader ESSEGHAIER, administrateur de votre société, pour un montant global de 3.000.000 DT, durant la période allant du 13 décembre 2016 au 22 janvier 2017, au taux facial de 7,25%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 8.408 DT.

HL a réalisé, en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Abdelkader ESSEGHAIER, administrateur de votre société, pour un montant global de 36.500.000 DT, durant la période allant du 12 janvier 2017 au 17 janvier 2018, à des taux variant entre 7,25% et 7,5%.

Le montant des intérêts supportés à ce titre en 2017, s'élève à 213.077 DT.

L'encours des certificats de dépôt s'élève, au 31 décembre 2017, à 3.000.000 DT.

5.4.2. Apport en capital

Néant.

5.4.3. Dividendes et autres rémunérations distribuées par Hannibal Lease et encaissés par les autres parties liées en DT

Actionnaires	Dividende par action 2017	Nombre d'actions	Dividendes 2017
Investment Trust Tunisia S.A.	0,5	2 200 789	1 100 394
Financière Tunisienne S.A.	0,5	1 130 152	565 076
United Gulf Bank	0,5	896 000	448 000
Tunis International Bank TIB	0,5	224 000	112 000
CTAMA	0,5	631 381	315 691
Mutuelle Assurance de l'Enseignement	0,5	443 046	221 523
M Hédi Djilani	0,5	29 798	14 899
M Abderrazak Ben Ammar	0,5	20 000	10 000
M Mohamed-Hechmi Djilani	0,5	42 608	21 304
M Zouhaier BESBES	0,5	2 325	1 163
M Rafik MOALLA	0,5	25 676	12 838
Total	0,5	5 645 775	2 822 887

L'Assemblée Générale Ordinaire du 30/04/2018 a décidé d'allouer au Conseil d'Administration à titre de jetons de présence pour l'exercice 2017 un montant net de 90.000 Dinars.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 30/04/2018 a fixé la rémunération des membres du Comité d'Audit et les membres du Comité des Risques pour l'exercice 2018 à un montant global net de 20.000 Dinars par comité.

5.4.4. Prestations de services reçus ou données

- **Données** : Néant
- **Reçues** :

Le conseil d'administration réuni le 8 mars 2017, a autorisé la convention d'assistance et de conseil conclue avec la société « HERMES CONSEIL » dirigée par Mr Abderrazak BEN AMMAR, administrateur de Hannibal Lease. Le niveau de rémunération annuelle rattachée à cette convention est plafonné à 50 000 dinars toutes taxes comprises.

La rémunération de cette société s'est élevée en 2017 à 31 944 dinars hors taxes, soit 35 779 dinars toutes taxes comprises.

Chapitre 6 – Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir

6.1 Evolution récente et orientation stratégique

6.1.1 Evolution récente 30/09/2018

Hannibal Lease affiche Au 30/09/2018, une régression de 20,21% des approbations par rapport à la même période de 2017 atteignant un montant de 402,62 MDT contre 504,57 MDT au 30/09/2017.

De même, les mises en forces ont enregistré une diminution de 19,12% comparés à la même période de 2017, passant ainsi de 375,13 MDT à 303,40 MDT 30/09/2018.

De plus, les produits nets de leasing ont diminué de 16,99% par rapport au 30/09/2017, passant de 18,13 MDT au 30/09/2017 à 15,05 MDT au 30/09/2018.

Quant au encours financiers, ils ont enregistré une progression de 15,24%, passant ainsi de 717,32 MDT au 30/09/2017 à 826,65 MDT au 30/09/2018.

INDICATEURS	Troisième Trimestre			Cumul			Exercice 2017*
	30/09/2018**	30/09/2017**	Variation	30/09/2018**	30/09/2017**	Variation	
Agriculture	12 313	15 971	-22,90%	45 128	50 073	-9,88%	71 729
BTP	5 843	39 286	-85,13%	75 613	120 914	-37,47%	157 515
Industrie	5 985	19 777	-69,74%	56 647	73 239	-22,65%	104 451
Tourisme	7 380	8 486	-13,04%	54 876	53 008	3,52%	73 853
Services	8 899	13 511	-34,14%	46 689	54 968	-15,06%	79 515
Commerce	14 117	27 822	-49,26%	82 356	97 733	-15,73%	141 928
Transport	3 416	18 032	-81,06%	41 316	54 640	-24,38%	68 385
Montant des Approbations	57 953	142 885	-59,44%	402 625	504 576	-20,21%	697 377
Agriculture	9 634	12 444	-22,58%	33 141	38 923	-14,86%	56 418
BTP	8 607	28 190	-69,47%	58 541	94 925	-38,33%	132 699
Industrie	13 106	11 198	17,04%	44 155	37 824	16,74%	70 324
Tourisme	8 632	8 781	-1,70%	46 704	42 913	8,83%	61 648
Services	9 169	14 079	-34,88%	36 671	45 842	-20,00%	65 628
Commerce	12 213	20 719	-41,05%	59 145	75 515	-21,68%	112 346
Transport	2 916	16 352	-82,16%	25 047	39 191	-36,09%	51 933
Montant des Mises en Force	64 278	111 764	-42,49%	303 404	375 134	-19,12%	550 996
Encours Financiers	-	-	-	826 653	717 319	15,24%	804 982
Total des Engagements	-	-	-	895 234	817 909	9,45%	878 369
Total des Engagements Classées	-	-	-	93 604	55 695	68,07%	33 867
Taux de créances classées	-	-	-	10,46%	6,81%	-	3,86%
Revenus Bruts de Leasing	107 149	88 065	21,67%	325 262	263 430	23,47%	373 375
Revenus Nets de Leasing	19 394	17 166	12,98%	61 112	49 288	23,99%	69 619
Produits Nets de Leasing	1 505	5 718	-73,68%	15 051	18 131	-16,99%	25 738
Total Charges d'exploitation	2 827	2 768	2,13%	8 919	8 134	9,65%	11 224
Structure des Ressources	-	-	-	680 293	593 963	14,53%	598 797
Emprunts Obligataires	-	-	-	255 989	231 571	10,54%	236 243
Autres Emprunts	-	-	-	424 304	362 392	17,08%	362 554
Trésorerie Nette	-	-	-	(44 989)	(15 613)	188,15%	- 10 990
Capitaux Propres	-	-	-	69 064	50 756	36,07%	68 489

(*) Chiffres définitifs et audités

(**) Chiffres non audités

Revenus Nets de Leasing : Intérêts sur créances de leasing + autres produits d'exploitation

Produits Nets de Leasing : Revenus nets de leasing + Autres produits d'exploitation + Produits des placements - Charges Financières

Charges d'exploitation : Charges de personnel + Dotations aux amortissements + Autres charges d'exploitation

Les Capitaux Propres au 31 décembre 2017 sont déterminés après affectation du résultat de 2017.

Les Capitaux Propres au 30 Septembre 2018 sont déterminés compte non tenu du résultat de la période diminués du solde des actions propres.

6.1.2 Orientation stratégique

La société Hannibal Lease, dans le souci de soutenir la croissance de ses encours dans un environnement très concurrentiel, espère recourir aux moyens de financement qui lui permettent une meilleure compétitivité. Ainsi La société prévoit :

▪ **Au niveau national :**

- Le développement du réseau commercial d'Hannibal Lease, par l'ouverture d'une deuxième agence à Sfax et d'une agence à Megrine (Décembre 2018) ;
- Avancement des travaux de construction du siège social aux Berges du Lac, Tunis : Livraison prévue en Mars 2019.

Cette stratégie de développement de la société, sur la prochaine période, reposera sur :

- Le perfectionnement de l'activité commerciale et des procédures de contrôle et de gestion ;
- La stabilisation de la part de marché ;
- La maîtrise du risque crédit ;
- La restructuration des ressources financières par le recours aux crédits à moyen terme et aux Emprunts Obligataires ;
- La réduction du coût des ressources financières par la renégociation des conditions des lignes de crédits ;
- L'amélioration du rating

▪ **Au niveau international :**

La stratégie d'Hannibal Lease à l'international prévoit la suspension de l'investissement d'Hannibal Lease en Afrique.

6.2 Perspectives d'avenir

Dans un environnement économique instable, accentué par la rareté des ressources financières, Hannibal Lease s'est fixé un objectif de préserver son encours de crédit en cherchant d'autres ressources financières à des taux fixe afin de se prémunir davantage du risque de taux et de maintenir une rentabilité acceptable.

6.2.1 Analyse des écarts enregistrés et des modifications effectuées par rapport aux prévisions relatives à l'exercice 2017

La confrontation des réalisations de l'exercice 2017 par rapport aux prévisions établies et publiées au niveau du document de référence « HL 2017 » a fait ressortir des écarts dont les plus significatifs sont les suivants :

Rubrique	Prévisions 2017 (A)	Réalisations 2017 (B)	Ecarts	Taux réalisation de (B)/(A)	Commentaires
Mises en force	430 000 000	550 996 069	120 996 069	128,14%	L'année 2017 a été une année exceptionnelle au niveau de l'activité commerciale d'Hannibal Lease caractérisé par une forte demande des clients conventionnels du secteur bancaire et des PME. Au cours du 4 ^{ème} trimestre, les opérateurs économiques ont anticipé l'augmentation des prix des véhicules prévus et ont sollicité les établissements de leasing pour le financement de leurs parcs de matériel roulant.
Portefeuille titres de placement	1 286 533	1 202 092	-84 441	93,44%	Cette variation est expliquée par la cession de titres SICAV
Portefeuille d'investissement	16 201 864	9 359 953	-6 841 911	57,77%	Cette variation est expliquée par la suspension de l'investissement d'Hannibal Lease en Afrique.
Emprunts et dettes rattachées	613 560 589	610 356 838	-3 203 751	99,48%	Cette variation est expliquée par une disponibilité de ressources moins importantes que prévu et un décalage d'encaissement de lignes de crédits.
Intérêts et produits de leasing	66 306 002	69 619 440	3 313 438	105,00%	Les intérêts et produits leasing ont connu une augmentation de 5% suite à l'augmentation du volume des mises en Forces.
Intérêts et charges assimilées	40 871 593	44 095 869	3 224 276	107,89%	Les intérêts et charges assimilés ont connu une augmentation suite à l'augmentation du Taux Directeur Par la Banque Centrale de Tunisie
Charges de personnel	6 800 000	7 047 593	247 593	103,64%	Les charges de Personnel ont connu une augmentation suite à l'application des augmentations salariales dictés au titre de 2016 et 2017.
Dotations aux provisions	3 517 452	2 862 275	-655 177	81,37%	Les provisions ont été moins importantes que prévus vu que le ratio des créances classées est en amélioration par rapport aux exercices précédents
Produit net	25 970 801	25 738 226	-232 574	99,10%	Le produit net est légèrement inférieur aux prévisions sanctionné par une augmentation des intérêts et charges assimilés plus importante que les intérêts et produits de leasing.

6.2.1.1 Mesure et analyse des performances réalisées au 30/09/2018 par rapport aux prévisions relatives à l'exercice 2018

Indicateurs d'activité (en DT)	Prévisions 2018	Réalisations au 30/09/2018 (*)	Taux de réalisation
Montant des Mises en Force	350 000 000	303 404 000	86,69%
Encours Financiers	790 748 792	826 653 000	104,54%
Total des Engagements	840 303 357	895 234 000	106,54%
Total des Engagements Classés	37 029 699	93 604 000	252,78%
Revenus Nets de Leasing	84 117 023	61 112 000	72,65%
Produits Nets de Leasing	23 389 977	15 051 000	64,35%
Total Charges d'exploitation	12 231 295	8 919 000	72,92%
Structure des Ressources	668 203 398	680 293 000	101,81%
Emprunts Obligataires	270 078 000	255 989 000	94,78%
Autres Emprunts	398 125 398	424 304 000	106,58%
Trésorerie Nette	1 181 451	(44 989 000)	-3807,94%
Capitaux Propres	69 369 673	69 064 000	99,56%

(*) Chiffres non audités

**6.2.1.2 Analyse des modifications
Mises en force (en Dinars)**

Mises en force	2018	2019	2020	2021	Commentaires
B.P "HL 2017"	475 000 000	525 000 000	580 000 000	640 000 000	Suite aux difficultés de refinancement et face à la rareté des ressources nécessaires, Hannibal Lease a jugé de réduire ses objectifs de mise en force afin de faire face à cette conjoncture.
B.P "HL 2018"	350 000 000	380 000 000	410 000 000	440 000 000	
Variation	-125 000 000	-145 000 000	-170 000 000	-200 000 000	

Créances sur la clientèle (en Dinars)

Créances sur la clientèle	2018	2019	2020	2021	Commentaires
B.P "HL 2017"	799 134 699	863 881 459	894 105 413	960 352 951	Hannibal Lease compte diminuer ses encours envers la clientèle afin de faire face à la conjoncture économique actuelle et par la même occasion renforcer ses ratios de fonds propres.
B.P "HL 2018"	793 729 007	780 202 986	767 819 339	757 796 537	
Variation	-5 405 692	-83 678 473	-126 286 074	-202 556 414	

Portefeuille d'investissement (en Dinars)

Portefeuille d'investissement	2018	2019	2020	2021	Commentaires
B.P "HL 2017"	18 201 864	22 522 857	24 822 857	27 322 857	Hannibal Lease a préféré ajourner son investissement en Afrique afin de ne pas s'exposer à de nouveaux risques impactant ses fonds propres
B.P "HL 2018"	11 859 953	13 689 553	16 189 553	18 689 553	
Variation	-6 341 911	-8 833 304	-8 633 304	-8 633 304	

Portefeuille titres de placement (en Dinars)

Portefeuille titres de placement	2018	2019	2020	2021	Commentaires
B.P "HL 2017"	1 286 533	1 286 533	1 286 533	1 286 533	Le portefeuille titres de placement a connu une diminution suite à la cession d'Hannibal Lease de Titres sur la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis
B.P "HL 2018"	1 159 111	1 159 111	1 159 111	1 159 111	
Variation	-127 422	-127 422	-127 422	-127 422	

Emprunts et dettes rattachées (en Dinars)

Emprunts et dettes rattachées	2018	2019	2020	2021	Commentaires
B.P "HL 2017"	692 976 132	734 164 161	744 156 657	794 935 020	Suite à la crise de liquidité que connaît le pays, Hannibal Lease a jugé prudent de corriger ses prévisions en termes de levée de fonds nécessaires au refinancement de son activité
B.P "HL 2018"	679 808 747	635 237 416	617 396 662	596 578 331	
Variation	-13 167 385	-98 926 745	-126 759 995	-198 356 689	

Intérêts et produits de leasing (en Dinars)

Intérêts et produits de leasing	2018	2019	2020	2021	Commentaires
B.P "HL 2017"	77 739 530	86 081 463	90 822 588	95 518 954	Les intérêts et produits de leasing ont été révisés à la baisse suite à la diminution des objectifs en terme Mises en Force
B.P "HL 2018"	84 117 023	85 052 484	88 027 233	90 526 451	
Variation	6 377 493	-1 028 979	-2 795 355	-4 992 503	

Intérêts et charges assimilées

Intérêts et charges assimilées	2018	2019	2020	2021	Commentaires
B.P "HL 2017"	48 676 567	53 324 794	55 001 541	57 027 223	Les intérêts et charges assimilées ont été révisés à la hausse suite au maintien d'un TMM de 7,75% à partir du mois d'octobre 2018
B.P "HL 2018"	60 966 386	59 510 823	58 283 771	57 558 843	
Variation	12 289 819	6 186 029	3 282 230	531 620	

Produit net (en Dinars)

Produit net	2018	2019	2020	2021	Commentaires
B.P "HL 2017"	29 635 559	33 580 645	37 064 340	39 722 779	Suite à la révision à la baisse des objectifs en termes de Mises en Force et à l'augmentation du Taux directeur projeté dans le Business Plan les Produits nets ont été corrigé en tenant compte de ces deux facteurs.
B.P "HL 2018"	23 389 977	25 898 594	30 064 149	33 323 795	
Variation	-6 245 582	-7 682 051	-7 000 191	-6 398 984	

6.2.2 Les prévisions sur la période (2018-2022)

Les perspectives d'avenir de la société Hannibal Lease pour la période 2018-2022 ont été établies sur la base des états financiers arrêtés au 31/12/2017 et ont été approuvées par le Conseil d'Administration du **28/09/2018**.

6.2.2.1 Hypothèses du compte de résultat prévisionnel

Les mises en forces :

L'évolution des Mises en Force de Hannibal Lease, entre 2017 et 2022, est détaillée dans le tableau ci-dessous :

En DT	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TCAM(*)
Mises en Force	550 996 069	350 000 000	380 000 000	410 000 000	440 000 000	470 000 000	-3,13%
Taux de croissance	41,95%	-36,48%	8,57%	7,89%	7,32%	6,82%	

Revenus nets de leasing

Les intérêts et produits assimilés de leasing prévus durant la période (2018-2022) se présentent comme suit :

En DT	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TCAM(*)
Revenus nets de Leasing	69 619 440	84 117 023	85 052 484	88 027 233	90 526 451	90 900 609	5,48%
Taux de croissance	-	20,82%	1,11%	3,50%	2,84%	0,41%	

Intérêts et produits assimilés de leasing enregistrent une croissance annuelle moyenne de 5,48% sur la période (2017-2022).

Autres produits d'exploitation

➤ Frais de dossier

Contrat Moyen : 86.513 Dinars
Frais de Dossier : 91,933 Dinars / Contrat
Taux de facturation : 100%

➤ Préloyers

Estimé à 0,042% du montant des MEF

➤ Intérêts de retard

	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de Rejet :	15,35%	15,50%	15,50%	15,50%	15,50%

Retard Moyen : 45 jours
Taux de comptabilisation : 83%
Taux d'intérêt : 12,80% de janvier à septembre 2018 et 15,00% à partir d'octobre 2018

(*) : Taux de Croissance Annuel Moyen

➤ **Frais de Rejet**

	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de Rejet :	15,35%	15,50%	15,50%	15,50%	15,50%

Encours Moyen / Contrats : 40.000 Dinars

Frais de Rejet : 26,310 Dinars

➤ **Produits Accessoires (Assurance)**

Prime Moyenne Assurance / Véhicule : 1.200 Dinars

Ristourne Hannibal Lease : 10%

Taux de recours à l'assurance convention : 16,0%

➤ **Produits Nets / Cession d'Immobilisation**

Estimé à 0,085% de l'encours global

	2018	2019	2020	2021	2022
Autres Produits d'Exploitation	3 620 758	3 877 905	4 016 794	4 156 837	4 276 429
<i>Evolution</i>	-0,98%	7,1%	3,58%	3,49%	2,88%
- Frais de dossier	371 491	402 942	434 935	466 928	498 920
<i>Evolution</i>	-54,2%	8,5%	7,9%	7,4%	6,9%
- Prélouer	147 734	160 397	173 060	185 723	198 385
<i>Evolution</i>	-36,5%	8,6%	7,9%	7,3%	6,8%
- Intérêts de retard	1 292 114	1 600 991	1 713 415	1 818 414	1 908 783
<i>Evolution</i>	10,6%	23,9%	7,0%	6,1%	5,0%
- Autres (Frais de rejet et produits accessoires)	1 002 950	961 355	946 674	937 071	924 021
<i>Evolution</i>	5,5%	-4,1%	-1,5%	-1,0%	-1,4%
- Produits d'Assurance	74 762	84 154	90 835	97 517	104 198
<i>Evolution</i>	-59,3%	12,6%	7,9%	7,4%	6,9%
- Produits nets sur cession d'immobilisations en leasing	731 707	668 066	657 875	651 184	642 122
<i>Evolution</i>	135,7%	-8,7%	-1,5%	-1,0%	-1,4%

Ressources à mobiliser

La société projette sur la période 2018/2022 de mobiliser des ressources de financement bancaires et obligataires. Le détail de ces ressources se présente comme suit :

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
CMT					
Encours des CMT début de période	198 054 215	222 125 398	206 726 540	183 459 567	160 723 092
CMT Additionnels	81 600 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Remboursements	-57 528 817	-65 398 858	-73 266 973	-72 736 475	-67 482 077
Encours des CMT fin de période	222 125 398	206 726 540	183 459 567	160 723 092	143 241 015

CMT Revolving

Encours des CMT Revolving début de période	30 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000
CMT Revolving Additionnels	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000
Remboursements	-90 000 000	-120 000 000	-120 000 000	-120 000 000	-120 000 000
Encours des CMT Revolving fin de période	60 000 000				

Emprunts Obligataires

Encours des E.O. début de période	236 243 000	270 078 000	278 916 000	279 096 000	282 019 000
E.O. Additionnels	75 770 000	60 000 000	60 000 000	70 000 000	60 000 000
Remboursements	-41 935 000	-51 162 000	-59 820 000	-67 077 000	-64 684 000
Encours des E.O. fin de période	270 078 000	278 916 000	279 096 000	282 019 000	277 335 000

Encours Global CMT & Emprunts Obligataires	552 203 398	545 642 540	522 555 567	502 742 092	480 576 015
---	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

Certificats de Dépôt et Certificats de Leasing

Encours des Certificats de Dépôt et Certificats de Leasing début de période	134 500 000	116 000 000	77 000 000	82 000 000	80 000 000
Encaissements de Certificats de Dépôt et de Certificats de Leasing	913 500 000	433 500 000	398 000 000	384 500 000	374 000 000
Remboursements de Certificats de Dépôt et de Certificats de Leasing	-932 000 000	-472 500 000	-393 000 000	-386 500 000	-369 000 000
Encours des Certificats de Dépôt et de Certificats de Leasing Fin de Période	116 000 000	77 000 000	82 000 000	80 000 000	85 000 000

Encours de la Dette	668 203 398	622 642 540	604 555 567	582 742 092	565 576 015
% Dette à CT	17,4%	12,4%	13,6%	13,7%	15,0%
% Dette à MT	82,6%	87,6%	86,4%	86,3%	85,0%

REFINANCEMENT

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
CMT	81 600 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
CMT Revolving	30 000 000	0	0	0	0
Emprunts Obligataires	75 770 000	60 000 000	60 000 000	70 000 000	60 000 000
Certificats de Dépôt et Certificats de Leasing	0	0	5 000 000	0	5 000 000
Total Ressources Financières Supplémentaires	187 370 000	110 000 000	115 000 000	120 000 000	115 000 000

Les charges financières

Les charges financières de Hannibal Lease, sur la période 2018-2022, tiennent compte des intérêts relatifs aux différents crédits en cours de remboursement et à contracter sur la période prévisionnelle. Les charges financières enregistreront une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 4,8%. Elles ont été estimées sur la base d'un TMM fixé à 7,5% en septembre 2018 et à 7.75% à partir d'octobre 2018.

Les conditions appliquées aux différents types de crédits se détaillent comme suit :

➤ Crédits à moyen terme bancaires

Taux : TMM + 2,5% et commissions : 0,5% flat.

➤ **Crédits à moyen terme revolving**

Montant : 60 Millions de Dinars

Taux : TMM + 1,75%

➤ **Emprunts obligataires**

Emprunt à taux fixe 5 ans (30%) - Taux 9,25%

Emprunt à taux fixe 7 ans (70%) - Taux 9,50%

Commissions : 0,675% flat

➤ **Certificats de Leasing et Certificats de Dépôt**

Certificats de Leasing et Certificats de Dépôt - Taux : 10% en Septembre 2018 et 10,50% à partir d'Octobre 2018.

Commissions : 0,50% flat

Le détail de ce poste se présente comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TCAM
Total charges financières	44 095 869	60 966 386	59 510 823	58 283 771	57 558 843	55 743 731	4,8%
<i>Evolution</i>	-	38,26%	-2,39%	-2,06%	-1,24%	-3,15%	

Les charges générales d'exploitation

L'évolution moyenne prévisionnelle des charges générales d'exploitation hors prévisions sur la période 2017-2022 serait de 8,68 %.

Les frais du personnel tiennent compte d'une augmentation annuelle moyenne de 8,53% expliquée par les augmentations légales annuelles de la masse salariale et de la variation des échelons des salariés existants.

Les autres charges d'exploitation enregistrent une croissance annuelle moyenne de 7,75% sur la période 2017-2022.

Les dotations aux amortissements tiennent compte de l'amortissement annuel des immobilisations existantes ainsi que les nouvelles acquisitions prévues à partir de 2018.

Les charges d'exploitation, sur la période 2017-2022, se présentent comme suit :

➤ **Charges de Personnel**

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TCAM
Charges Personnel	7 047 593	7 800 000	8 424 000	9 097 920	9 825 754	10 611 814	8,53%
<i>Evolution</i>		10,7%	8,0%	8,0%	8,0%	8,0%	

➤ **Autres charges d'exploitation**

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TCAM
Autres Charges Exploitation	3 579 811	3 700 000	4 000 000	4 400 000	4 800 000	5 200 000	7,75%
<i>Evolution</i>		3,4%	8,1%	10,0%	9,1%	8,3%	

➤ **Dotations aux amortissements :**

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TCAM(*)
Dotations aux amortissements	596 503	731 295	1 230 317	1 216 933	1 204 189	1 205 571	15,1%
<i>Evolution</i>		22,6%	68,2%	-1,1%	-1,0%	0,1%	

➤ **Dotations nettes aux provisions des créances sur la clientèle**

Hannibal Lease prévoit une maîtrise de taux de croissance des dotations nettes aux provisions et ce par l'augmentation des reprises de provisions sur ses créances classées à partir de 2018.

Les dotations nettes aux provisions des créances sur la clientèle, sur la période (2017-2022), se présentent comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TCAM(*)
Dotation nettes aux provisions (y compris provisions collectives)	2 862 275	2 372 246	2 723 816	3 069 015	3 034 532	3 016 438	1,05%
<i>Evolution</i>		-17,1%	14,8%	12,7%	-1,1%	-0,6%	-
Provisions constituées sur créances clientèle	22 768 067	25 029 224	27 612 541	30 327 698	33 177 246	35 996 633	9,6%
<i>Evolution</i>		9,9%	10,2%	9,9%	9,4%	8,5%	-

➤ **Evolution du Poste clients**

Sur la période 2017-2022, l'évolution du poste clients devrait traduire les efforts d'Hannibal Lease en matière de recouvrement des anciennes créances impayées ainsi que celles relatives aux nouveaux financements. L'évolution du poste clients, sur la période prévisionnelle, se présente comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TCAM(*)
Solde Clients fin de période	29 560 226	31 616 173	33 639 579	35 634 439	37 606 884	39 567 569	6,0%
<i>Evolution</i>		7,0%	6,4%	5,9%	5,5%	5,2%	

➤ **Evolution des créances classées**

Les procédures de recouvrement et contentieux mises en place par Hannibal Lease ainsi qu'une meilleure approche des risques au niveau du comité de crédit, favorisent la maîtrise des créances classées sur la période 2018-2022.

Hannibal Lease vise à maintenir un niveau des parts d'actifs classés inférieur à 5,8% sur la période 2018-2022. Le taux de couverture des actifs classés devrait atteindre 79,8% en 2022.

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	TCAM(*)
Total Engagements	878 369 331	840 303 357	861 782 760	856 693 128	853 939 858	855 272 038	-0,5%
dont créances classées	33 866 704	37 029 699	40 142 632	43 211 646	46 246 178	49 262 616	7,8%
Provisions + Agios (**)	24 463 593	27 024 751	29 918 068	32 963 225	36 152 772	39 312 160	10,0%
Ratio Créances Classées	3,9%	4,4%	4,7%	5,0%	5,4%	5,8%	-
Taux de couverture des actifs classés	72,2%	73,0%	74,5%	76,3%	78,2%	79,8%	-

(**) Sans tenir compte de la provision collective

(*) : taux de croissance annuel moyen

➤ **Le résultat et le report à nouveau**

L'évolution du résultat de l'exercice ainsi que celle du résultat reporté, sur la période 2017-2022, se présente comme suit :

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	TCAM (*)
Résultats reportés	5 177 500	8 599 144	8 061 840	8 989 174	10 983 357	13 992 115	22,0%
<i>Evolution</i>		66,1%	-6,2%	11,5%	22,2%	27,4%	
Résultats de l'exercice	8 202 760	6 060 398	6 599 481	8 662 183	10 078 558	10 759 458	5,6%
<i>Evolution</i>		-26,1%	8,9%	31,3%	16,4%	6,8%	

Les dividendes

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Nombre d'actions	8 036 000	8 036 000	8 036 000	8 036 000	8 036 000	8 036 000
Nominal de l'action	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000
Bénéfice de l'Exercice	8 202 760	6 060 398	6 599 481	8 662 183	10 078 558	10 759 458
Bénéfice de l'Exercice / Action	1,021	0,754	0,821	1,078	1,254	1,339
Dividendes à Distribuer	4 018 000	3 214 400	3 214 400	4 018 000	4 419 800	4 821 600
Taux de distribution	48,98%	53,04%	48,71%	46,39%	43,85%	44,81%
Dividende / Action	0,500	0,400	0,400	0,500	0,550	0,600
Dividende / Action rapporté au Nominal de l'action	10,00%	8,00%	8,00%	10,00%	11,00%	12,00%

6.2.2.2 Hypothèses du bilan prévisionnel

Créance sur la clientèle, opérations de leasing

Ce compte regroupe les engagements nets de la clientèle. L'évolution de ce compte sur la période du business plan est comme suit :

En DT	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	TCAM(*)
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	809 907 969	793 729 007	780 202 986	767 819 339	757 796 537	751 877 280	-1,48%
<i>Evolution</i>	-	-2,00%	-1,70%	-1,59%	-1,31%	-0,78%	

Portefeuille titre de placement et investissements

Cette rubrique représente les immobilisations financières de la société. Le portefeuille d'investissement connaîtra une évolution à partir de 2018 pour finir à 21,2 MDT en 2022.

L'évolution de ces deux rubriques est retracée dans le tableau ci-dessous :

En DT	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	TCAM(*)
Portefeuille-titres de placement	1 202 092	1 159 111	1 159 111	1 159 111	1 159 111	1 159 111	-0,73%
<i>Evolution Portefeuille-titres de placement</i>		-3,58%	-	-	-	-	
Portefeuille d'investissement	9 359 953	11 859 953	13 689 553	16 189 553	18 689 553	21 189 553	17,75%
<i>Evolution PF d'investissement</i>		26,71%	15,43%	18,26%	15,44%	13,38%	

(*) : taux de croissance annuel moyen

Les valeurs immobilisées

Ce sont les immobilisations propres à la société. Ces immobilisations évolueront comme suit :

En DT	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	TCAM(*)
Valeurs immobilisées	13 564 933	20 774 359	19 852 141	19 363 582	18 709 393	18 103 822	5,94%
<i>Evolution</i>		53,15%	-4,44%	-2,46%	-3,38%	-3,24%	

Les investissements

Hannibal Lease prévoit une enveloppe d'investissement de l'ordre de 10,0 MDT, sur la période 2018-2022, conformément au tableau suivant :

	2018	2019	2020	2021	2022
Immobilisations Incorporelles	32 428				
Immobilisations Corporelles	7 840 193	240 000	700 000	550 000	600 000
Terrain					
Immeubles	6 774 821				
Matériel de Transport	231 200	150 000	200 000	250 000	300 000
Matériel et Mobilier de Bureau	328 205	50 000	100 000	100 000	100 000
Matériel Informatique	385 967	40 000	400 000	200 000	200 000
Installations Générales	120 000				
Immobilisations en cours *	8 170 285				
Total Immobilisations Incorporelles et Corporelles	7 872 621	240 000	700 000	550 000	600 000

* Affectation des immobilisations en cours en Immeubles pour un montant de 8 170 285 Dinars au 31/12/2017

Investissements en immobilisations financières

Prises de participation pour dégrèvement fiscal : 2,5 Millions de Dinars par an de 2018 à 2022.

6.2.3 Les états financiers prévisionnels

Bilan prévisionnel

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
ACTIFS						
Liquidités et équivalents de liquidités	4 671 188	1 181 451	809 278	818 500	1 318 660	1 137 428
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	809 907 969	793 729 007	780 202 986	767 819 339	757 796 537	751 877 280
Portefeuille-titres de placement	1 202 092	1 159 111	1 159 111	1 159 111	1 159 111	1 159 111
Portefeuille d'investissement	9 359 953	11 859 953	13 689 553	16 189 553	18 689 553	21 189 553
Valeurs Immobilisées	13 564 933	20 774 359	19 852 141	19 363 582	18 709 393	18 103 822
Autres actifs	14 024 615	4 883 903	3 654 885	7 640 103	7 086 352	7 383 488
TOTAL DES ACTIFS	852 730 750	833 587 784	819 367 953	812 990 189	804 759 605	800 850 682
PASSIFS						
Concours bancaires	15 660 880	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	8 524 277	7 861 608	5 130 000	5 535 000	5 940 000	6 345 000
Emprunts et dettes rattachées	610 356 838	679 808 747	635 237 416	617 396 662	596 578 331	579 902 280
Fournisseurs et comptes rattachés	140 514 665	63 863 285	93 511 785	99 175 535	104 839 285	110 503 035
Autres passifs	5 166 904	6 624 072	6 673 600	6 620 057	7 078 496	7 437 216
TOTAL DES PASSIFS	780 223 563	758 157 713	740 552 801	728 727 254	714 436 112	704 187 531
CAPITAUX PROPRES						
Capital social	40 180 000	40 180 000	40 180 000	40 180 000	40 180 000	40 180 000
Réserves	5 775 516	6 594 529	9 977 831	12 435 578	15 085 578	17 735 578
Prime d'émission	13 996 000	13 996 000	13 996 000	13 996 000	13 996 000	13 996 000
Actions Propres	-832 733	0	0	0	0	0
Complément d'apport	8 143	0	0	0	0	0
Résultats reportés	5 177 500	8 599 144	8 061 840	8 989 174	10 983 357	13 992 115
Résultat de la période	8 202 760	6 060 398	6 599 481	8 662 183	10 078 558	10 759 458
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	72 507 187	75 430 071	78 815 152	84 262 935	90 323 493	96 663 151
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	852 730 750	833 587 784	819 367 953	812 990 189	804 759 605	800 850 682

Etat de résultat prévisionnel

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Intérêts et produits assimilés de leasing	69 619 440	84 117 023	85 052 484	88 027 233	90 526 451	90 900 609
Intérêts et charges assimilées	44 095 869	60 966 386	59 510 823	58 283 771	57 558 843	55 743 731
Produits des placements	184 389	207 944	323 967	286 072	319 841	345 641
Autres produits d'exploitation	30 266	31 397	32 966	34 615	36 345	38 163
PRODUIT NET	25 738 227	23 389 977	25 898 594	30 064 149	33 323 795	35 540 681
CHARGES D'EXPLOITATION						
Charges de personnel	7 047 593	7 800 000	8 424 000	9 097 920	9 825 754	10 611 814
Dotations aux amortissements	596 503	731 295	1 230 317	1 216 933	1 204 189	1 205 571
Autres charges d'exploitation	3 579 811	3 700 000	4 000 000	4 400 000	4 800 000	5 200 000
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	11 223 906	12 231 295	13 654 317	14 714 853	15 829 943	17 017 385
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS	14 514 320	11 158 682	12 244 277	15 349 296	17 493 853	18 523 296
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	2 862 275	2 372 246	2 723 816	3 069 015	3 034 532	3 016 438
Dotations aux provisions pour risques divers	141 050	351 959	300 000	300 000	300 000	300 000
RESULTAT D'EXPLOITATION	11 510 996	8 434 477	9 220 461	11 980 281	14 159 321	15 206 858
Autres pertes ordinaires	437 315	614	0	0	0	0
Autres gains ordinaires	81	134	0	0	0	0
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT	11 073 761	8 433 997	9 220 461	11 980 281	14 159 321	15 206 858
Impôts sur les bénéfices	2 296 801	2 307 666	2 548 175	3 225 929	3 967 408	4 323 861
Contribution sociale et solidaire	-	65 933	72 805	92 169	113 355	123 539
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT	8 776 960	6 060 398	6 599 481	8 662 183	10 078 558	10 759 458
Contribution conjoncturelle	574 200	-	-	-	-	-
RESULTAT NET DE LA PERIODE	8 202 760	6 060 398	6 599 481	8 662 183	10 078 558	10 759 458

Etats de flux de trésorerie prévisionnel

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Flux de trésorerie liés à l'exploitation						
Encaissements reçus des clients	448 102 048	516 337 792	549 979 745	591 981 962	628 266 882	659 508 325
Décaissements pour financement de contrats de leasing	-551 002 909	-486 416 202	-407 351 500	-465 836 250	-500 336 250	-534 836 250
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	-10 839 314	-12 416 593	-12 119 607	-13 256 781	-14 437 303	-15 671 704
Intérêts payés	-41 242 920	-59 228 144	-58 269 885	-57 840 041	-56 501 410	-55 204 099
Impôts et taxes payés	-3 669 680	-3 581 756	-22 123 498	-30 858 969	-27 965 804	-29 675 671
Restitution du crédit de TVA	19 723 440	0	0	0	0	0
Autres flux liés à l'exploitation	-1 672 405	1 505 533	357 429	320 674	355 520	384 045
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	-140 595 740	-43 799 369	50 472 685	24 510 595	29 381 634	24 504 646
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 937 844	-7 798 198	-240 000	-700 000	-550 000	-600 000
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	160 000	0	0	0	0	0
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	0	-2 500 000	-2 500 000	-2 500 000	-2 500 000	-2 500 000
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	0	0	670 400	0	0	0
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	-3 777 844	-10 298 198	-2 069 600	-3 200 000	-3 050 000	-3 100 000
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Encaissements suite à l'émission d'actions	13 776 000	0	0	0	0	0
Décaissements suite au rachat d'actions propres	-1 033 154	-192 048	0	0	0	0
Encaissements suite à la cession d'actions propres	595 791	1 010 176	0	0	0	0
Dividendes et autres distributions	-3 121 250	-3 955 601	-3 214 400	-3 214 400	-4 018 000	-4 419 800
Encaissement provenant des CMT Bancaires	155 000 000	201 600 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000	170 000 000
Remboursement provenant des CMT Bancaires	-96 639 543	-147 528 817	-185 398 858	-193 266 973	-192 736 475	-187 482 077
Encaissement provenant des emprunts obligataires	59 230 000	75 770 000	60 000 000	60 000 000	70 000 000	60 000 000
Remboursement provenant des emprunts obligataires	-33 132 000	-41 935 000	-51 162 000	-59 820 000	-67 077 000	-64 684 000
Encaissements des certificats de dépôt et des certificats de leasing	864 000 000	913 500 000	433 500 000	398 000 000	384 500 000	374 000 000
Décaissements des certificats de dépôt et des certificats de leasing	-648 000 000	-932 000 000	-472 500 000	-393 000 000	-386 500 000	-369 000 000
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	130 675 844	66 268 710	-48 775 258	-21 301 373	-25 831 475	-21 585 877
Variation de trésorerie	-13 697 741	12 171 143	-372 173	9 222	500 159	-181 231
Trésorerie au début de l'exercice	2 708 049	-10 989 692	1 181 451	809 278	818 500	1 318 660
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-10 989 692	1 181 451	809 278	818 500	1 318 660	1 137 428

6.2.4 Ratios prévisionnels

En DT	2017	2018 E	2019 P	2020 P	2021 P	2022 P
Indicateurs de gestion en DT						
Résultat de la période (1)	8 202 760	6 060 398	6 599 481	8 662 183	10 078 558	10 759 458
Créances sur la clientèle + Portefeuille titre commercial + Portefeuille d'investissement	820 470 014	806 748 071	795 051 649	785 168 003	777 645 201	774 225 943
Engagement (2) (Bilan et Hors bilan)	878 369 331	840 303 357	861 782 760	856 693 128	853 939 858	855 272 038
Fonds propres (avant résultat net) (3)	64 304 427	69 369 673	72 215 671	75 600 752	80 244 935	85 903 693
Capitaux propres avant affectation	72 507 187	75 430 071	78 815 152	84 262 935	90 323 493	96 663 151
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	809 907 969	793 729 007	780 202 986	767 819 339	757 796 537	751 877 280
Créance classées (4)	33 866 704	37 029 699	40 142 632	43 211 646	46 246 178	49 262 616
Produits réservés (5)	1 695 527	1 995 527	2 305 527	2 635 527	2 975 527	3 315 527
Total provisions (6)	22 768 067	25 029 224	27 612 541	30 327 698	33 177 246	35 996 633
Emprunts et ressources spéciales (7)	610 356 838	679 808 747	635 237 416	617 396 662	596 578 331	579 902 280
Dettes envers la clientèle	8 524 277	7 861 608	5 130 000	5 535 000	5 940 000	6 345 000
Total bilan	852 730 750	833 587 784	819 367 953	812 990 189	804 759 605	800 850 682
Charges de personnel	7 047 593	7 800 000	8 424 000	9 097 920	9 825 754	10 611 814
Dotations nettes aux provisions	2 862 275	2 372 246	2 723 816	3 069 015	3 034 532	3 016 438
Intérêts et produits assimilés de leasing	69 619 440	84 117 023	85 052 484	88 027 233	90 526 451	90 900 609
Charges financières (8)	44 095 869	60 966 386	59 510 823	58 283 771	57 558 843	55 743 731
Total charges d'exploitation	11 223 906	12 231 295	13 654 317	14 714 853	15 829 943	17 017 385
Produits nets	25 738 227	23 389 977	25 898 594	30 064 149	33 323 795	35 540 681
Ratios propres aux sociétés de leasing						
Fonds propres / Engagements (3)/(2)	7,32%	8,26%	8,38%	8,82%	9,40%	10,04%
Taux de créance classées(4)/(2)	3,86%	4,41%	4,66%	5,04%	5,42%	5,76%
Ratio de couverture de créances classées (5) +(6)/(4)	72,23%	72,98%	74,53%	76,28%	78,17%	79,80%
Créances classées/Créances sur la clientèle + Portefeuille titre commercial + Portefeuille d'investissement	4,13%	4,59%	5,05%	5,50%	5,95%	6,36%
Ratio de gestion						
Charges de personnel/ produits nets	27,38%	33,35%	32,53%	30,26%	29,49%	29,86%
Produits nets/ Capitaux propres avant affectation	35,50%	31,01%	32,86%	35,68%	36,89%	36,77%
Coefficient d'exploitation (Total des charges d'exploitation/Produits nets)	43,61%	52,29%	52,72%	48,94%	47,50%	47,88%
Dotations nettes aux provisions/ produits nets	11,12%	10,14%	10,52%	10,21%	9,11%	8,49%
Ratio de structure						
Total des capitaux propres avant résultat/ Total bilan	7,54%	8,32%	8,81%	9,30%	9,97%	10,73%
Emprunts et ressources spéciales/Total bilan	71,58%	81,55%	77,53%	75,94%	74,13%	72,41%
Créances sur clientèle, opérations de leasing/ Total bilan	94,98%	95,22%	95,22%	94,44%	94,16%	93,88%
Emprunts et ressources spéciales + dettes envers la clientèle/Créances sur clientèle, opérations de leasing	76,41%	86,64%	82,08%	81,13%	79,51%	77,97%
Ratio de rentabilité						
ROE (Résultat net/ Capitaux propres avant résultat net)	12,76%	8,74%	9,14%	11,46%	12,56%	12,53%
ROA (Résultat net/ Total bilan)	0,96%	0,73%	0,81%	1,07%	1,25%	1,34%
Résultat net/ Produits nets	31,87%	25,91%	25,48%	28,81%	30,24%	30,27%
Intérêts et produits assimilés de leasing/Créances sur la clientèle	8,60%	10,60%	10,90%	11,46%	11,95%	12,09%
Produits nets/ Total bilan	3,02%	2,81%	3,16%	3,70%	4,14%	4,44%

6.2.5 Marge brute d'autofinancement prévisionnel

En DT	2017	2018 E	2019 P	2020 P	2021 P	2022 P
Résultat net	8 202 760	6 060 398	6 599 481	8 662 183	10 078 558	10 759 458
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	2 862 275	2 372 246	2 723 816	3 069 015	3 034 532	3 016 438
Dotations aux provisions pour risques divers	141 050	351 959	300 000	300 000	300 000	300 000
Marge brute d'autofinancement	11 206 085	8 784 603	9 623 297	12 031 198	13 413 090	14 075 896

6.2.6 Encours émis par Hannibal Lease

Échéances à moins d'un an au 1^{er} Janvier de l'année

En DT	2017	2018E	2019P	2020P	2021P	2022P
E.O 2012	4 000 000					
E.O 2013/1	4 000 000	4 000 000				
E.O 2013/2	6 000 000	6 000 000	6 000 000	2 644 000	2 644 000	
E.O 2014/1	6 016 000	6 016 000	6 016 000	2 576 000	2 576 000	
E.O 2015/1	2 240 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	3 760 000	3 760 000
E.O.S 2015/1	1103000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	3 897 000	3 897 000
E.O 2015/2	3 334 000	3 334 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	4 666 000
E.O 2016/1	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	-
E.O 2016/2	2 439 000	2 439 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	5 561 000
E.O 2017/1		1 000 000	1 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
E.O 2017/2		1 689 160	1 689 160	5 000 000	5 000 000	5 000 000
E.O 2017/3		-	2 294 000	2 294 000	8 000 000	8 000 000
E.O 2018 sub		-	2 240 000	2 240 000	3 630 000	3 630 000
Total	33 132 000	39 478 160	50 439 160	49 954 000	53 507 000	38 514 000

E : estimé

P: prévisionnel

Échéances à plus d'un an au 1^{er} Janvier de l'année

En DT	2017	2018E	2019P	2020P	2021P	2022P
E.O 2013/1	4 000 000					
E.O 2013/2	17 288 000	11 288 000	5 288 000	2 644 000		
E.O 2014/1	17 184 000	11 168 000	5 152 000	2 576 000		
E.O 2015/1	25 520 000	19 520 000	13 520 000	7 520 000	3 760 000	
E.O.S 2015/1	22 794 000	17 794 000	12 794 000	7 794 000	3 897 000	
E.O 2015/2	36 666 000	33 332 000	25 332 000	17 332 000	9 332 000	4 666 000
E.O 2016/1	16 000 000	12 000 000	8 000 000	4 000 000	-	-
E.O 2016/2	37 561 000	35 122 000	27 122 000	19 122 000	11 122 000	5 561 000
E.O 2017/1	20 000 000	19 000 000	18 000 000	14 000 000	10 000 000	6 000 000
E.O 2017/2	25 000 000	23 310 840	21 621 680	16 621 680	11 621 680	6 621 680
E.O 2017/3		40 000 000	37 706 000	35 412 000	27 412 000	19 412 000
E.O 2018-01 sub		20 000 000	19 000 000	18 000 000	14 000 000	10 000 000
Total	222 013 000	242 184 840	193 535 680	145 021 680	91 476 680	56 926 680

E : estimé

P: prévisionnel

6.2.7 Avis des Commissaires Aux Comptes sur les états financiers prévisionnels pour la période (2018-2022)



F.M.B.Z KPMG TUNISIE
Les jardins du lac
B.P n° 317 Publiposte rue lac Echkel
Les Berges du lac 1053 Tunis
Tél. 216 (71) 194 344 Fax 216 (71) 281 477
RC : B148992002 – MF : 810663T/A/M/000
E-mail : tn-fmfbz@kpmg.com



Société d'expertise comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Immeuble International City Center - Tour des Bureaux
Centre Urbain Nord - 1082 Tunis - Tunisie
Tél (L.G) : 70 728 430 - Fax : 70 728 405
RC : B1114411996 - MF : 048096 HAM 000
Mail : administration@finor.com.tn

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'EXAMEN D'INFORMATIONS FINANCIERES PREVISIONNELLES POUR LA
PERIODE 2018-2022**

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE HANNIBAL LEASE (HL)

En notre qualité de commissaires aux comptes, nous avons examiné la projection d'informations financières et ses annexes de la société HANNIBAL LEASE relatives à la période 2018-2022, telles qu'elles sont annexées au présent rapport.

Cette projection et les hypothèses retenues relèvent de la responsabilité de la direction. Elle a été préparée dans le cadre de l'élaboration du document de référence "HL 2018" et a été approuvée par le Conseil d'Administration de la société du 28 Septembre 2018. Il nous appartient, sur la base de notre examen, d'exprimer notre conclusion sur cette projection.

La projection a été préparée sur la base d'un ensemble d'éléments comprenant des hypothèses théoriques sur des événements futurs et des actions de la direction qui ne se produiront peut-être pas. En conséquence, les lecteurs sont avertis que cette projection ne peut pas être utilisée à d'autres fins que celles indiquées ci-avant.

Nous avons effectué cet examen selon les Normes Internationales de Missions d'Assurance applicables à l'examen d'informations financières prévisionnelles dont notamment ISAE 3400 « Examen d'informations financières prévisionnelles ». Il n'entre pas dans notre mission de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Sur la base de notre examen des éléments corroborant les hypothèses retenues, nous n'avons pas relevé de faits qui nous conduisent à penser que celles-ci ne constituent pas une base raisonnable pour la projection,

A notre avis, cette projection est correctement préparée sur la base des hypothèses décrites et est synthétisée dans un bilan, un état de résultat et un état de flux de trésorerie conformément aux normes comptables généralement admises en Tunisie.

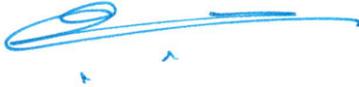
Enfin, nous rappelons que s'agissant de projections présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront, parfois de manière significative, des informations prévisionnelles présentées.

Tunis, le 1 Octobre 2018

Les commissaires aux comptes

F.M.B.Z KPMG TUNISIE

Moncef BOUSSANOUGA ZAMMOURI



FINOR

Mustapha MEDHIOUB

